

909.09822

P462

no.66

STX

J


PORTUGAL 1974-1994



Peuples Méditerranéens N° 66
MEDITERRANEAN PEOPLES

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
EDDOR STACKS





Digitized by the Internet Archive
in 2013 with funding from
University of Illinois Urbana-Champaign

909 09822

P462

no. 66

R45-212

THE LIBRARY OF THE

AUG 09 1994

UNIVERSITY OF ILLINOIS
URBANA-CHAMPAIGN

Portugal, 1974-1994

PEUPLES MÉDITERRANÉENS / MEDITERRANEAN PEOPLES N° 66
Revue trimestrielle - janvier-mars 1994

Michel Poinard : Portugal, 1974-1994	3
Boaventura de Souza Santos : Etat, rapports salariaux et protection sociale à la semi-périphérie - Cas du Portugal	23
Antonio Gama : Petites villes et péri-urbanisation	67
Fernando Ruivo : Le processus de décentralisation. Discours et pratique	83
Carlos Nunes Silva, Isabel Magarida André : Le pouvoir local	91
Michel Drain : L'agriculture portugaise, évolution et perspectives	103
Pedro Hespana : La "déprolétarianisation" de la Réforme Agraire	121
José Reis . Intégration européenne : un nouveau dualisme dans l'agriculture?	139
Virginia Ferreira : Occupational segregation by gender	149
Pirouz Eftekhari : Le discours du bidonville	167
Eduardo Lourenço : L'Europe dans l'imaginaire portugais	211
Résumés / Abstracts :	219

Cette livraison a été réalisée avec la collaboration
de
Marie-Antoinette Hily et Michel Poinard

Publié avec le concours du Centre national des lettres

PORTUGAL, 1974-1994

Michel POINARD

Une démocratie libérale et parlementaire assagie, tempérée par des lambeaux de législation socialisante, voilà qui résumerait le Portugal de la décennie 90.

Vingt ans après le 25 avril, et alors qu'une génération née dans la démocratie accède à la majorité politique, c'est à la construction de ce Portugal de centre-droit que nous sommes conviés. Il nous faut pour cela apprécier la problématique reconversion de son économie au marché européen, mais aussi la dégradation accélérée d'une société rurale dont les cadres et les supports traditionnels sont brisés par les valeurs nouvelles et les nouveaux modes de représentation qui se diffusent dans les campagnes.

La propagande de l'Estado Novo avait accoutumé le Portugal à compenser sa pauvreté quotidienne par les mirages de sa grandeur impériale et trans-océanique ("Le Portugal est Un, du Minho Jusqu'à Timor"). Il lui faut maintenant inventer une image de lui-même compatible avec l'effondrement de l'Empire, et sa réduction à une petite province de l'Europe.

Plutôt que de dresser un bilan (qui renverrait à d'implicites normes) il s'impose d'esquisser une trajectoire, de repérer les temps forts et de pointer enfin les problèmes rencontrés par le Portugal pendant cette remise à niveau de 20 ans, cette recherche de "normalité".

La Révolution des Œillets

Au point de départ, il convient de revenir sur les années charnières du gouvernement de Marcelo Caetano (1968-1974), rattachées de manière trop hâtive à la noirceur du "fascisme"¹ alors qu'elles représentent une tentative avortée pour faire évoluer l'Estado Novo de l'intérieur.

Le salazarisme avait déjà fait le choix d'industrialiser le Portugal et de soutenir les grands groupes capitalistes qui supportaient cette restructuration de l'économie, mais avec son dauphin, l'accélération est manifeste et l'on ne feint même plus de prendre en considération les intérêts des petits industriels, des rentiers du sol et des notables de province qui représentaient les soutiens constants du régime.

A l'occasion des travaux préparatoires du quatrième plan, on admet ouvertement que l'agriculture sera modernisée par les lois de l'économie de marché, on accélère à la fois la spéculation sur la culture de la tomate et la production de jus concentré (dont le Portugal devient l'un des premiers exportateurs mondiaux) et la mise en œuvre d'un programme articulé sur la production de pâte à papier.

Dès 1972, le gouvernement de Caetano frappe aux portes de la CEE, et pour reprendre la distinction commode de Martins Pereira, c'est la fraction "européenne" de la bourgeoisie locale qui a le vent en poupe, en association avec le capital étranger au détriment de la fraction "africaine" structurée sur l'exploitation de l'Empire. Tel est le projet de Sines qui vise à transformer ce petit port de pêche en une des plates-formes pétrochimiques les plus performantes de l'Europe, puis d'y greffer des équipements de sidérurgie et des ateliers de construction navale. L'ensemble représentait l'équivalent de la totalité de la capacité d'investissements annuels du pays, mais il transformait le Portugal en intermédiaire entre le pétrole du Moyen-Orient et ses utilisateurs finaux dans les pays industrialisés du Nord.

C'est dans ce contexte que la politique d'émigration prend aussi un tournant spectaculaire. De mal nécessaire, subi, entravé par une réglementation tatillonne, elle devient, à partir des décrets de l'été 1970 un élément décisif dans la régulation du marché du travail. Elle représente une source d'exportation privilégiée à cause des retours de devises qu'elle implique, et de manière plus insidieuse, elle est un moyen de liquider en douceur les pans les plus obsolètes de l'industrie et du monde rural qui survivaient à l'abri du protectionnisme. Porté par la prospérité générale des systèmes capitalistes de la fin des années 60, le Caetanisme, dans les domaines économiques et sociaux, se

¹ Ce terme est aussi commode qu'inexact pour qualifier le salazarisme

dépouille de façon de plus en plus explicite de tous les oripeaux qui tendaient à donner au salazarisme une cohérence idéologique : le corporatisme qui voulait faire régner l'harmonie du capital et du travail et remplacer la lutte des classes par "l'intérêt supérieur de la nation", le "*condicionamento*", sorte de protectionnisme généralisé qui découlait du corporatisme, et, pour finir, l'ordre moral censé soumettre les individus à la raison d'un Etat bien pensant.

Mais le drame de cette période consiste en son manque d'audace et sa timidité dans l'affirmation des remises en cause. Sans appuis populaires, ni soutiens extérieurs, le salazarisme n'est plus qu'un cadre vide de références, mais il tient par la pesanteur du système et l'inertie de la bureaucratie qu'il a suscitée. La censure se relâche et le pouvoir tolère des mouvements sociaux d'une violence inégalée dans la banlieue industrielle de la capitale, le Parti Communiste se reconstitue dans une semi-clandestinité, mais la grève demeure légalement interdite et l'adhésion au syndicalisme officiel, obligatoire. Les opposants ne risquent plus leur vie ou la déportation mais Mario Soares doit subir un bannissement mesquin à Sao Tomé.

Caetano tente cependant d'injecter du sang neuf au parlement avec les rénovateurs de Sa Carneiro, mais la farce électorale traditionnelle recommence pour les législatives de 1973, et l'opposition privée de campagne électorale, sans garanties sur le dépouillement du scrutin, retire, comme à l'accoutumée, ses candidats dans les derniers jours qui précèdent le vote. A la veille de la Révolution des Œillets, comme l'atteste le désenchantement et l'amertume du témoignage de Mario Soares (*Le Portugal bâillonné*), personne ne voit d'issue au blocage politique et idéologique du système. Caetano et la camarilla qui l'entoure, se révèlent prisonniers de l'héritage qui a assuré leur pouvoir et donc incapables de concevoir la transition vers la démocratie qui se déroulera deux ans plus tard dans le pays voisin après la mort de Franco.

Quant à l'opposition, déchirée, sans audience réelle dans le pays, ni aucune expérience sérieuse après 45 ans de dictature, elle semble dénuée de toute stratégie pour conquérir le pouvoir.

Par ailleurs le terrorisme, le plastiquage de matériel militaire en partance pour les colonies pratiqués par l'ultra gauche révolutionnaire - tel le LUAR - soulignent la décomposition du régime, les faiblesses de son appareil répressif, mais ces actes demeurent beaucoup trop isolés pour ébranler l'Estado Novo.

C'est pourquoi la Révolution des Œillets sera perçue comme une "divine surprise", une surprise d'autant plus vive qu'elle est réalisée par la troupe, et que dans l'histoire, l'armée est peu accoutumée à rendre le pouvoir au peuple. Il est vrai que le salazarisme avait déjà été secoué par quelques prononciamientos (dont celui de Beja en 1964), que l'armée avait souvent montré un soutien distant au régime et que surtout elle ne voulait plus assumer les conséquences militaires de l'échec politique de l'impasse coloniale. Car ce sont les guerres d'Outre-Mer, l'impossible

décolonisation qui ont achevé l'Estado Novo. On a souvent décrit le travail de sape des appelés du contingent, la politisation du corps des officiers mais, si l'on conçoit cette prise de conscience d'une partie de l'encadrement, on reste plus perplexe devant l'étonnant succès du coup d'Etat du 25 avril et surtout l'absence de résistances. Il reste, de toute évidence, beaucoup de zones d'ombres dans sa maturation, puis son exécution. Il est en effet difficile d'imaginer dans ce régime policier que des capitaines aient pu comploter pendant des mois à l'insu de la Sécurité Militaire alors qu'en mars 1974 le soulèvement prématuré d'un régiment à Caldas da Rainha aurait dû attirer l'attention. Tout se passe comme si, tacitement ou de manière explicite, l'Estado Novo s'était résigné à remettre le pouvoir au général Spínola. Cet officier, précédé par sa flatteuse réputation de baroudeur et de pro-consul de Guinée Bissau, peu suspect de gauchisme, vient de proposer dans un livre qui fait scandale (*Le Portugal et son Empire*) la seule sortie encore honorable d'un conflit interminable : une décolonisation dans "l'honneur", à la française, en cherchant les partenaires les moins incommodes, et en préservant les intérêts de la métropole. Le 25 avril aurait dû être un 13 mai.

Spínola sera vite dévoré par la tourmente qu'il a contribué à déclencher, puisque cinq mois après, il perd la présidence de la République, mais, jusqu'au bout, la courte Révolution des Œillets - 19 mois tout juste du 25 avril 74 au 25 novembre 75 - gardera sa tonalité particulière, ses allures de guérilla romantique.

Le Mouvement des Forces Armées (MFA) partage le pouvoir avec les civils. Il s'érige, en Conseil de la Révolution, s'en veut la conscience puisqu'il l'a fomentée tout en assurant la fonction plus classique de maintien de l'ordre et d'exécution des nouvelles lois. Mais il n'a pas une vision politique bien claire et s'inquiète peu à peu de la dérive gauchiste de l'été chaud de 1975, et de l'ébauche de soviets - les SUV - qui apparaissent dans certains régiments. Avec le recul du temps, les péripéties de son cours paraissent un peu dérisoires, la complexité de son fonctionnement déconcertante tant s'entremêlent logiques militaire et régimentaire, histoires de popotes, camaraderie de promotion et nécessités de construire l'outil de la Révolution¹. Sur le fond, le rôle décisif des Forces Armées a été d'abattre l'Estado Novo (nul autre ne pouvait le faire) et leur grandeur de se retirer peu à peu du jeu politique quand s'est affirmé l'Etat de Droit.

Par un singulier retournement d'attitude les mythes mobilisateurs du "Mouvement des Capitaines" (pris en tant que corps; les individus

¹ La relecture du livre de J.P Faye "le Portugal d'Otelo", enquête extrêmement rigoureuse et détaillée sur le contre-coup de force du 25 novembre qui marque l'arrêt de la Révolution, se révèle presque inintelligible aujourd'hui tant la complexité des pouvoirs, et les fonctions des différents acteurs apparaissent difficiles à démêler.

pouvaient avoir des options partisans différenciées) puisent dans la lutte anti-impérialiste dont ils s'étaient dégagés, et dans une vision tiers-mondiste d'un Portugal à décoloniser de l'intérieur. Sur le terrain, son action est plus controversée. Quand une dynamique révolutionnaire s'étend comme en Alentejo lors des occupations de terre, l'appui du MFA donne aux ouvriers agricoles la légalité de la force et l'assurance que leur audace ne sera pas remise en cause au nom du maintien de l'ordre. Dans le Nord au contraire, les "campagnes de dynamisation" se sont trop souvent calquées sur les méthodes apprises dans la brousse africaine, à la surprise de paysans peu accoutumés à voir des hélicoptères investir leur village.

En théorie, enfin, cette mission tiers-mondiste du Portugal n'est pas inconcevable. Se percevant comme "le plus développé des pays sous-développés" il peut s'assigner le rôle de transmettre de la technologie aux pays moins équipés que lui et de jouer un rôle d'intermédiaire. En ce sens il ne manque pas de bons esprits pour souligner qu'il suffirait au Portugal de vendre un peu à chaque pays du vaste monde pour dégager une réelle prospérité. Mais il faudrait aussi pour cela que ce pays restructure un appareil de production dont on sait qu'il s'articulait, au contraire, chaque jour davantage vers le monde développé de l'Europe occidentale. Il fallait donc plus de 19 mois pour mettre en œuvre un tel redéploiement. En outre, sur le long terme, l'apparition de la "crise" l'appauvrissement qui allait en résulter pour le Tiers-Monde - et singulièrement pour l'Afrique rendait ce projet bien aléatoire.

En dernière analyse, l'intrusion de l'armée dans ce processus révolutionnaire a joué un rôle décisif dans un champ qui, à l'époque, n'a pas été perçu clairement : le domaine symbolique et l'écho international. Pour nous, Européens, cette Révolution a été la première (ou la dernière ...) révolution médiatique; tout s'est passé sous le regard des télévisions : pendant des mois, envoyés spéciaux, reporters et cameramen ont investi le Portugal et assuré l'information, au point de façonner l'événement et de contraindre les acteurs à prendre la pose devant le regard de l'objectif. Dans le contexte si particulier de la fin des années 60 toutes bruissantes des frémissements gauchistes qui agitaient l'Europe (dérive terroriste en Allemagne, puis en Italie, surtout retentissement de mai 68 en France) la révolution que l'on n'a pas pu faire chez soi on va pouvoir la rêver chez les autres ... la visiter. La Révolution portugaise aura été la première Révolution touristique de l'histoire! et les intéressés se sont trouvés prisonniers du rôle qu'on leur faisait jouer. C'est pourquoi la présence du militaire lui donne tout son piment et toute sa force affective et mythique. Au sortir des grandes manifestations contre la guerre au Viet-Nam, la lutte impérialiste peut continuer. Et pour tous ceux qui sont convaincus que "le pouvoir est au bout du fusil" quelle confiance de voir le soldat se ranger du côté du peuple, quelle image forte que celle de l'affiche de l'enfant au fusil mitrailleur avec l'œillet fiché dans le canon.

Et pourtant ce romantisme masque l'essentiel, l'impuissance du 25 avril à s'ouvrir sur un projet réellement novateur et révolutionnaire au sens plein du terme. Ce propos est certes profondément injuste et blessant pour ceux qui se sont engagés. Il méconnaît la somme d'initiatives de tous genres qui ont fleuri dans cette période où les murs avaient la parole : commissions d'habitants, auto-construction des bidonvilles, coopératives de la Réforme agraire, usines reprises par le personnel quand la direction les avait abandonnées. Il oublie encore que l'autogestion fut aussi le maître-mot du 25 avril, qu'un peuple s'est redressé et qu'il a retrouvé la parole. Ce propos se révèle aussi trop facile aujourd'hui, dans cette période d'effondrement des anciennes démocraties populaires, mais il souligne aussi une évidence dont on a pris conscience après coup : la Révolution portugaise n'avait plus de modèle, ou plutôt le seul modèle qu'elle avait à sa disposition, la mise en place d'un système à socialisme d'Etat et à économie planifiée, était déjà obsolète et incapable d'évolution. Beaucoup de facteurs pourtant sont réunis pour sa mise en place. Tout d'abord le degré de développement du Portugal car les profondes inégalités sociales, la misère des travailleurs peuvent s'accommoder d'une répartition moins déséquilibrée de la pénurie et tirer partie des équipements sociaux collectifs qui compensent la modicité des revenus individuels. Le poids du PCP ensuite, le parti le plus stalinien sans doute de l'Europe, à cause de son histoire et de sa dure expérience de la clandestinité, mais aussi la force la mieux organisée sur l'échiquier politique et social. Mais ses bastions sont étroitement cantonnés à la ceinture industrielle de Lisbonne et aux espaces prolétariés de la grande agriculture latifundiaire et sauf à tenter un coup de force, l'hostilité du Nord et le poids des urnes le bornent à un rôle politique de second plan.

Le PCP peut participer à tous les gouvernements provisoires mais il sera ensuite exclu de toutes les coalitions gouvernementales après les élections législatives de 1976 où il n'obtient que 15% des voix.

La menace d'un putsch communiste a souvent été dénoncée par ses adversaires et agitée comme un épouvantail pour mobiliser l'Europe inquiète, mais le Portugal apparaît trop ancré dans l'OTAN - à cause des Açores par exemple - pour que la Russie Brejnevienne ne rompe l'équilibre des forces qui prévaut dans l'Europe de l'Ouest. Ce qui l'intéresse bien davantage ce sont les dépouilles de l'empire colonial et, dès lors qu'elle paraît acquérir une place prépondérante en Angola et au Mozambique, elle renonce à peser sur le cours de la Révolution à Lisbonne. Dans ces conditions, la seule possibilité qui reste au PCP est de prendre des gages et de coloniser l'appareil d'Etat (la pratique du Spoil System est, dans ce pays sans tradition administrative, cultivée par toutes les forces politiques qui approchent un instant du pouvoir), surtout et autant que faire se peut, de mettre sur les rails un socialisme rampant et un capitalisme d'Etat.

Le texte même de la constitution proclame la vocation "socialiste" du Portugal et garantit les droits du travailleur¹. Une série de décrets pris pendant le printemps et l'été de 1975, nationalise les secteurs clefs de l'économie - le système bancaire, l'essentiel des transports collectifs, le gros des conglomerats industriels qui s'étaient constitués à l'époque précédente. On peut estimer que l'ensemble des secteurs publics représente le quart de l'emploi industriel mais produit la moitié de la formation brute de capital fixe.

Enfin, la Réforme Agraire vise à donner "la terre à qui la travaille" sans briser la cohérence de l'exploitation, au contraire même les unités coopératives de production regroupent souvent plusieurs domaines latifundiaires - plusieurs *herdades* - et le gigantisme rend souvent aléatoire la gestion de ces nouvelles unités. Aucune de ces mesures, sur le fond, ne s'éloigne de logiques comparables à celles des démocraties populaires, ou plutôt de la vision théorique et idéalisée que l'ont peut en avoir à partir de Lisbonne. Le PCP compte aussi sur l'action quotidienne pour renforcer son audience et il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que les couches des petites gens, des petits salariés se souvient avec gratitude des 20 mois de révolution. La revalorisation des salaires² accompagnée d'un blocage partiel des prix se traduit par une réelle amélioration du pouvoir d'achat. La législation sociale inscrite dans la Constitution fait du Portugal le plus "avancé" des pays d'Europe - tandis que l'appropriation du sol ne peut manquer d'avoir un écho favorable dans la masse des ouvriers agricoles hantés par l'ancienne précarité de leur statut et le pouvoir des "seigneurs de la terre". Dans une société aussi inégalitaire, il y a donc un réel transfert de revenus vers les plus pauvres et une évidente reconnaissance de leur dignité. Reste que pour faire triompher le modèle social auquel le PCP aspirait, il aurait fallu du temps, comme d'ailleurs pour s'imposer par des voies démocratiques - il ne fait que 13% des scrutins en avril 1975 -, et remonter le handicap de la peur des "Rouges" instillée par le salazarisme dans le Nord et le Centre. Force est donc pour le PCP de coller au MFA - à son aile gauche du moins - puisqu'il incarne la légitimité révolutionnaire, qu'il sous-tend la dynamique des processus, qu'il impose une constitution très socialisante à une assemblée plus circonspecte. Tout cela au risque d'être entraîné dans la dérive gauchiste et les surenchères de la fin de l'été quand il faudrait au contraire calmer le jeu, puis de voir son influence contrée de manière décisive par le coup d'Etat du 25 novembre. A partir de cette date tout se passe comme si le PCP, cramponné à ses bastions devait se borner à préserver "les acquis de la Révolution", à dénoncer les "mauvais coups de la réaction" et pour finir à exercer cette "puissance

¹ Tout particulièrement contre les licenciements.

² En 1974, la fixation d'un salaire minimum à 3.000 escudos (600 F de l'époque) concerne la moitié des salaires de l'industrie et du commerce.

tribunicienne" dévolue classiquement aux partis communistes dans les pays d'Europe où ils gardent une représentation parlementaire; dans l'attente d'une hypothétique victoire électorale qui remettrait la Révolution sur ses rails.

Mais quand est brisée la mystique romantique de l'alliance du peuple et de ses soldats, quand le projet de la démocratie populaire avorte au milieu du gué, il ne reste plus de projet révolutionnaire au sens où un groupe se sentirait porteur d'une utopie sociale et serait à même de la réaliser. Et c'est pourquoi le 25 avril est un mouvement prémonitoire qui anticipe sur le triomphe du libéralisme qui va marquer la fin du XXe siècle.

La normalisation de l'Etat de droit

A partir des élections du 25 avril 1976 le Portugal est doté de sa première assemblée législative, chargée d'appliquer la Constitution approuvée par l'assemblée précédente. Il entre dans l'Etat de Droit, va fonctionner selon des règles qu'il a choisies et abandonne peu à peu les mesures d'exception ou de dérogation imposées par les circonstances depuis l'effondrement de l'Estado Novo.

Une première analyse de la période qui s'ouvre consisterait à réduire cette normalisation - au sens littéral de recherche de la norme des sociétés occidentales développées - à une banalisation dans l'ordre de la dépendance qu'impose le capitalisme aux pays pauvres après les "avancées" des temps révolutionnaires; il faudrait pour le faire que subsistent des modèles alternatifs... La seconde doit se borner à éclairer la dynamique du processus et à se demander paradoxalement pourquoi après les quarante ans de glaciation mentale du salazarisme, et après le bruit et l'exaltation de vingt mois révolutionnaires, le passage à l'Etat de Droit a été aussi peu chaotique.

C'est donc le champ du politique qu'il faut d'abord balayer. La définition de l'Etat-nation portugais, de son espace territorial ne pose guère de difficultés, et n'appelle pas de remises en question déchirantes. Le plus ancien pays de l'Europe, bâti sur des frontières intangibles, depuis la fin du XIIIe siècle, cimenté par une langue unique n'a guère de doute sur son identité nationale, ni de sérieuses menaces irrédentistes à affronter (une fois reconnue l'autonomie des archipels atlantiques de Madère et des Açores). Mais il lui faut assurer les séquelles de la décolonisation; non seulement panser des désordres matériels, recaser les *retornados*, tisser de nouveaux liens économiques et culturels avec des Etats bientôt déliquescents mais avant tout surmonter le traumatisme de la perte de sa vocation impériale. Ce n'est pas ici le lieu de démonter les mécanismes par lesquels Salazar était parvenu à transformer un colonialisme suranné en symbole de la dimension mondiale du pays, mais il faut souligner que, par une mystification de l'histoire, par la récupération de la geste des

"Découvertes", le pouvoir était parvenu à se convaincre mais aussi à convaincre l'opinion que seul le maintien de l'Empire garantissait la grandeur du pays, confortait sa vocation universaliste et maritime, l'arrachait à l'ancrage ibérique perçu comme une subordination à l'Espagne qui l'encerclait. Mais il reste qu'après une décolonisation calamiteuse et bâclée, le Portugal se trouve réduit à son quadrilatère de 90 000 km² et qu'il faut inventer un autre destin national.

Il semble que l'utilisation de l'émigration ait pu constituer un premier recours. Dans les années qui suivent la Révolution son rôle économique est devenu décisif puisque ce sont les transferts des économies des émigrés qui apparaissent comme les ultimes garants de la solvabilité de l'Etat. Mais il faut souligner une fonction symbolique plus subtile : les émigrés deviennent des "Communautés Portugaises" installées à l'étranger, et l'émigration, une "diaspora" dont le rayonnement mais aussi la dispersion sur l'ensemble du monde reconstituent l'universalisme lusitanien. Une série de mesures institutionnelles sont prises pour introduire les émigrés dans l'ordre de l'Etat : nouveau code de la nationalité qui consacre le droit au retour permanent dans la lusitanité, participation aux élections législatives, reconnaissance de la vie associative consacré par la constitution d'un Conseil des Communautés, etc. Tandis que la multiplication des manifestations culturelles ou festives rappellent le poids de l'émigrant dans la société portugaise depuis l'émission de timbres-poste et l'érection de monuments commémoratifs, jusqu'à la promotion du vieux "Dia de Raça" salazariste, au mois de juin, en fête nationale : "le jour du Portugal, de Camões et des Communautés". Cet élan s'essouffle ces dernières années; pas seulement parce qu'avec la reprise économique le recours à l'argent de l'étranger se révèle moins prégnant, ni même parce que la pauvreté intrinsèque du pays, en dépit d'efforts méritoires, n'a jamais permis d'apporter aux communautés un soutien à la hauteur de leurs espérances, mais plus profondément parce que l'apologie de l'émigration conduit, de manière inéluctable, à s'interroger sur son rôle dans l'évolution du Portugal contemporain. L'exode a toujours été affaire de paysans et de pauvres, la promotion de l'émigré, une ascension sociale illégitime pour les notables traditionnels, et sa culture, médiocre et ostentatoire pour les élites urbaines. Si le discours officiel peut valoriser l'émigration, la culture savante continue à mépriser l'émigré. Concevoir, sur le papier, une sorte de lusitanité transnationale, revient en second lieu, à remettre en cause le statut de gestionnaire de l'identité nationale que s'est arrogé l'Etat portugais (au sens large) de par ses traditions centralistes. Il n'est donc pas vrai qu'il suffise à des Portugais de se réunir quelque part dans le vaste monde pour produire du "Portugais" et il revient au pays de définir la norme de la bonne lusitanité. Au risque, de susciter l'incompréhension puis l'irritation de la "diaspora", de rendre la gestion de celle-ci de plus en plus conflictuelle comme l'atteste la léthargie dans laquelle est tombé Le

Conseil des Communautés. Face au pays de départ, l'émigration révèle aussi, pour reprendre l'expression de Michel Marié, sa "fonction miroir", et il est donc douteux que se fabrique de la cohésion nationale à partir d'un thème aussi incertain.

L'Europe peut représenter un autre destin. Puisqu'elle est le symbole d'un projet réaliste, le seul dans lequel le pays puisse s'accomplir, mais aussi le garant, à cause des normes démocratiques qu'il implique, de la fin de toute aventure révolutionnaire comme d'une impossibilité à régresser dans le totalitarisme de l'Estado Novo. Tous les partis, à l'exception du PCP, se sont engouffrés dans le soutien à l'adhésion à la CEE, en particulier le PSD et le PSP destinés à représenter les alternatives de centre droit et de centre gauche de la démocratie parlementaire en devenir. Mais l'idée européenne n'est pas seulement un garde-fou politique où une bouée de secours économique. On peut aussi lui donner une dimension plus culturelle, en cherchant à montrer que non seulement le Portugal a sa place dans la Communauté à cause de sa Constitution mais aussi des valeurs spirituelles et morales qu'il partage avec les autres pays de la Communauté. Mieux, en soulignant qu'il a participé à l'établissement de ces valeurs c'est à une relecture de l'histoire nationale que l'on peut se livrer et singulièrement de la phase des Découvertes. Lorsque le Portugal apprend le Monde à ses voisins, il ouvre de nouveaux continents à leurs appétits, mais surtout il ouvre leur esprit aux valeurs qui fondent l'humanisme de la Renaissance, c'est-à-dire crée les bases de l'esprit européen. C'est ce qu'écrit Miguel Torga dès 1950, en réaction aux détournements nationalistes du salazarisme.

"Euphoriques, parce que justifiés, nous nous sommes vus pour quelques temps les légitimes citoyens du Monde. Humanistes, selon notre humanisme spécifique, même de nos défauts nous faisons vertus. Même en nous livrant au trafic d'armes, au mensonge et au vol, nous parvenions à déchiffrer les énigmes, à civiliser les peuples, à créer des nations. Jusque dans les aventures de l'esprit, pour lesquelles nous étions si mal équipés nous faisons des miracles, en imaginant, construisant, observant, décrivant. Et l'Histoire célèbre en bonne justice les meilleurs représentants de ces dépassements de l'esprit. Ils s'appellent Pedro Nunes, Duarte Pacheco Pereira, Dom João Castro, Garcia da Orta, Joao de Barros, Diego de Conto, Pêro Vaz de Caminha, Fernao Mendes Pinto, Luis de Camoens, mathématicien, astronome, océanographe, botaniste, chroniqueurs, écrivains-voyageurs et poète-soldat. Sans parler des autres, moins doués et qui modestement, se surpassèrent aussi. Chacun arrachait de son for intérieur le meilleur de soi-même et le mettait patriotiquement au service de tous. Le plus anonyme des marins

naufragés racontait pathétiquement et originalement son naufrage. Ce fut une apogée"¹

C'est aussi le sens que revêt, en 1983, la somptueuse exposition de Lisbonne sur le thème "Le Portugal de l'Europe et des Découvertes", puisqu'il s'agit de convaincre le public de l'importance du Portugal dans la naissance même de l'idée européenne et donc de la légitimité du pays à faire partie de la Communauté. Si cette vocation n'est guère contestable, si l'on consacre à l'occasion le retour des valeurs humanistes dans le pays d'Henri le Navigateur, il faut cependant se demander si cette orientation est assez mobilisatrice pour polariser les énergies et inventer un devenir. Pour le Portugal, comme du reste pour les autres membres de la CEE, la volonté de "faire l'Europe" est-elle un projet politique et culturel ou le moyen de tirer plus d'avantages des structures technocratiques mises en place à Bruxelles?

Qu'en est-il du système politique qui gère le fonctionnement quotidien de la cité? Certains acquis paraissent certes irréversibles, comme la liberté d'opinion et la fin de l'arbitraire. Cette conquête date des premiers jours de la Révolution des Œillets, et s'il fallait, avec le recul du temps, dégager sa signification la plus profonde, ce serait cette fantastique et émouvante libération de la parole qu'il faudrait mettre en exergue. On a souvent brocardé le verbiage de l'époque, l'interminable palabre des *comicios*, le déroulement filandreux des "séances d'éclaircissement", mais après la chute du salazarisme, la crainte d'avoir des idées, l'impuissance de les exprimer, ce fut comme un enchantement du verbe qui a secoué toute la société portugaise. Il suffit d'évoquer les groupes de "debaters" se reformant inlassablement sur la place du Rossio, ou le tapis d'affiches qui carapaçonnait les murs pour se souvenir qu'aucune époque ne fut aussi libre. Dans les sociétés citadines, la liberté de ton, de mœurs, n'est pas contestable et les générations trop jeunes pour avoir connu l'ordre ont peine à croire qu'il n'en fut pas toujours ainsi.

L'instauration de la démocratie parlementaire s'est également opérée sans trop d'a-coups. Il y eut certes quelques retours de flamme, quelques attentats hâtivement bricolés, de quoi rendre Otelo victime d'un acharnement judiciaire suspect à maints démocrates. Mais jamais de sérieuses menaces sur l'ordre public comme en Allemagne ou en Italie. Tout au contraire la jeune classe politique s'est risquée aux combinaisons parlementaires avec la subtilité des vieux briscards. Comme le système électoral portugais de la représentation proportionnelle rend les majorités fragiles, toutes les combinaisons ministérielles ont été essayées (à l'exception d'alliances avec le PC). Il serait vain de les dénombrer car l'essentiel réside dans la stabilité foncière du système et peut-être dans un glissement vers un système

¹ Portugal, Arlea, 1988, pp. 186-187.

parlementaire plus affirmé au détriment du présidentielisme initial. Sans doute faut-il expliquer cette maîtrise du jeu politique par l'homogénéité de son personnel, cet effet de microcosme caractéristique des élites portugaises. Même s'ils ne sont pas tous originaires du même milieu social, la plupart des parlementaires ont connu le même cursus et surtout fréquenté les mêmes universités - il n'y avait que 30.000 étudiants au temps de Salazar. Par delà les divergences partisans, des liens et des connivences se sont créés et maintenues. Si l'on ajoute deux autres traits distinctifs de l'intelligentsia - sa curiosité, sa permanente ouverture au monde, et le fait qu'elle a souvent vécu dans d'autres pays d'Europe pour achever ses études au temps de l'exil, on comprend l'aisance avec laquelle elle s'est coulée dans le moule de la démocratie parlementaire.

Il ne suffit pas que l'Assemblée siège au palais de Sao Bento, pour que l'esprit de la démocratie s'installe au Portugal. La représentativité peut être biaisée par les pesanteurs du corps social si le vote ne traduit pas les aspirations individuelles de l'électeur. Or deux éléments suggèrent que l'imprégnation reste sinon superficielle, du moins inégale.

D'une part, les premiers scrutins ont relevé une très inégale implantation spatiale des forces politiques et tout se passe comme si leur poids spécifique dépendait de la superficie territoriale qu'elles maîtrisent. En gros Lisbonne et l'Alentejo à la gauche, le Nord et l'intérieur à la droite; la principale force du PS, parti charnière, résultant de sa capacité à se dispenser de manière plus homogène et à combler les vides laissés par l'hégémonie des autres. Cette carte électorale fait ressurgir les oppositions les plus classiques, et les plus ancrées entre le Nord conservateur, prolifique, catholique et propriétaire, et le Sud progressiste, malthusien, libre penseur et salarié au détriment des nouvelles lignes de force qui paraissaient opposer le Portugal "utile" du littoral, et l'intérieur laissé à son arriération. Dans toutes les démocraties, les partis politiques doivent assumer les inégalités de leur représentation régionale, mais au Portugal les antagonismes sont trop tranchés pour que la vie politique n'en souffre pas, pour que certaines régions n'aient pas l'impression d'être exclues du pouvoir. Et il faut se demander si au fil des élections, une certaine homogénéisation s'opère; s'il est possible d'affirmer la singularité de son choix, ou si au contraire la pression ambiante contraint encore à se conforter à l'opinion dominante.

Cette pesanteur sociale apparaît encore plus sensible lors des scrutins locaux, à cause du clientélisme - du *caciquisme* - qui régent la vie provinciale. C'est une pratique qui vient de loin puisque Julio Dinis raillait déjà ces petits potentats de *concelho*. Le salazarisme avait encore accru leur influence en désignant à la tête des *Camâras municipais* ou des *Juntas de freguesia*, les notables les plus argentés et les plus influents ou en abandonnant le monde rural à la houlette

traditionaliste et moralisante du clergé¹. Lors du 25 avril des commissions provisoires se mirent en place pour assumer les pouvoirs locaux après l'éviction des éléments les plus compromis avec l'Estado Novo, mais le processus électoral normal a souvent remis en place les notables traditionnels ou des personnes qui leur étaient liés quand ils n'avaient pas à réapparaître au grand jour; si bien, que le plus souvent dans le Nord et l'intérieur, ce sont les mêmes hiérarchies et les mêmes réseaux d'influence. On ne peut contrer celui qui cumule les fonctions d'avocat, de notaire ou de médecin à la ville, et le rang de propriétaire foncier à la campagne, dont on est métayer depuis plusieurs générations, et qui peut obtenir par piston une sinécure ou un emploi pour les enfants. En profondeur, ce conformisme pose le problème de la diffusion de comportements individualistes dans les campagnes, et il est possible que les choix électoraux ne soient pas les indices les plus pertinents d'un changement des mentalités. La sphère du politique n'est pas essentielle dans la vie villageoise. Si le sentiment d'appartenance à un territoire local demeure très vif (comme l'attestent toutes les manifestations d'opposition à de nouveaux découpages qui se couvrent de la rationalité administrative), les élections aux Câmaras traduisent davantage des affrontements entre anciens notables et couches nouvelles de la petite bourgeoisie des services attirées par le gonflement démographique des bourgades. Il faudrait appréhender plus finement comment sont perçus les enjeux de pouvoir à l'échelle de la *fréguesia* - en dépit des faibles moyens dont elle dispose - et surtout comment le "modernisme" venu de la ville (par les journaux, par la télévision et par les migrants de l'intérieur plus que ceux qui reviennent de l'étranger) influe sur les jugements de valeur, sur l'éthique, sur l'ensemble des comportements. Et il est possible que la rupture de la Révolution, puis le temps de maturation qui a suivi, aient entraîné des bouleversements discrets mais décisifs, curieusement soulignés par les émigrants quand ils prennent conscience du décalage qui s'opère entre leurs souvenirs et la réalité nouvelle qu'ils mesurent à chaque retour et qui leur fait dire qu'ils "deviennent des étrangers dans leur propre pays". Il semble, par exemple, que le clergé ait perdu une bonne part de son ancienne fonction de régulation de l'ordre social et moral, que la fréquentation religieuse dominicale diminue, que la part des clercs dans la fête votive soit strictement limitée à la gestion du sacré, et qu'il puissent désormais influencer le volet profane des réjouissances, qu'enfin des conflits ouverts puissent éclater avec des *juntas* à l'occasion de l'utilisation de locaux ou de biens mobiliers, et surtout que les pratiques matrimoniales, sexuelles, démographiques s'éloignent de plus en plus des normes anciennes que partageait le groupe. L'effondrement de la fécondité comme la diminution de la

¹ Rappelons qu'il fallait un certificat de civisme délivré par les notables locaux (curé, junta) pour émigrer légalement.

nuptialité qui ont secoué le Nord suggèrent de profonds bouleversements.

L'autre volet de la "normalisation" concerne le domaine économique. Et à grands traits une première lecture des chiffres montre un redressement attirant les éloges des experts de l'OCDE. Schématiquement, trois périodes se dégagent :

- la fin des années 70 caractérisées par une forte dégradation de l'économie qui doit affronter à la fois les séquelles de la "crise" qui alors secoue tous les pays capitalistes (il suffit de rappeler le retournement du marché pétrolier), et les conséquences de la Révolution (effets de la revalorisation des salaires et de la fuite des capitaux sur la balance commerciale et la compétitivité de l'industrie, articulation entre le nouveau secteur étatisé et le reste du secteur marchand, etc.).

- les toutes premières années de la décennie 80 marquées par une sévère remise en ordre et le passage sous les fourches caudines du FMI qui accepte une consolidation de la dette en échange d'un retour "aux grands équilibres" et des "classiques" compressions des dépenses publiques. Il suffit que l'inflation (plus 20%) progresse plus que les revenus et que l'escudo poursuive une dépréciation régulière par rapport aux autres monnaies pour que les exportations retrouvent du dynamisme, mais les salariés perdent régulièrement du pouvoir d'achat.

- l'embellie des dernières années pendant lesquelles le Portugal voit son PIB croître à un rythme supérieur à la moyenne européenne (autour de 4%), grâce à un vigoureux redressement de la production et des exportations industrielles, son taux de chômage (autour de 6%) se situer en-dessous de la moyenne communautaire, et, enfin, le revenu disponible des ménages recommencer à croître en valeur réelle. En résumé donc, à lire les rapports successifs de l'OCDE, les experts se montrent plutôt satisfaits du "petit dernier" de la Communauté :

"En 1988, la croissance du PIB du Portugal est restée rapide, proche de l'évolution moyenne enregistrée depuis 1985. L'effet de développement entrepris depuis l'adhésion à la CEE s'est poursuivi... A court terme, les perspectives de croissance demeurent encore favorables et devraient permettre une progression de l'emploi suffisante pour maintenir le chômage au niveau relativement faible atteint en 1988" (Portugal Rapport OCDE 1988-89).

Et ce n'est qu'en second lieu que l'organisation internationale évoque des risques de surchauffe induite par une accélération trop vive de la consommation, et donc des importations, avec en conséquence l'accroissement du déficit commercial et une reprise de l'inflation.

Ce redressement, après les années si maussades de la décennie 70, ou ce lent rattrapage, conduit à une série d'interrogations sur la possibilité de sa prolongation; il n'a pas en effet comblé les handicaps structurels du pays, il a, au contraire, été assis tant sur une utilisation

opportuniste des déséquilibres par rapport au reste de la CEE que sur la stimulation temporaire que représente l'entrée dans la Communauté.

- Et donc, d'abord, une interrogation sur la pauvreté du Portugal ou plutôt sur la médiocrité des revenus salariaux, puisque c'est bien ce "retard" qui donne la clef du redressement économique. Comparer dans l'absolu les taux salariaux portugais à ceux pratiqués dans les autres pays européens n'aurait pas grand sens dans la mesure où les pouvoirs d'achat sont différents et où l'escudo est régulièrement dévalué; mais d'autres indicateurs officiels sont plus significatifs. C'est ainsi que le coût horaire de la main-d'œuvre industrielle se compare davantage avec les salaires pratiqués dans le Sud-Est asiatique (pour 1986 parité avec Hong Kong, 10% de moins qu'à Singapour, entre 10 et 20% de plus qu'à Taiwan et qu'en Corée) et non pas avec les normes européennes. Ou encore, la rémunération des salariés ne représente pas la moitié du Produit Intérieur Brut (autour de 47% comme en 1973), ce qui signifie que le travailleur portugais dispose d'un pouvoir d'achat¹ à peine supérieur à celui qui était le sien à la veille de la Révolution des Œillets; les hausses substantielles des revenus moyens de 1974 et 1975 ont peu à peu été grignotées par la montée des prix et les brutales remises en ordre des années 78-80 puis de 83-84 et ce n'est que depuis les toutes dernières années qu'un redressement des salaires peut être noté. De plus la faiblesse des revenus est moins que dans le reste de la CEE compensée par l'importance des salaires différés, des transferts sociaux : le montant des cotisations patronales ne représente que 22% des rémunérations (contre 24% pour l'Allemagne et 40% pour la France), le chômage est également beaucoup moins indemnisé².

Autrement dit, même si l'investissement progresse en fin de période, c'est bien la modicité des prix de revient qui explique la pénétration des produits portugais sur les marchés extérieurs et le gain de nouveaux débouchés. Face à cette stagnation, les avancées sociales d'une constitution "progressiste" se sont révélés sans secours, dès lors que les gouvernements successifs pour diminuer le déficit des finances publiques se sont vus contraints de réduire les subventions accordées au "panier de la ménagère". La Constitution interdit quasiment les licenciements (jusqu'à 1989 où une nouvelle loi les rend plus faciles) mais cette mesure conservatoire n'a jamais empêché les entreprises de retrouver une flexibilité de l'emploi en multipliant les contrats à durée déterminée (selon l'OCDE 19% des salariés sont sous ce régime qui recouvre 70% des nouvelles embauches), voire pendant les dures années de refroidissement de l'économie en 1983 et 1984, en cessant purement et simplement de payer leur personnel qui n'était pas licencié

¹ En croisant évolution des prix et des salaires.

² Ce qui explique partiellement sa modicité; on a moins d'intérêt à se déclarer chômeur.

et qui continuait à travailler dans l'espoir de toucher un jour ou l'autre un salaire. Il fallut une loi en 1986 pour faire cesser ces abus.

En fin de compte à partir du moment où les choix politiques et économiques ont visé à faire du Portugal une sorte de "Nouveau Pays Industriel", l'amélioration du pouvoir d'achat et l'accès à un niveau de consommation de standard européen, conçus comme obligation idéologique, ont été transférés sur la débrouillardise individuelle et la valorisation des réseaux familiaux. Pour comprendre le hiatus constaté entre la faiblesse des salaires et les progrès de la consommation, il faut toujours raisonner sur les revenus dégagés par le groupe familial, tenir compte, le cas échéant de la part d'auto-consommation, du travail marginal ("les petits boulots" grappillés sans être déclarés) et tout simplement de la double activité du salarié qui recommence une journée de travail à la fin de la première. L'économie portugaise s'immerge dans l'économie clandestine et souterraine; des experts estimaient même la part illicite à 25% du PIB en comparant la circulation monétaire aux apparences statistiques. Si ce recours à la "combine" a donné un coup de fouet temporaire à la production, il appelle de sérieuses réserves. D'une part ce libéralisme sauvage implique un individualisme forcené lourd de graves fractures sociales. Le fossé se creuse à nouveau entre les exclus et ceux qui savent faire fructifier leur talent, leur argent ou monnayer leur entregent, et aussi entre régions qui décollent et celles qui s'enfoncent dans le marasme. Le salazarisme était mort de la mise à l'écart du petit peuple, la jeune démocratie risque de rejeter dans la rancœur ceux qui n'ont rien gagné à la naissance d'un Etat de droit. D'autre part cette efficacité à court terme pose le problème de la durée; la compétence des cadres se dilue dans la multiplication des tâches alimentaires. Recoller vraiment à l'Europe impliquerait une requalification de la main-d'œuvre et une meilleure productivité, voire une meilleure transparence des résultats économiques.

Ce sont donc les mêmes réserves qu'il faut faire à propos de la rapide ascension de l'industrie portugaise (10% par an de 1980 à 1988). A grands traits, la production de biens de consommation non durables, caractérisés par une forte intensité de main-d'œuvre, supporte les exportations : le textile, l'habillement et les chaussures représentent 40% des exportations industrielles, le montage électrique et la fabrication de pièces détachées pour l'automobile 13,5%. Si l'on ajoute les productions traditionnelles de bois et de liège, 7%, du vin, 7% et l'apport nouveau de la pâte à papier ou du papier (14,5%) qui provient d'une exploitation intensive des forêts, on voit qu'il ne reste que 18% pour tout le reste des exportations industrielles (dont 2% pour les produits à forte intensité de recherche). Le tableau des importations industrielles présenterait un schéma inverse.

Pour des valeurs bien supérieures aux ventes, les produits d'équipement et en général les biens à haute valeur ajoutée représentent l'essentiel des achats, et alimentent le déficit structurel de

la balance commerciale. Autrement dit, le milieu traditionnel des PMI-PME s'est engouffré dans la brèche ouverte par l'ouverture européenne, et, comme le souligne l'OCDE, la spécialisation du Portugal sur les industries à forte intensité de main-d'œuvre s'est renforcée au cours de ces quinze dernières années puisque la part de ces produits dans les exportations est presque trois fois plus élevée que dans les exportations mondiales¹. Il va donc sans dire que les raisons de ce succès résultent du bas niveau des salaires et qu'un faible relèvement des salaires affecte immédiatement la compétitivité des exportations, comme semblent le révéler les données de 1989. Des lors, on comprend mieux l'impasse à long terme d'une économie condamnée à demeurer dépendante pour garder un semblant de prospérité et l'on mesure les effets régionaux d'une telle situation qui prend le contre-pied des investissements de la fin du salazarisme et des mesures de nationalisations de la période révolutionnaire. A la limite, loin de constituer le poids mort dénoncé par ses détracteurs qui le considèrent comme un héritage calamiteux du 25 avril, grevé de déficits, gouffre pour les finances publiques, on peut se demander si le secteur étatisé n'a pas permis des économies de devises qui ont ensuite assuré les profits du secteur privé. Dans ce retournement, la plate-forme industrielle de l'agglomération de Lisbonne a souffert, tandis que la zone de Porto et ses inextricables prolongements dans le tissu rural du Minho ou de la Beira littoral retrouvait du mordant. Tandis que la péninsule de Setubal connaissait un taux de chômage proche de 18%, le plein emploi ou un chômage inférieur à 5% bénéficiait au Nord littoral.

Enfin, et sans négliger le délabrement structurel qui frappe l'agriculture portugaise, on peut se demander si sa stagnation continue ne vise pas, précisément à conforter les secteurs les plus désuets mais aussi les plus exportateurs de l'industrie portugaise, où les bas salaires sont indispensables. Un seul chiffre peut résumer le débat; en 1987 l'agriculture occupait 21% des actifs mais ne produisait que 8,3% du PIB². Huit ans plus tôt les pourcentages respectifs étaient les suivants : 17% d'actifs et 10% du PIB. Le pays le plus rural de la communauté doit importer plus du quart de son alimentation, dont 70% des céréales qu'il consomme et seules les exportations traditionnelles de vin et de liège, et maintenant celles de pâte à papier permettent des exportations significatives.

A cause de ses enjeux idéologiques, la Réforme Agraire s'est étiolée puis est entrée en agonie sans que des moyens soient trouvés pour

¹ C'est ce que l'OCDE appelle les performances à l'exportation comparée. Elle est définie en mesurant la part d'un produit donné dans les exportations d'un pays divisée par la part de ce produit dans les exportations mondiales.

² Sans doute davantage, car le statut des aides familiales est très mal cerné par les statistiques portugaises. En revanche sa part dans le PIB doit être supérieure car l'autoconsommation est loin d'être négligeable.

intégrer les coopératives de production dans la logique d'une économie de marché. L'Alentejo retourne tout doucement vers sa traditionnelle sous utilisation de l'espace¹, tandis que dans le Nord et le Centre (à l'exception des aires stimulées par la proximité urbaine) le morcellement de la propriété et des exploitations entrave toute modernisation. Sur le temps long, l'agriculture évolue par vieillissement ou par désistement dans l'exode rural. Dans l'immédiat, elle contribue à fixer à la terre ceux que l'industrie occupe le reste du temps, et comme elle fournit le toit et l'alimentation (et les surplus écoulés sur les marchés locaux) elle compense ou mieux, garantit les bas salaires versés par l'industrie. La boucle est ainsi bouclée, dans cette société d'ouvriers paysans, l'agriculture est devenue ou redevenue une activité à temps partiel; il est donc logique que les secteurs de surpopulation du Nord caractérisés par le morcellement le plus extrême de la terre soient aussi les régions où l'industrie ait enregistré le plus de succès.

Les modalités de ce processus de récupération économique étaient sans doute inévitables. Se percevant comme le plus sous-développé des pays développés, le Portugal n'avait d'autre alternative dès lors qu'il acceptait l'économie de marché et s'arrimait à la communauté européenne. Si cette dernière garantissait son devenir démocratique, elle lui réservait les créneaux que le Japon a longtemps laissé à ses petits dragons. Il convient de se demander si ce schéma peut évoluer.

Les soutiens communautaires ne sont pas quantité négligeable et les petits ruisseaux de Bruxelles se transforment en grandes rivières quand ils atteignent le Portugal. Tenter d'en faire l'inventaire n'est pas chose aisée mais on peut retenir une approximation 170 milliards d'escudos, soit 2,5% du PIB pour 1988 (le tiers de la valeur de l'agriculture. Pour l'essentiel ils visent à accompagner des programmes de développement (infrastructures, voies de communication, formation professionnelle, etc.) et à corriger les déséquilibres régionaux. L'amélioration de la conjoncture internationale et le levier communautaire constituent donc une chance historique et il est vrai que des chantiers s'ouvrent, que des projets mûrissent, que l'on sent, à parcourir le Portugal, comme un frémissement secouer le pays. Mais il faudra aussi que les ébauches se concrétisent, que les élites renoncent à leur goût séculaire pour l'argent spéculatif vite gagné, et acquièrent un peu des austères valeurs bourgeoises que l'on prête à l'Europe du Nord. Le temps est encore aux incertitudes, le pendule continue d'osciller. On connaît des réalisations singulières (l'essor de la fabrication de moules pour objets en matière plastique, bel exemple d'industrie à haute technologie, dans la région de *Marinha Grande*) et l'on peut rêver d'une accumulation qui amènerait le Portugal à passer du niveau de *Taiwan* à celui de *Singapour*. Mais on constate autant de signes de décalage et

¹ Le fait que le grand domaine soit rentable pour son propriétaire ne signifie pas qu'il soit la solution des problèmes économiques et sociaux de sa région.

Portugal, 1974-1994

d'extraversion, depuis la fuite des cerveaux qui risque de s'accélérer avec la liberté de circulation, jusqu'à la logique de l'investissement étranger qui se concentre massivement dans les industries à bas salaire, ou dans les domaines à haute rentabilité de la banque ou de la spéculation immobilière et balnéaire.

Toulouse
Université de Toulouse le Mirail

ETAT, RAPPORTS SALARIAUX ET PROTECTION SOCIALE À LA SEMI-PÉRIPHÉRIE - CAS DU PORTUGAL

Boaventura DE SOUSA SANTOS*

Introduction

L'après-guerre a donné naissance à un monde qui, durant trois décennies, a paru se diviser nettement entre pays développés et pays sous-développés. Lest héories alors formulées, partant de perspectives différentes et souvent opposées - modernisation, développement, impérialisme et dépendance - tentaient de rendre compte de cette division et de définir des blocages ou des passages entre sous-développement et développement, des relations de coopération ou d'hostilité entre les deux pôles. Dans les dix à quinze dernières années, la situation semble avoir radicalement changé. Des pays de développement intermédiaire sont apparus prenant des formes très différentes. Pour les théoriciens du système monde, ces entités intermédiaires avaient toujours existé en tant que semi-périphérie, mais

* Cet article est une version révisée d'une conférence présentée en septembre 1990, au Havens Center for the Study of Social Structure and Social Change, Sociology Department, University of Wisconsin-Madison. La première ébauche a été écrite durant l'été 1990 à l'University of Wisconsin-Madison dans le cadre du Havens Center, de l'Institute for Legal Studies et de l'Ibero American Studies Program. Je veux remercier Maria Irene Ramalho, José Reis, Pedro Hespanha, Maria Manuel Leitão Marques, Erik C. Wright, Immanuel Wallerstein pour leurs commentaires sur la première version de cet article. Traduit de l'anglais par Alban Albini.

il faut reconnaître qu'elles ont revêtu une importance et une variété accrue dont le théorie a cherché à rendre compte par des concepts comme pays semi-industrialisés, nouveaux pays industriels, centres tardifs, développement dépendant, et, bien entendu, semi-périphérie. Par ailleurs, les changements intervenus dans les pays développés y ont conduit à l'apparition de faits sociaux semblables à ceux qui caractérisaient jusqu'ici des pays moins développés : économie souterraine, secteur informel, affaiblissement des mécanismes démocratiques, corruption politique, segmentation du marché du travail, dégradation de la protection sociale, violence urbaine, inégalités croissantes, formes nouvelles et élargies d'exclusion sociale et de pauvreté. Soit, ce que l'on a appelé le tiers-monde intérieur¹.

Ces changements ont été si fortement perçus que certains y ont vu l'apparition d'une nouvelle économie politique internationale d'interdépendance globale, un réseau global plutôt désorganisé, quasi-chaotique de flux de capital, de services et de main-d'œuvre déterritorialisés, transnationaux dans un monde a-centrique, se reproduisant grâce à une multitude de relations verticales et horizontales changeantes, instables, non-déterminées².

A mon sens, aussi longtemps que les avantages de la division internationale du travail ne sont pas également distribués (que la faim et l'oppression politique ne peuvent être considérés comme distribués au hasard dans le monde), que l'accumulation du capital à l'échelle mondiale est fondée sur la contradiction entre socialisation de la production et appropriation privée des surplus, les changements constatés ne peuvent être surestimés ou sur-généralisés, et l'on ne peut en faire les prolégomènes d'une modification paradigmatique du mode de développement du capitalisme industriel. Ce n'est pas dire que ce mode de développement n'est pas en train de subir des transformations profondes, ou que nous n'avons pas besoin d'un mode de développement nouveau, alternatif, mais que d'autres tendances doivent être soulignées, d'autres lectures du présent proposées.

Les tendances mentionnées signalent cependant bien des changements importants dans le monde et dans notre façon de le voir, dont la sociologie comparée a à se saisir. D'un côté, les USA ont dû

¹ Dudley Seers (1977) et Albert Hirschman (1983) ont probablement été les premiers à soutenir que l'économie du développement et la sociologie du développement étaient des disciplines scientifiques tenables à condition d'être appliquées à la fois aux pays développés et aux pays moins développés. Voir A. Mateus, 1987:45.

² Cette conception est aussi formulée dans le domaine culturel. Récemment, Arjun Appadurai a soutenu que "la nouvelle économie culturelle globale doit être regardée comme un ordre complexe, imbriqué, éclaté qui ne peut plus être compris dans les termes des modèles Centre-Périphérie existants" (1990 : 6).

partager leur hégémonie avec l'Europe et le Japon, le monde est devenu plus polycentrique, des régions différentes gravitent autour de centres différents, et la prolifération des centres semble représenter un processus qui se poursuit. De l'autre côté, la périphérie du monde est de plus en plus fragmentée, ce qui conduit à des formes d'exclusion plus cruelles et à un nombre croissant de pays intermédiaires, semi-périphériques très distincts en termes de modes de développement national selon la région du monde où ils sont situés.

Bien plus, les interactions globales ont atteint au cours des dernières années une nouvelle intensité avec le passage d'une transnationalisation des systèmes de production à une dissémination mondiale de l'information et des images grâce aux médias, et à des déplacements massifs de population (touristes, travailleurs migrants, réfugiés). La réalité sociale paraît ainsi changer aussi sinon plus vite que les fondements épistémologiques du savoir ou des savoirs dont elle fait l'objet. Un double mouvement qui peut être conçu comme dialectique, se fait jour qui orientera la recherche comparative des années 90. Tandis que l'interdépendance globale et les interactions s'intensifient, d'une façon générale, les relations sociales semblent se déterritorialiser de façon croissante, sautant des frontières qui jusqu'ici étaient gardées par les habitudes, le nationalisme, la langue, l'idéologie, et bien souvent par tout cela à la fois. Dans ce procès, l'Etat-nation, dont la principale caractéristique est probablement la territorialité, devient une unité d'interaction relativement obsolète, en tous cas sans privilège. Par ailleurs, cependant, de façon apparemment contradictoire, de nouvelles identités régionales et locales se font jour, construites sur une revendication nouvelle du droit aux origines (opposé au droit de choisir). Ce localisme à la fois ancien et nouveau, jusqu'ici considéré comme pré-moderne et maintenant recodifié post-moderne, est souvent celui de groupes translocalisés; il ne peut donc être renvoyé au génie du lieu ou à l'attachement local; il n'en est pas moins fondé sur l'idée de territoire, que ce territoire soit imaginaire ou symbolique, réel ou hyper-réel¹. Cette dialectique se situe entre territorialisation et déterritorialisation.

Les conséquences de cette dialectique sur la sociologie comparative sont de trois ordres. Tout d'abord, tandis que la réalité sociale devient plus obsolète, plus translocale, moins exotique, elle devient aussi plus comparable sinon fongible. Chaque objet empirique devient implicitement ou explicitement comparable au reste du monde. Bien plus, les caractéristiques spécifiques d'un pays donné sont potentiellement paradigmatiques, généralisables à d'autres pays.

¹ Cette reterritorialisation advient habituellement à un niveau infra-étatique mais peut aussi se rencontrer à un niveau supra-étatique. La Communauté économique européenne en est un bon exemple, qui est en voie de déterritorialiser les relations sociales au niveau de l'Etat pour les reterritorialiser à un niveau supra-étatique.

Deuxièmement, l'effet de la déterritorialisation sur les caractéristiques sociales d'un pays se manifestent comme désarticulation ou développement inégal. Aussi, différentes caractéristiques sociales d'un pays peuvent avoir des significations opposées. Un pays donné peut ainsi, au regard de certaines caractéristiques, être paradigmatique du Tiers monde, et pour d'autres, paradigmatique du premier. Chaque pays apparaît ainsi comme une configuration de caractéristiques potentiellement paradigmatiques dans des sens opposés. Sa spécificité en tant que formation sociale, se situe dans la composition particulière de ces caractéristiques.

Troisième conséquence, cette composition, bien qu'instable, est hyper-territorialisée. C'est pourquoi, sont nécessaires davantage d'innovations et de spécifications théoriques, et davantage de "savoir local" pour rendre compte de la combinaison nationale particulière de caractéristiques transnationales.

Les conditions nouvelles de la sociologie ainsi schématisées, paraissent d'une importance majeure dans des pays de développement intermédiaire. Ces pays - que ce soit le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, la Grèce, ou le Mexique et le Brésil, ou la Corée du Sud et Taïwan - portent la dialectique de territorialisation/ déterritorialisation à un degré élevé de tension. Leur composition de caractéristiques paradigmatiques est, en conséquence, particulièrement volatile. Les pays intermédiaires de l'Europe de l'Ouest sont un cas remarquable parce qu'ils sont à la fois pays périphériques de l'une des grandes régions du système monde (la périphérie européenne), et membres à part entière de cette région (la CEE). Parmi tous ces pays, le Portugal est peut-être l'illustration la plus parlante d'une composition complexe de caractéristiques sociales indiquant des directions paradigmatiques opposées; sa configuration a été remaniée à plusieurs reprises dans le court-circuit historique des quinze dernières années ou sont venues se rencontrer et mélanger des temporalités aussi différentes que le temps long de cinq siècles d'expansion européenne, le temps long de deux siècles de révolutions démocratiques, le temps séculaire du mouvement socialiste, le temps quadragénaire de l'Etat-Providence. Au début de 1974, le Portugal était l'un des pays les moins développés de l'Europe, et, en même temps, le plus vieil empire colonial européen. Le plus durable des régimes de type fasciste de l'Europe, s'est démantelé au cours d'une révolution pacifique le 25 avril 1974, et bientôt après, la plus grande mobilisation populaire de l'Europe depuis la guerre, a placé l'objectif du socialisme au programme politique des plus grands partis politiques. Quelques mois plus tard, une solution ambiguë de la crise révolutionnaire, s'ouvre sur un processus long et tortueux de mise en place d'un Etat-Providence social-démocrate, à une époque où en Europe occidentale et dans les autres pays du Centre, l'Etat-Providence entre dans une période de crise profonde. Pour toutes ces raisons, le Portugal est un laboratoire fascinant, bien que très complexe et exigeant d'analyse sociologique.

Dans la perspective de la territorialisation/déterritorialisation, le cadre analytique que je développe ici combine la théorie du système monde (adaptée à la saisie de la dynamique de déterritorialisation) et l'approche par la régulation (adaptée à la saisie de la dynamique de territorialisation). Mes hypothèses sont les suivantes :

(i) Le Portugal est une société semi-périphérique dans la région européenne du système monde. Durant plusieurs siècles, cette position périphérique a été fondée sur l'Empire colonial portugais. Depuis la fin de l'Empire en 1974, le Portugal renégocie sa place dans le système monde. D'une façon ou de l'autre, il semble qu'il se maintiendra, dans une position semi-périphérique, fondée désormais sur son intégration à la Communauté économique européenne et sur ses relations économiques et sociales privilégiées avec l'Afrique lusophone.

(ii) Après le démantèlement du régime corporatiste étatique d'accumulation et de régulation imposé par l'Etat de Salazar, un autre mode d'accumulation et de régulation sociale ne s'est pas stabilisé et n'a pas créé ses routines propres de production et de reproduction. Le Portugal traverse ainsi une période de transition qui se déroule à des différentes vitesses selon les secteurs de la pratique sociale.

(iii) Une période de transition comme celle-ci se signale par des incohérences, contradictions ou désarticulations importantes. Deux d'entre elles méritent une attention particulière : a) la contradiction entre production capitaliste et reproduction sociale, autrement dit, entre normes de production et normes de consommation, b) la contradiction entre les formes institutionnelles du mode de régulation fordiste et les formes dominantes de régulation non-fordiste, concurrentielle des relations salariales.

(iv) La différenciation sociale et culturelle et l'hétérogénéité engendrées par les conditions qui viennent d'être mentionnées ont été régulées par l'Etat. La centralité de l'Etat dans la régulation sociale au cours des quinze dernières explique la priorité du politique dans cette période. Ces hétérogénéités et contradictions se sont inscrites, par suite même de leur régulation par l'Etat, dans l'organisation institutionnelle de l'Etat, ce dont il peut être rendu compte par deux concepts : l'Etat parallèle et l'Etat hétérogène.

(v) Tout comme une régulation fordiste de la relation salariale n'a pu s'institutionnaliser, l'Etat-Providence n'a pas davantage pu s'institutionnaliser. L'Etat portugais est ainsi un quasi- ou sous-Etat-Providence. Les insuffisances de l'Etat-Providence sont partiellement comblées par une société solidaire forte. Cette société solidaire, bien qu'elle se soit modelée dans des relations sociales et un univers symbolique que l'on peut aisément qualifier de pré-moderne, comporte des similitudes frappantes avec le genre de société solidaire que Rosanvallon (1981; 1988), Lipietz (1989), Aglietta et Brender (1984), ainsi que d'autres voudraient ressusciter, que certains appelleraient société post-moderne de protection sociale.

(vi) Les équilibres anciens et modernes d'une structure sociale et politique aussi complexe sont déstabilisés, recomposés, réinventés dans le processus d'intégration à la Communauté économique européenne. Dans une large mesure, la centralité de l'Etat dans la régulation sociale au cours de cette période est la conséquence du rôle dirigeant joué par l'Etat dans les négociations qui ont conduit à cette intégration. L'Etat régule la dialectique de l'identité et de la différence entre le Portugal et les pays du Centre européen, revêtant ainsi une forme politique que j'appelle l'Etat-comme-imagination-du-Centre. L'autonomie internationale de l'Etat, qui, durant le fascisme se situait dans un mode de développement (davantage peut-être de sous-développement) autarcique, isolationniste, hyper-nationaliste, se situe maintenant dans le procès d'intégration à la CEE, et ainsi dans un contexte de perte de souveraineté nationale.

(vii) Le futur de la Communauté économique européenne est ouvert. Au plan politique, il est trop tôt de proposer ne serait-ce qu'un schéma du futur Etat européen. Au plan économique, la priorité actuellement donnée à la formation du marché intérieur ne garantit pas que ce marché sera aussi un marché unifié. La priorité faible actuellement accordée à ce que l'on appelle les dimensions sociales laisse augurer que pour longtemps l'Europe se développera à deux vitesses. La période de transition traversée par la société portugaise se juxtapose ainsi à la période de transition que l'Europe dans son ensemble traverse. Les prédictions sont donc hasardeuses. Avec cette mise en garde, je pense cependant que pour le Portugal, un mode de régulation semi-périphérique se met en place, qui se stabilisera probablement après 1993.

La semi-périphérie à l'intersection de l'hyper-local et du transnational : combinaison de la théorie du système-monde et de l'approche par le mode de régulation

L'examen du savoir que les sciences sociales ont accumulé au cours des quarante dernières années tant sur les pays du premier monde, développé, central, que sur ceux de la périphérie, moins développés - le Tiers monde - signale la pauvreté de l'analyse de la société portugaise. Alors que, sous certains aspects, la société portugaise est proche de caractéristiques qui identifient habituellement les pays du Centre (structures démographiques, modèles de consommation, système politique, stratification sociale, modèles culturels, ordre social, par exemple) sous d'autres aspects, elle avoisine des caractéristiques du Tiers monde (relation prix-revenus, balance des paiements, marché du travail, certains équipements

d'infrastructure, investissements en R & D, présence de modes de production non capitalistes, par exemple la).

En termes d'indicateurs sociaux et économiques, le Portugal occupe une position intermédiaire dans le système monde. Le PNB par tête, indicateur grossier, est l'un d'eux. Dans l'étude, conduite par Arrighi et Drangel, de l'évolution du PNB par tête dans le monde au cours des cinquante dernières années le Portugal occupe régulièrement une position intermédiaire (G. Arrighi et J. Drangel, 1986). Un indicateur plus riche est le degré d'homogénéité entre structure de la production par secteurs (agriculture, industrie, services) et structure de l'emploi. Utilisant cet indicateur et comparant différents pays en 1960 et 1983 Mateus (1987 : 54) montre la place intermédiaire de la société portugaise¹. D'autres caractéristiques de la société portugaise n'ont rien à voir avec les caractéristiques comparables d'autres pays. Elles sont seulement différentes et appellent une théorie qui puisse en rendre compte.

Pour la théorie du système monde, l'existence de sociétés ayant des niveaux de développement intermédiaire est une caractéristique structurelle, permanente et relationnelle du système monde. La première formulation due à Wallerstein, de la semi-périphérie dans le Système monde moderne est surtout descriptive (1974). Plus tard, il a mis l'accent sur le contenu politique de la semi-périphérie. En raison de leur caractère intermédiaire même, les pays semi-périphériques remplissent une fonction d'intermédiation entre le centre et la périphérie du système monde, et, tout à fait comme les classes moyennes au niveau de l'Etat-nation, ils contribuent à l'atténuation des conflits entre le Centre et la Périphérie. Wallerstein écrit :

Dans les moments d'expansion de l'économie monde, les Etats [semi-périphériques] se trouvent attachés en tant que satellites à un pouvoir central ou à un autre et servent dans une certaine mesure comme courroie de transmission économiques et comme agents politiques d'un pouvoir impérial" (1984 : 7).

Au cours des dernières années, beaucoup de recherches ont été consacrées aux pays semi-périphériques et le concept de semi-périphérie s'est raffiné. Utilisant une recherche conduite au Fernand Braudel Center, Carlos Fortuna caractérise l'Etat semi-périphérique par un réseau d'activités productives dans lesquelles existe un relatif équilibre entre productions du Centre et productions de la semi-

¹ En outre, les chiffres montrent la longévité de cette condition dans des pays comme le Portugal, l'Espagne, et l'Irlande. Ainsi, les valeurs obtenues en 1983 dans de nouveaux pays industriels comme le Brésil (38) et la Corée du Sud (40) correspondent, grosso modo, aux valeurs de 1960 de pays européens : Irlande (28), Portugal (38), Espagne (42) (Mateus, 1987:54).

périphérie, qui peut engendrer une capacité particulière de manœuvre institutionnelle et politique dans le système interétatique (1987 : 180). Mais, comme W. Martin le souligne justement, "reconnaître la stabilité de la semi-périphérie soulève davantage de questions qu'elle n'en résout", et il poursuit en posant les questions qui pour lui sont les plus cruciales : "si les Etats semi-périphériques se situent à califourchon dans les réseaux Centre-Périphérie, comment une telle position est-elle atteinte et maintenue en présence des tendances fortement polarisantes de l'économie monde? Si la semi-périphérie est davantage qu'un simple point de séparation statistique dans les valeurs des indices de développement, comment la zone elle-même s'est-elle durablement constituée comme partie d'un monde capitaliste en développement? Comment et pourquoi, la semi-périphérie, au moins au XXe siècle, s'est-elle constituée comme espace essentiel des mouvements sociaux, ouvriers, nationalistes et anti-systémiques?" (1990 : 4)

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner en détails le concept de semi-périphérie et encore moins celui de système monde dont fait partie intégrante. Je me limiterai à deux points. Le premier a trait à la régionalisation de la condition semi-périphérique. Selon la théorie du système monde, l'une des caractéristiques structurelles de l'économie monde capitaliste est la concurrence entre les pays du Centre. En conséquence, le monde est divisé en régions, zones d'influence qui forment des grappes de relations économiques, sociales, politiques et culturelles particulièrement intenses au sein d'un groupe de pays donné dont l'un ou quelques uns constituent le centre (USA, Japon, Europe de l'Ouest). Dans cette perspective, le type général d'intermédiation qu'opèrent les sociétés intermédiaires se définit au niveau du système monde comme tout, et les fonctions d'intermédiation spécifiques se définissent au niveau d'une région particulière du système monde à laquelle une société donnée appartient, elles dépendent beaucoup du développement historique des nations dans cette région.

La fonction d'intermédiation implique qu'un pays donné joue dans certains domaines le rôle de pays périphérique vis-à-vis d'un pays donné du Centre, et dans d'autres domaines le rôle de pays du Centre vis-à-vis de la Périphérie. Ainsi, depuis le XVIIIe siècle, le Portugal fonctionne comme courroie de transmission dans le système monde, agissant comme Centre vis-à-vis de ses colonies et comme Périphérie vis-à-vis de la Grande Bretagne. Pour prendre un exemple, aujourd'hui, l'hypertrophie du tourisme et de l'émigration montre clairement la fonction périphérique du Portugal par rapport aux normes de production et aux normes de consommation qui prévalent dans les pays européens du Centre (Mateus, 1987 : 55). A l'inverse, l'intégration dans la CEE permettra peut-être au Portugal de remplir une autre fonction centrale par rapport à ses anciennes colonies africaines. Dans les deux cas cependant, les fonctions d'intermédiation sont spécifiques de l'histoire

européenne et font partie du développement social du Portugal comme pays européen.

Le second point que je désire soulever a trait à la caractérisation des sociétés périphériques comme à la fois intermédiaires en termes de niveau de développement et intermédiaires en termes de fonction dans le système monde. Les deux caractéristiques sont bien entendu liées puisque la fonction d'intermédiation présuppose un niveau de développement intermédiaire, et, inversement, le second se reproduit, partiellement au moins, au travers de l'exercice de la fonction d'intermédiation. Mais non seulement les deux caractéristiques sont théoriquement autonomes, mais il paraît aussi erroné de les tenir comme entretenant une relation mécanique ou linéaire. La nature intermédiaire d'une société donnée se traduit par des caractéristiques sociales spécifiques et, en un sens, uniques. Elle est un produit de son développement historique national et des voies multiples par lesquelles ce développement s'est entremêlé à la dynamique socio-économique mondiale. Elle s'inscrit ainsi profondément dans la structure sociale et dans la praxis sociale. En somme le caractère intermédiaire est une qualité et non pas une quantité, et représente la dimension territoriale d'interactions globales dans lesquelles un pays donné a été engagé. La fonction d'intermédiation peut aussi être un phénomène de longue durée, mais sa logique de développement est différente. Comme l'économie monde capitaliste est politiquement organisée en système interétatique, la fonction d'intermédiation est sujette à des discontinuités politiques qui peuvent engendrer des périodes plus ou moins longues de désarticulations, de contradictions, de hiatus, entre structures intermédiaires et fonctions d'intermédiation. Lorsqu'en 1974-75, l'Empire portugais s'éteint virtuellement, la fonction d'intermédiation que le Portugal jouait en raison de ses colonies disparaît aussi. Pourtant, ses structures et ses procédures intermédiaires ne sont pas touchées. La matérialité et la qualité de ses structures et de ces procédures étaient profondément inscrites dans la société portugaise, et leur mode complexe de reproduction sociale s'étendait bien au delà de la possession des colonies. Ces structures et ces procédures sont autonomes et actives dans l'appropriation, la reconstitution et aussi la limitation des opportunités de rôles d'intermédiation nouveaux. Comme précisément, le Portugal traverse un procès de renégociation de sa position dans le système, je pense qu'une attention plus soutenue doit être accordée à la qualité spécifique de ses caractéristiques intermédiaires, matérielles et symboliques.

Pour le faire, nous devons avoir recours à une perspective théorique centrée sur la spécificité du développement national, et l'analysant dans un cadre compréhensif joignant l'historique au synchronique, l'économique au social, au politique et au culturel. La complémentarité recherchée entre une telle théorie et la théorie du système monde n'est possible que si les deux théories partagent un certain nombre de

préoccupations théoriques, voire méta-théoriques. C'est le cas sans doute de l'approche française des régulations. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'une théorie, mais davantage d'une orientation analytique générale d'où différentes théories sont sorties, je pense qu'en gros, les deux approches partagent un arrière plan marxiste et, tout en même temps, le souci de rejeter les travers économistes et mécanistes de certains marxismes. L'une et l'autre se centrent sur les relations sociales dans le développement du capitalisme et plus particulièrement sur les relations d'échange et les relations salariales. L'une et l'autre sont de nature holistes et ont pour objet la consolidation et la transformation de la cohésion sociale dans le temps : l'approche des régulations a trait à la cohésion sociale de l'Etat nation, la théorie du système monde à la cohésion sociale de l'économie monde capitaliste.

L'approche par les régulations est théoriquement très lâche. La version adoptée ici me paraît la plus adaptée pour saisir la dynamique du développement social portugais au cours des quinze dernières années. On admet habituellement que l'une des faiblesses de l'approche par les régulations est l'absence d'une théorie de l'Etat qui rendrait compte de ses rôles multiples et décisifs dans le procès d'apparition et de consolidation des modes de régulation sociale (R. Boyer, 1986 : 52; B. Jessop, 1990 : 196). A la suite d'une suggestion de I. Wallerstein, on a récemment souligné que ces rôles sont particulièrement importants dans les sociétés périphériques (W. Martin, 1990 : 7). Dans cette perspective j'examinerai la centralité spécifique de l'Etat au cours d'une période de transition entre modes de régulation sociale dans une formation sociale semi-périphérique de la région européenne du système monde. J'analyserai en outre, comment, au cours de la transition, le procès de régulation sociale s'inscrit dans l'organisation institutionnelle de l'Etat en identifiant les différentes formes politiques partielles qui concourent à constituer la totalité fragmentée de l'Etat dans la période de transition entre deux formes de régulation.

La crise du mode de régulation sociale : normes de production et normes de consommation dans une période de transition.

C'est peut-être une coïncidence, mais il est intéressant de noter que la fin du régime fasciste portugais se situe au moment où les pays du Centre entrent dans une période de crise, la crise de ce mode de régulation qui, selon Aglietta (1976), Boyer (1986) et d'autres, a dominé surtout depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. Ce mode de régulation sociale se caractérisait par une accumulation intensive du capital, par l'indexation des salaires sur la productivité et par la consommation de masse. C'était le mode de régulation fordiste. On

aurait pu s'attendre à ce que cette crise se reflète dans une société périphérique entretenant des liens économiques étroits avec les pays les plus frappés par la crise, les pays du Centre de l'Europe occidentale. Mais la révolution du 25 avril 1974, a elle même ouvert une crise nationale de la régulation sociale dans la société portugaise. Ce fut une crise radicale, frappant tous les secteurs de la vie sociale et défaisant des dimensions profondément enracinées et de longue durée du développement national historique, une crise qui, pour une courte période, a pris la forme d'une crise révolutionnaire. Ainsi la crise se situe dans une crise, c'est là un élément crucial pour comprendre certaines dimensions de la société portugaise au cours des quinze dernières années.

La crise révolutionnaire (1974-75) et l'Etat parallèle

Ce n'est pas l'endroit pour raconter la révolution portugaise. Et il est d'ailleurs très probable que les historiens à venir refuseront aux événements de 1974-75 le statut de véritable révolution, comme ce fut le cas pour la révolution allemande de novembre 1918 (Broué 1971).

La révolution portugaise a commencé par une révolte militaire conduite par un groupe important de jeunes officiers démocratiques et antifascistes qui souhaitaient arrêter la guerre coloniale. Quant au projet politique intérieur, le programme du Mouvement des forces armées (MFA) était direct bien que très général : destruction immédiate des dimensions fascistes de l'appareil d'Etat, élections d'une assemblée constitutionnelle et rétablissement de la démocratie parlementaire, pluralisme politique et autonomie des organisations de la classe ouvrière, politique économique anti-monopoliste visant à une distribution plus équitable de la richesse. Sur la question coloniale, le programme était par contre relativement ambigu. Il évoquait un règlement politique à l'intérieur d'un grand espace portugais. Cette ambiguïté était l'inévitable conséquence du fait que les jeunes officiers s'étaient sentis obligés de passer un compromis avec le Général Spínola qui, si l'on excepte Costa Gomes, était le seul général entré en conflit avec les dirigeants de la dernière période du régime, la période Caetano. Le compromis apparaissait alors important non seulement pour réduire la possibilité d'une résistance de certaines unités militaires fidèles au régime, mais aussi pour éviter une déclaration unilatérale d'indépendance de la population blanche des colonies, particulièrement en Angola.

Spínola représentait clairement les intérêts du capital monopoliste, alors que, dès le départ, les jeunes officiers du MFA avaient rencontré un soutien populaire extraordinaire dans la classe ouvrière et dans de larges secteurs de la petite bourgeoisie. Cette mobilisation populaire (grèves économiques et politiques qui se répandent dans tout le pays) a conduit à la défaite totale de Spínola, à la neutralisation des partisans

de la droite à l'intérieur du MFA et à la radicalisation politique de ses éléments les plus à gauche. Ces conditions auxquelles s'est ajouté le ferme rejet par les principaux mouvements de libération africains de toute solution de type Spínola pour la solution de la question coloniale, ont permis ce qui est devenu le processus le plus remarquable de décolonisation des temps modernes (très dénigré, il est vrai, au cours des années récentes), un procès de décolonisation pratiquement entièrement dénué de toute dimension néocolonialiste.

Les changements qualitatifs dans la dynamique politique se sont situés après mars 1975, véritable commencement de la crise révolutionnaire : large nationalisation de l'industrie, nationalisation totale des banques et des assurances, saisie des terres dans l'Alentejo, occupations de maisons dans les grandes villes, conseils ouvriers, autogestion dans les entreprises industrielles et commerciales abandonnées par leurs propriétaires, coopératives dans l'industrie, le commerce, et l'agriculture, associations de quartiers, cliniques populaires, dynamisation culturelle des parties les plus arriérées du pays. Aucune de ces mesures prises individuellement, ne mettaient en cause les fondements capitalistes de la société et la nature de classe du pouvoir de l'Etat. Mais, toutes ensemble, en même temps que la dynamique de mobilisation de la classe ouvrière et d'initiative populaire, la paralysie générale de l'appareil d'Etat et le conflit toujours plus aigu à l'intérieur des forces armées, ouvraient sur une crise révolutionnaire. Mais en aucun moment n'apparut une situation de dualité de pouvoir conçue comme situation de "confrontation globale" entre "deux dictatures" (Lenine, 1960, vol. 2 : 50; Trotsky, 1963 : 101). Encore qu'une analyse complète de cette situation reste à faire, il me semble que l'un des facteurs explicatifs majeurs se situe dans la nature même des événements qui ont conduit à la crise révolutionnaire. Tout est parti d'une révolte militaire, c'est-à-dire d'une révolte d'en haut, née dans l'appareil d'Etat lui-même. L'objectif était de détruire le pouvoir d'Etat fasciste, mais seules les dimensions les plus explicitement fascistes de l'Etat furent détruites, comme la police politique, les cours de justice et les prisons politiques, le système du parti unique, et les milices paramilitaires fascistes. L'appareil d'Etat est par ailleurs demeuré intact, avec son héritage semi-séculaire d'idéologie, de recrutement, de pensée et de pratique autoritaire. Sous la pression populaire, il y a eu une certaine purge du personnel de l'administration publique et des affaires, mais elle a été quantitativement limitée, souvent opportuniste, et dans quelques secteurs de l'appareil d'Etat, pratiquement inexistante. En tous cas, la purge n'a concerné que les personnes, et n'a jamais atteint les structures du pouvoir étatique. En ce qui concerne les deux branches de l'appareil répressif d'Etat, la police (PSP et GNR) et les forces armées, la situation a été plus remarquable encore. Comme la police n'avait opposé aucune résistance aux jeunes officiers du MFA, le besoin de démanteler ou même de

réorganiser l'organisation ne s'est pas fait sentir; seuls les officiers supérieurs ont été remplacés. Les forces armées ont été secouées de haut en bas, mais, précisément, comme la révolte était née dans leurs rangs, et que le procès politique était contrôlé par les militaires, elles se sont senties globalement re-légitimisées et ont remis à plus tard toute restructuration intérieure profonde. Ce qui explique, entre autres, que les comités de soldats sont apparus très tard et sans dynamique intérieure.

Ainsi, l'appareil d'Etat, une fois nettoyé de ses dimensions fascistes apparentes, ne s'est pas effondré. Davantage, il a été frappé d'une paralysie générale. Comme les événements politiques avaient commencé en son sein, la paralysie du pouvoir de l'Etat bourgeois s'est produite de façon "assez facile". Dans ce sens, il n'y avait plus de pouvoir bourgeois. Mais, pour des raisons semblables, il n'y avait pas davantage de pouvoir prolétarien. Dans cette perspective, il faut dire quelques mots du rôle des grands partis de la classe ouvrière (Parti socialiste et Parti communiste). Après mars 1975, ils ont gagné une influence considérable dans l'appareil d'Etat et les forces armées. Le parti communiste (PCP), seule organisation politique digne de ce nom à cette époque, regardait plutôt avec méfiance la mobilisation spontanée et les organisations novatrices de la classe ouvrière aux plans à la fois de la production et de la consommation. Au nom du faux argument que l'ennemi avait déjà été détruit par la nationalisation du capital monopoliste et que la fraction du MFA alors au pouvoir, si elle était soutenue, réaliserait les intérêts de classe du prolétariat, le PCP a constamment favorisé la politique à l'intérieur de l'appareil d'Etat, et rejeté comme aventurière l'idée d'une légitimité révolutionnaire et d'un pouvoir populaire. Le parti socialiste (PS), de formation récente et de composition hétérogène, était contrarié par l'influence des communistes dans l'appareil d'Etat et rejetait comme autoritaire toute forme politique autre que la démocratie parlementaire. S'appuyant sur la bourgeoisie, sur des fractions de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière qui étaient mécontentes du pouvoir politique et de l'arrogance des Communistes, le Parti socialiste est bientôt devenu le parti d'opposition par excellence. Comme dans l'Allemagne de 1918, les socialistes sont devenus le parti dirigeant d'une grande coalition de forces politiques bourgeoises et conservatrices.

On peut dire que le processus même qui avait rapidement réussi à suspendre et à neutraliser le pouvoir bourgeois, avait en même temps empêché le pouvoir prolétarien de se constituer comme tel. C'était moins une situation de dualité de pouvoir, qu'une situation, je dirai, de dualité d'impuissance, une situation qui s'est résolue en faveur du pouvoir de la bourgeoisie en novembre 1975 (Santos, 1979). De façon remarquable la révolution portugaise montre que l'Etat capitaliste peut passer par une phase de paralysie généralisée et relativement longue sans s'effondrer. Il peut au contraire demeurer intact comme une sorte

d'Etat de réserve qui n'a qu'à être réactivé aussitôt que les rapports de forces se transforment en sa faveur.

La fin de la crise révolutionnaire et l'inauguration du premier gouvernement démocratique constitutionnel en près de cinquante ans, n'a pas mis fin à la crise sociale mais a changé sa nature. En termes de régulation sociale, on peut dire que la crise a commencé avant 1974 et s'est prolongée au delà de 1976 jusqu'à aujourd'hui. J'analyserai maintenant cette crise, en centrant mon attention sur trois facteurs stratégiques : l'accumulation du capital, les relations salariales et le rôle de l'Etat.

La régulation sociale des relations d'échange et des relations salariales est un processus complexe qui fondamentalement repose sur trois éléments structurels : la loi de l'Etat (normalisation étatique), le contrat (normalisation contractuelle) et les valeurs partagées (normalisation culturelle) (Boyer, 1986 : 55; Aglietta et Brender, 1984 : 77). Le régime autoritaire est caractérisé par l'hypertrophie de la normalisation étatique, et la prétention de l'Etat à placer en tutelle les autres formes de normalisation. La volonté du capital monopoliste, très évidente après 1969, de négocier directement avec les représentants des travailleurs montre en raccourci le conflit croissant entre la normalisation étatique et la normalisation contractuelle. En ce qui concerne la normalisation culturelle, les mouvements étudiants de 1962 et de 1969, les flux migratoires, la guerre coloniale et les grèves ont montré que l'idéologie fasciste de la famille affectueuse, attachée au travail, menant une vie simple avec peu de moyens et peu d'ambition d'ascension sociale, que cette idéologie empreinte de mythologie rurale et de mystique religieuse, n'avait en fait plus de pouvoir de normalisation.

La révolution de 1974, en démantelant la forme politique de l'Estado Novo et de ses bases institutionnelles a créé quelques unes des conditions pour l'apparition d'institutions nouvelles adaptées au changement dans le régime d'accumulation en même temps qu'elle ouvrait des opportunités nouvelles, immenses d'expérimentation sociale, politique et culturelle dans tous les domaines de la pratique sociale.

Une fois la forme politique de l'Estado Novo détruite, s'est ouverte la lutte pour le choix de nouvelles institutions de régulation sociale. Cette lutte, typique d'une crise de régulation sociale, s'est située au Portugal, au contraire de ce qui s'est passé dans les pays du Centre, dans un contexte beaucoup plus large de luttes sociales et politiques. Etaient en jeu non seulement l'institutionnalisation de nouvelles relations salariales et de nouvelles relations d'échange, mais davantage la construction d'une nouvelle forme politique, tel qu'un Etat moderne démocratique. C'est pourquoi, dès le départ, la lutte s'est concentrée sur le contrôle de l'Etat. Dans ces circonstances, il n'y avait guère de place pour la normalisation contractuelle. En outre, après cinquante ans de tutelle

autoritaire, ni le capital ni le travail n'avaient d'expérience d'une organisation et d'une négociation autonome. Comme cela était arrivé dans les pays du Centre, un Etat démocratique, socialement engagé et efficace eut été nécessaire pour promouvoir, épauler, voire créer des groupements d'intérêt et pour établir les règles de la négociation entre eux. Mais, comme l'Etat lui-même était devenu le centre de la lutte, il ne pouvait remplir cette fonction.

En réalité, tandis que le conflit social s'intensifiait, l'Etat s'affaiblissait, se fragmentait, était paralysé. Ce qui n'a pas empêché mais davantage a favorisé la promulgation d'une législation du travail et d'une législation sociale importante sous la pression d'un mouvement ouvrier qui ne cessait de se radicaliser, et qui était amplifié par une mobilisation populaire multiforme. Cette législation a suivi le modèle législatif social-démocrate des pays de l'Ouest européen, et parfois est allée au delà à u profit des intérêts de la classe ouvrière (organisations du travail autonomes, droit de grève, interdiction du lock out, avantages sociaux ou salaires indirects, stabilité de l'emploi, salaires minimum, conventions collectives, contrôle des cessations d'activité et des renvois). L'effet de cette législation s'est rapidement traduite dans la proportion occupée par les revenus salariaux dans le revenu national. En 1973 les salaires constituent 43,7% du PIB, en 1974 ils passent à 48,9%, et en 1975 à 57,6%.

La radicalisation du mouvement ouvrier place sur la défensive le capital dans son ensemble, et pas seulement ses fractions les moins modernes et non-monopolistes. Comme le contrôle de l'Etat est l'arène privilégiée de la lutte, les forces capitalistes ont à plusieurs reprises tenté d'en prendre le contrôle et de mettre fin à la radicalisation du mouvement populaire. Ces tentatives ont échoué, et chaque fois qu'elles échouaient, elles provoquaient de nouvelles offensives populaires qui renforçaient les secteurs les plus radicaux du Mouvement des forces armées. L'étape la plus dramatique de ce processus a été la nationalisation du capital monopoliste et l'occupation des grands domaines latifundiaires par les les ouvriers agricoles et les fermiers. A ce point, la crise change qualitativement. En termes de régulation sociale, elle cesse d'être une simple crise du mode de régulation pour devenir une crise de régime d'accumulation, voire une crise du mode de développement lui-même, c'est-à-dire une crise du mode de production capitaliste. Les nationalisations montrent que les lois et institutions créées durant la crise révolutionnaire, formellement très semblables à celles du mode fordiste de régulation dans les pays du Centre, avaient une base matérielle très différente, de fait, en contradiction flagrante avec elles. Loin d'assurer et de stabiliser une accumulation capitaliste intensive conduite par le capital monopoliste, ces lois et institutions relevaient d'un mouvement politique et social qui rompait avec lui. Elles engendrèrent une fuite massive des capitaux vers le Brésil, l'Afrique du Sud et ailleurs encore, en outre, elles

disloquèrent l'ordre productif à la fois dans les industries nationalisées et dans celles qui avaient été converties en coopératives ou en entreprises auto-gérées après avoir été abandonnées par leur propriétaires. Le capital privé resté en production vit son taux de profit décroître brutalement par suite des augmentations de salaires. Cette fraction du capital, habituellement peu portée à investir dans des innovations technologiques, et effrayée par l'instabilité sociale ambiante, ne pouvait pas compenser l'accroissement du coût du travail par des gains de productivité. Au contraire, le taux de productivité diminua fortement durant la crise révolutionnaire. L'incompatibilité entre le cadre légal et institutionnel et la pratique sociale ne pouvait ainsi plus brutalement se manifester; jusqu'à maintenant, sous des formes et à des degrés divers, elle est d'ailleurs restée un facteur structurant du développement politique et social de la société portugaise.

Lorsque la crise révolutionnaire se termine le 25 novembre 1975 (avec l'exclusion des fractions de gauche du Mouvement des forces armées, l'arrêt imposé au vertige insurrectionnel du Parti communiste, et le déclin général de la mobilisation populaire) il devient clair que l'objectif stratégique politique passe de la construction d'un Etat socialiste à la construction d'un Etat européen moderne et démocratique, et, donc, en fin de compte à la restauration de la loi du capital. Mais la solution de la crise représente un compromis compliqué entre fractions militaires et entre elles et partis politiques. Et l'ambiguïté de cette issue politique devait reproduire sous différentes formes l'incompatibilité entre le cadre légal et institutionnel et la pratique sociale de la crise révolutionnaire.

Au mois d'avril 1976 l'Assemblée constitutionnelle promulgue la nouvelle Constitution de la République. A sa manière, cette Constitution est un véritable programme. En même temps qu'elle confirme tous les droits politiques, civiques, sociaux et culturels d'une démocratie avancée, elle établit la forme politique de l'Etat : une démocratie représentative combinée avec des éléments de démocratie directe sous le contrôle constitutionnel du Conseil révolutionnaire. Elle énonce aussi le caractère irréversible des nationalisations et de la Réforme agraire en même temps qu'elle pose comme objet ultime du développement politique national la construction du socialisme, non pas d'une version faible, sociale-démocrate, du socialisme, mais d'une version forte, celle d'une société sans classes et sans exploitation de l'homme par l'homme.

Avec une telle Constitution, le hiatus entre cadre institutionnel et pratique sociale et politique est béant. La Constitution ne dispose pas en effet d'un Etat capable de mettre en œuvre son programme. Dès le premier gouvernement constitutionnel, il est clair qu'en termes politiques concrets, l'objectif de l'Etat est la restauration de l'accumulation du capital et la mise en œuvre d'une politique européenne démocratique, sociale-démocrate. Telle est la première dimension

constitutionnelle de ce que j'appelle l'Etat parallèle : un Etat constitutionnel édifiant activement une société démocratique capitaliste, dans le cadre d'une constitution qui prétend conduire à une société socialiste sans classes. Cette dimension de l'Etat parallèle a longtemps survécu, jusqu'en 1989, lorsque la deuxième révision constitutionnelle élimine ce qui restait de socialiste.

Mais la dimension la plus importante de l'Etat parallèle se situait et se situe toujours à un autre plan. La restauration du régime d'accumulation et sa consolidation dans un nouveau mode de régulation sociale n'était pas tâche aisée. L'accroissement considérable des revenus du travail de la période révolutionnaire a eu un effet désastreux sur la balance commerciale. La consommation de biens durables, surtout de biens d'équipement domestique, par la classe ouvrière, caractéristique des relations salariales fordistes dans les pays du Centre de l'après-guerre, ne devient possible pour la classe ouvrière portugaise qu'avec la révolution de 1974. Dans les années qui suivent, le Portugal a, en Europe, le plus fort taux de croissance de la consommation des téléviseurs et des machines à laver. Les importations bondissent et, avec elles, le déficit public et la dette extérieure. Le premier programme de stabilisation est signé en 1978 avec le FMI; la prescription habituelle est imposée : restriction de la consommation intérieure, promotion des exportations.

Cette politique signifie la dévaluation du travail portugais, d'abord engendrée par l'inflation et la dévaluation de la monnaie portugaise. Elle signifie aussi la dégradation et la flexibilisation des relations salariales. Les lois du travail et les institutions promulguées dans la période précédente (1974-77) sont alors un obstacle de taille. Contrairement à d'autres lois et institutions de cette période qui, par leur nature, étaient étroitement liées aux conditions sociales exceptionnelles de la crise révolutionnaire (lois sur l'occupation des maisons vacantes par exemple), les lois et institutions réglant les relations salariales étaient comparables, sinon plus avancées que celles des pays du Centre de l'Europe occidentale, modèles politiques désormais à suivre. Dénoncer de telles lois aurait jeté le discrédit sur le discours politique dominant et sur l'Etat lui-même. Bien davantage, toute tentative de les dénoncer aurait provoqué la réaction immédiate des syndicats pour lesquels elles représentaient une précieuse victoire difficile à abandonner. Bien que sur la défensive, le mouvement ouvrier était encore puissant, disposant d'une direction batailleuse, contrôlée par le Parti communiste.

Les lois et institutions fordistes sont donc demeurées en vigueur mais ont manqué de la base économique matérielle correspondante. En présence de cette incohérence entre régulation institutionnelle et accumulation, ne pouvant modifier la loi, l'Etat a adopté deux orientations politiques non-officielles de long terme, qui ont dès lors conditionné le développement social dans son ensemble.

La première a été de prendre ses distances par rapport au système légal et institutionnel, en n'appliquant pas les lois ou en les appliquant de façon très sélective, en ne sanctionnant pas les violations de la loi, voire en les favorisant, en retardant la création d'institutions prévues par la loi, en rognant le budget d'institutions qui fonctionnaient, en permettant le noyautage d'autres institutions par les groupes sociaux qu'elles étaient supposées contrôler.

Un certain écart entre loi écrite et loi pratiquée est, certes, comme la sociologie juridique l'a montré, intrinsèque à l'Etat moderne. Sont frappantes dans le cas portugais, l'importance et la qualité de cet écart ainsi que sa distribution parmi les appareils de l'Etat, chacun agissant comme une sorte de micro-Etat ayant sa propre idée sur la façon d'appliquer la loi. J'appelle ce phénomène l'Etat parallèle : un Etat formel fonctionnant parallèlement à un Etat informel, un Etat centralisé couvrant les pratiques contradictoires de micro-Etats diffus, un Etat officiel maximaliste coexistant avec un Etat non-officiel minimaliste.

Grâce à l'Etat parallèle, le capital privé s'est senti relativement libre des strictes régulations institutionnelles de la relation salariale, et progressivement a pu restaurer les conditions de l'accumulation. Si en 1976 le revenu salarial représentait 56.5% du revenu national, en 1978 il n'en représentait plus que 44% et en 1983 que 42.3%. L'Etat parallèle a permis à des formes d'exploitation grossières, caractéristiques de l'accumulation primitive, d'exister dans un pays dont les lois et institutions étaient fordistes. En janvier 1986, environ 120 000 ouvriers de 874 usines et entreprises travaillaient sans être payés, parfois depuis plusieurs mois d'affilée, mais restant au travail par crainte du chômage. Selon les syndicats, les employeurs devaient alors aux ouvriers 15 millions de dollars. Surtout dans le nord où se concentrent les activités exportatrices, l'utilisation illégale du travail des enfants est encore fréquente de même que la pratique de payer le travail (surtout féminin) au dessous du minimum légal. Il est aussi commun de retenir les redevances de sécurité sociale, pas seulement les contributions patronales, mais aussi les contributions salariales prélevées sur les salaires¹.

L'Etat parallèle est une forme étatique très ambiguë, parce que l'une de ses formes actives d'intervention est l'absentéisme. On a ainsi prétendu que si la justice du travail avait vraiment fonctionné dans le Nord à la fin des années 70 et au début des années 80, beaucoup des firmes qui alimentaient le boom des exportations auraient été conduites à la banqueroute, avec toutes les désastreuses conséquences sur l'emploi et la balance commerciale que cela aurait signifié. L'Etat parallèle est donc la forme politique d'une disjonction et d'une contradiction dans le

¹ Plus attentatoire encore a été la pratique de ne pas reverser aux syndicats les droits syndicaux payés par les ouvriers syndiqués et aussi déduits de leur salaire.

mode de régulation sociale, où les lois et institutions d'un mode de régulation fordiste ne sont pas en harmonie avec des relations salariales fordistes. C'est aussi une forme très instable. Elle repose sur des rapports qui ne peuvent se reproduire de façon durable. Elle est le résultat de rapports politiques dans lesquels le capital est trop faible pour imposer l'abandon d'une législation fordiste, mais assez puissant pour en empêcher l'application, tandis que le travail était assez fort pour empêcher l'abandon de ces lois mais trop faible pour imposer leur application effective.

En outre, l'Etat parallèle a contre lui des raisons d'Etat autonomes. Il évoque un modèle de pratique étatique du Tiers Monde, en tout cas un modèle non européen; son pouvoir de délégitimation s'accroît donc au moment où le pays entre dans la Communauté économique européenne. De fait, 1986 marque le début de son déclin. Ce déclin est lent mais s'est accéléré dans les années récentes avec la stabilité gouvernementale, avec les premiers effets majeurs de l'intégration à la CEE (versement de fonds structurels), avec la seconde révision constitutionnelle de 1989, et, finalement, avec les genres de relations d'échange et de relations salariales désormais dominantes.

L'Etat hétérogène. La construction sociale des acteurs

Tandis que l'Etat parallèle comme orientation politique de long terme décline, une autre orientation s'affirme que j'appellerai l'Etat hétérogène. Cette orientation comprend un ensemble complexe d'actions étatiques cherchant à réduire l'écart et les contradictions entre le cadre institutionnel et les relations socio-économiques, en agissant principalement cette fois sur ces relations par des initiatives de l'Etat qui supposent une participation active des forces et organisations sociales. L'objectif est de parvenir à un certain degré de cohérence, de stabilité dans la régulation sociale au sein de relations de production et d'échange fortement hétérogènes, et au sein d'un marché du travail fortement segmenté et discontinu. Cette orientation politique invite à examiner de plus près la structure sociale et les acteurs sociaux au cours des quinze dernières années.

J'ai montré que pour des raisons très différentes à la fois l'Estado Novo autoritaire et la crise révolutionnaire étaient caractérisés par l'hypertrophie de la normalisation étatique au détriment de la normalisation contractuelle. Dans la première période le travail surtout manquait de l'autonomie nécessaire pour s'organiser et négocier, et dans la seconde, le capital. Les dernières quinze années ont, à mon sens, été dominées par un vaste processus social et politique qui se poursuit, et vise à la création d'acteurs sociaux qui acceptent et reproduisent un mode de régulation sociale dans lequel régulation étatique et pratique socio-économique se rencontrent de façon peut-être moins brillante, mais plus réaliste. Ce processus impliquant tous les

acteurs et forces sociales est régulé par l'Etat, d'où la centralité de l'Etat au cours de cette période.

Le premier volet stratégique renvoie à la normalisation contractuelle. La normalisation contractuelle présuppose l'existence d'acteurs sociaux organisés désireux de dialoguer et d'entrer dans un pacte social. En termes à la fois de développement politique et de structure sociale, l'histoire moderne portugaise n'a pas été favorable à l'émergence d'acteurs sociaux de ce type. Ni le capital ni le travail n'ont une tradition d'organisation et de négociation autonomes. Aussi l'objectif d'une normalisation contractuelle dans la période post-révolutionnaire est-elle pratiquement partie de rien. Cette difficulté était et est encore inscrite dans la structure sociale elle-même.

Du côté du capital, la bourgeoisie portugaise a toujours été extrêmement hétérogène. D'une part, un petit secteur d'entrepreneurs modernes dont la structure du profit est fondée sur l'innovation technologique, les gains de productivité, des salaires élevés, des relations avec le capital transnational; ce secteur a été sérieusement touché par les nationalisations de 1975. D'autre part, une myriade de petits entrepreneurs dont la structure du profit est fondée sur de bas salaires, l'investissement dans des secteurs de moins en moins compétitifs, la dépendance de la protection de l'Etat, avec une mentalité de rentier et un comportement typique de la situation contradictoire d'une classe située entre bourgeoisie et petite bourgeoisie. Ces deux grandes parties du capital sont à leur tour diversifiées, si bien que l'organisation des intérêts est difficile et que des accords centralisés entre capital et travail largement improbables. Après la crise révolutionnaire, les organisations capitalistes qui se constituent ne trouvent qu'une participation très réduite, elles sont dominées par les secteurs habitués à la protection étatique et à la répression du travail, et adoptent une attitude très politisée, revancharde contre la révolution et le "chaos" qu'elle a créé, contre la nouvelle législation du travail et du social, réclament le paiement de dommages au profit des propriétaires évincés des industries nationalisées.

Du côté du travail, la structure sociale portugaise est plus hétérogène encore. D'une part, le petit secteur du prolétariat urbain, occupé dans les industries et services nationalisés ou liés au capital étranger, connaît un niveau élevé de syndicalisation et un habitus de classe prolétarienne. De l'autre, l'immense majorité de la classe ouvrière travaillant pour des petites entreprises privées, dans les petites villes et les zones rurales, possédant souvent un lopin de terre agricole, disposant d'un revenu familial dont les sources sont diversifiées, et marqué par un habitus petit-bourgeois ou paysan. Dans les zones industrielles les plus dynamiques du Portugal, près de 40% des travailleurs vivent dans des familles qui ont quelque activité agricole; ils sont en conséquence des semi-prolétaires ou des paysans à temps partiel. Après la révolution, les organisations ouvrières connaissent une

participation massive héritée du temps de la révolution, mais elles sont en fait dominées par le petit secteur urbain, et leur direction est contrôlée par le Parti communiste. La Confédération générale des travailleurs (CGTP), bien que déjà sur la défensive, adopte un discours très agressif dominé par le ressentiment causé par l'échec de la révolution, et la trahison du socialisme par le Parti socialiste. Dans un tel état d'esprit, elle est peu portée à la négociation avec la classe ennemie.

Les obstacles à la normalisation contractuelle sont ainsi énormes. La scène sociale manque non seulement de solidarité de corps, mais, plus profondément, d'acteurs. A mon sens, l'Etat a joué un rôle central dans la réduction de ce manque. L'une des dimensions principales de la normalisation étatique a en effet été le développement de la normalisation contractuelle. L'objectif est de promouvoir l'apparition de nouveaux partenaires sociaux (et de réformer les anciens) ouverts au dialogue et à la concertation sociale, et tirant en fait leur légitimité de leur succès dans le dialogue et la concertation. Ce dialogue et cette concertation doivent se dérouler selon les règles établies par l'Etat et sous sa supervision, condition qui doit aussi être acceptée par les partenaires.

Pour les organisations capitalistes, l'Etat est central dans la régularisation sociale de leurs demandes. D'une part, il légitime et, en réalité, appuie et amplifie celles de ces demandes qui sont politiquement réalisables et progressives, et celles qui sont fondées sur des impératifs économiques et technologiques qui font le consensus à la fois des entrepreneurs et des bureaucrates d'Etat. D'autre part, il refuse, réduit à l'insignifiance ou neutralise les demandes politiquement irréalisables et rétrogrades, provenant du ressentiment ou du désir de revanche contre la révolution, et prétendant faire comme si elle n'avait pas existé. Selon les moments et les occasions, cette politique a consisté à encourager l'apparition de nouvelles organisations, ou à promouvoir celles qui existaient, en leur apportant un soutien financier et institutionnel, à utiliser les mass médias pour diffuser les messages capitalistes, à mettre en place des institutions d'Etat largement influencées par les organisations du capital, à recruter de hauts fonctionnaires parmi les dirigeants des entreprises capitalistes, etc.

En ce qui concerne le travail, la stratégie s'est principalement orientée vers l'isolement de la confédération communiste des syndicats, la CGTP, à refuser les contacts avec elle, à produire un discours nourri d'hostilité au discours et la pratique de la Confédération, à minimiser ses victoires et à amplifier ses défaites, à encourager les unités syndicales à se séparer de la Confédération, et, surtout, à encourager l'apparition d'une nouvelle confédération d'un style différent, démocratique, et d'une pratique syndicale fondée sur le dialogue, la négociation et la concertation. Dans cette perspective, le Parti socialiste, parti de gouvernement dans la période qui suit immédiatement la révolution, joue un rôle clef. Se considérant eux-mêmes comme parti de la classe

ouvrière, ayant conduit, durant la crise révolutionnaire, la lutte contre la position du Parti communiste qui voulait légalement interdire la création de plus d'une confédération syndicale, les socialistes pensaient qu'une nouvelle confédération contrôlée par eux ou au moins en accord avec leur programme était nécessaire à la reconstruction démocratique de l'économie, comme cela s'était passé dans d'autres pays européens (France, Italie et Espagne). En 1978 l'Union générale des travailleurs (UGT) est fondée. Elle est en majorité constituée par des syndicats du secteur des services, et pourvue d'une direction d'une franchise brutale, usant d'un discours agressivement anti-communiste, et pratiquant un activisme ouvrier autonome et démocratique. Dès sa création, l'Etat a constamment montré qu'il préférerait traiter avec l'UGT, et a toujours tenté, à tort ou à raison, de mettre l'idéologie et la pratique de l'UGT en opposition avec celles de la CGTP.

Le Conseil permanent de la concertation sociale est fondé en 1984, sur des modèles européens; il est composé de six représentants du gouvernement, six représentants du travail (trois de chacune des Confédération) et six représentants du capital industriel, commercial et agricole; de larges fonctions consultatives lui sont attribuées, couvrant les politiques économiques, fiscales et monétaires. La CGTP refuse d'abord d'y participer; il n'acceptera de le faire activement qu'après 1987.

La construction sociale des acteurs sociaux et la normalisation contractuelle a suivi un processus plutôt ambigu. En même temps qu'elles gagnent leur reconnaissance en tant qu'acteurs sociaux nationaux, les organisations ouvrières perdent de leur force et de leur influence dans la défense quotidienne des intérêts des travailleurs sur les lieux de production. Beaucoup d'employeurs se sont sentis assez forts pour interdire aux délégués syndicaux l'entrée des usines. Les salaires réels ont diminué en dépit de la croissance de la productivité. Sur la base 100 en 1972, la productivité moyenne passe en 1982 à 145,8 alors que le salaire réel tombe à 75,2. La diminution alarmante de la participation syndicale est le reflet des maigres résultats obtenus par les syndicats tout au long de la période.

Nous sommes ainsi amenés à un examen plus attentif du procès d'accumulation et des relations salariales, et, par conséquent, du rôle de l'Etat dans la mise en place des conditions structurelles de l'accumulation et des modèles de la spécialisation reproductive (deuxième politique ou deuxième volet de la stratégie de l'Etat hétérogène).

L'Etat hétérogène. Vers un nouveau régime d'accumulation

Dans ce domaine, l'une des dimensions majeures de l'intervention étatique a été la formation et la consolidation d'un nouveau secteur capitaliste monopoliste, devant éventuellement reprendre le rôle jusqu'ici tenu par le secteur monopoliste détruit par la révolution. Il est

ici important de comparer le capital agraire et le capital industriel et financier. Le démantèlement de la Réforme agraire a commencé plus tôt, en 1977, il est maintenant virtuellement accompli. La plus grande partie de la terre est retournée aux anciens propriétaires et à leurs descendants. La reconstitution de la bourgeoisie agraire a été beaucoup plus facile, en termes sociaux et politiques, que la reconstitution du capital monopoliste, industriel et financier. Tout d'abord, la Réforme agraire n'avait concerné que 18% de la terre arable du pays. Ensuite les coopératives et les unités collectives de production mises en place à la suite de l'occupation des domaines latifundiaires étaient fortement influencées par un Parti communiste de plus en plus isolé politiquement et socialement. Enfin, le prolétariat rural n'avait toujours représenté qu'une faible partie de la force de travail, avait très peu d'expérience organisationnelle et aussi très peu d'influence dans la CGTP.

La reconstruction du capital industriel et financier a été une affaire économique et politique beaucoup plus complexe. Premièrement, contrairement à ce qui s'était passé pour la Réforme agraire, les industries, les banques et les compagnies d'assurances avaient été nationalisées et étaient devenues ce que l'on appelait le secteur entrepreneurial d'Etat. C'est-à-dire qu'elles étaient désormais l'une des sources de la reproduction étatique, génératrices de ressources et pourvoyeuses de nouvelles opportunités pour le clientélisme et le populisme de l'Etat. Deuxièmement, les nationalisations étaient défendues par les deux confédérations du travail et, jusqu'à récemment, par le Parti socialiste, demeuré parti de gouvernement durant plusieurs années. Troisièmement, étant données les nouvelles conditions internationales de l'accumulation du capital, le secteur monopoliste à reconstruire, devait comprendre de nouveaux groupes d'avenir, non-revanchards et disposant de liens plus étroits avec le capital transnational. Quatrièmement, la privatisation du secteur nationalisé une fois réalisée, devait apporter quelques compensations au budget de l'Etat. A partir de 1986, lorsque le parti du centre constitue le gouvernement, la privatisation devient l'un des objectifs principaux du programme gouvernemental. Après des négociations compliquées avec le Parti socialiste, les obstacles constitutionnels à la dénationalisation complète sont levés en 1989 et le processus de privatisation est maintenant en plein essor et se déroule de façon très semblable à celui suivi dans l'Angleterre de Mme Thatcher.

La consolidation d'un nouveau secteur monopoliste industriel et financier peut être considérée comme une stratégie de type central, c'est-à-dire comme une stratégie cherchant à promouvoir un secteur moderne d'accumulation intensive, intéressé au relèvement du modèle national de spécialisation productive et d'intégration internationale, regardant la relation salariale comme facteur de réalisation du capital (consommation de masse) plutôt que de valorisation du capital (coût de

production); un secteur en somme conduisant à une plus grande cohérence entre relation salariale concrète et régulation fordiste formelle. D'ailleurs, tout au cours de cette période, le secteur nationalisé est celui dans lequel une plus grande cohérence est atteinte, puisque, pour des raisons manifestes, l'Etat en tant qu'administration publique dénie à l'Etat entrepreneur les illégalités qu'il autorise au capital privé.

Cependant, bien que dans ce secteur, des poches de régulation fordiste se soient développées, le modèle d'accumulation et de régulation de type central, a été de loin dépassé par des modèles d'accumulation et de régulation de type périphérique. La coexistence de modèles contradictoires, appuyée sur d'anciens et de nouveaux facteurs structurels, a rendu la structure économique portugaise très hétérogène et discontinue en termes de logique et d'organisation de la production, de relations salariales et de marché du travail, de relations d'échange. Je pense qu'il s'agit là de la caractéristique centrale de l'économie portugaise et que l'Etat a eu cette fonction majeure de maintenir hétérogénéités et discontinuités à l'intérieur de certaines limites.

Après 1978, année du premier programme de stabilisation demandé par le FMI, la politique économique abandonne tous les objectifs structurels et se concentre sur la conjoncture. Dès lors, la politique étatique tourne autour du contrôle du déficit extérieur et du déficit public, de l'inflation et de la promotion des exportations. Durant cette période le taux de croissance des exportations est en moyenne plus élevé que le taux annuel de croissance du PNB, et beaucoup plus élevé que le taux de croissance des importations. L'accent étant mis sur la faiblesse du coût du travail, le secteur des exportations le plus bénéficiaire de cette politique a été un secteur traditionnel, à haute intensité de travail, celui du textile, du vêtement et de la chaussure. Il s'est développé plus rapidement que tout autre, et, étant données sa faiblesse technologique et sa dévaluation en termes internationaux, ce développement a conduit à une dégradation de la valeur internationale du système productif national. Dans la période 1973-1980 cette valeur a diminué de 3,4%. En Espagne elle s'est accrue de 2,3%, et à titre de comparaison de 10% en Corée du sud (Reis, 1989 : 241).

En termes de relations salariales, ce secteur et celui de la bâtiment et des travaux publics se situent à la base de la pyramide. Ils emploient la majorité des salariés et sont dominés par les formes les plus pauvres de relations salariales : bas salaires, taux le plus élevé de contrats à terme fixe, travail clandestin, semi-prolétarianisation entretenant des liens étroits avec la petite propriété agricole et la vie rurale, taux élevé de travailleurs jeunes et de femmes, habituellement plus mal payés que les travailleurs mâles adultes, faible formation professionnelle, faibles possibilités de promotion socio-professionnelle.

Dans une analyse détaillée des marchés du travail, Maria Rodrigues a identifié 11 sous-systèmes d'emploi et les a classés selon la qualité relative de la relation salariale (1988 : 248). Le haut de la hiérarchie est occupé par la production de biens intermédiaires et d'équipements, il est dominé par les entreprises publiques (celles qui sont aujourd'hui privatisées); le bas de la hiérarchie par le secteur dont il a été question des produits d'exportation et de consommation de masse. Dans chaque sous-système existe une forte différenciation non seulement entre secteurs mais encore à l'intérieur de chaque secteur. C'est pourquoi, le marché du travail n'est pas tant segmenté qu'il est discontinu (Rodrigues, 1988 : 259). Ces discontinuités se sont reproduites au cours des années récentes sous différentes formes et par différents moyens. Présentons brièvement quelques unes de ces formes qui, bien entendu, existent aussi en d'autres pays, et plus, particulièrement, dans ceux de l'Europe du sud.

= Le travail clandestin a augmenté régulièrement et sous des formes multiples, certaines plus manifestement illégales que d'autres; son rôle dans la consolidation du nouveau mode de régulation sociale est sujet à débat. Bien qu'il soit très difficile d'évaluer son poids dans le système d'emploi, il a, par exemple, été possible de calculer le taux de travailleurs informels dans différents secteurs : 51% dans le bâtiment et les travaux publics, 20% dans le vêtement, 59% dans les pêcheries.

= La croissance de la sous-traitance est aussi une tendance générale; pour les besoins de la comparaison, il est nécessaire d'en distinguer plusieurs formes. Maria Marques a analysé en détail les modes de sous-traitance nationaux et internationaux et les a comparés à ceux d'autres pays européens. Les modes portugais sont de nature hybride mais les traits périphériques prédominent clairement (Marques, 1989 : 361).

= La croissance de l'emploi féminin est extraordinaire au cours des deux dernières décennies. En 1960 les hommes forment 81% de la force de travail, en 1981, 65%. Entre 1970 et 1981 la catégorie statistique des femmes à la maison diminue de 74,4% à 41,3%. Ce développement est parallèle à d'autres tout aussi rapides : déclin accéléré du taux de fertilité (la transition démographique la plus rapide de l'histoire européenne), croissance très élevée des taux d'équipement ménager. Les femmes sont pourtant les principales victimes de l'hétérogénéisation du marché du travail, elles tendent à être employées dans les secteurs où les relations salariales sont les plus dégradées.

= L'accroissement du nombre des ouvriers temporaires, c'est-à-dire des ouvriers fournis temporairement à des clients par des agences est aussi remarquable. Les contrats de ce type étaient illégaux jusqu'à récemment, mais ils sont une forme nouvelle de l'évasion des rigidités des lois et institutions fordistes.

= La croissance du travail indépendant fait du Portugal le pays européen qui a le taux le plus faible de prolétarianisation en Europe. En

1984, ce taux est de 82% pour la CEE et de 67,1% pour le Portugal. Sa faiblesse est due à deux phénomènes convergents, d'un côté, l'importance de la petite propriété agricole indépendante sur laquelle je reviendrai, et de l'autre, la croissance du travail indépendant. Dans la période 1974-81 il a augmenté de 36% alors que le travail salarié ne s'accroissait que de 12%. Le travail indépendant est, de façon écrasante, faussement indépendant, et n'est ainsi défini en termes légaux que pour passer à côté des lois du travail et, par dessus tout, des cotisations de sécurité sociale.

Toutes ces tendances aboutissent à cette conclusion que le régime d'accumulation qui s'est constitué au cours des quinze dernières années a favorisé la quantité de travail au dépens de sa qualité. Le Portugal a le taux le plus bas de chômage en Europe (4,7%). En termes généraux, la dialectique d'intégration/exclusion a dès lors penché du côté de l'exclusion. Des poches d'intégration fordiste importantes par leur contribution au produit national subsistent, principalement dans les entreprises publiques. Mais la spécialisation productive de l'économie a diminué. C'est pourquoi les lois et institutions fordistes n'ont été effectives que de façon très sélective, et ont coexisté avec une relation salariale prédominante, concurrentielle, néo-libérale. L'extraordinaire développement de la régulation des relations salariales, que la période révolutionnaire et les deux années suivantes avaient produit, a été suivi par une régression non moins rapide dans la valeur sociale réelle du travail.

La théorie de la régulation pose que les changements dans le mode de régulation peuvent partir de l'un quelconque de ses éléments. Elle soutient aussi que le jeu de la régulation des relations salariales est relativement autonome dans les changements de régime d'accumulation. Le cas portugais montre que l'autonomie de la relation salariale peut être parfois très relative. Etant donné le poids des facteurs politiques, dans la configuration de la relation salariale, les conditions générales de son autonomie peuvent aussi devenir les conditions générales de sa dépendance. Dans le cas portugais, l'Etat a en fait induit l'autonomie de la relation salariale à un moment donné et, au moment suivant, sa dépendance. Il l'a fait au travers de l'Etat parallèle et de l'Etat hétérogène. L'Etat hétérogène, au contraire de l'Etat parallèle, ne compte pas sur les lois et ses violations, et il est plus positif que négatif; il agit au travers de décisions administratives, de directives économiques, de mécanismes monétaires et financiers, d'incitations fiscales, de taux de change, de subventions, de formation professionnelle, de menaces publiques contre les acteurs sociaux agressifs, de gestion des grèves dans le secteur public, de fabrication de mythe propagés par les médias, etc. Par tous ces moyens, l'Etat a pris une part tout à fait centrale dans la régulation sociale même si, apparemment, il n'avait pas de politique économique ou était fort peu efficace dans sa mise en œuvre. A mon sens, la fragmentation et

l'apparente incohérence des mesures économiques ont été essentielles dans la régulation de l'hétérogénéité et des discontinuités des relations salariales, ainsi que du procès d'accumulation lui-même. Bien que les périodes de transition suscitent théoriquement la prédominance des politiques structurelles sur les politiques conjoncturelles, le fait est là que l'intervention structurelle de l'Etat peut, en certaines circonstances, passer par l'intervention conjoncturelle. La combinaison d'interventions conjoncturelles apparemment contradictoires, fortement fragmentées et discontinues s'est soldée par la production d'une structure nouvelle. Le processus est loin d'être terminé dans le cas portugais, mais on ne peut manquer d'apercevoir les tendances.

La centralité dans la régulation sociale peut ainsi se combiner avec l'inefficacité, qui peut être inefficacité véritable ou à dessein. L'une des dimensions les plus frappantes du discours officiel de l'Etat portugais est son anti-étatisme. Au cours de cette période les agents de l'Etat déclarent que l'Etat est un mauvais administrateur et un plus mauvais producteur encore, et que pour cette raison la société civile et l'entreprise privée doivent être renforcées. Ce discours masochiste n'est cependant pas auto-accusateur parce qu'en parlant ainsi, l'Etat concret se distancie de l'Etat abstrait, la bête noire réelle (et ainsi irréaliste). Comme l'Etat doit aussi intervenir pour ne pas intervenir, le discours anti-étatique se nie lui-même. La centralité de l'Etat se reproduit au travers du discours de la marginalité de l'Etat.

La régulation sociale de l'hétérogénéité et de la discontinuité ne fait pas par elle-même un Etat hétérogène. Le caractère hétérogène de l'Etat portugais se situe dans le fait que l'hétérogénéité et les discontinuités de la structure sociale se sont reproduites dans la matrice politique et administrative de l'Etat au travers de la série des modes de régulation sociale qui ont été tentés et de la rapidité avec laquelle ils se sont succédé au cours des quinze dernières années. Au cours d'une période aussi courte, l'Etat portugais est passé de l'Etat corporatiste à la transition vers le socialisme, à la régulation fordiste et à l'Etat-Providence, enfin à la régulation néo-libérale. Comme chaque mode de régulation se traduit en lois et institutions, en services administratifs et en idéologies, et que ces créations sont douées d'inertie, la structure de l'Etat à un moment donné revêt l'aspect de couches géologique, sédimentées différemment, les unes anciennes, les autres nouvelles, chacune ayant sa propre logique et son orientation stratégique implicite. Tel est l'Etat hétérogène.

L'Etat hétérogène ne se limite pas à régulation des relations d'échange et des relations salariales. Il étend aussi son activité au vaste champ de la protection sociale que j'analyserai plus loin. Au paravent, je voudrais étudier d'autres dimensions de l'hétérogénéité sociale de la société portugaise qui sont essentielles à la compréhension du champ de la protection sociale.

La contradiction entre production capitaliste et reproduction sociale : le rôle de la petite propriété agricole

Le tableau que j'ai dressé de la société portugaise s'est principalement centré sur les relations salariales et les relations d'échange et sur leur régulation par l'Etat. Ce tableau est partiel, lui manquent d'autres aspects également importants pour comprendre. Bien qu'hétérogène en termes d'accumulation et de relations salariales la société portugaise apparaît comme une société très cohésive. Elle détient ainsi le taux le plus bas de criminalité en Europe. Bien qu'apparemment de type périphérique au regard des principales tendances du développement économique récent, la société portugaise présente de nombreuses dimensions dans lesquelles prédomine une orientation centrale, comme dans la vie culturelle, dans les conceptions de la famille, et, surtout dans les modèles de consommation. Bien qu'elles en soient éloignées en termes quantitatifs, les normes de consommation sont, en termes qualitatifs, de plus en plus proches de celles de l'Europe. Les deux biens structurants de la consommation de masse de la classe ouvrière dans le mode de régulation fordiste, l'automobile et le logement, sont devenus de façon croissante essentiels dans les dépenses des familles ouvrières. La consommation d'équipements domestiques, elle aussi, s'est, comme je l'ai dit, rapidement accrue.

Ces observations illustrent ce fait curieux qu'au Portugal la crise sociale a toujours été moins sérieuse que la crise économique. Laissant de côté d'autres dimensions de ce phénomène, je m'attacherai ici à la question de la consommation. Mon hypothèse principale est qu'existe une contradiction ou dissociation entre production capitaliste et reproduction sociale ou entre norme dominante de la production et norme de la consommation. La contradiction ou dissociation se situe en ceci que la norme de production capitaliste est moins développée que la norme de consommation, et, donc, que la seconde est plus proche du Centre que la première. Elle est due à une relation particulière entre salaire et revenu : les revenus non-salariaux jouent un rôle important dans le revenu des ménages de la classe ouvrière, ce qui est directement ou indirectement lié à la forte présence de la petite propriété agricole. Ce trait est commun aux pays semi-périphériques de l'Europe, mais se présente au Portugal d'une façon tout à fait remarquable (Reis, 1989 ; Hespanha, 1990).

Si l'on compare le Portugal à la RFA en termes de produit et de consommation à parité de pouvoir d'achat, les chiffres sont frappants : la différence en termes de production se situe entre 2,480 (Portugal) et 13,240 (RFA), mais, en termes de consommation privée, entre 2,846 (Portugal) et 6,175 (RFA). En d'autres termes, le PIB per capita sous-estime le niveau moyen d'existence par un facteur de 2,4 (Mateus, 1987 : 57). Pour expliquer cette distorsion, il est nécessaire d'analyser le

revenu et la consommation des ménages. Entre 1973 et 1983, la somme des revenus salariaux et des revenus de la propriété et de l'entreprise (profits sociaux y compris) - c'est-à-dire les deux principales sources de revenus dans une société capitaliste - ont diminué de 20,1% (de 85,1% à 65%). Au contraire, le poids des revenus de l'épargne s'est accru de 3,1% à 19,4%, ce qui signifie que la rente est une dimension importante de la reproduction des familles portugaises. Les paiements de la sécurité sociale et les transferts courants se sont accrus de 4,1 % à 12,1%. Les transferts privés en provenance de l'extérieur, représentant surtout les remises des travailleurs émigrés, tout au long de la période, se sont maintenus malgré des oscillations autour de 11%. Si l'on exclut les profits sociaux du revenu indépendant (propriété et entreprise) ce dernier est fondamentalement constitué par les revenus de la petite propriété agricole. Au cours de la période, son poids moyen national se situe autour de 25% du revenu des ménages. Dans cette perspective, les différences régionales sont très remarquables, mais plus remarquables encore le fait que la région dont la croissance industrielle est la plus forte au cours de la dernière décennie, est très proche de la moyenne nationale. Ce qui monte le poids des revenus non-capitalistes dans la reproduction sociale des travailleurs portugais, et la complémentarité particulière entre l'industrie et l'agriculture. L'agriculture compte pour 19% dans l'emploi, mais plus d'un tiers des familles portugaises ont une attache agricole, ce qui montre l'incidence des doubles et contradictoires appartenances de classe. Il est intéressant de noter que cette attache agricole varie de 18% à 69% dans les régions dont la croissance industrielle est la plus forte¹.

La petite propriété agricole est une composante structurante du procès d'industrialisation, et, comme on peut le penser, une composante plutôt ambiguë en termes sociaux. D'un côté, elle a fonctionné comme un mécanisme compensateur important dans les périodes de crise, mais, de l'autre, elle a allégé la pression sur les

¹ Il est aussi évident que le modèle agricole portugais est tout différent du modèle européen d'après la guerre. Comme Reis l'a montré, ce dernier était caractérisé par un exode rapide et permanent vers des branches industrielles offrant des salaires élevés, la diminution conséquente de la population rurale active et du nombre d'exploitations, l'accroissement de la surface moyenne des exploitations, la mécanisation de l'agriculture familiale grâce au crédit, et l'intensification de la production et de la commercialisation. Au contraire, le modèle agricole portugais est associé à un exode moins massif de l'agriculture, et, en tous cas, à l'absence d'exode rural, aux migrations alternantes, à la semi-prolétarianisation, à la ruralisation de l'industrie, à la prédominance de l'auto-consommation, ou de la production marchande simple, à la stabilité au cours des dernières trente années du nombre des exploitations et des surfaces moyennes d'exploitation, à des salaires industriels faibles (Reis, 1985, et aussi Hespanha (1990).

salaires, contribuant ainsi à la dégradation de la spécialisation industrielle. La présence de la petite propriété agricole s'étend cependant au delà des activités productives, et a un effet sur des domaines aussi différents que l'univers symbolique, les modèles électoraux, l'activisme syndical, les formes de sociabilité. Je parlerai brièvement de ces dernières dans la section consacrée à la protection sociale.

La dissociation entre les normes de production et les normes de consommation signifie encore que l'hétérogénéité de la société portugaise ne se limite pas aux discontinuités du marché du travail. Elle provient aussi de la coexistence et de l'articulation de différents modes de production : production privée capitaliste, production des entreprises d'Etat, production coopérative, production pour l'auto-consommation, production marchande simple. L'Etat hétérogène est aussi impliqué dans ces autres formes d'hétérogénéité.

Comme je l'ai dit, le mélange complexe d'hétérogénéité sociale et de cohésion sociale dans la société portugaise est aussi important pour comprendre les modèles de protection sociale et, par là, le rôle du quasi- ou lumpen-Etat-Providence.

Un Etat-Providence faible dans une société solidaire forte

Mon argument est ici que l'Etat portugais n'est pas un Etat-Providence dans le sens technique bien que sous certains aspects il en approche la forme politique. Il est aussi que les insuffisances de l'Etat-Providence sont partiellement compensées par l'assistance que distribue une société relativement riche en relations communautaires, en inter-connaissances, en entraide. Je désigne une telle société par le terme de société solidaire.

L'Etat-Providence est la forme politique dominante de l'Etat dans les pays du Centre au cours de la phase de "capitalisme organisé", et, en tant que tel, il fait partie du mode de régulation fordiste. Il est basé sur quatre éléments structurels. Tout d'abord un pacte social entre le capital et le travail sous l'égide de l'Etat, dont l'objectif ultime est de rendre compatible capitalisme et démocratie. Ensuite un rapport durable même s'il est tendu, entre accumulation et légitimation. Par ailleurs, un niveau élevé de dépenses de consommation sociale (services de protection sociale). Enfin une structure administrative qui a intériorisé les droits sociaux comme des droits (et non comme une charité étatique).

Jugé selon ces standards, l'Etat portugais ne peut apparaître comme un Etat-Providence, c'est un quasi- ou lumpen-Etat-Providence; pour les raisons analysées, aucun pacte social n'a été passé et l'hypertrophie de la normalisation étatique est aussi visible dans le

domaine de la politique sociale que dans le domaine des relations salariales. Durant la crise révolutionnaire et les deux années qui ont suivi, la tentative a été poursuivie de construire un Etat-Providence avancé, pas seulement quant aux risques couverts et à qualité des services, mais aussi quant à la participation démocratique des groupes de citoyens dans l'organisation de ces services. Durant cette période les dépenses sociales se sont accrues considérablement. Ainsi, dans le domaine de la santé, elles sont passées de 1,9% du PIB en 1971-73, à 2,9% dans la période 1974-76. Comme on l'a vu, cette période est caractérisée par un excès des tâches de légitimation par rapport aux tâches d'accumulation; elle est suivie par une période où les priorités sont inversées. C'est pourquoi, dans les années qui suivent, les dépenses sociales s'accroissent plus lentement, parfois même, stagnent, et aujourd'hui, elles sont encore loin derrière les valeurs moyennes européennes.

Comme on peut s'y attendre dans une société intermédiaire, l'Etat portugais s'approche de l'Etat-Providence européen sous certains aspects plus que sous d'autres. L'Etat-Providence européen est très diversifié et l'on distingue habituellement le modèle continental du modèle anglo-saxon et scandinave (Alber, 1988 : 452). L'Etat portugais paraît plus voisin de ce dernier. D'une façon générale, il s'en rapproche davantage en ce qui concerne la variété des services, le genre d'instruments utilisés pour les distribuer et les mécanismes financiers, et moins en ce qui concerne l'étendue et la qualité, les deux caractéristiques qui, en réalité, avec la variété déterminent directement la qualité de la consommation des services de protection sociale.

Cependant, ce qui distingue sans équivoque l'Etat portugais de l'Etat-Providence, est que l'administration publique de protection sociale n'a pas entièrement intériorisé la conception de la protection sociale publique comme une affaire de droit, et, dans une certaine mesure, la conçoit comme une question de charité étatique, comme c'était le cas au temps du régime fasciste. De fait, la révolution du 24 avril n'a relativement pas affecté l'administration, et, s'il y a eu des changements, ils ont eu lieu au niveau des personnes et non des structures. Dans ces conditions l'idéologie autoritaire de l'administration de l'Estado Novo a infiltré l'administration du nouvel Etat démocratique. Dans le domaine des services sociaux, cet autoritarisme se traduit par une conduite discrétionnaire, personnalisée. Les gens sont servis différemment selon les relations informelles qu'ils sont capables de mobiliser en leur faveur. En un sens, ils sont doublement clients de l'Etat, de l'Etat qui rend les services et des bureaucrates de l'Etat qui les délivrent.

La dégradation de l'Etat-Providence au cours des dix dernières années est parallèle à la dégradation des relations salariales. Dans le domaine des services sociaux, les mesures adoptées pour abaisser le contenu social de l'Etat ont été très analogues à celles qui ont été

prises dans les pays du Centre à la suite de la crise de l'Etat-Providence. Tout se passe comme si le Portugal passait par une crise de l'Etat-Providence sans avoir jamais été un l'Etat-Providence. La recherche que j'ai eue l'occasion de conduire sur les services de santé permet d'entrevoir toute la gamme de ces mesures qui ont en réalité aussi été adoptées dans les autres domaines sociaux (Santos,1990 : 193). Le Service national de santé adopté à la fin des années 70 était fondé sur une conception avancée de la santé (conçue comme santé de la communauté) et suivait étroitement le modèle britannique. Service potentiellement universel, il donnait toute la priorité à la médecine et aux services publics de santé, et c'est bien pour cela que l'Association médicale nationale lui était farouchement opposée. En partie à cause de cette opposition, et aussi à cause du changement de gouvernement au début des années 80, le Service national de santé n'a jamais été entièrement réalisé et, quelques soient les services mis en place, ils ont rapidement été l'objet de violentes critiques. Des mesures restrictives ont gagné en force et cohérence dans les quatre dernières années sous le gouvernement du parti du centre.

Ces mesures comprennent des coupes budgétaires qui ont conduit à la dégradation des services (si bien que les mieux lotis se retournent vers le secteur privé et couvrent les dépenses de soins par le budget du ménage), de nouvelles directives administratives qui restreignent l'accès (ce qui accroît la sélectivité d'un service formellement universel), différentes mesures de partage des dépenses (qui transfèrent donc aux ménages une part des coûts). Ces mesures incluent surtout un glissement vers la privatisation du Service national de santé : l'Etat progressivement cesse d'être le producteur des services sociaux et devient une agence de financement de services rendus privément par le marché ou par des organisations charitables à but non lucratif (Campos, et al.,1986; Carapinheiro and Pinto,1987). En 1975 le secteur privé ne comptait que pour 2,8% du total des investissements de santé, alors qu'en 1980 il compte pour 17,2%, et ce pourcentage a continué à croître au cours des dix dernières années. La production des soins de santé à été partiellement transférée de l'Etat au secteur privé. Aujourd'hui, plus de 30% des dépenses publiques de santé sont payées au secteur privé. Ce transfert a suivi un modèle caractéristique : au secteur privé sont transférés les services profitables (services à intensité de capital et contenu technologique élevé, à temps d'hospitalisation réduit comme les diagnostics high tech, les dialyses, la chirurgie électrique). L'Etat conserve les services les moins productifs, à intensité de travail plus grande, et temps d'hospitalisation élevé. Ce modèle conduit à l'apparition de ce que j'appelle, en suivant O'Connor, le complexe social-industriel (O'Connor,1973).

Le transfert de services publics au secteur privé a pris une autre forme encore. Au cours de la dernière décennie, l'Etat a soutenu,

financé, développé, voire créé des institutions sans but lucratif qui par le biais de contrats avec l'Etat fournissent des services sociaux au paravent rendus par l'Etat, en particulier dans le domaine des services aux personnes âgées et handicapées. Ces institutions charitables, de grande tradition au Portugal, fournissent des services sous la supervision de l'Etat et sont en fait supposées opérer comme des institutions quasi-publiques. Ce sont des institutions de la société civile, mais la présence de l'Etat dans leur fonctionnement est si prégnante à la fois sur le plan des règles et sur le plan financier que je les désigne comme société civile secondaire, afin de souligner qu'au travers d'elles l'Etat se reproduit dans des institutions non-étatiques. Ce processus présente des analogies avec le rôle qu'a joué l'Etat dans le développement des acteurs sociaux dans le domaine des relations salariales, bien que, dans le cas de la société civile secondaire, les institutions dépendent beaucoup plus de l'Etat et sont supposées opérer comme des institutions quasi-étatiques.

En diminuant la qualité et en accroissant la sélectivité, l'Etat a limité l'étendue des services sociaux publics. Par le partage des coûts, il a partiellement rendu les services sociaux au secteur marchand. Par la privatisation il a créé de nouveaux champs pour l'accumulation du capital, des marchés captifs et protégés sur lesquels l'Etat est parfois le seul consommateur. Le Service national de santé portugais a été attaqué par ces différents biais, cependant, comme en Angleterre, il a jusqu'ici résisté à un complet démantèlement. Comme pour les nationalisations dans le domaine de l'accumulation, le démantèlement des services sociaux publics a été le terrain de batailles sociales et politiques animées. Comme les bénéficiaires des services sociaux publics représentent de larges fractions de la population, et sont socialement identifiables, on peut augurer que les défenseurs de ces services rencontreront plus de succès que ceux des nationalisations.

La dégradation de la qualité des services sociaux publics a pris des formes analogues à celles de l'Etat-Providence européen au cours de la dernière décennie. Mais sa signification sociale et politique est différente, parce que le seuil ou état de départ à partir duquel le processus a commencé au Portugal, était et est encore plus bas que dans l'Europe développée. Cependant, au Portugal, les insuffisances des services sociaux n'ont pas les conséquences sociales et politiques disruptives que l'on pourrait attendre en raison de leur dimension. Mon hypothèse est que cet effet est dû au fait qu'une part de ces insuffisances de l'Etat-Providence est compensée par des services produits socialement. En d'autres termes, au Portugal un Etat-Providence faible coexiste avec une forte société solidaire.

Par société solidaire, j'entends l'ensemble des réseaux de relations, d'interconnaissance, de reconnaissance mutuelle et d'entraide basés sur les liens familiaux et communautaires, au travers desquels, de petits groupes sociaux échangent biens et services sur une base non-

marchande et dans une logique de réciprocité proche de la relation de don analysée par Marcel Mauss (1950). Ces réseaux varient largement en termes de formalisation, d'étendue, d'objet, de durée, de stabilité. Au Portugal, en raison de la force de la petite propriété agricole, et de la prédominance de la résidence des familles ouvrières dans les zones rurales ou les petites villes, les formes de la société solidaire sont dominées par des modèles de sociabilité, des habitus de classe, des schèmes cognitifs, un univers symbolique qui sont habituellement les attributs de la vie rurale. Cependant, contrairement à ce que l'on croit souvent, ces réseaux ne sont pas exclusivement ruraux, ils existent aussi dans les zones urbaines. Bien plus, ils incluent fréquemment des relations complexes entre familles et communautés rurales d'un côté, familles et communautés urbaines de l'autre.

La société solidaire est une forme de capital social, selon les termes de Bourdieu. Sa valorisation et son actualisation est d'une importance stratégique plus grande pour les groupes sociaux et les familles dont la vie est le plus affecté par les insuffisances des services sociaux publics. En 1981, 71% des chômeurs déclaraient que leur principale source de revenu et de moyens d'existence était la famille. L'absence d'aide au chômage est ainsi rendue évidente.

La société solidaire recouvre un vaste gamme d'activités qui ne sont pas toujours faciles à identifier. A partir de ma recherche sur les services de santé portugais j'en donnerai quelques exemples éclairant.

Durant les week-ends, plus de 10.000 personnes rendent visite à leur amis et parents dans les deux hôpitaux centraux de Lisbonne; les chiffres ne sont guère moins élevés dans les hôpitaux principaux des autres grandes villes. En outre, durant la semaine, les chiffres, bien qu'inférieurs, sont encore élevés, sans commune mesure avec le reste de l'Europe. L'isolement social des malades hospitalisés est un problème majeur dans l'Etat-Providencia, et, en Europe, le rôle des travailleurs sociaux professionnels est aujourd'hui sujet à controverse. Au Portugal, la société solidaire fournit aux hôpitaux un travail social gratuit et informel, et, on peut dire, de bien meilleure qualité.

Autre exemple, la médecine populaire ou traditionnelle à laquelle a recours la société solidaire utilise une grande variété de biens et services tels que l'auto-médication traditionnelle, l'échange non-monnaire de biens et services naturels et supra-naturels (tenir compagnie aux malades à leur domicile, fournir des plantes médicinales et préparer des tisanes, prêter des produits pharmaceutiques, etc.), le vœu de pèlerinage à Fatima ou à d'autres sanctuaires en remerciement de guérisons considérées comme miraculeuses, les échanges monétaires hors-marché comme les aumônes et dons votifs, la petite production marchande de biens et services comme onguents et plantes médicinales, les services rendus contre honoraires par une sage-femme, un guérisseur, un médium ou une sorcière. Quelques uns de ces

biens et services sont rendus par des spécialistes, qu'ils soient saints ou sages-femmes, d'autres par les voisins et les parents.

La médecine traditionnelle ou populaire repose sur une conception de la santé du corps et de l'esprit, toute différente de celle de la médecine allopathique (F. Hespanha, 1987). Elle fournit donc des produits et services différents au travers de relations sociales différentes. De fait, la médecine traditionnelle suppose un mode spécifique de production de la santé. Au Portugal, les soins de santé résultent de l'articulation de trois modes différents de production de services médicaux et de santé : la médecine publique, la médecine privée capitaliste et la médecine populaire. Les relations entre l'Etat-Providence et la société solidaire sont entrelacés dans la dynamique de cette articulation. L'hétérogénéité qui découle de l'opération conjointe de logiques de services sociaux différentes et parfois contradictoires est régulée par l'Etat. Dans le domaine social, l'Etat hétérogène se présente comme un lumpen-Etat-Providence qui compte sur la société solidaire pour compenser ses faiblesses, réduisant ainsi la crise de légitimation qui pourrait en résulter.

De façon remarquable certains penseurs sociaux des pays européens du Centre, ont récemment avancé la notion de société solidaire à propos de la crise de l'Etat-Providence, pour lui trouver une éventuelle solution. Ainsi, Rosanvallon parle de la nécessité d'une "forme plus décentralisée et plus diversifiée de prestations sociales, sous bien des aspects parente de la flexibilité que la famille avait l'habitude de rendre" et appelle à un renouveau de la politique sociale fondée sur "des groupes (tels que les institutions caritatives) dont les motivations sont publiques et l'organisation privée, et la famille traditionnelle elle-même" (1988 : 539). Dans la même veine, Lipietz développe l'idée d'un troisième secteur, un secteur d'utilité sociale, situé en dehors de l'Etat et du secteur capitaliste privé (1989 : 108).

Ce débat porte un nouvel éclairage et conduit à un nouvel intérêt pour la recherche sur la société solidaire portugaise. La recherche tendait jusqu'ici à concevoir la société solidaire comme une survivance pré-moderne ou un résidu. A la lumière du débat sur les combinaisons nouvelles entre Etat-Providence et société solidaire, ce que l'on regardait comme un résidu pré-moderne, est progressivement recodifié comme post-moderne. Il y a bien entendu des différences entre la société solidaire portugaise et la société solidaire maintenant proposée pour les pays du Centre. Mais les ressemblances sont aussi frappantes. Surtout, le cas portugais illustre, et, dans un sens, anticipe comme dans un laboratoire social, quelques unes des potentialités mais aussi des limites et des effets secondaires ou pervers que peut engendrer la tendance à une nouvelle combinaison de la société solidaire et de l'Etat-Providence. On a ainsi soutenu que l'Etat-Providence mettait trop l'accent sur l'égalité au détriment de la sécurité, que, tandis qu'il développait la citoyenneté, il la bureaucratisait, qu'il

transformait les citoyens en clients accroissant ainsi la dépendance et le contrôle social, qu'il éliminait le fétichisme de la marchandise dans le domaine de la protection sociale pour lui substituer le fétichisme de l'Etat.

La recherche sur la société solidaire portugaise autorise quelques commentaires. Premièrement, il faut rappeler que les services fournis par la société solidaire ne sont jamais les mêmes que ceux fournis par l'Etat-Providence. Le travail social impliqué par la visite des hôpitaux, ou la conception de la santé du corps et de l'esprit dans la médecine traditionnelle le montrent clairement. Deuxièmement, la société solidaire est hostile à l'égalité ou, au minimum, ne distingue pas aussi clairement que l'Etat-Providence entre inégalités légitimes et illégitimes. Troisièmement, la société solidaire est hostile à la citoyenneté ou aux droits légaux, puisque les relations d'assistance sont concrètes, différenciées, fondées sur la réciprocité à long terme de séquences d'actes bénévoles unilatéraux. Quatrièmement, la société solidaire crée aussi des dépendances et des formes de contrôle social, qui peuvent être plus flexibles et négociables mais aussi plus visibles. Cinquièmement, la société solidaire tend à créer une rigidité spatiale. Enfin, et ce n'est pas la moindre des choses, le poids de l'assistance fournie par la société solidaire retombe inévitablement sur les femmes si les pratiques familiales dominantes ne sont pas modifiées. Ces observations ont pour objet d'élargir le champ de la discussion à propos de la composition Etat-Providence-société solidaire. En termes d'analyse et de politique, il est essentiel de distinguer entre compositions progressives et compositions régressives. A mon avis, jusqu'ici, le débat quoique bien engagé a manqué d'opérer cette claire distinction.

L'analyse de la société solidaire portugaise comme société solidaire forte coexistant avec et complétant un Etat-Providence faible, l'extension de cette analyse à la lumière des alternatives nouvelles proposées à la crise de l'Etat-Providence, illustrent la dialectique de territorialisation et de déterritorialisation au sein du système mondial. En termes concrets, sont en cause les défis rencontrés par des devenirs nationaux conpénétrés de façon croissante par des devenirs transnationaux.

J'ai suggéré que la société portugaise est une formation sociale très complexe dont la cohésion sociale et la dynamique de développement sont commandées par la reproduction d'équilibres instables entre des processus sociaux, économiques, politiques et culturels très hétérogène et non articulés, dont beaucoup sont inscrits dans le temps long de l'histoire du pays. Dans cette perspective, il est opportun de s'interroger sur l'impact sur ces équilibres de l'intégration dans le Marché commun, en se souvenant que selon les objectifs officiels, intégration signifie intégration économique, politique et sociale.

L'Etat-comme-imagination-du-Centre et l'intégration à la Communauté économique européenne

Le Portugal est membre à part entière de la CEE depuis 1986. Comme l'Espagne, la Grèce et l'Irlande, il a bénéficié d'une période transitoire d'ajustement structurel qui devait permettre d'accroître l'homogénéité de la CEE comme tout. Dans ce qu'elle a de plus important, cette période s'est terminée en 1993.

L'une des choses les plus remarquables du processus portugais d'intégration à la CEE est la priorité donnée à des considérations politiques. Lorsque le Parti socialiste à la fin des années 70 adopté pour la première fois le slogan "l'Europe avec nous", l'objectif était qu'en rejoignant la CEE, le Portugal serait capable de construire et consolider une société démocratique stable, une société de l'Europe occidentale. Les "excès" de la crise révolutionnaire étaient encore présents et la position léniniste sinon stalinienne du Parti communiste était encore considérée comme potentiellement dangereuse. L'intégration à la CEE devait contribuer à éliminer les éléments non-démocratique et à consolider une jeune démocratie.

La priorité du politique dont j'ai souligné qu'elle était une caractéristique générale de la période, combinée avec le manque de solidarité de corps dont j'ai aussi parlé, a renforcé la centralité et l'autonomie de l'Etat dans les négociations conduisant à l'intégration à la CEE. La négociation était un processus compliqué et l'effet social de beaucoup des mesures qui ont été prises est encore à venir. L'Etat a conduit les négociations sans presque consulter les organisations sociales qui y étaient intéressées. Des sondages répétés non seulement dans la population en général mais aussi parmi les employeurs ont montré une ignorance quasi-totale des conséquences économiques, politiques et sociales de l'intégration à la CEE.

L'autonomie de l'Etat comporte des dimensions politiques, économiques et symboliques. En ce qui concerne les dimensions politiques, l'autonomie a été justifiée en termes d'intérêt national, c'est-à-dire d'intérêt que l'Etat avait à défendre. De façon contradictoire, l'autonomie de l'Etat dans la défense de l'intérêt national se plaçait dans un processus dont le déroulement devait réduire considérablement la capacité autonome de l'Etat de contrôler les mécanismes du développement national. Une autre dimension de l'autonomie de l'Etat concerne l'harmonisation légale et institutionnelle supposée par l'intégration. Dans les années récentes, la productivité légale et institutionnelle de l'Etat s'est tournée vers l'objectif de l'harmonisation, et cet objectif a aussi été utilisé pour justifier l'abolition de quelques unes des innovations légales et institutionnelles de la période 1974-1977 ou pour délégitimer des demandes sociales et politiques prétendument en opposition avec l'objectif de l'harmonisation. L'envers de l'autonomie

politique de l'Etat est la distance qu'il a créée entre acteurs sociaux nationaux et défis posés par l'intégration à la CEE.

La dimension économique de l'autonomie de l'Etat repose principalement dans la gestion des fonds structurels considérables que la CEE a injectés dans l'économie portugaise au titre du programme transitionnel d'ajustement structurel et d'homogénéisation. L'Etat a pris entièrement le contrôle de la distribution des fonds structurels, et les a répartis d'une manière très particulière, éloignée de toute conception stratégique du développement économique : ils étaient à la merci des intérêts organisés et des clientèles économiques. Ce qui a donné lieu à une forme de populisme d'Etat qui, au contraire du populisme latino-américain, ne concerne pas les gens ordinaires mais davantage les entreprises et les groupes économiques; en outre, les relations que les uns et les autres entretiennent avec le pouvoir d'Etat ne passe pas par l'intermédiaire des leaders politiques, plus souvent, elles s'engagent directement avec la bureaucratie d'Etat.

Pendant la période transitoire, le Portugal a été le bénéficiaire net de l'intégration. Les fonds structurels, quand ils n'étaient pas gaspillés au travers de la corruption, ont contribué aux conditions générales de l'accumulation, par le biais, par exemple, de la construction d'infrastructures et de la formation professionnelle; ils ont aussi créé des emplois dans de nombreux secteurs. C'est pourquoi, jusqu'ici, l'effet économique de l'intégration a été positive, si bien que l'Etat a pu convertir l'autonomie en légitimité. Que ce cercle vertueux puisse se poursuivre après 1993 demeure une question ouverte.

Les dimensions politiques et économiques de l'autonomie de l'Etat dans le contexte de l'intégration à la CEE ont nourri sa dimension symbolique. Celle-ci est une dimension très complexe parce que, grâce à elle, l'Etat régle, principalement par le discours et des actes symboliques, la dialectique de distance et de proximité, de la différence et de l'identité entre le Portugal et l'Europe. La régulation consiste à créer un univers imaginaire dans lequel le Portugal devient un pays européen comme les autres, où son niveau de développement inférieur devient un simple fait transitoire dont la gestion est confiée à l'Etat gardien de l'intérêt national. Cette construction symbolique est une ressource stratégique utilisée à conforter la crédibilité des autres dimensions de l'autonomie de l'Etat. A tel point qu'à mon sens, elle détermine la forme politique dominante de l'Etat dans le contexte de l'intégration à la CEE; j'appellerai cette forme politique l'Etat-comme-imagination-du-Centre.

L'Etat-comme-imagination-du-Centre est une forme politique à productivité multiple. D'abord elle produit des signes intelligibles et crédibles d'un avenir meilleur, faisant des difficultés et des raretés présentes un fait transitoire et donc acceptable sinon légitime. Deuxièmement, elle permet à l'Etat de monnayer tous les bénéfices présents de l'intégration, repoussant dans à futur vague les coûts

possibles. Troisièmement, elle délégitime toute spécificité du développement national qui serait incompatible avec les objectifs étatiques actuels. (comme le secteur entrepreneurial d'Etat) au nom de leur contradiction avec les modèles de développement européens, et de l'impossibilité politique donc de les maintenir. Quatrièmement, elle dépolitise le processus politique intérieur par l'invocation de l'inévitabilité technique d'un certain nombre de mesures renvoyées aux contraintes européennes.

Malgré sa grande productivité, l'Etat-comme-imagination-du-Centre, possède une base matérielle spécifique, qui n'est autre que les relations économiques et politiques que le Portugal entretient avec ses anciennes colonies africaines. A la lumière de ces relations, le Portugal apparaît comme un pays du Centre, un membre de la CEE, en concurrence de fait avec d'autres pays de la CEE comme la France, l'Espagne, l'Italie. Au niveau symbolique ces relations mettent en scène l'appartenance du Portugal au Centre, et elles conditionnent en vérité la nature politique et économique des échanges. A un niveau plus profond, on peut cependant aussi y voir la reconstruction, en de nouveaux termes, du rôle colonial, d'intermédiation, de courroie de transmission : le Portugal comme intermédiaire entre le Centre et la Périphérie.

A mon sens, cette reconstruction relie la période coloniale à la période post-coloniale, et représente un élément important de l'autonomie de l'Etat dans le contexte de l'intégration à la CEE. Je pense que l'autonomie de l'Etat, qui durant la période fasciste se fondait sur les colonies, est aujourd'hui fondée sur l'intégration à la CEE pour laquelle les relations avec les pays africains lusophones est un facteur de valeur croissante. Comme toutes les autres formes politiques de l'Etat portugais, l'Etat-comme-imagination-du-Centre est un fait transitoire. Selon la nature du développement européen à venir soit, "l'imagination" soit "le centre" disparaîtra de cette forme politique. Quelles sont les perspectives?

L'avenir de la CEE est aujourd'hui plus que jamais une question ouverte, plus ouverte politiquement et socialement qu'économiquement. Les dernières années ont vu une revitalisation décisive de la Communauté européenne. Le Traité de Rome a été reformulé dans l'Acte unique européen, la stratégie de 1992, le marché unique et la Charte sociale. Ces mesures considérées dans leur ensemble orientent vers un développement intégré et harmonieux de la Communauté européenne dans ses dimensions économiques, politiques et sociales. En termes réels, les politiques et les instruments mis en œuvre, révèlent cependant qu'une priorité a été donnée à la dimension économique, à la construction du marché intérieur. Bien davantage, quoique le discours politique souligne l'objectif de la cohésion de l'économique et du social, et, donc, l'homogénéisation croissante de l'espace européen, la politique économique mise en œuvre a une tonalité fortement néo-

libérale et paraît peu sensible sinon franchement hostile à l'objectif de la cohésion sociale et à l'homogénéisation sociale.

Cette orientation peut être illustrée par les longues discussions et les déclarations successives sur la question de la politique sociale européenne (Streeck, 1989; Teague, 1989). Au delà des règlements sur l'égalité des opportunités, très peu a été accompli. Les pourparlers de Val Duchesse sur le dialogue social ont échoué. Selon l'Acte unique, alors que toutes les décisions concernant le marché intérieur peuvent être prises à la majorité, les questions relatives à la politique sociale doivent l'être à l'unanimité, à l'exception des choix relatifs à la santé et la sécurité des travailleurs.

La Commission a poussé à une politique sociale plus dirigiste, mais sans beaucoup de succès. L'initiative belge sur ce que l'on a appelé le socle des droits sociaux qui devrait être accordé dans tous les Etats membres peut avoir des chances d'être accepté, mais pas, comme certains le voudraient, en tant que Constitution sociale européenne, c'est-à-dire liant les normes directement applicables dans tous les pays. Plus probablement il constituera un "régime social" dont les normes ne seront guère que de simples directives et non des obligations légales formelles. S'il en est ainsi, l'homogénéisation sociale demeurera un objectif éloigné.

L'histoire de la CEE rend cependant pessimiste sur la possibilité d'atteindre cet objectif. Si nous considérons l'évolution du revenu réel (PIB per capita à parité de pouvoir d'achat) des douze pays qui constituent aujourd'hui la CEE, entre 1960 et 1987, trois conclusions peuvent être tirées (Mateus, 1989 : 179). Premièrement, la majorité des pays du Centre sont voisins de la moyenne communautaire, avec quelques différences vers le haut pour la RFA, vers le bas pour l'Angleterre, et la Hollande; deuxièmement, le Portugal, la Grèce, l'Irlande et l'Espagne forment un groupe distinct avec un niveau de revenu réel de 26% à 46% au dessous de la moyenne communautaire; troisièmement, dans la période d'expansion économique (1970-1975) les disparités décroissent tandis que dans la période de crise économique et de restructuration (1975-1987) elles s'accroissent à nouveau. Plus révélateur encore, est le fait que l'intégration ne fait apparaître une tendance à l'homogénéisation que dans la première étape de la communauté, entre 1958 et 1973, lorsque la CEE comprenait six pays. Aux élargissements qui suivent ne correspond aucune dynamique d'homogénéisation. Si nous analysons l'évolution de la dispersion entre les revenus nationaux maximum et minimum entre 1960 et 1987, la CEE des six a une dispersion de 1,32 en 1960 et de 1,15 en 1987, la CEE des neuf une dispersion de 1,89 en 1973 et de 1,84 en 1987, la CEE des dix une dispersion de 1,97 en 1981 et de 2,15 en 1987, et finalement la CEE des douze une dispersion de 2,21 en 1985 et de 2,15 en 1987. Si l'on met à part le dernier chiffre, probablement lié au transfert de fonds structurels, aucune dynamique d'homogénéisation

n'est décelable au cours de la dernière décennie. Le résultat serait semblable si au lieu des pays on comparait des régions.

C'est dire qu'une homogénéisation même partielle est un objectif difficile à atteindre, qui ne peut l'être que grâce à une politique structurelle courageuse à la fois au niveau communautaire et au niveau national, et qui comprendrait non seulement la mise en place du marché intérieur mais aussi la construction de la cohésion sociale et d'un Etat européen nouveau. Pour l'instant, rien de la sorte n'est en vue. D'un côté, existent des contradictions patentes entre politiques structurelles nationales et politique européenne, et la mesure de ces contradictions se manifeste dans les régressions nationalistes (voir les cas de la Grande Bretagne et du Portugal). De l'autre côté, les pays les moins développés, ceux qui ressentent davantage la nécessité d'une large politique structurelle, sont ceux qui, dans le cadre communautaire, ont le moins de possibilité pour la développer et la mettre en œuvre. Le danger est ici que l'Europe tente de parvenir à la compétitivité internationale aux dépens de sa Périphérie.

L'Europe est, comme le dit Aglietta, la patrie de la protection sociale, de l'expérience sociale remarquable d'une économie mixte combinant sagement l'intervention de l'Etat et une très large concertation sociale. Ce passé est beau, mais une coïncidence malheureuse - qui n'est pas du tout une coïncidence - veut que ce discours de la cohésion sociale au niveau européen coexiste avec le démantèlement de l'Etat-Providence et l'accroissement des inégalités dans tous les pays de la CEE.

Conclusion

Progressivement, l'intégration à la CEE est devenue le seul facteur important qui structure la période de transition traversée par la société portugaise depuis 1974, ou mieux depuis 1969. Cette transition a été double, se situant à la fois à deux niveaux, national et européen, qui s'interpénètrent de façon croissante. La société portugaise est très hétérogène non seulement en termes économiques et sociaux mais aussi en termes politiques et culturels. Le tissu complexe et la neutralisation mutuelle de ces multiples hétérogénéités, jusqu'ici, a rendu possible la combinaison de ces hétérogénéités et diversités accentuées avec une grande cohésion sociale - le Portugal est l'un des plus anciens Etats-nation d'Europe et certainement le plus ancien dans des frontières inchangées, et aussi l'un des plus homogène ethniquement. Ce processus complexe a été régulé par l'Etat qui a inscrit dans son organisation institutionnelle les transitions mêmes et l'hétérogénéité sociale qui son l'objet de ses régulations. Dans les différentes sphères de la vie sociale, l'Etat a revêtu différentes formes politiques partielles : dans la sphère des relations d'échange et des

relations salariales, la forme Etat parallèle suivie par la forme Etat hétérogène; dans la sphère de la protection sociale, la forme de quasi-ou lumpen-Etat-Providence, dans la sphère de l'intégration européenne et des valeurs qui lui sont attachées, la forme forme de l'Etat-comme-imagination-du-Centre. Toutes ces formes sont transitoires et témoignent de tensions entre orientations centrales et orientations périphériques, entre promotion internationale et rabaissement international, entre intégration et exclusion sociale. Elles sont le mode portugais de traverser les transformations dynamiques du système monde au cours des derniers quinze ans.

Cette transition est loin d'avoir atteint sa conclusion. Cependant les formes politiques partielles de l'Etat et leur évolution semblent augurer d'un nouveau mode semi-périphérique de régulation sociale.

Coimbra
Département de sociologie
Faculté d'économie
Sept. 1990 - Sept. 1991

BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta, Michel (1976) *Régulation et crises du Capitalisme*. Paris, Calmann-Levy.
- Aglietta, Michel and Brender, Anton (1984) *Les Métamorphoses de la société salariale*. Paris, Calmann-Levy.
- Alber, Jens (1988), "Continuities and Changes in the Idea of the Welfare State", *Politics and Society*, 16, 4, 451.
- Appadurai, Arjun (1990), "Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy", *Public Culture*, 2, 2, 1.
- Arrighi, G. and Drangel, J. (1986), "The Stratification of the World-Economy. An exploration of the semiperipheral zone", *Review*, X, 1, 9.
- Boyer, Robert (1986), *La Théorie de la régulation. Une Analyse Critique*. Paris, La Découverte.
- Broué, Pierre (1971), *Révolution en Allemagne (1917-1923)*. Paris, Minuit.
- Campos, Correia, Patrao, L and Carvalho, R. (1986), "A privatização de um sistema público : o caso das tecnologias de diagnóstico e terapêutica em Portugal", Valência, VI Jornadas de Economia da La Salud.
- Carapinheiro, Graça and Pinto, M. (1987), "Políticas de saúde num país em mudança : Portugal nos anos 70 e 80", *Sociologia, Problemas e Práticas*, 3.

- Fortuna, Carlos (1987), "Desenvolvimento e Sociologia historica : acerca da teoria do sistema mundial capitalista e da semiperiferia", *Sociologia, Problemas e Praticas*, 3, 163.
- Hespanha, M. J. Ferros (1987), "O corpo, a doença e o médico. Representação e práticas sociais numa aldeia", *Revista Critica de Ciências Sociais*, 23, 195.
- Hespanha, Pedro (1990), *A propriedade Multiforme, um estudo sociológico sobre a evolução recente dos sistemas fundiários em Portugal*. Coimbra, Faculdade de Economia.
- Hirschman, Albert (1983), "Confissões de um dissidente; a estratégia de desenvolvimento reconsiderada", *Pesquisa e Planejamento Economico*, XIII, 1.
- Jessop, Bob (1990), "Regulation theories in retrospect and prospect", *Economy and Society*, 19, 153.
- Lenin, V. I. (1960), *Selected Works in Three Volumes*. Moscow, Progress Publishers.
- Lipietz, Alain (1989), *Choisir l'audace. Une alternabve pour le XXle siècle*. Paris, La Découverte.
- Marques, Maria Manuel (1989). *Subcontratação e Autonomia Empresarial : O caso português*. Coimbra, Faculdade de Economia.
- Martin, William (1990), "Introduction : the Challenge of the Semiperiphery", in William Martin (ed). *Semiperipheral States in the World Economy*. New York, Greenwood Press, 3.
- Mateus, Augusto (1983), "Internacionalização, crise e recessao (a especificidade portuguesa)", *Pensamiento Iberoamericano*, 3.
- Mateus, Augusto (1987), "Economias Semiperiféricas e desenvolvimento desigual na Europa (reflexoes a partir do caso português)", *Economia e Socialismo*, 72-73, 41.
- Mateus, Augusto (1989), "1992' : A Realização do Mercado Interno e os Desafios da Construção de um Espaço Social Europeu", *Pensamiento Iberoamericano*, 15, 167.
- Mauss, Marcel (1950), *Essai sur le don*. Paris, PUF.
- O'Connor, James (1973), *The Fiscal Crisis of the State*. New York, St. Martin's Press.
- Reis, José (1985), "Modos de industrialização, força de trabalho e pequena agricultura : para uma analise da articulação entre a acumulação e a reprodução", *Revista Critica de Ciências Sociais*, 15/16/17, 225.

- Reis, José (1989), *Os Espaços da Indústria. A regulação económica e a mediação local numa sociedade semiperiférica*. Coimbra, Faculdade de Economia.
- Rodrigues, Maria Joao (1988), *O Sistema de Emprego em Portugal : Crise e Mutações*. Lisboa, Dom Quixote.
- Rosanvallon, Pierre (1981). *La Crise de l'État-Providence*. Paris, Seuil.
- Rosanvallon, Pierre (1988), "Beyond the Welfare State", *Politics and Society*, 16, 4, 533.
- Santos, Boaventura (1979), "Popular Justice, dual power and socialist strategy", Bob Fine (ed) *Capitalism and the Rule of Law*. London, Hutchinson.
- Santos, Boaventura (1990), *O Estado e a Sociedade em Portugal (1974-1988)*. Porto, Afrontamento.
- Seers, Dudley (1977), "Pour une nouvelle orientation des recherches sur le développement", *Economie et Humanisme*, 242.
- Streeck Wolfgang (1989), "The Social Dimension of the European Economy". Florence, Meeting of the Andrew Shonfield Association.
- Teague, Paul (1989), "Constitution or Regime? The Social Dimension to the 1992 Project", *British Journal of Industrial Relations*, 27, 310.
- Trotsky, Leon (1963), *The Basic Writings of Trotsky*. New York
- Wallerstein, Immanuel (1974), *The Modern World-System*. New York, Academic Press.
- Wallerstein, Immanuel (1984), *The Politics of the World-Economy*. Cambridge, Cambridge University Press.

PETITES VILLES ET PERI-URBANISATION

Antonio GAMA

Le processus d'urbanisation de la société portugaise présente, dès les années 60, des aspects très variés en ce qui concerne notamment les questions socio-spatiales. Cette article part de l'articulation entre le social et le spatial pour lire la croissance urbaine, pour interpréter les nouveaux aspects du rapport ville-campagne, les récentes stratégies d'industrialisation et de développement des moyens de transport qui créent de nouveaux modèles spatiaux dans les régions rurales en voie d'urbanisation.

Les rapports sociaux qui produisent ces modèles et s'y adaptent présentent également des aspects caractéristiques (séparation résidence-emploi, pluri-activité, mobilité sociale, stratégies individuelles de logement, etc.) et donnent lieu à un processus d'urbanisation diffuse.

Pour illustrer ce thème, les éléments qui se dégagent de l'étude empirique de l'aire urbaine autour de la ville de Leiria sont utilisés.

L'espace et la société

Dans l'interférence du social et du spatial, la problématique des rapports ville-campagne suscite de nombreuses questions se référant à divers domaines. Les phénomènes contemporains associés à l'urbanisation ont produit des combinaisons complexes, que les théories et terminologies classiques interprèteraient difficilement. Si une bonne partie des questions posées dérivent de ces nouvelles réalités, d'autres sont en rapport avec de nouveaux questionnements

méthodologiques, particulièrement, dans la relation entre le social et le spatial. En même temps que les questions sociales deviennent de plus en plus importantes dans l'explication spatiale, les dispositifs spatiaux semblent s'imposer comme producteurs de nouvelles formes sociales qui se mettent en place.

Ces nouvelles réalités, associées à l'urbanisation, se manifestent dans la transformation des espaces ruraux, soit par des processus de désurbanisation constatés dans les pays d'économie développée, soit par l'urbanisation des sociétés moins développées. Dans toutes ces sociétés, il y a l'affirmation de nouveaux modèles d'urbanisation diffuse qui présentent, cependant, des indices différenciés selon les contextes de développement et la structure spatiale antérieure. Cette dispersion de la population dans la périphérie des vieux centres se manifeste, à la fois, dans son expression ancienne de l'accroissement des surfaces métropolitaines et plus récemment, par l'extension des surfaces périphériques des centres urbains, de petite ou moyenne dimension. Dans un cas comme dans l'autre, les centres urbains en question créent une transition graduelle entre la ville et la campagne, avec de profondes implications, autant dans la ville que dans les zones rurales qui l'entourent. Les nouveaux espaces se différencient par leur position, selon le développement du pays, dans le système mondial, selon le moment du développement urbain-industriel et selon la nature de la tradition urbaine.

Aussi, au-delà des résultats d'une analyse de type empirique, manifeste dans les distributions et explicitée par la comparaison de variables et d'unités spatiales d'une plus grande ou une plus petite dimension, devra-t-on amorcer une approche de type génétique, en tenant compte du mode d'articulation d'un espace donné avec différents niveaux d'analyse spatiale. La formation et la transformation des aires d'urbanisation sont les conséquences de processus socio-économiques récents qui ont des implications spatiales importantes, particulièrement dans l'inter-relation entre dimension spatiale (concentration et extension), dimension fonctionnelle (transformation des usages du sol - intensité et fonctionnalité) et dimension sociale (transformations sociales, pratiques sociales et attitudes culturelles des populations). Si, d'un côté, l'on peut considérer que ces nouvelles réalités sont produites par les rapports sociaux, on doit souligner, de l'autre, que ce rapport n'est pas simple. Dans la structure sociale et dans les modèles spatiaux construits, il y a la manifestation, évidente ou cachée, de diverses techniques, les unes fonctionnelles, les autres régulatrices. L'usage social de ces techniques produit un exemple universel de l'urbanisation capitaliste: la différenciation spatiale (Walker, 1981, 385).

Ainsi, les changements survenus dans les techniques de communication et de construction ont créé de nouveaux moyens de communiquer et de faire, ont élargi les espaces de rapport social et

économique et ont modifié les savoirs et les moyens de faire, en assurant la cohérence d'une formation sociale spécifique. Si ces nouveaux savoirs et moyens de faire ont créé de nouvelles formes d'exister, ils ont aussi donné lieu à une nouvelle vigueur par d'autres formes qu'on suppose en extinction, malgré la différenciation de leur expression: une territorialité est remplacée par une autre (Raffestin et al, 1979; Raffestin, 1986).

Dans la transformation des anciens modèles d'organisation sociale et dans la création d'autres modèles qui les remplacent ou qui s'y superposent, l'espace prend, donc, une dimension importante, soit comme ressource, soit comme élément symbolique.

Ce rapport société-espace est mis en évidence dans les stratégies des agents sociaux, qu'elles soient locales ou extra-locales, dans les modèles de production et dans les modes d'usage de l'espace. Il semble pertinent de distinguer entre ce qui est spécifique du local et ce qui lui est exogène.

En étudiant le rapport entre urbanisation et industrialisation, dans la formation des espaces péri-urbains, on doit tenir compte du territoire comme composante spatiale. Celui-ci est compris, maintenant, comme un espace défini par une société, dans lequel figurent des relations de pouvoir qui conditionnent, à leur tour, ces mêmes configurations sociales (Raffestin, 1980; Soja, 1985; Massey, 1985).

Selon E. Mingione (1977) la définition du territoire suppose trois aspects: a) une carte des rapports sociaux; b) un moyen de production; c) un bien de consommation rare, c'est-à-dire, dont l'offre est faible. Cependant, le rapport entre le social et le spatial que la notion de territoire enferme, est plus complexe parce que les différents types de rapports sociaux se configurent à des niveaux territoriaux de différentes dimensions, de même que les combinaisons socio-spatiales entre les formations sociales sont différentes selon le lieu et le temps.

Dans une œuvre postérieure, Mingione souligne que, quoique la formulation précédente "atteigne l'objectif de lier les problèmes urbains et régionaux avec les processus d'accumulation, sans limiter ou autonomiser les rapports sociaux complexes", elle présente, quand même, un caractère insatisfaisant. Et cette insatisfaction vient du fait que "quelque soit le type de définition des relations socio-territoriales, il peut devenir une illusion car il ne s'agit que d'aspects partiels de processus sociaux plus généraux et plus complexes". Dans une réflexion sur le territoire, l'auteur met en relief trois problématiques de fortes inter-relations et qui sont le résultat des différentes perspectives qui peuvent être utiles à l'étude des caractéristiques territoriales de l'accumulation capitaliste. Ce sont: "la distribution inégale et contradictoire des rapports sociaux dans le territoire", "le rôle des plusieurs formes de rente et la spéculation du sol dans le processus d'accumulation capitaliste", ainsi que "les différents usages alternatifs du sol" et "la compétition qui se crée autour d'eux" (Mingione, 1981, 22).

Considérer le territoire pas seulement comme le résultat des rapports sociaux mais aussi comme un producteur de ces rapports, a pour conséquence l'attribution d'une importance qui les conditionne (distance, facteurs naturels, implantations humaines). Cependant, ce rôle de conditionnement doit être examiné en rapport avec les modèles d'organisation sociale, étant donné que les seuils techniques sont, à la fois, des seuils sociaux. En plus, dans la forme d'approximation théorique et méthodologique pour la compréhension des phénomènes socio-spatiaux ou d'analyse spatiale, on doit, malgré la simplification schématique, considérer trois niveaux d'analyse spatiale à chacun desquels correspond une problématique dominante: 1) Le niveau local, infra-régional et le problème des rapports ville-campagne; 2) Le niveau inter-régional et national et les questions de la relation métropole-territoire et celles de la dimension territoriale de l'Etat; 3) Le niveau international et les relations centre-périphérie dans le cadre de la division internationale du travail.

Cette étude privilégie certains aspects de caractère local et régional et essaie de montrer quelques aspects des derniers changements urbains au Portugal. On y prendra en considération la méthode d'appropriation des ressources, la capacité productive et les formes efficaces de l'usage du sol, la relation résidence-travail ainsi que le problème du logement et de la reproduction sociale.

En pensant au territoire à l'échelle locale, on devra chercher à le comprendre dans son articulation aux autres niveaux d'analyse. L'étude des nouvelles formes d'urbanisation, faite à l'échelle locale, gagne une nouvelle dimension explicative si elle établit des rapports avec la problématique des autres niveaux d'analyse.

Urbanisation diffuse et péri-urbanisation.

L'urbanisation des espaces de transition entre la ville et la campagne est désignée par certains auteurs par le terme de péri-urbanisation, alors que d'autres parlent de rurbanisation. Deux raisons fondamentales nous font opter pour le terme péri-urbanisation : d'un côté, la forme de développement du processus d'urbanisation des espaces ruraux polarisés par la ville et souffrant d'une influence décroissante à partir de la ville; de l'autre, la connotation du terme rurbanisation, dans la littérature anglo-saxonne, autant que française, par des espaces ruraux de résidence récemment établis, constitués par une population d'origine citadine (Pahl, 1965; Charrier, 1970; Bauer et al, 1978; Berger et al, 1980).

D'une façon un peu simplifiée, on peut considérer le processus d'urbanisation comme une invasion des espaces contigus à la ville dans des extensions parfois considérables, introduisant d'importants changements dans les formes des comportements démographiques,

économiques, sociaux et culturels des populations de ces périphéries, accompagné de changements radicaux chez les populations concernées par le processus de diffusion urbaine. Ce processus crée des surfaces avec une population dense qui participe à la vie rurale (par sa localisation, par les types de résidence, par les rapports de propriété) et à la vie urbaine (à cause des déplacements entre la résidence et le travail, entre la campagne et la ville, du fait de la déconcentration de l'urbanisation par rapport à une série d'économies de localisation introduites par les entreprises). Imperceptiblement se crée un continuum spatial entre l'urbain et le rural traditionnels.

En contraste avec la séparation classique entre la ville et la campagne, l'aire péri-urbaine se présente comme un espace de transition, souvent une extension spatiale, qui combine, en même temps, des aspects ruraux et urbains. Cet espace est, cependant, polarisé par la ville, dans l'organisation spatiale des activités économiques, dans le domaine des échanges et de la gestion financière et des entreprises.

Des aspects ruraux et urbains, se traduisant dans la plurifonctionnalité de l'usage du sol, dans la pluriactivité de leurs populations et dans la complexité de la structure sociale et des pratiques culturelles, y coexistent. La plurifonctionnalité et la pluriactivité, comme conséquence des nouveaux moyens de communiquer et de faire, deviennent des caractéristiques qui définissent la péri-urbanisation.

Or, si l'on tient compte des aspects de la communication et des moyens de faire, quatre phénomènes prennent une importance particulière dans le processus qui oriente les espaces ruraux situés autour de grandes ou de petites villes, perdant leur spécificité fondée sur la mono-fonctionnalité dominante de l'exploitation agricole, réglée par la temporalité des saisons. Ils deviennent des aires plurifonctionnelles et pluriactives, de modération conventionnelle, soumises, donc, aux rythmes et aux moyens créés et diffusés par une civilisation technique d'origine urbaine et par la modernité qui l'accompagne.

Ces quatre phénomènes sont: la diffusion des moyens de transport personnel (particulièrement l'automobile et les deux roues) favorisant l'accès aux lieux de travail et aux marchés; la diffusion des moyens modernes de communication, créant un espace d'information diversifiée et plus vaste que celui de la communauté rurale et, par conséquent, plus perméable aux influences culturelles urbaines; la diffusion de l'énergie, surtout de l'énergie électrique, favorisant une quasi-ubiquité énergétique donnant lieu à nombreux usages; et la diffusion rapide des techniques nouvelles et différenciées de faire avec des implications autant dans l'espace productif (industrie, agriculture), que dans l'espace réservé à l'habitat (dans la construction du logement, dans l'équipement domestique, etc).

La combinaison de ces facteurs a engendré un courant de déconcentration urbaine qui marque autant les populations urbaines à la recherche d'espaces "naturels", que les industries, le commerce (petit commerce ou commerce à grande surface), que les espaces de loisirs à la recherche de plus grandes extensions, de loyers agraires plus favorables ou de main-d'œuvre disponible et bon marché. Cependant, cette déconcentration urbaine ne peut envelopper que quelques-uns de ces composants.

Il n'y a pas de l'unanimité dans la différenciation des espaces de transition entre l'urbain et le rural, ce qui se reflète aussi dans la terminologie. Il faut accepter avec R.Badouin, "qu'actuellement on peut observer une triple division de l'espace, composée premièrement par l'espace urbain proprement dit, en deuxième par des zones rurales où les effets de diffusion de l'espace urbain se manifestent primordiaux et, en dernier par le rural profond dans lequel les effets d'attraction restent essentiels". Le même problème ne se pose pas quant aux différenciations particularisées des espaces de transition. En laissant de côté la discussion des processus et des terminologies, il nous semble utile de différencier deux types d'espaces de transition, du fait de la prédominance de certains caractères et de leur rapport spatial:

1. Espaces péri-urbains de surfaces métropolitaines, caractérisées par une grande extension, une spécialisation et un zonage des usages du sol, par une population dont la composition présente une grande proportion de nouveaux habitants, dont la centralisation a lieu dans les centres métropolitains (comme par exemple à Lisbonne et Porto).

2. Espaces péri-urbains de régions intermédiaires, caractérisées par un moins grand rayon d'influence des centres urbains, poli-centrés, une spécialisation fonctionnelle plus petite des usages du sol et une faible proportion presque inexistante de nouveaux habitants (par exemple le Centre Littoral).

Ce dernier type de péri-urbanisation plus diffus, en rapport avec les villes petites et moyennes, se lie à la permanence des populations rurales en voie d'urbanisation et présentes sur le lieu, ce qui est la conséquence de leur développement associé aux nouveaux accès aux bienfaits de la ville. Dans ces cas, l'agriculture péri-urbaine perd en partie son caractère traditionnel, constituant deux voies de mise en valeur du sol agricole: a) La gestion d'un secteur paysan traditionnel lié à d'autres secteurs d'activité par des membres du groupe familial (petites exploitations; formes poli-culturelles; pluriactivité). b) Une modernisation technique et économique, c'est à dire, l'adoption d'une rationalité qui caractérise l'entreprise capitaliste en concurrence avec d'autres surfaces productives plus ou moins éloignées (exploitations de moyenne et de grande dimension, augmentation de la production; incorporation du capital, d'une plus ou moins grande importance, à la technologie; spécialisation productive, production exclusivement commerciale). Ce type de péri-urbanisation paraît s'associer, autant à une phase de

décentralisation et de dispersion des implantations d'industries à partir des surfaces de grande concentration urbaine-industrielle (phases de récession du capital avec l'émergence de l'aspect local dans les formes de reproduction sociale) qu'à un accroissement d'activités tertiaires, surtout celles de services, avec une implantation territoriale diffuse ou de localisation décentralisée (espaces de loisirs et du temps-libre).

Les stratégies d'industrialisation récentes, en particulier, les formes d'industrialisation de la campagne, qui produisent ces formes nouvelles d'urbanisation, dont la nature et l'extension leur donnent des caractéristiques spécifiques, s'articulent avec des formes particulières de relation socio-spatiale, particulièrement, en ce qui concerne le travail au sein de la structure familiale et le logement. Cette articulation acquiert un intérêt considérable, dans la mesure où elle questionne des problèmes qui touchent au domaine de la reproduction sociale de la force de travail. La question du logement et des formes de travail sont, par conséquent, deux thématiques prises comme référence principale, parce que c'est à partir de leur articulation qu'on arrive à une explication pour les espaces péri-urbains.

La question du logement suscite, à son tour, diverses réflexions sur la signification des formes d'occupation et de propriété et de son rapport avec les méthodes de travail dans le contexte de l'économie familiale. Le logement exprime une valeur d'échange (marchandise et réserve de capital) mais aussi, et en plus, une valeur d'usage ayant une dimension symbolique à laquelle est associé le moyen social où elle se localise (Harvey, 1985; Saunders, 1981).

A leur tour, les formes de travail présentent une diversité de situations, ne s'épuisant pas dans une formulation schématique, en conséquence de leur occurrence au sein de l'économie familiale, dans des combinaisons parfois complexes: le travail principal-travail complémentaire, formel-informel, combinaison de secteurs d'activité (particulièrement entre travail agricole-travail industriel ou tertiaire). A la diversité sociale des zones péri-urbaines s'associent, par conséquent, des formes complexes de reproduction sociale. Ces zones péri-urbaines offrent des contextes particulièrement attractifs à la localisation d'activités qui par la déconcentration urbaine, cherchent de nouvelles localisations.

Les nouvelles composantes techniques de la localisation industrielle, surtout en ce qui concerne la mobilité de l'énergie et des marchandises (par la réduction des temps et des prix de transport ainsi que des risques de perte) et la mobilité de l'information (gestion de stocks et information sur les marchés) ont permis une redistribution et un renouveau de la dimension industrielle. A la perte de l'importance des différenciations créées par la diminution de la distance, correspond à présent les spécificités locales; une réorganisation de l'industrie a lieu et ajoute, aux composantes extérieures de l'interdépendance, des aspects endogènes non négligeables.

De cette transformation surtout créée par l'ubiquité énergétique et par la mobilité de l'information, a surgi, de façon marquante, au-delà d'autres caractéristiques locales, l'importance du facteur force du travail. Ce facteur, dont la mobilité était nécessaire aux industries ayant des localisations plus rigides, déterminées économiquement et techniquement par l'importance d'autres facteurs, entraînait le problème complémentaire de la reproduction sociale (des moyens d'existence: alimentation, logement,...). Le logement a toujours pesé de forme significative à l'intérieur de ces coûts de reproduction. Les mesures sociales en faveur du logement ouvrier, tant d'initiative privée que publique, en sont la preuve irréfutable. Au problème du coût s'ajoutent tous les problèmes sociaux de la concentration et de la massification en relation avec l'expatriation et la perte d'identité culturelle, ayant pour contrepartie la formation de nouveaux moyens culturels, où le voisinage perd de l'importance par rapport à l'emploi dans les formes de relation inter-personnelles, les formes culturelles de masse et une forte conflictualité subsistant au sein du monde du travail (revendications, grèves, etc).

Les récentes stratégies de localisation industrielle, en raison de la perte de rigidité de localisation, se caractérisent, en contraste avec les formes classiques, par une plus grande mobilité spatiale de l'usine. Parmi les facteurs de localisation, le poids des coûts de transport, a diminué, jusqu'au point de devenir profitable, de sorte qu'un grand nombre d'industries cherchent d'autres localisations. Cette mobilité facilite un choix des types de force selon leurs aires du marché (extension et diversification des aires du marché), le type de production (de fabrication de composants, produits polyvalents, etc.) et des formes de réglementation contractuelle (lois du travail et prix de la main-d'œuvre). Les aspects de la reproduction sociale, parmi les problèmes qui sont posés aux entreprises, passent maintenant à un plan extérieur à celles-ci. Cela, dans la mesure où le caractère local de la main-d'œuvre mène à le considérer comme un problème résolu, ou à résoudre par la communauté locale ou par les travailleurs eux-mêmes, de façon individuelle (du public on revient au privé; du collectif à l'individuel). Ainsi, les populations paysannes, s'il s'agit de main-d'œuvre locale, changent-elles de secteur d'activité, mais ce changement de profession n'induit pas le changement du lieu de résidence. A un espace pluri-fonctionnel se juxtaposent des rapports de travail pluriactif, dans la combinaison, surtout, de l'emploi principal avec le travail agricole complémentaire.

C'est en partant d'une étude au niveau local d'un procès de transformation socio-spatiale qu'on cherche à illustrer cette problématique.

Urbanisation diffuse non-métropolitaine

L'étude des procès d'urbanisation au Portugal, à partir des années 50, présente une diversité de situations de nature complexe. L'aire où se développent les formes d'urbanisation de la campagne, phénomène extensif à presque tout le Nord et centre littoral du Portugal, nous révèle un des aspects les plus intéressants parmi les processus d'urbanisation. Il s'agit en fait d'une urbanisation diffuse de type péri-urbain d'origine locale, associée au pluri-emploi, et qui est contemporaine d'autres processus d'urbanisation et de péri-urbanisation, intervenant dans les aires métropolitaines, desquelles ils se différencient par leur origine et par certains aspects formels.

De ces phénomènes parallèles, mais avec des processus différenciés, on voudrait mettre en relief des questions qui se rapportent au logement, aux relations de travail et à la mobilité socio-professionnelle. De la combinaison différenciée de celles-ci résultent des configurations spatiales spécifiques à chaque type et à chaque phase d'urbanisation.

Cette combinaison des aspects ruraux et urbains est le résultat d'un processus de transformation sociale et économique récente qui s'est opérée après les années soixante et qui s'est étendue à presque toute la ceinture littorale du pays. En même temps que s'effectuait une concentration spatiale de la population portugaise dans les districts littoraux, particulièrement, dans l'aire métropolitaine de Lisbonne (64,3%), il s'opérait dans la structure sociale de la population un changement qui peut être décrit comme une forme de transition vers une société de type urbain-industrielle. En ce qui concerne la dynamique démographique, "l'augmentation attestée dans l'aire métropolitaine de Lisbonne entre 1960 et 1981 a été supérieure à l'augmentation enregistrée dans tout le pays dans la même période"; "le long de cette période, la bipolarisation urbaine et la littoralisation du peuplement du continent se sont accentuées" (Gaspar, 1986) et bien que d'une façon plus lente et inégale, se sont renforcées pendant la dernière décennie. En même temps, les districts de l'intérieur manifestent une perte continue d'effectifs démographiques.

En concomitance avec cette concentration de la population qui, d'ailleurs, ne se réalise pas dans les grandes agglomérations sauf dans les aires métropolitaines de Lisbonne et Porto, des changements surgissent dans la structure des activités de la population, avec des accroissements substantiels dans les secteurs secondaire et tertiaire. Cependant, les caractéristiques de l'ancienne société rurale se maintiennent encore dans leurs liaisons à l'agriculture et se manifestent dans les formes de pluri-activité. Ces aspects se manifestent dans les régions littorales du pays, associés à l'industrie, au Centre et au Nord, et sont liés au tourisme dans le Sud. Dans la généralité des cas, le processus social d'urbanisation n'a pas été accompagné de formes

spatiales d'agglomération dans les grandes villes, sauf à Lisbonne et Porto. Il traduit, par contre, une division spatiale fortement asymétrique entre le littoral et l'intérieur. Presque toutes les agglomérations, avec une population proche ou supérieure à 100.000 habitants, sont incluent dans les deux aires métropolitaines du pays. En ce qui concerne les exceptions, il n'y a que Coimbra qui se situe vraiment dans une situation d'extériorité, étant donné que les deux autres centres - Braga et Setubal - se situent à 60 km, plus ou moins, de l'aire métropolitaine de Porto ou de celle de Lisbonne, respectivement.

Tout le territoire, entre ces aires métropolitaines a été la scène des transformations les plus significatives survenues pendant les trois dernières décennies. Elles sont devenues paradigmatiques du type de développement qui s'est opéré au Portugal. D'abord, par l'exode rural orienté surtout vers l'émigration à l'étranger, à laquelle a succédé le retour. Puis un processus d'industrialisation de type diffus, structuré, surtout, à travers les petites et moyennes entreprises et affectant les zones rurales.

Ainsi, la structure sociale de la population des communes de la zone urbaine autour de Leiria et, plus particulièrement, la répartition de la population active en branches d'activité dans la période entre 1950 et 1981, montrent le processus de transition d'une société rurale vers une société de type industriel, avec des formes spécifiques d'urbanisation (Tableau 1). Le point de rupture dans le processus de changement se situe dans les années soixante, avec la multiplication des industries, particulièrement, celles de matières plastiques. En 1981, celles-ci occupaient, plus au moins, 20% de la population active de la commune de Leiria, et correspondaient à une partie identique de la valeur brute de la production de l'industrie transformatrice. Son implantation, qui s'est superposée à un espace constitué par des industries traditionnelles, a été suivie d'autres, en créant un espace industriel diversifié. Tandis que les industries traditionnelles se caractérisent par une faible spécialisation technique, surtout liées à des ressources locales de matières premières (bois, céramiques, ciment); celles d'implantation plus récente, correspondant à la période commencée dans les années soixante, sont fondamentalement des industries localisées par des conditions locales d'offre de main-d'œuvre et motivées par le prix des sols, présentant, aussi, une certaine spécialisation (matières plastiques et industries alimentaires).

**Variations de la population active
de la région urbaine de Leira (1960-1981)**

	Sect. activité	1960	1970	1981
Leira	Primaire	50,1	29,5	15,2
	Secondaire	29,6	41,5	48,1
	Tertiaire	20,4	29,0	36,7
Mar. Grande	Primaire	6,2	3,3	1,9
	Secondaire	76,9	76,5	71,1
	Tertiaire	16,9	20,3	27,0
Batalha	Primaire	66,5	54,7	24,9
	Secondaire	22,2	30,1	46,7
	Tertiaire	11,3	15,2	28,4
Rég. urbaine	Primaire	43,5	25,3	13,1
	Secondaire	37,9	49,1	53,1
	Tertiaire	18,6	25,6	33,8

Parallèlement à l'augmentation du nombre d'emplois dans l'industrie, il a été enregistré une offre croissante d'emplois liés aux activités de services et de commerce. A une société surtout rurale, coordonnée par une petite ville de services et de commerce, a succédé, plus ou moins en deux dizaines d'années, une société urbanisée avec des caractéristiques mixtes autant par sa structure sociale qu'en raison des pratiques sociales et des modèles d'usage de l'espace, à la fois, urbains et ruraux.

Aujourd'hui, une population de résidence et culture urbaines, et qui présente une plus grande concentration spatiale, coexiste avec une population pas tout à fait urbanisée, dispersée dans la zone péri-urbaine. Cette population occupe les emplois de la ville (services et commerce) et de l'industrie. Cette industrie se répartit dans les espaces urbains les plus concentrés et dans les zones suburbaines. Par contre, la population ouvrière habite dans les espaces qui entourent ces zones centrales, où la densité de la population est en voie d'augmentation. Ce type de distribution se renforce, mettant en évidence de plus larges étendues, en même temps que les moyens de transport individuel prolifèrent. Ceux-ci, en rendant possible l'allongement des trajets entre le lieu de résidence et celui du travail, élargissent les zones péri-urbaines de résidence.

Cette industrialisation et diffusion des activités tertiaires ont été, dans une première étape, accompagnées par une émigration vers l'étranger, notamment vers la France, d'une partie de la main-d'œuvre rurale, phénomène qui a pris de grandes proportions dans les communes autour de Leiria, pendant les années soixante. Ces faits se sont traduits par une différenciation socio-spatiale complexe affectant soit l'espace résidentielle, soit les formes d'usage économique du sol.

L'industrialisation, en créant une transformation dans la structure de l'emploi dans l'industrie et le secteur tertiaire, a induit une augmentation des rentes familiales, ce qui se reflète dans la structure sociale, le logement et les usages du sol. A son tour, l'émigration, trop forte pendant les années soixante et qui a affecté particulièrement les communes plutôt rurales et périphériques autour de Leiria, a eu deux types de conséquences. Dans une première étape, la perte de main-d'œuvre agricole provoquée par l'exode rural, résultat de l'émigration, s'est accompagnée d'un nouvel investissement croissant sur la terre, autant dans l'acquisition des terres que dans la construction d'habitations. Dans une deuxième étape, correspondant à la période de retour des émigrants, après 1970, les changements antérieurement manifestés se sont renforcés et l'accroissement de la population s'est accentuée. Pendant cette décennie, on assiste à l'augmentation et à la diversification des initiatives d'investissement dans des activités économiques, en même temps qu'à une différenciation dans la structure de l'emploi (Boura et al.). Ces activités économiques, en ce qui concerne les émigrants, apparaissent modernisées en raison de leur contact avec l'urbanisation à l'extérieur. Les incidences les plus significatives de ces transformations, dans le contexte de périurbanisation que l'on vient de présenter, se rapportent aux changements socio-locaux, aux stratégies de logement et aux modèles d'usage du sol.

Tout comme il a été constaté dans d'autres aires du Centre littoral présentant des processus de transformation analogues, la structure sociale de la population de la région de Leiria s'est substantiellement modifiée. Résultats des dynamiques locales en ce qui concerne les initiatives des entreprises, ils expriment encore le mode d'intégration économique qui implique d'autres espaces extérieurs.

Les changements se situent principalement au milieu des années soixante et se prolongent durant la décennie suivante. Bien que révélant certaines évolutions, les années quatre-vingts représentent surtout une période de stabilisation. Ainsi, de 1960 à 1981, la population active dans le secteur agricole de la commune de Leiria conduit à une diminution de 50,1% à 15,2%, d'abord en faveur de la croissance des secteurs secondaire (de 29,6% à 48,1%), et ensuite tertiaire (de 20,4% à 36,7%) (voir tableau 1). De la même façon, dans la structure sociale, on constate une augmentation des salariés dans l'industrie, tout comme, ensuite, dans le secteur tertiaire, ainsi que dans les classes moyennes rattachées à l'industrie et au secteur des services. La mobilité professionnelle corrélative aux changements dans ces secteurs est accompagnée d'un accroissement de la mobilité géographique quotidienne traduisant une plus grande distance entre la résidence et l'emploi. Dans ces mobilités, la localisation du logement paraît décisive dans la mesure où la majeure partie de cette population est pluri-active et a recours à d'autres activités et notamment à l'agriculture, pour

suppléer le revenu provenant de son emploi principal. Un pourcentage significatif de la population reste lié à la terre, soit pour maintenir, à temps partiel, son activité agricole, soit en raison de son appartenance au milieu social agricole. Le fait que presque 30% de la population de ces communes ayant un emploi dans l'industrie soit directement liée aux familles agricoles, est l'expression même de ce mode d'articulation entre l'industrie et l'agriculture, ce qui présente des implications dans les formes de la reproduction sociale (Hespanha, 1989; Reis, 1985, 1990; Santos 1985).

Si les modifications sociales dénotent une urbanisation croissante des populations, elles se font sans rupture profonde avec l'ancien univers de la société rurale. Cela se manifeste tant dans les stratégies en relation avec le logement qu'avec les formes de l'utilisation du sol.

En ce qui concerne le logement, l'on a affaire à trois types de processus dominants, correspondant à chaque zone d'urbanisation, et en relation avec les aires de l'emploi. Le noyau urbain, possédant un marché formel de logement (de location et de vente), associé à un type résidentiel bourgeois et à l'emploi tertiaire dominant. La première couronne périurbaine, avec une prédominance de logements en accession à la propriété, et ayant un faible pourcentage de logements de location, associant un marché formel et informel. Très différenciée du point de vue social, cette couronne présente des zones de résidence ouvrière et en même temps des zones industrielles, ainsi que de nouveaux quartiers résidentiels bourgeois, soit sous forme de l'habitat pavillonnaire, soit des logements collectifs. Et finalement, la seconde couronne péri-urbaine, plus à l'extérieur, où l'on constate un processus de densification plus lâche que dans la première couronne, et où se maintiennent la plupart des caractéristiques de l'accès à la propriété du logement et de l'emploi pour des communautés rurales. La maison, par sa morphologie et par les caractéristiques sociales de ses habitants, apparaît encore ici souvent associée aux exploitations agricoles.

L'utilisation du sol paraît à son tour altérée, reflétant les changements survenus dans la société. L'ancienne occupation agricole perd son importance en faveur d'autres utilisations, affectant principalement les zones proches des peuplements les plus denses et les franges à côté des axes routiers majeurs. Ce paysage péri-urbain est marqué par l'implantations d'usines, d'entrepôts et d'aires de loisirs. Ces équipements se mêlant aux parcelles agricoles et aux micro-espaces forestiers.

L'urbanisation diffuse autour des petites villes associées avec des zones de développement intermédiaire dont nous avons parlé, met en évidence une organisation de l'espace particulier, qui se présente au Portugal presque partout au Nord et au Centre Littoral. Il met en évidence un type de transition dans lequel apparaissent fortement entremêlés des caractéristiques de ruralité et d'urbanisation. Cette péri-urbanisation, au contraire des pays les plus urbanisés, est à la fois un

processus social d'urbanisation et un processus spatial de dispersion de l'habitat. Cette urbanisation récente de type diffus et *in Situ*, par la propriété de la terre et, en même temps, par l'adoption de divers éléments de la modernité, paraît être une caractéristique de la condition semi-périphérique de la société portugaise (Gama, 1992 et 1993).

Coimbra
Faculdade de Letras
et Centro de Estudos Sociais

Bibliographie

- Badouin, R. (1979). *Économie et aménagement de l'espace rural*, Paris, PUF
- Baptista, J. M. (1985). *Crise e Desenvolvimento Urbano*, Lisboa, IACEP.
- Bauer, G.; Roux, J. M. (1976). *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Paris, Seuil.
- Berger, M. et al. (1980). "Rurbanisation et analyse des espaces ruraux péri-urbains", *L'Espace géographique*, 4, 1980, 303-313.
- Boura, I. M., et al.. "The economic impact of returned emigrants, evidence from Leiria, Mangualde and Sabugal", *Emigracao e Retorno na Regiao Centro*, Coimbra, 1984, pp. 63-115.
- Clouth, H. (1976). *Rural Geography*, Oxford, Pergamon Press.
- Di Méo, G. (1988). *Les démocraties industrielles. Crise et mutation de l'espace*, Paris, Masson.
- Ferrao, J. (1987). *Industria e Valorizacao do Capital. Uma Analise Geografica*. Lisboa, CEGE.
- Ferrao, J. (1988). "Industria em Portugal Estruturas Produtivas e Sociais em Contextos Regionais", *Finisterra*, 45, (29-54).
- Gama, A. (1987). "Industria e Produção de um Espaço Peri-Urbano", *Revista Critica de Ciências Sociais*, 22 (33-54).
- Gama, A. (1992). "Urbanização difusa e territorialidade local", *Revista Critica de Ciências Sociais*, 34 (161-172)
- Gama, A. (1993). "Espaço e Sociedade numa Situação de Crescimento Urbano Difuso", in Santos, B.S. (1993), *Portugal, um retrato singular*, Porto, Afrontamento.

- Gaspar, J. (1988). "Réseau urbain et régionalisation", *Annales de Géographie*, Paris, 541 (291-307).
- Gaspar, J. et al. (1987). "Portugal: Os Proximos 20 Anos. Ocupacao e Organizacao do Espaco". *Retrospectivas e Tendências*, Lisboa, F. C. Gulbenkian.
- Harvey, D. (1985). *The Urbanization of Capital*, Oxford, Basil .
- Hespanha, P. (1989). *Com os pés na terra. A questao do fundiario*, Coimbra (ronéo).
- Lourenco, N. (1991). *Familia Rural e Industria. Mudança Social na Regiao de Leiria*, Lisboa, Fragmentos.
- Massey, D. (1985). "New Directions in Space", in Gregory and Urry (ed.), *Social Relations and Spatial Structures*, (9-19).
- Mingione, E. (1977). "Theoretical Elements for Marxist Analysis of Urban Development", in M. Harloe (ed.) *Captive Cities*, Wiley, Londres (89-109) .
- Mingione, E. (1981). *Social Conflict and the City*, Oxford, Basil Blackwell.
- Mingione, E ; Pugliese, E- (1987). "A Dificil Delimitação do 'Rural' e do 'Urbano'", *Revista Critica de Ciências Sociais*, nº 22, p. 83-100.
- Pahl, R. (1968). "The rural-urban continuum", in R. Pahl, *Readings in Urban Sociology*, Pergamon, London.
- Peixoto, J . (1987). "O Crescimento da População Urbana e a Industrialização em Portugal", *Revista Critica de Ciências Sociais*, nº 22 , (101-114).
- Raffestin, C. (1986). "Punto di riferimento per una teoria della territorialità umana", in Copeta, C., *Esistire e Abitare*, Milano, Franco Angeli.
- Rambaud, P. (1969). *Société rurale et urbanisation*, Paris, Seuil.
- Reis, J. (1985). "Modos de industrialização, força de trabalho e pequena agricultura", *Revista Critica de Ciências Sociais*, 15, 16, 17; 225-260.
- Reis, J. (1987). "Os espaços da Industrialização", *Revista Critica de Ciências Sociais*, nº 22, p. 13-31.
- Reis, J. (1992). *Os Espacos da Industria, A Regulação Economica e o Desenvolvimento Local em Portugal*, Porto, Afrontamento.
- Santos, B. S. (1985). "Estado e Sociedade na Semiperiferia do Sistema Mundial: O Caso Português", *Analise Social*, nº 87-88-89, p. 869-901.

- Soja, E. (1985). "The Spatiality of Social Life", in Gregory and Urry (ed.), *Social Relations and Spatial Structures*, Londres, MacMillan.
- Thrift, N. (1983). "On Determination of Social Action in Space and Time", *Society and Space*, vol. 1, N° 1 (23-28) .
- Walker, R. (1981). "A theory of suburbanization: capitalism and the construction of urban space in the United States", in M. Dear & A. J. Scott, *Urbanization and Urban Planning in Capitalist Society* (83 - 429), Londres, Methwen.

LE PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION DISCOURS ET PRATIQUE

Fernando RUIVO

1

Dans l'histoire du Portugal, l'intérêt politique voire scientifique pour le gouvernement local et les municipalités est, depuis le dix-huitième siècle, un phénomène cyclique lié aux ruptures du tissu social, aux crises d'identité et aux grands changements du système politique : dans les périodes d'instabilité, la société est requise de fournir au corps national de nouveaux modes de légitimation articulés sur des croyances, représentations et symboles territoriaux nouveaux¹.

Avant Avril 1974, c'est-à-dire avant la démocratie, le gouvernement local était une expression pratiquement sans signification, tant il était réduit par la primauté du gouvernement central, aussi bien dans les écrits des historiens d'Ancien Régime, que dans les pratiques clientélares de l'Estado Novo. Si l'on excepte quelques occasionnelles références programmatiques, les organisations d'opposition reléguèrent aussi la question locale à un plan très secondaire, voire trivial, obnubilées qu'elles étaient par les dimensions nationales voire internationales des luttes de masse.

1974 et l'avènement de la démocratie constitutionnelle formelle n'a pas impliqué une rupture immédiate avec cette attitude. Les principales organisations politiques nouvelles étaient beaucoup trop occupées par la conquête du pouvoir central pour poursuivre assidûment la construction d'une autre pratique. Les "mouvements sociaux" eux-mêmes, lorsqu'ils n'étaient pas entièrement guidés par les objectifs des

¹ Traduit de l'anglais par Alban Albini

partis politiques, n'énonçaient sur les questions locales que des revendications immédiates peu systématiques. "Le pouvoir local" - c'est l'expression de la Constitution - qui se constitue, est donc au début un pouvoir faible, tronqué, investi dans des commissions administratives désignées par le gouvernement central pour gérer l'héritage municipal de l'Estado Novo.

Les débats de l'Assemblée constitutionnelle en janvier 1976, sont extrêmement significatifs de cette situation. L'expression "pouvoir local" n'apparaît dans aucun des projets constitutionnels présentés par les partis, les propositions d'une commission *ad hoc* sur la division administrative de la nation sont insignifiantes, et le débat se polarise sur l'opposition entre décentralisation et pouvoir populaire, ainsi que sur la nécessité d'exorciser les risques politiques d'une division régionaliste. Une fois encore, derrière le débat, se profile le problème de la conquête du pouvoir central par les forces politiques. Une hypothèse de recherche essentielle serait donc que la notion de "pouvoir local" est, au tout début, un élément constitutif de l'idéologie juridique et constitutionnelle des nouvelles élites politiques et du nouveau système politique. Selon cette hypothèse, le "pouvoir local" pourrait n'être alors qu'un symbole nouveau ou une représentation sociale nouvelle destinée à pourvoir et asseoir la légitimité du nouvel ordre politique.

Les représentations sociales peuvent cependant engendrer des effets matériels. Les élections municipales de 1976 qui se traduisent par le choix d'autorités locales élues, représentent en effet la première grande expression effective du pouvoir local dans le Portugal contemporain. Jusqu'alors, l'organisation bureaucratique d'Etat était demeurée pratiquement immobile; rien n'avait changé dans la pratique administrative et l'idéologie héritées du temps du despotisme. Les formes nouvelles de représentation politique locale rompent avec cette situation; dans une période d'enthousiasme politique où les besoins de base cherchent à se satisfaire, la pratique du pouvoir politique local impose l'abandon de la séparation traditionnelle entre administration et société.

En dépit des contradictions et des retards successifs apportés à la mise en place du cadre législatif et réglementaire, cette pratique conduit, en 1976, à un accroissement d'environ 30% de la contribution municipale à l'investissement public total. L'accélération de la circulation de l'information tend à uniformiser les modèles de consommation, si bien que la pratique du "pouvoir local" se trouve aux prises avec la demande sociale d'une meilleure qualité de la vie.

Des alliances sociales plus étendues au niveau local, un plus large accès à ce niveau des couches sociales économiquement défavorisés, font que cet embryon de "municipalité providence" doit assumer et mettre en œuvre de nouvelles fonctions sociales et économiques. C'est donc dans l'affirmation d'élites politiques locales populistes, exigeant le transfert de ressources du gouvernement central, que se construit

l'autonomie d'un "pouvoir local" dynamique et exigeant. Ce processus représente la première rupture avec le passé.

Ce procès de décentralisation s'est cependant réalisé de façon discontinue, et, selon ses dimensions, à des rythmes inégaux. Bien que la Constitution de 1976 consacre le principe de la décentralisation territoriale, les prérogatives et compétences municipales ne sont définies par la loi qu'en 1977, et le régime des finances locales n'est finalement adopté qu'en 1979. Quant à la décentralisation des décisions politiques, formellement engagée par les élections municipales de 1976, sa mise en œuvre effective est inégale, variant en fonction des rythmes d'autres phénomènes affectant la délimitation juridique des compétences, comme la pression des citoyens, les rapports des forces luttant pour le pouvoir central, les problèmes de relations entre partis et à l'intérieur des partis.

L'autonomie politique du "pouvoir local" est ainsi soumise à des pressions externes et à des critères de valorisation qui tendent parfois à la restreindre, parfois à l'étendre. La valorisation progressive du niveau politique local des partis n'est pas étrangère à cette situation, la lutte partisane passant de façon croissante par les choix locaux de personnes. Cette première rupture avec le passé n'est ainsi pas exempte de contradictions : l'autonomie qui se constitue, relève "de décisions immédiates" qui peuvent, à moyen terme, engendrer la faiblesse de la légitimité du "pouvoir local" au niveau national.

Tout se passe comme si l'on était en présence d'univers qui se recoupent partiellement. Les conceptions et intérêts multiples entourant le débat sur la décentralisation (dans lequel les seuls éléments de consensus sont les délimitations des *freguesias* et des *municipios*, mais non des régions¹) ont pour conséquence une production législative et réglementaire paresseuse. Ce peu d'énergie traduit parfaitement l'absence d'engagement des acteurs au niveau central de l'Etat. La législation et la réglementation concrètes sont produites avec beaucoup de prudence; elles ne sont pas à la mesure des objectifs initiaux et de la pratique elle-même du "pouvoir local". Ainsi, le vaste éventail des compétences génériques attribuées aux municipalités par la loi de 1977 (Décret-loi 79/77), n'est pas totalement repris par la loi de 1984 (Décret-loi 77/84 : Délimitation et coordination des investissements des administrations centrales et locales); l'implication directe des municipalités dans le développement économique est prise en considération dans le premier de ces documents, pas dans le second. Ce n'est donc pas hasard si l'intervention des municipalités dans l'activité économique est aujourd'hui informelle et indirecte. Ce qui porte à la conclusion que les pratiques et rythmes locaux sont, dans certains domaines au moins,

¹ Pour la définition de ces termes voir, dans ce volume l'article de Carlos Nunes Silva et Isabel Margarida André. (NDT)

sans rapport avec le cadre légal, et le débordent pour atteindre des objectifs considérés au plan local comme prioritaires.

Bien que l'on puisse apprécier positivement ces distorsions, les rythmes locaux sont parfois en retard sur le cadre légal. C'est, parmi d'autres, le cas du Plan municipal directeur qui autorise une autonomie complète de décision à propos du territoire municipal et définit les objectifs du développement local économique et social. Bien que le principe en ait été décidé par une loi de 1982, et qu'il soit d'une importance essentielle dans la perspective d'un développement local intégré, en 1990, trois municipalités seulement ont adopté un tel plan. Ce nombre réduit est très probablement dû, parmi d'autres raisons, au fait que le plan lie à la fois l'administration et les citoyens, à court et moyen terme, et tend à prévenir des modifications discrétionnaires de décisions prises par l'exécutif municipal.

Les décalages sont donc symétriques. D'un côté et dans certaines régions, les lois et règlements centraux ne suivent pas ou ne donnent qu'une vague réponse à quelques unes des pratiques municipales les plus avancées, de l'autre, la volonté politique municipale est parfois en retard sur ce que les lois permettent ou stipulent.

Au début des années 80, l'indétermination du modèle politique central se poursuit. Les crises et les échecs successifs des gouvernements, qu'ils soient appuyés sur un seul parti ou sur une coalition, ont conduit partis et gouvernements à chercher leur renforcement et leur stabilité dans un soutien local. Ils ont tendu à s'appuyer sur une base électorale régionale et locale, tenté de construire des réseaux d'influence et de clientèle, distribué des subventions et entrepris des opérations territoriales symboliques. Bref, une influence politique accrue a été recherchée dans le contact direct avec les populations, au travers d'une attention privilégiée aux questions municipales.

Le passage des élites politiques locales à l'expression politique nationale est en contradiction avec toute la pratique antérieure voire présente : hypertrophie normative ou absence de décision, concentration des ressources financières, sous-estimation de la démocratie locale, consécration des acteurs étatiques ou centraux comme acteurs principaux. Les tendances décentralisatrices sont par ailleurs renforcées par la situation : crise économique qui appelle une reconversion du tissu productif territorial, montée des revendications locales et régionales pour la réduction des disparités, critique des effets pervers de l'extrême concentration administrative, requête d'un rapprochement des interlocuteurs étatiques et des citoyens par suite de la crise de la représentation politique.

Parallèlement, des politiciens locaux ont compris que la création d'infrastructures et d'équipements était insuffisante pour arrêter l'exode et le vieillissement de la population rurale. L'activité du "pouvoir local" a pu obtenir certains résultats dans ces domaines, mais, au cours des

dernières années, les problèmes soulevés sont bien différents et conduisent au souci d'étendre la capacité locale de décision immédiate. Bien des maires se demandent maintenant comment créer des emplois, comment attirer la population et les ressources humaines, comment s'opposer à une extension du tertiaire qui menace souvent de devenir la seule composante du "développement local". L'accent est alors mis sur le développement intégré, la planification urbaine, la transformation à la fois des structures administratives et de leurs relations avec la société civile, la gestion municipale des infrastructures, le contrôle de l'occupation territoriale et du facteur d'incertitude que représente l'intégration européenne.

Les élites politiques locales portugaises n'ont pas encore créé une tradition de mobilité vers l'occupation de fonctions centrales. Si cette situation se poursuit, si leur forte position dans l'expression politique nationale se maintient (en dépit de la stabilisation actuelle du gouvernement central), une seconde rupture pourrait se faire jour dans le sens du renforcement de l'autonomie politique du "pouvoir local". Si cette rupture advenait, il faudrait encore répondre à tous les problèmes mentionnés, et aussi à un autre encore qu'ils soulèvent : les processus de décision économique ne sont pas articulés aux processus de décentralisation administrative. Si des facteurs comme, parmi d'autres, le retour de ceux qui s'étaient établis dans les anciennes colonies, les remises des émigrés, la crise des grands centres industriels ont été au fondement du premier souffle du "pouvoir local", un second souffle devrait affronter les facteurs exogènes du développement local, et aussi la tendance des emplois nouveaux et des infrastructures économiques à se localiser dans les zones côtières. Si le "pouvoir local" ne pouvait assumer ou résoudre ces problèmes, il ne fait pas de doute qu'il se réduirait progressivement au niveau symbolique et clientélaire qui était le sien avant 1974 et la démocratie.

2

Sine ira et studio (sans passion ni faveur), c'est ainsi que Weber caractérise la pratique bureaucratique sur laquelle est fondé l'Etat moderne, qui l'étaye par un ensemble de procédures neutres et normalisées, légitimées par une connaissance externe des pratiques quotidiennes. La rationalité administrative devrait avoir cette base qui postule productivité et efficacité au service de l'intérêt public.

La confiance et la défiance simultanées dans le système administratif portugais se réfèrent à ce modèle. Pour certains, il est trop neutre et rarement efficace par conséquent asynchrone au temps de la société, pour d'autres, il est trop directif et étouffant et tend par conséquent à imposer son rythme au mouvement de la société. Version minimaliste et version maximaliste le considèrent cependant nécessaire. On peut alors se demander quel est le temps indiqué par l'horloge de l'administration

locale portugaise. A mon sens, ce temps est contradictoire, mal organisé, en raison de l'existence de plusieurs horloges qui tendent à avancer, retarder ou arrêter le rythme de la société.

D'abord, comme on l'a dit, les disparités entre niveaux administratifs peuvent faire obstacle à une pratique efficace du "pouvoir local". C'est ce qui se produit à propos des ressources dont bénéficie l'administration locale. En 1968, le pourcentage du personnel de l'administration centrale dans l'ensemble de l'administration publique était de 78%; en 1979 il passe à 84%, et tombe à 82% en 1983. Pour l'administration locale, le pourcentage est en 1968 de 22%, tombe à 16% en 1979 et remonte à 18% en 1983.

Qualitativement, la situation est aussi peu favorable. En 1983, 81,3% du personnel de l'administration locale a bénéficié de six années d'enseignement, 15% de six à douze ans, et seulement 3,7% de plus de douze années. A la même date, les pourcentages pour l'administration centrale sont respectivement 37,6%, 23,4% et 39%.

De telles différences quantitatives et qualitatives mettent sur la voie d'une autre différence entre discours de la décentralisation et réalité administrative. Si l'on considère les pourcentages quantitatifs de l'une et l'autre administration comme des indicateurs du niveau de centralisation, il faut conclure que le niveau de centralisation exprimé en ressources humaines est plus élevé en 1983 qu'en 1968. En dépit des changements pratiques, l'administration locale est incapable d'affermir son autonomie par suite du manque de personnel et de techniciens et du taux élevé de turnover.

Deuxièmement, le Portugal est une formation sociale intermédiaire, située entre le Centre et la Périphérie, c'est pourquoi il peut, selon les domaines, présenter des traits de l'un ou l'autre type. L'univers administratif portugais confirme cette appartenance à la semi-périphérie.

Les systèmes et pratiques administratifs sont en principe déterminés par des règles fondamentales ou principes établis dans l'intérêt du citoyen; ils visent en principe à promouvoir l'égalité, la sécurité et la prédictabilité. Ces systèmes sont, dans ce sens, stratifiés, organisés, autoritaires puisque leurs pratiques sont formelles et obéissent à des méthodes et à des principes fixés à l'avance.

Bien que le système administratif portugais continue à se déclarer fondé dans un principe général de rationalité administrative commun à tous ses niveaux, ses pratiques s'inscrivent, en réalité, dans une constellation de micro-rationalités sectorielles, c'est tout particulièrement le cas de l'administration régionale et locale.

Ces micro-rationalités se conjuguent en un conglomerat d'éléments à la fois périphériques et centraux. On peut mentionner, du côté périphérique, la conception autoritaire, clientélaire, patrimoniale du poste, qui contraste avec les principes officiels sensés surdéterminer l'activité institutionnelle, et qui limite sérieusement la rapidité et l'efficacité administrative, et, du côté central, le critère d'opportunité

économique qui explique certaines décisions, ainsi que les principes d'actualisation informelle et de flexibilité négociable; tous, contrastent avec la rigidité officielle, mais sont susceptibles d'accélérer le rythme administratif.

L'administration n'est ainsi pas un monstre indifférent. Elle s'insère dans le réseau ou la trame des intérêts de la société environnante, arbitrant et négociant dans le processus même de la prise de décision. Un nouveau paradigme - celui du négociable - s'esquisse dans les pratiques de secteurs administratifs parmi les plus périphériques - l'administration locale et régionale - et s'oppose à la décomposition bureaucratique de services plus traditionnels.

Une administration parallèle et informelle paraît exister à l'intérieur même du système des pratiques administratives. Cette idée conduit au concept de double personnalité de l'Etat, puisqu'il contient deux types de pratiques. Il n'est cependant pas possible de prévoir les conséquences à moyen et long terme de cette dualité : d'un côté, elle peut renforcer le transfert des compétences et aider à la matérialisation du pouvoir de décision local et régional, de l'autre, bien que la multiplication des acteurs intervenant puisse constituer la forme nouvelle d'un contrôle acceptable, elle peut conduire à l'élargissement des relations de clientèle, et à une porosité administrative profitant à des intérêts anciens et privés.

L'un des aspects les plus importants du processus de décentralisation est, finalement, la capacité de financement et l'autonomie budgétaire qui donnent consistance à l'autonomie politique du "pouvoir local", et constituent la base matérielle de son indispensable capacité d'intervention.

Dans certains pays européens, la tendance récente est à la diminution des transferts des ressources financières du budget de l'Etat aux municipalités et à l'accroissement des ressources locales par les taxes. Il s'agit d'une mesure, à mon sens, tout à fait recevable si l'on considère qu'elle conduit à une autonomie moins dépendante. Au Portugal, bien que le discours soit favorable à l'accroissement des ressources locales, le revenu municipal n'a pas évolué dans ce sens.

Premièrement, le pourcentage des dépenses locales dans le total des dépenses publiques a diminué. Ce qui signifie une diminution des ressources financières globales depuis 1980 au moins. Si nous nous rapportons à 1972, le pourcentage des dépenses locales (8,8%) est alors supérieur à celui de 1986 (7%). Une croissance générale s'observe de 1974 à 1980 (10,7%), puis une chute continue.

Deuxièmement, le poids des transferts du budget de l'Etat en pourcentage des sources locales de financement s'est accru entre 1974 et 1986. Il était de 23% en 1974, est progressivement monté jusqu'à 78% en 1979 puis est tombé à 72% en 1986.

Troisièmement, le poids des taxes locales dans les sources locales de financement est tombé en pourcentage de 1974 à 1986, passant de 61% en 1974, à 19% en 1981, et à 20% pour la période 1983-1986.

Il y a donc bien chute des ressources globales et du revenu en provenance des taxes locales; mais, par ailleurs, la capacité accrue d'investissement des municipalités, et leur productivité sociale sont remarquables : aux 7% qui représentent en 1986 le pourcentage municipal des dépenses publiques totales, correspondent 24,1% du total des investissements publics.

Chacun sait que tout cadre social, légal, institutionnel est susceptible d'arrangements pratiques et d'adaptations. La loi écrite est toujours très différente de la loi pratique. Les institutions peuvent ainsi fonctionner dans des systèmes d'ordres contradictoires, et subvertir informellement le cadre formel et officiel. C'est ce qui se passe dans le fonctionnement actuel du gouvernement local portugais dont le statut légal et officiel ne peut complètement exclure des procédures non-légales qui naissent dans sa pratique. Etant donnée la faiblesse tant des transferts du budget de l'Etat que du produit des taxes locales, les acteurs politiques locaux s'efforcent de combler les manques par d'autres ressources. Les réseaux informels jouent un rôle extrêmement important dans ces formes complémentaires de financement et de développement. Les amitiés, les contacts, les réseaux de relations amicales, politiques et administratives entre gouvernement local et Etat central tendent à faire de l'Etat portugais un labyrinthe.

Coimbra
Faculdade de Economia
Centro de Estudos Sociais

LE POUVOIR LOCAL

Carlos NUNES SILVA, Isabel Margarida ANDRÉ

Depuis 1974, le pouvoir local est devenu au Portugal une réalité politique et administrative importante à cause tant de ses attributions dans l'aménagement du territoire que des services qu'il rend aux populations et de ses missions de développement local¹.

A l'époque de l'Estado Novo (1926/33-1974) le pouvoir local municipal dépendait totalement du gouvernement central au plan administratif et financier. Les transformations politiques et institutionnelles introduites par la Révolution de 1974 ont mis en valeur le niveau administratif local, en le dotant d'une structure organique et financière qui, jointe au mode de désignation des instances, ont conféré au *município*² portugais son caractère de *pouvoir* politique local.

Municípios et freguesias

N° de <i>municípios</i> (1989)	305
N° de <i>freguesias</i> (1989)	4208
Surface moyenne des <i>municípios</i> (Km2)	300,4
Surface moyenne des <i>freguesias</i> (Km2)	21,7
Population par <i>município</i> (1981)	31909
Population par <i>freguesias</i> (1981)	2407

¹ Traduit du portugais par Michel Poinard.

² NDT . Pour éviter les contresens et les fausses similitudes les termes désignant les pouvoirs locaux ne sont pas traduits. Des équivalents sont proposés pour faciliter la compréhension du lecteur français.

Dans la période qui suit le 25 Avril et jusqu'aux premières élections locales de décembre 1976, organisées sur la base de la Constitution promulguée en avril 1976, ont coexisté les principes et pratiques du Code Administratif de l'Estado Novo et des expériences démocratiques de gestion municipale. Jusqu'à la radicalisation du processus politique, en mars 1975, les commissions administratives qui s'étaient substituées aux anciens responsables avaient en général, une composition et une pratique de type unitaire. A partir de cette date une politisation croissante se fait jour dans la gestion locale, reflétant un clivage politique entre les défenseurs de la démocratie politique représentative et les tenants de la démocratie directe et participative au niveau national.

La Constitution de 1976 représente un compromis entre ces deux positions et conduit aux premières élections locales de décembre 1976. Avec elles, commence une période nouvelle non dépourvue de turbulences, durant laquelle la structure organique, les compétences, le régime des finances locales se définissent peu à peu. Les deux révisions constitutionnelles de 1982 et 1989 réaffirment les principes fondamentaux qui organisent le pouvoir local. Par ailleurs, l'adhésion à la CEE, en 1986, et la réforme du système fiscal en 1986 et 1989 ont impliqué la transformation des structures des ressources communales.

La structure organique.

La Constitution a consacré l'autonomie administrative et financière du pouvoir local en définissant les *autarquias*¹ locales comme des "personnes collectives et territoriales dotées d'organes représentatifs visant à la satisfaction des intérêts spécifiques des populations concernées" (Constitution, article 239).

Le texte constitutionnel reconnaît trois collectivités locales : la région, le *município*, la *freguesia*. Les régions ne sont toujours pas créées, en dépit des projets et propositions dans ce sens; pour les deux autres *autarquias*, *municípios* et *freguesias*, les découpages qui prévalaient avant 1976 ont été conservés.

Il existe trois types d'instances : délibérative, exécutive et consultative (celle-ci de caractère facultatif), élues au suffrage universel, direct et secret. Avec quelques exceptions : la *junta de freguesia* est élue par l'assemblée de *freguesia*, et les présidents de *junta de freguesia* sont de droit membres de l'assemblée municipale.

¹ Collectivités, Instances.

Le pouvoir local

Instances des *autarquias*¹

Instance	Délibérative	exécutive	consultative
<i>Freguesia</i>	Assemblée de <i>Freguesia</i>	<i>Junta</i> de <i>Freguesia</i>	
<i>Município</i>	Assemblée Municipale	<i>Câmara</i> Municipale	Conseil Municipal
Région	Assemblée régionale	<i>Junta</i> Régionale	

Le nombre des participants à chaque instance des *autarquias* dépend du nombre d'électeurs. On est passé de 33.321 élus lors du premier mandat (1977-79) à 40.720 entre 1986 et 1989; parmi ces derniers 1981 disposaient d'un pouvoir exécutif. Le pouvoir de décision appartient donc aux locaux, même si, pour des domaines secondaires, il existe des délégations de compétence à des services techniques, avec cependant un contrôle politique de leur action.

Nombre d'élus à la *câmara*, selon la taille du *município*

Nbr d'électeurs	Nbr de mandatés ²
Lisbonne	17
Porto	13
>100.000	11
50.001 à 100.000	9
10.001 à 50.000	7
<10.000	5

Les *municípios* peuvent s'associer pour des actions communes ou pour administrer des services communs. Cette pratique constatée sur l'ensemble du territoire fonctionne selon deux logiques, l'une à caractère général couvrant divers secteurs - depuis la planification jusqu'au développement économique - l'autre à dimension sectorielle (la construction et la gestion d'équipements et d'infrastructures communes).

¹ A la lecture du tableau, on mesure les fausses analogies avec le système français. A l'échelle de la *freguesia* (qui se confond souvent avec le village et qu'on traduit parfois par paroisse) l'assemblée correspond à notre conseil municipal, la *junta* au maire et à ses adjoints. Il en va de même à l'échelle du *município* qui exerce les pouvoirs de la commune française. L'assemblée équivaut au conseil municipal.

² NDT. Il s'agit du Président et des *vereadores* (Maire et adjoints).

Cette structure a connu quelques ajustements avec les révisions constitutionnelles de 1982 et de 1989. En 1984 la nouvelle loi sur les *autarquias* met au clair les nouvelles attributions des collectivités locales notamment en matière de développement économique; leur champ d'intervention est nettement circonscrit.

Les élections locales

Avec la Révolution démocratique de 1974, l'élection directe, au suffrage universel, à toutes les instances des *autarquias* est l'un des points décisifs de la transformation et de l'affirmation du pouvoir local.

Au temps de l'Estado Novo, le pouvoir local était fort restreint, personnalisé et contrôlé par l'administration centrale. Le président de la *câmara* était nommé par le *Governador Civil* (représentant du gouvernement au niveau du district¹) et choisissait son exécutif. L'unique élu était le Président de la *junta de freguesia* ; cependant le choix des candidats obéissait à des critères politiques restreints. Dans la majorité des cas un seul candidat se présentait et le corps électoral était fort limité (entre autres restrictions, seuls les chefs de famille disposaient du droit de vote).

A partir de 1976, année des premières élections locales libres, tous les membres des assemblées municipales, *câmaras municipais* et assemblées de *freguesia* sont élus selon la méthode de Hondt². Les candidatures aux instances municipales sont limitées aux partis politiques, mais, en revanche, des listes de citoyens "indépendants" peuvent se présenter pour l'élection à l'assemblée de *freguesia*.

La durée des mandats est d'abord de 3 ans jusqu'à 1985, puis de 4 ans. Des élections ont eu lieu en 1974, 1979, 1982, 1985, 1989 et 1993.

Le comportement électoral a, chaque fois, revêtu des traits spécifiques comme la comparaison avec les élections législatives le montre.

¹ NDT. On pourrait traduire *Governador Civil* par préfet, le district copié sur le département ayant grosso-modo les fonctions de ce dernier. Le district n'a pas complètement disparu du système administratif, car il conserve un rôle électoral. Le *Governador Civil* apparaît actuellement clairement comme le représentant politique et électoral du parti au pouvoir, il ne représente plus l'Etat.

² NDT. Nom du mathématicien hollandais qui a défini un système électoral à la proportionnelle au plus fort reste.

La participation électorale

Le maintien du découpage administratif communal portugais comme la dimension territoriale et démographique moyenne des *concelhos*¹, contribuent à créer un sentiment d'appartenance collective très vif à cette échelle, en particulier dans les *concelhos* non urbains. Ce trait de la société portugaise, qui se traduit par une implication considérable des populations dans la gestion et la sociabilité du *concelho*, n'interdit cependant pas que la participation électorale aux élections locales soit inférieure à celle des consultations nationales. Au niveau local, la représentation politique et la délégation sont des processus peu traversés par les affrontements entre partis et leur légitimation ne provient pas seulement des votes. L'attitude qui s'observe dans maints *concelhos* face au président de la *câmara* indique une nette dépolitisation² de la collectivité locale; le président est normalement une personnalité consensuelle, prestigieuse (même s'il ne l'était pas avant l'élection) dont le leadership est reconnu par tous et même par ceux qui se situent résolument dans l'opposition politique.

L'abstention est un bon indicateur de cette dépolitisation. La participation aux élections locales est toujours inférieure à celle des élections nationales.

Abstention aux élections locales et nationales

Assemblée Nationale		Câmara Municipale	
1976	16,5%	1976	34,8%
1979	12,9%	1979	26,2%
1983	20,9%	1982	28,4%
1985	24,6%	1985	36,5%
1987	27,4%	1989	38,8%

Croisée avec d'autres indicateurs, cette faible mobilisation électorale ne révèle pas un désintérêt pour la vie politique, elle révèle plus certainement l'inadéquation du système des partis - rigide et centralisé - à la politique locale.

Même dans les grands centres urbains la politique locale se différencie des tendances nationales. Le *município* de Lisbonne depuis

¹ NDT. Le *concelho* est l'équivalent territorial du *município* (chaque *município* exerce son action dans un *concelho*). Il est essentiel de comprendre que la mairie au sens français du terme exerce son pouvoir sur un territoire de la taille d'un canton et que la *câmara* est devenue la collectivité locale décisive en l'absence de la région.

² NDT. Le terme portugais *despartidarização* est imparfaitement traduit par "dépolitisation", il faudrait inventer le néologisme de "départisation".

les élections de 1989 en fournit un exemple : une alliance entre socialistes et communistes s'est imposée dans la capitale, qui est loin de se concrétiser à l'échelle du pays.

La différence significative des niveaux d'abstention lors des deux types d'élection ne résulte pas seulement d'une différenciation des comportements politiques à l'échelle nationale et locale, elle reflète aussi l'implication des partis et des médias dans les campagnes électorales : leur effort est nettement moindre pour les élections locales qu'il s'agisse des dépenses de campagne ou de la couverture télévisuelle.

Implantation des forces politiques

L'analyse de l'implantation des différences forces politiques dans les *autarquias* renvoie à trois élections réalisées depuis le 25 Avril : les premières (1976), celles de 1982 et celles de 1989. A ces trois dates les scénarios politiques nationaux sont bien différents.

En 1976, le Parti socialiste exerce le pouvoir. Mais s'il est à la base de la démocratisation du pays, son implantation locale en tant que parti est faible.

En dépit de l'importance que revêtent, à cette époque, les problèmes nationaux, et de la mise au second plan des questions locales, la lecture comparative du poids des partis aux élections locales (majorités aux *câmaras municipais*) et à l'assemblée nationale montre des différences significatives. Les élections locales ont donné l'avantage relatif aux sociaux-démocrates¹ et une sous représentation des socialistes.

Au niveau national la conjoncture avait favorisé un vote socialiste-progressiste; à celui des *autarquias*, l'implantation des partis était balbutiante (sauf pour le Parti communiste) et la majorité des notables locaux (parmi lesquels on pouvait compter un nombre significatif de personnalités liées à l'Ancien Régime dictatorial) se sont rangés dans les partis du centre et de la droite qui, à cette époque, affichait un idéal au moins socialisant et donc mobilisateur pour l'électorat. L'influence de ces personnalités, qu'elles aient ou non fait acte de candidature, a été décisive à ces premières élections locales, surtout dans les *concelhos* ruraux où se confondaient de manière complexe les anciens liens de subordination et les nouveaux idéaux démocratiques.

Au début des années 80, la situation est bien différente. D'un côté la démocratie s'est consolidée et le gouvernement a glissé des socialistes à une alliance de centre-droit (l'Alliance Démocratique regroupe le Parti social démocrate (PSD), le Centre Démocratique et Social (CDS) et le Parti populaire monarchique (PPM)). De l'autre la crise économique

¹ NDT. Le Parti social démocrate est un parti de centre-droit.

s'étant aggravée, le gouvernement est confronté à de graves problèmes sociaux et à une forte contestation politique.

Dans ce contexte, la comparaison entre les résultats des élections pour les *autarquias* (1982) et des législatives (1983) réalisées à quelques mois d'intervalle met en évidence une situation inverse de celle de 1976. Le Parti socialiste obtient un meilleur score aux législatives, les partis de centre-droit sont davantage choisis aux élections locales. La conquête du plus grand nombre de *câmaras municipais* a résulté de l'alliance électorale entre partis de droite dans les *municípios* où la gauche était la mieux implantée.

Le déclin de la représentation du Parti socialiste a surtout résulté d'une gestion critiquable en de nombreux endroits, mais aussi du prestige conservé par le Parti communiste dans le sud du pays. De fait ce dernier (allié à deux petits partis de gauche) a notablement renforcé son implantation dans les *autarquias*.

Les élections locales de 1989 sont les premières à se dérouler après l'adhésion du Portugal à la CEE et alors que le PSD gouverne avec une majorité absolue. Ces deux éléments semblent avoir largement influencé le résultat de ces élections.

L'intégration européenne et en particulier les investissements effectués par le gouvernement à travers le FEDER, comme les interventions financées par le Fond Social Européen ont d'une certaine manière brouillé les initiatives des *câmaras* municipales, ou du moins rendu moins clair pour de larges fractions de l'électorat le champ des compétences locales.

D'autre part en 1989, la perspective de nouvelles élections législatives se situe à un horizon encore lointain et le gouvernement peut se permettre des mesures peu populaires.

Dans ces conditions, les résultats des élections locales de 1989 traduisent surtout une attitude de contestation du gouvernement, qui se manifeste dans un large soutien apporté aux socialistes. Au reste, les résultats des législatives de 1991 où le PSD obtient à nouveau la majorité absolue (plus largement encore que qu'en 1989) viennent confirmer que le comportement électoral observé aux élections locales de 1989, traduisait pour l'essentiel une critique ponctuelle de la gestion politique nationale.

En résumé, la comparaison entre les résultats des élections locales et législatives met en évidence certaines spécificités des attitudes politico-électorales relatives au pouvoir municipal :

- Un consensus qui découle du jeu des rapports inter-personnels et d'une appréciation pragmatique de la gestion politique.

- La personnalisation d'un vote lié à l'image du président de la *câmara*

- La fréquence du vote utile : les partis qui ont peu de chance d'élire des représentants au *município* sont habituellement sous représentés

- Le rôle du "contre-pouvoir" ou d'équilibre que jouent les pouvoirs locaux : le vote pour les *autarquias* traduit fréquemment un jugement sur la politique nationale.

La représentation régionale

Le comportement électoral, depuis 1974, montre de fortes variations régionales aux élections tant locales que législatives et présidentielles. De manière générale, une nette dichotomie Nord/Sud traduit l'implantation des forces de droite et de gauche.

Parmi les facteurs de différenciation les plus communs des différents votes on peut souligner :

- La pratique religieuse : l'idéologie et la pratique religieuse est en forte corrélation avec le soutien des partis les plus conservateurs de la droite et du centre. Cette relation ne traduit pas nécessairement une intervention directe de l'Eglise mais découle d'une idéologie qui condamne de manière plus ou moins implicite, et en fonction du milieu social où elle se diffuse, les tendances à l'innovation et en particulier les idées marxistes

- Le contexte socio-économique. Les zones rurales montrent des comportements antagoniques. Lorsque prévaut la paysannerie, la droite obtient de larges majorités; dans les zones de grands domaines, les ouvriers agricoles soutiennent le Parti communiste.

Le vote urbain, en revanche témoigne d'une sensible mobilité en appuyant alternativement les socialistes ou les sociaux-démocrates voire en adhérant plus facilement à de nouvelles formations politiques; aux élections locales les électeurs urbains et surtout ceux des banlieues appuient plus volontiers le Parti communiste.

Dans les zones industrielles du Sud, le vote communiste est majoritaire, dans celles du Centre et du Nord c'est le Parti socialiste qui emporte les suffrages.

En dépit de la permanence de ces facteurs structuraux, les élections législatives montrent une tendance à une uniformisation progressive des comportements électoraux alors, que cette évolution n'apparaît pas clairement dans les élections locales et qu'au contraire, dans certaines régions, les contrastes s'accroissent.

Dans le nord et l'intérieur du pays la majorité des *municípios* est dirigée par les partis du centre et de droite (PSD et CSD). Cependant en 1989 le Parti socialiste conquiert un nombre significatif de *câmaras* municipales en particulier dans le nord-intérieur. On peut supposer que la marginalisation croissante du Tras-os-Montes explique ce basculement. Dans le nord-littoral, la conjonction de plusieurs facteurs joue lors des dernières élections locales et le PS devient le principal parti au détriment du PSD et du CDS. La crise du textile n'est ici pas étrangère aux mutations électorales.

Ressources financières et autonomie

Le régime des finances locales datant du Code Administratif de 1940 reste en vigueur après le 25 Avril, et jusqu'en 1978. Ce régime se traduisait par une distribution casuistique et discriminatoire des subsides et entraînait une répartition très inégale des ressources financières entre administration centrale et pouvoirs locaux.

Il était indispensable d'adapter le code des finances locales au nouveau cadre constitutionnel pour mettre en application le principe constitutionnel d'autonomie financière. Au Parlement, les forces politiques se divisent alors en deux groupes : l'un soutient que l'essentiel des recettes devrait provenir des "transferts non consignés" c'est à dire d'une participation des recettes de l'Etat (impôts directs et fond de péréquation financière) selon un montant fixé par la loi et représentant un pourcentage déterminé des dépenses publiques. Le second groupe, défend un système financier assis pour l'essentiel sur des ressources propres, fiscales ou autres. Tout le monde admet cependant le principe d'une péréquation.

Le nouveau régime découle de la loi 1/79 dont l'orientation est décentralisatrice. Sa mise en application, dans le contexte des fortes réductions budgétaires de 1979 à 1984, n'a jamais été intégrale parce que l'Etat n'a jamais pu respecter le niveau minimum des ressources publiques qu'il devait verser aux *municipios*.

En 1984 le régime des finances locales est révisé par le décret-loi 98/84 qui consacre un recul de l'autonomie financière du pouvoir local. L'Etat ne précise plus le seuil minimal du budget transféré aux *municipios* et augmente le nombre de cas où se justifie l'attribution de dotations particulières, élargissant ainsi les possibilités de discrimination. En outre, il pénalise les *municipios* les plus pauvres en accroissant l'importance de leurs ressources propres.

En 1987 le régime des finances locales est revu une nouvelle fois et la loi 1/87 représente un retour aux principes fondamentaux de la loi 1/79 dans la mesure où un volume minimum du budget de l'Etat est à nouveau garanti.

Dans la pratique l'application de ces régimes n'est jamais parvenue à réaliser l'un de ses objectifs centraux : le renforcement du pouvoir local dans la gestion des fonds publics. En effet après un accroissement sensible des recettes municipales en 1979 (63% de plus qu'en 1978), on constate, à partir du début des années 80, une diminution du poids du *municipio* dans le secteur public parce que le taux d'augmentation des recettes est de plus en plus faible et, dans certains cas, inférieur à l'inflation, tandis que la progression des recettes et des dépenses de l'Etat s'opère à un rythme plus rapide.

Apparaît ainsi une baisse suivie d'une stabilisation du poids du pouvoir local dans la dépense publique, qui est contraire aux principes constitutionnels.

Cette tendance s'explique en partie par l'importance des transferts budgétaires dans les recettes municipales, qui placent le *município* à la merci de décisions budgétaires restrictives comme ça a été le cas au début des années 80, en partie aussi par le fait que les ressources fiscales locales sont surtout assises sur des impôts patrimoniaux peu productifs en période de crise.

La correction des inégalités entre *autarquias* de même taille est restée en deçà des projets initiaux. Reflet de la distribution de la population et des activités économiques, les différences de capacité financière persistent entre les *municípios*. La frange littorale Braga-Setubal, qui correspond à 26% de la superficie du Portugal, et où résident 69% de la population, accapare les deux tiers de la totalité des recettes municipales.

Les *municípios* et le développement local

Malgré l'imprécision qui régne jusqu'en 1984 quant à la délimitation des pouvoirs respectifs de l'administration centrale et locale, l'activité municipale a investi la quasi totalité des champs de la vie locale, en se substituant le plus souvent au pouvoir central, notamment dans les domaines de la Santé, de la Sécurité Sociale, du logement, de la culture et du développement économique.

L'action municipale comporte deux dimensions : en collaboration avec l'Etat, elle s'assigne comme objectif l'acquisition de terrains (et leur équipement) sur lesquels l'Etat réalise des projets qu'il finance, par ailleurs, de sa propre initiative elle engage la construction d'infrastructures scolaires, sociales, culturelles, sportives, récréatives, et des équipements urbains qui sont réalisées à la place de l'Etat ou avec sa participation.

Dans le domaine économique, au delà la mise en place d'équipements et d'infrastructures, les *autarquias* ont créé des systèmes d'incitation à la création d'entreprises par la cession de terrains à des prix inférieurs à ceux du marché, voire pour un escudo symbolique, par l'exemption ou la réduction des taxes locales, par des actions de promotion telles que les foires et expositions locales ou le soutien de la participation à des manifestations comparables en dehors du *concelho*.

Les investissements municipaux sont en volume supérieurs sur la frange littorale, mais leur intensité est plus grande dans les *municípios* moins peuplés de l'intérieur où plus de la moitié des dépenses sont consacrées à l'achat de terrains ou à la mise en place d'infrastructures et d'équipements.

Près de la moitié des investissements est financée par les emprunts contractés par les *municipios*, avec des taux bonifiés et des conditions d'amortissement plus favorable que ceux du marché.

Si les *municipios* privilégient les dépenses d'infrastructures, des différences géographiques significatives apparaissent cependant. Dans les *municipios* urbains, la construction d'équipements collectifs absorbe l'essentiel des dépenses d'investissement, alors qu'à la campagne c'est la mise en place d'infrastructures de base.

Par ailleurs, en raison des carences qui prévalaient en 1974, les *municipios* ont, dans une première phase, mis l'accent sur la réalisation d'infrastructures de base, par la suite les *municipios* mieux organisés ont pu consacrer leurs efforts au développement des équipements, à l'action socio-culturelle et à la promotion économique.

Conclusion

Poursuivant un idéal de décentralisation et de correction des inégalités régionales, la Révolution de 1974 a conféré aux *municipios* d'importants pouvoirs politiques. La Constitution de 1976 a légitimé le pouvoir local en pourvoyant les *autarquias* de corps élus et en définissant le cadre institutionnel et financier qui garantissait l'affirmation de l'autonomie municipale.

Ces transformations, décisives pour la démocratisation n'ont cependant pas touché la carte administrative du pays puisqu'un seul *concelho* a été créé après 1977.

C'est par l'élection au suffrage direct et universel de toutes les instances des *autarquias* que s'est d'abord affirmée la démocratisation du pouvoir local. Les élections locales comme les autres reflètent certes les grands clivages politiques du pays en particulier les dichotomies nord-sud ou droite-gauche. Cependant le vote municipal présente certaines particularités : moindre participation électorale, plus grande fréquence des alliances politiques et des situations de consensus, prédominance du vote pour une personnalité ou du vote utile sur les options politico-idéologiques, traduction dans le vote local d'un jugement critique sur la politique nationale.

L'autonomie financière apparaît comme la condition fondamentale du développement local. Toutefois, et bien qu'elle soit clairement définie par la loi, cette autonomie n'a jamais été respectée par le pouvoir central, qui, dans les périodes d'austérité budgétaire, commence par pénaliser les *autarquias*. Cette pratique n'a permis ni la réalisation des objectifs de décentralisation ni le renforcement de l'importance du pouvoir local dans la gestion des fonds publics et la correction des inégalités régionales.

En dépit de ces limitations financières, compensées par le recours au crédit bancaire, l'action des *autarquias* dans le développement local est devenu décisif. Dans le domaine des investissements publics, les *municípios* n'ont pas seulement accompli ce qui relevait de leur compétence, mais, dans de nombreux cas, ils se sont substitués à l'Etat pour résoudre les problèmes les plus urgents.

Lisbonne
Centro de Estudos Geográficos
Faculdade de Letras de Lisboa

L'AGRICULTURE PORTUGAISE ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES

Michel DRAIN

Caractères originaux de l'agriculture portugaise.

Un secteur d'importance économique modeste

A se limiter à l'examen des chiffres de la production agricole finale, l'agriculture portugaise paraît d'un bien faible poids économique en Europe: à peine plus de 1% de la communauté des Douze, dix fois moins que l'Espagne, quatre fois moins que la Grèce, pays pourtant comparable par ses dimensions. Cette médiocre production a pour conséquence d'obérer lourdement et de manière croissante la balance commerciale du pays. Non seulement elle ne répond pas aux besoins nouveaux et accrus d'une population dont le niveau de vie augmente et dont les modes d'alimentation se diversifient, mais elle ne peut même pas couvrir les besoins élémentaires en céréales destinées à l'alimentation des hommes et du bétail. Cette situation n'est d'ailleurs pas nouvelle.

Cela pose un problème que ni le climat, ni la qualité des sols, en général plutôt médiocre, ne peuvent expliquer. Pas plus d'ailleurs que les dimensions réduites du pays. Que l'on songe à Israël ou aux Pays-Bas! Le Portugal n'est exportateur que des vins de Porto et de Madère, de jus concentré de tomate, de produits forestiers tels que le liège, le bois ou la résine. Ces derniers sont l'expression, en quelque sorte

inversée, de la faiblesse de l'agriculture portugaise où la lande et la forêt ont toujours tenu une grande place dans les paysages. En 1987, la superficie agricole utile du Portugal continental ne représentait que 36 % de la superficie totale.

L'importance sociale de l'agriculture familiale.

Les indicateurs économiques (qu'il convient d'utiliser avec discernement et prudence, en particulier au Portugal), témoignent du caractère profondément rural de ce pays et de l'importance qu'y conserve toujours le secteur agricole dans l'ensemble de la population active. En 1985 les agriculteurs portugais représentaient près de 10 % de leurs collègues de la Communauté des Douze. Bien que leur nombre ait diminué d'un quart en moins de vingt ans, entre 1968 et 1987, on relevait encore, à cette dernière date, le chiffre considérable de plus de 608.000 exploitations agricoles au Portugal continental, c'est à dire sans les archipels des Açores et de Madère. Dans cet ensemble, la part des exploitations de moins d'un hectare restait stable avec 39 % du total, chiffre qui s'élevait à 96,7 % pour l'ensemble des exploitations de moins de vingt hectares. Un pourcentage qui ne peut être comparé qu'à celui de la Grèce au sein de l'Europe des Douze. Cela représentait une moyenne à peine supérieure à 4 ha pour cette catégorie, en y comprenant les terres agro-forestières. C'est assez dire la pauvreté d'ensemble à l'origine de l'impérieux besoin des familles vivant sur ces petites exploitations agricoles de trouver des ressources d'appoint. Elles les trouvaient, jusqu'en 1974 tout au moins dans l'émigration à l'étranger, quant à "l'Etat Nouveau" c'est dans l'exploitation coloniale qu'il cherchait la compensation au déséquilibre de sa balance des paiements. La disparition, quasi-simultanée de cette double ressource a ramené le Portugal à des dimensions territoriales qui sont celles d'un petit pays européen.

Depuis quelques années, les "agriculteurs" portugais ont cherché à diversifier leurs ressources d'appoint. A l'épargne réalisée par les émigrés s'ajoutèrent, parfois, les revenus des placements ainsi rendus possibles, les pensions liées à l'amélioration du niveau de protection sociale, ressources non négligeables pour des familles lorsqu'elles sont déjà assurées d'un toit, des produits du jardin et de la vente, sur le marché, d'un certain nombre de produits. Cela permet au moins de ne pas mourir de faim en période de crise. S'il s'y ajoutent encore quelques possibilités d'emploi, sur place, la situation s'améliore nettement et les campagnes fournissent ainsi une main d'oeuvre souvent peu qualifiée mais très bon marché et dont les effectifs peuvent être modulés aux moindres frais, l'embauche se trouvant adaptée à la demande du marché des produits industriels. Les traditions de solidarité familiale vont d'ailleurs dans le sens d'une flexibilité proche de celle observée dans certaines régions italiennes. Aussi, la grande majorité des petits

agriculteurs portugais tirent désormais l'essentiel de leurs revenus d'activités autres qu'agricoles. Ce sont les petites industries de main d'oeuvre telles que la confection ou la chaussure qui en retirent les plus grands avantages dans les régions où coexistent une tradition de petites entreprises industrielles et une forte densité agricole comme c'est le cas dans le nord ouest du pays autour de Braga, Porto ou Aveiro.

Dans ce contexte, l'examen de l'agriculture suivant les critères traditionnels n'a plus grand sens. Que signifie la viabilité d'une exploitation agricole qui n'est qu'un élément d'une unité familiale dont l'essentiel des ressources est de provenance non agricole ? Des mesures de restructuration axées sur les seules exploitations agricoles et suivant les critères habituels de rentabilité, aboutiraient à distinguer deux ensembles: celui, de nombre infime, des exploitations agricoles portugaises jugées économiquement viables et l'écrasante majorité des exploitations agricoles condamnées sans appel. Une part considérable de la population devrait être alors socialement assistée avec tout ce que cela comporte de charges pour le budget de l'Etat et de dégradation morale pour les "bénéficiaires".

Des perspectives peu encourageantes.

On aurait pu penser que le Portugal s'orienterait vers la spécialisation agricole comme d'autres petits Etats européens en ont, depuis longtemps, donné l'exemple. Rappelons cependant que le Portugal est méditerranéen et atlantique. Méditerranéen il ne l'est pleinement d'ailleurs qu'en Algarve, sur seulement 5000 km². Mais l'intensification de l'agriculture y fut traditionnellement cherchée dans l'arboriculture; l'irrigation n'y a jamais connu l'ampleur qu'elle a revêtu dans le Levant espagnol où elle est à la base d'une véritable civilisation de l'eau. Les régions agricoles les plus peuplées et intensivement cultivées du Portugal se trouvent localisées au nord-ouest, dans une région montagneuse et très arrosée, même si la sécheresse d'été y est encore sensible. C'est là que la transition démographique fut la plus tardive et que l'on trouve encore des "réserves" de main d'oeuvre. C'est là aussi que sont concentrées les deux tiers des aires irriguées du pays. Or cette région, climatiquement partie de la zone méditerranéenne, est quelque peu nordique par ses paysages agraires. L'élevage bovin y a toujours tenu une place importante et c'est dans la production laitière que s'est produite une certaine spécialisation. Elle fut, d'ailleurs, remarquablement stimulée dans les années 70. Toutefois on en connaît les limites dans le cadre de l'intégration européenne et elle se trouve actuellement menacée à la fois pour des raisons de surproduction de la communauté européenne et par suite de la concurrence de pays mieux placés par leur climat pour ce genre de productions dites "continentales" dans le langage des responsables de la C.E.E..

Dans ces conditions, l'agriculture portugaise semble menacée à moyen terme, à la seule exception près de quelques aires spécialisées comme celle du vignoble de Porto ou d'aires de productions intensives destinées à l'alimentation des grandes agglomérations, autour de Lisbonne et de Porto. Les solutions alternatives qui reviennent en force sont extra-agricoles comme la sylviculture (pins, eucalyptus, chênes-lièges) ou les activités cynégétiques qui demandent de grands espaces. Cela ne va pas sans poser de problèmes, de nature sociale. Déjà, vers la fin des années trente, sous prétexte de reboisement, l'Etat portugais avait privé les paysans pauvres de terrains de parcours communaux et hâté leur prolétarianisation. Désormais des problèmes de nature écologique sont venus s'ajouter aux problèmes sociaux avec les risques de dégradation des sols provoqués par les plantations d'eucalyptus ou les dangers d'incendie des boisements de résineux.

La stagnation d'un vieux système agraire.

L'agriculture portugaise apparaît en première approximation comme un ensemble archaïque qui s'est mis en place au cours d'une très longue histoire et dont les éléments les plus anciens gardent une présence inébranlable. Ce système n'est pas aussi rigide qu'il y paraît et présente une capacité remarquable d'intégration des innovations qui viennent enrichir le vieux complexe agraire. Il n'en demeure pas moins s'être trouvé à l'écart des transformations considérables qui affectèrent les agricultures européennes au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle et ses résultats d'ensemble trahissent une exceptionnelle stagnation. Avant d'analyser la crise qui l'a frappée au cours de ces dernières décennies, je tenterai de rappeler d'où vient l'agriculture portugaise.

On sait que le Portugal n'est pas une simple bordure océanique de la Péninsule Ibérique mais qu'il participe de tous les aspects de ce grand ensemble, tant du point de vue physique que culturel. A cet égard on relève trois grandes aires de civilisation agraire au Portugal qui correspondent d'ailleurs à l'utilisation de trois types d'aires différents. Je n'ai retenu que l'aire du nord ouest qui est celle qui rassemble depuis toujours la population la plus nombreuse et dont l'influence s'est le plus largement répandue, y compris outre mer. Elle se caractérise par la dispersion de l'habitat, le morcellement des exploitations et des parcelles jusqu'à un degré extrême et par la pratique d'une polyculture dominée par l'élevage des bovins et la culture du maïs. Un tel système a nourri des densités de population très élevées conduisant souvent les cadets de famille à s'exiler. Il convient de rappeler qu'il s'agit d'une région en partie montagneuse qui, à l'exception d'une brève sécheresse d'été, reçoit des précipitations très abondantes favorisant l'extension d'une forêt à feuilles caduques dans laquelle dominent les châtaigniers.

Il existe bien une corrélation entre le climat et ce paysage agreste et verdoyant mais l'erreur serait d'y voir un simple rapport de cause à effet. Ces paysages sont l'expression d'influences culturelles septentrionales qui l'emportèrent d'abord sur celles de la Méditerranée avant de les intégrer. On peut essayer de reconstituer la mise en place millénaire d'un paysage et d'un système agraire à la fois complexe et souple à partir de quelques éléments rassemblés par les érudits portugais.

La mise en place du système agraire du nord-ouest.

La civilisation des castros.

Tant dans le Minho que dans la Galice voisine, on se trouve donc en présence d'un "vieux complexe agraire" (A.Bouhier, 1979) fait de normes et de contraintes dont certaines remontent peut être au néolithique. En ce domaine, les travaux d'ethnologie et d'anthropologie sociale ainsi que ceux des historiens et préhistoriens sont à l'origine de nos connaissances, malheureusement encore très fragmentaires et fragiles.

On y relève notamment les vestiges de plusieurs milliers de villages fortifiés qui portent le nom de castros ou, pour les plus importants, de citânias. Leur fonction défensive rend compte de leur localisation sur des points d'observation plus ou moins perchés mais ils ne se situent pas pour autant de manière préférentielle dans les montagnes comme on l'a souvent affirmé et présentent même souvent des rapports avec l'habitat actuel. On ne peut toutefois se prononcer avec certitude sur leur origine, datée peut être du bronze. Ils témoignent tout au moins de l'ancienneté, de l'étendue et de l'importance du peuplement du nord-ouest de la Péninsule Ibérique et, plus spécialement du nord-ouest du Portugal.

Les écrivains latins ont d'ailleurs décrit leurs habitants qui buvaient la cervoise ou le cidre, consommaient du lard, des châtaignes et des glands et dont les habitudes alimentaires témoignaient donc d'influences de civilisations non méditerranéennes. L'élevage des bovins, l'utilisation des landes pour la litière du bétail, la cueillette des châtaignes, peut être aussi une petite culture du millet pourraient, dès cette époque lointaine, préfigurer la polyculture actuelle. Ces influences seront sans doute encore confirmées au moment des grandes invasions et, notamment, à la suite de l'établissement du royaume Suève qui apporta peut être aussi des éléments nordiques de civilisation agraire comme ce fut peut être le cas pour la culture de l'épeautre et l'usage de l'aire quadrangulaire.

Les effets de la colonisation romaine.

La conquête romaine fut, comme on le sait, longue et difficile et ce n'est qu'à la fin du premier siècle av.J.C., à l'issue des campagnes de César puis de celles d'Octave, qu'elle put être considérée comme terminée. Fut-elle à l'origine d'une mutation décisive comme on l'a si souvent avancé? Le blé, l'olivier et la vigne, ces "Dieux Nouveaux" chantés par Miguel Torga suivirent vraisemblablement les colons romains et les conditions climatiques en permirent l'acclimatation. En outre, la mise en place d'un réseau de circulation en rapport avec l'exploitation minière et le thermalisme a sans doute favorisé l'implantation de *villae* dans les vallées jusque là encore peu défrichées. Dans ces régions où la trilogie méditerranéenne était proche de ses limites climatiques, on ne pouvait espérer obtenir, il est vrai, les excellents résultats des latifundia de la colonie Pax Julia (Beja) au sud du Tage. L'emprise agricole romaine dans le nord-ouest du Portugal actuel s'en trouva probablement limitée. Quant au vieux système agraire il ne fut modifié que de façon progressive. Le changement essentiel porta sur l'habitat dont la dispersion, élément essentiel des paysages actuels, semble s'être mise en place alors. Le phénomène peut être aussi bien rapporté à la paix romaine rendant possible le défrichement des vallées qu'à la parcellation des *villae* au profit des paysans libres. Il est attestée par une toponymie latine ou germanique.

Dés ce moment les sociétés rurales mettaient à profit toutes les potentialités en rapport avec un climat à la fois humide et chaud, susceptible de convenir à un large éventail de plantes. La polyculture s'était enrichie d'un grand nombre de plantes méridionales parmi lesquelles la vigne, dressée le long des arbres des closeries afin d'en économiser l'espace; dont le vin vert rouge devint la boisson paysanne par excellence. Les prés des fonds de vallées destinés à la nourriture des bovins étaient abondamment arrosés durant l'hiver par le biais d'un réseau de rigoles afin de favoriser la pousse de l'herbe et, sans doute aussi, fertiliser le sol.

L'intégration des plantes américaines dans le système de culture

Une grande mutation de portée considérable devait se produire avec l'introduction des plantes américaines, notamment, du maïs. Introduit d'abord semble-t-il en Andalousie, le maïs pénétra au Portugal une trentaine d'années après la découverte de l'Amérique. Cette graminée, améliorée par les civilisations indiennes précolombiennes, permettait déjà de nourrir de très fortes densités de population. Elle trouva dans le Minho et le sud-ouest de la Galice la chaleur qu'elle nécessitait. Elle allait aussi bénéficier de l'irrigation des prés qu'il suffisait de prolonger jusqu'au début de l'été, des terres bien fumées et d'une main d'oeuvre abondante pour assurer les nombreuses façons culturales d'une plante

exigeante. Le maïs prit ainsi la place du millet jusque là cultivé en sec et en garda d'ailleurs le nom suivi d'un augmentatif. Le dénombrement des feux organisé en 1527 indique déjà des densités entre Douro et Minho proches de 40 hab./km². Compte tenu des ressources de l'époque il s'agissait d'une limite qui ne pouvait guère être dépassée dans les conditions techniques de l'époque. Le maïs allait non seulement répondre aux besoins alimentaires d'une population aussi nombreuse mais encore en permettre un accroissement démographique considérable. Les cartes tirées du cadastre de La Ensenada pour la région voisine galicienne montrent, en effet, une étroite relation, en 1752, entre les régions de culture du maïs et celles où les densités dépassent 100 habitants par km² ce qui était énorme pour l'époque. (A. Bouhier 1979). Consommé principalement sous forme de pain, le maïs allait nourrir un des plus importants foyers de peuplement et d'émigration d'Europe tandis que sa progression allait se poursuivre encore, le long des vallées, jusqu'au XIX^{ème} siècle.

La dernière en date des mutations.

Les régions dont il est question et qui ont donc une très ancienne tradition d'élevage bovin, se sont spécialisées récemment dans l'activité laitière. Cette orientation s'est produite dans le cadre du système millénaire que l'on vient de décrire sans pour autant en compromettre l'équilibre ou en détruire l'expression paysagère. Elle a affecté principalement les petites exploitations, pourtant réputées non susceptibles de modernisation. Cette évolution fut tardive si on la compare à la région cantabrique où elle s'est amorcée dès la fin du XIX^{ème} siècle. On aura l'occasion d'examiner de plus près cette ultime mutation à l'occasion de l'examen de la crise de l'agriculture portugaise.

Bilan de la crise de l'agriculture portugaise

Bien que particulièrement grave la crise n'a pas affecté pour autant toutes les branches de l'agriculture; certaines, comme le secteur laitier, ont même connu un essor remarquable c'est à dire celle qui concerne le plus les petites exploitations familiales. Les effets de la crise tiennent davantage à celle qui a touché une autre forme d'agriculture liée aux grands domaines céréaliers de l'Alentejo.

Gravité de la crise et ses raisons.

Jusqu'aux années 60, l'agriculture portugaise jouait dans l'économie nationale un triple rôle:

1-avec plus de 42 % des actifs en 1960, elle assurait la reproduction de la force de travail fournissant une main d'oeuvre abondante, docile et bon marché;

2-elle assurait en outre, comme ce fut le cas en Espagne d'ailleurs, le financement des autres secteurs d'activité alors qu'elle était elle-même un secteur très faiblement capitalisée;

3-elle assurait enfin une alimentation bon marché grâce au blocage du prix des denrées de première nécessité qui permettait le maintien de bas salaires, avantage comparatif certain du Portugal dans la division internationale du travail.

Malgré d'évidentes faiblesses telles que de très bas rendements, une très faible productivité du travail, une production insuffisante dans de nombreux domaines (blé, sucre, cultures industrielles en général), le système fonctionnait dans la perspective de développement qui était celle du régime corporatiste de l'Etat Nouveau. Ces faiblesses étaient d'ailleurs compensées (déséquilibre de la balance des paiements, insuffisance de certaines productions) par l'exploitation des territoires coloniaux.

Le système concernait, il est vrai, deux ensembles très différents dont on peut considérer, très grossièrement, que le Tage les séparait. Au Nord et aussi sur le littoral de l'Algarve dans le Midi, prédominait et prédomine toujours d'ailleurs, une agriculture familiale pratiquée dans le cadre de petites et très petites exploitations aux parcelles le plus souvent dispersées dont on a analysé plus haut l'évolution pour la région du nord-ouest du Portugal.

Cette situation ne veut pas dire pour autant absence de grandes et moyennes propriétés au sein de l'aire d'agriculture familiale et encore moins absence de rente foncière compte tenu de la prédominance du métayage. Mais la pénétration de l'économie de marché y fut lente et longtemps incomplète. D'ailleurs, on l'a vu, l'agriculture familiale n'obéit pas précisément aux lois du marché; on y recherche avant tout à réaliser le plein emploi de la main d'oeuvre familiale y compris lorsque le taux de rémunération est presque nul. L'intensification par l'investissement-travail explique d'ailleurs la concentration dans le nord-ouest des deux tiers des terres irriguées du Portugal qui ne se trouvent donc pas, comme on pourrait le penser, dans les régions les plus sèches mais, au contraire, dans les plus arrosées.

Au sud du Tage, par contre, une agriculture extensive, en voie rapide de mécanisation, produisait pour le marché dans le cadre de très grandes exploitations à main d'oeuvre salariée. Selon le recensement agricole de 1979, les exploitations agricoles de plus de 500 hectares qui n'étaient qu'un peu plus d'un millier pour tout le Portugal continental couvraient cependant un tiers de la superficie totale exploitée par les particuliers. La quasi totalité se trouvait en Alentejo et sur ses bordures, immense région couvrant plus de 40 % de la superficie du Portugal. Longtemps les aides diverses et, surtout, le soutien du prix du blé, les bas salaires enfin distribués à la tâche et non garantis à l'année permirent aux exploitants, souvent confondus avec les propriétaires, de réaliser d'importants bénéfices où rente foncière et profits se confondaient.

Toutefois, l'exode rural massif qui s'amorce à la fin des années 50 puis, quelques années plus tard, le choix du gouvernement de ne plus soutenir les cours du blé, entraînèrent un grippage du système qui ne put faire face à la diversification et à l'accroissement de la demande alimentaire nationale et ne s'intensifia que sur les meilleures terres. L'agriculture portugaise des grands domaines, en dépit d'une mécanisation notable, apparut alors comme un secteur archaïque du point de vue social, très faiblement capitalisé, aux rendements dérisoires et où un exode rural brutal des plus jeunes provoqua un vieillissement de la population des villages et un dépeuplement des "montes", sièges des grandes exploitations dont certains avaient été de véritables hameaux. La seule alternative proposée au latifundium y était la plantation d'eucalyptus ou l'abandon de toute agriculture en dehors des quelques aires de terres noires fertiles.

Une exception: le secteur laitier.

La crise de l'agriculture portugaise, en dépit de sa gravité, n'a pas affecté toutes les branches, certaines, telle que les vignobles, ont conservé leurs positions et la création récente de nouvelles régions d'appellation contrôlée (DOC) a porté leur nombre à dix auxquelles s'ajoutent 31 de provenance réglementée (IPR); d'autres branches, tel que le secteur laitier ont même progressé. Ce dernier exemple est d'autant plus remarquable qu'il concerne de petites et de très petites exploitations incluses dans le vieux système agraire du nord-ouest qui, loin d'en être affecté, y a retrouvé un regain de vigueur et que cet essor fut amorcé avant même la seconde guerre mondiale.

A l'origine du développement de la production laitière au Portugal s'est trouvée, en effet, la volonté de l'Etat Nouveau, de lutter contre la tuberculose dont le lait fut longtemps un des vecteurs, d'assurer le ravitaillement des villes et, enfin, de mener la politique de substitution des importations par des productions nationales qui était alors pratiquée dans le secteur industriel. Le gouvernement mena cette politique grâce à des aides aux producteurs et à la création de coopératives laitières. Ces dernières relevaient moins, il est vrai, d'un esprit coopérativiste que corporatiste, conformément à l'idéologie ultra conservatrice du régime et le soutien de l'Etat avait été conçu pour favoriser les grandes exploitations. Mais les petits paysans surent tirer profit d'un système qui, en principe, ne les concernait pas. En 1955, 41 % du lait du Portugal continental était collecté par des coopératives et, cinq ans plus tard, on ne recensait pas moins de 111 coopératives laitières. C'est à l'une de ces dernières que l'on doit l'installation du premier poste de traite mécanique au Portugal, à Oliveira de Azemais, en 1967. Enfin et surtout, à partir de 1974 et de la Révolution des œillets, ces coopératives se sont démocratisées, renforcées et multipliées. La confiance et l'adhésion des petits exploitants fut alors complète et les coopératives laitières ne tardèrent pas à jouer un rôle essentiel dans la

modernisation du monde rural. Cela ne porta pas seulement sur la production laitière: extension des centres de traite mécanique, introduction du maïs hybride, extension des pratiques d'ensilage du fourrage en tranchées, sélection du bétail, insémination artificielle, etc. Le rôle de mentor des coopératives s'est étendu aussi à d'autres productions et même aux domaines de l'information économique au moyen de la presse spécialisée. Regroupées souvent en de puissantes unions de coopératives, elles forment une fédération nationale qui constitue un interlocuteur de poids face aux pouvoirs publics et se comporte, de fait, comme un groupe de pression.

En 1981 près des trois-quart du lait collecté au Portugal continental (les Açores représentent également une grande région de production) provenait de la région littorale allant de la frontière luso-espagnole, au nord, aux approches de l'agglomération lisboète, au sud. Dans cette aire caractérisée par la prépondérance des petites et très petites exploitations, 96 % des producteurs avaient alors moins de six vaches. Autant dire que la modernisation et l'augmentation de la production portèrent avant tout sur de minuscules exploitations tenues pour non viables par nombre d'économistes ruraux.

C'est au succès de l'économie laitière auprès des petites exploitations que l'on doit l'accroissement, entre 1960 et 1982, de l'effectif des vaches laitières du Portugal continental qui doubla tandis que la production de lait triplait. La production de lait assure, en effet, l'emploi de la main d'oeuvre familiale et la rémunère de façon régulière. D'ordinaire, les exploitations se dotent d'étables avec une fosse pour récupérer le purin. L'ensilage en tranchées du maïs vert progresse depuis 1980 et les vaches croisées de frisonnes deviennent de bonnes laitières même si elles sont encore quelquefois attelées à de petites voitures! Quant aux salles de traite avec réservoirs réfrigérés, elles sont le plus souvent collectives et situées généralement, dans la région d'Aveiro par exemple, à moins de 500 mètres de l'exploitation la plus éloignée. On y affiche les résultats obtenus, on les discute dans le cadre d'une véritable émulation, on y échange les nouvelles comme autrefois autour du puits. L'essor est tel que bien des émigrés n'ont pas hésité à y investir leurs économies, semblant indiquer que ce n'est pas l'émigration en elle même qui est à l'origine d'un conservatisme frileux mais bien le contexte général de l'économie qui joue un rôle déterminant.

Dans ce processus, l'espace tend à être polarisé par les sièges des coopératives, généralement en pleine campagne et dotées le plus souvent d'un magasin coopératif de vente de denrées alimentaires mais aussi d'intrants agricoles réservé aux adhérents. Certaines se sont dotées de pages hebdomadaires dans le journal local qui sont alors soigneusement mises de côté pour être lues, "car c'est cela qui nous intéresse". Des différenciations s'opèrent cependant entre coopératives en rapport avec les coûts de ramassage, liés à l'étendue

des circuits, eux mêmes en rapport avec des conditions du milieu physique; d'où des rapports entre ce dernier et l'évolution des paysages qui n'ont rien de déterministes mais qu'il serait assez niais de récuser. D'autres facteurs interviennent aussi dans la formation d'une nouvelle ordonnance des paysages et notamment l'électrification nécessaire à la bonne marche des postes de traite mécanique. Mais il serait erroné également de mettre en rapport les deux phénomènes d'une façon simple. L'électrification ne suffit pas, c'est sa qualité qui compte et les communes affectées fréquemment de coupures de courant se trouvent pour cette raison dans l'impossibilité de se doter de salles de traite mécanique. On retiendra finalement la capacité exceptionnelle des petits paysans à se maintenir, non seulement par le biais bien connu de la pluralité des ressources mais aussi par le recours à la modernisation de leurs minuscules exploitations agricoles.

Le seul danger, on l'aura deviné, est en rapport avec l'intégration européenne et l'obligation non seulement de limiter, à terme, la production laitière mais de baisser le prix du lait et de cesser de le soutenir, nous y reviendrons.

Les agricultures portugaises.

Comme partout en Europe on ne peut parler d'une seule mais bien de plusieurs agricultures. Au Portugal, on l'a vu, l'agriculture familiale domine et, si elle ne représente que la moitié environ de la superficie agricole utile, elle faisait vivre encore en 1979, selon le recensement agricole, 95 % des actifs employés dans l'agriculture. La grande agriculture capitaliste, localisée principalement en Alentejo, n'en garde pas moins de l'importance et constitue l'autre face de la situation du Portugal dans le domaine agraire.

L'agriculture familiale.

Cette agriculture est définie par la prédominance du travail familial au sein des exploitations mais elle revêt des aspects divers selon la nature et le degré de son insertion dans l'économie de marché de telle sorte qu'elle est elle même plurielle. L'agriculture familiale participe à l'économie de marché par la production de denrées: en 1979, elle fournissait 67 % de la valeur ajoutée brute de toute l'agriculture portugaise. Elle contribue également, notamment dans le nord-ouest du pays où subsistent des réserves de main d'oeuvre, à fournir la force de travail que demandent les industries. A cet égard, l'articulation à l'économie de marché comporte un aspect spécifique dans la mesure où une partie, souvent majoritaire, des ressources de la famille sont extérieures à l'exploitation agricole qui lui sert d'assise.

Les grandes catégories d'exploitations familiales.

On s'est appuyé, pour leur classification, sur les analyses réalisées par Fernando Baptista à partir du recensement agricole de 1979. On peut distinguer trois grandes catégories selon la nature prédominante de leur rattachement à l'économie de marché.

Les exploitations qui fournissent l'essentiel des ressources de la famille et qui sont généralement les plus grandes et les mieux équipées et sur lesquelles tous les membres de la famille trouvent à s'employer dépendent, en premier lieu, du marché des produits agricoles.

Les autres exploitations agricoles ne fournissent qu'une part mineure des ressources familiales. Ces dernières proviennent majoritairement de l'extérieur, soit sous forme de revenus du travail, soit sous forme d'autres ressources, pensions notamment, pour les plus âgés. Ces deux derniers types d'exploitations familiales dépendent respectivement du marché du travail et des flux monétaires.

Les trois grands types d'exploitations dans l'agriculture portugaise continentale (recensement de 1979) (en % du total des exploitations familiales)

Prov. majorité ressources	Application du travail	Nombre	Etendue	SAU	VAB	Actifs
Exploitation	Exploitation	40	69	71	63	41
Hors expl.	Exploitation	15	9	8	8	10
Hors expl.	Hors expl.	45	22	21	29	49

(d'après Fernando Oliveira Baptista)

L'appréciation des dynamiques

Du point de vue des dimensions, il s'agit de petites voire de très petites exploitations : 4 ha en moyenne pour la première catégorie du tableau, à peine plus de 1 ha pour les deux autres. L'ensemble fut condamné sans appel par les économistes, quelle que soit leur tendance idéologique. La petite exploitation devait être rapidement écrasée par la grande, elle était dépourvue de toute viabilité économique. Ces prédictions se sont effectivement réalisées dans les domaines de productions bien maîtrisées comme celles de la plupart des céréales dans lesquelles jouent à plein les économies d'échelle et où les petites et même les moyennes exploitations ont très vite quitté la scène.

Mais ce ne fut pas pour autant le cas général. Les économies d'échelle ne jouent pas, en effet, dans toutes les branches du travail agricole et peuvent même, dans le cas de systèmes de production

complexes, aboutir à des effets inverses au-delà d'une certaine limite. Par ailleurs, de nouvelles formes de travail ont permis le recours à des technologies modernes extérieures à l'exploitation agricole (labour, récolte ou autres services effectués par des entreprises foraines ou équipements collectifs mis en place par les coopératives). Enfin, l'Etat mène ou a mené une politique agricole de prix garantis qui compensent parfois l'infériorité économique des petites exploitations. Ces dernières ont, de fait, montré au Portugal une particulière aptitude à s'adapter aux conditions technologiques ou démographiques nouvelles et ont fait preuve d'une plasticité remarquable. C'est là un phénomène que l'on retrouve dans d'autres Etats méditerranéens de l'Europe, en Grèce et en Italie notamment bien que sous d'autres modalités du point de vue économique.

C'est dans le domaine économique que réside peut être la raison de cette adaptation. On sait que le profit n'est pas le seul moteur de l'agriculture familiale et que l'essentiel y concerne plutôt la stratégie de l'emploi de la force de travail disponible y compris celle qui n'a aucune chance de trouver une alternative d'emploi à l'extérieur de l'exploitation. C'est le cas des très petites exploitations pour lesquelles le prix trop élevé de la terre, dû en bonne partie aux achats des émigrés, ne permet pas l'extension de la surface et dont toute la dynamique dépend donc des revenus hors exploitation agricole (industrie, construction, services divers). Dans ce cas les personnes concernées finissent par perdre leur identité professionnelle d'agriculteurs et une partie de leurs habitudes paysannes en conservant toutefois un certain lien avec la terre qui apparaît alors comme une spécificité de la société portugaise.

Les exploitations familiales dont la fonction de production agricole demeure essentielle et dont la dimension moyenne, plus élevée, se situe généralement autour de 5 ha sont d'une grande diversité quant aux systèmes agricoles auxquels elles se rattachent et certaines sont particulièrement bien placées sur le marché des productions. Elles n'en sont pas moins très influencées également par le marché du travail sur lequel se placent les membres de la famille qui peuvent le mieux en tirer parti tandis que des efforts sont faits parallèlement pour accroître la productivité du travail sur l'exploitation elle-même.

Quant aux exploitations familiales qui dépendent avant tout des flux monétaires, elles se caractérisent à la fois par leur très petite taille, l'étendue réduite du noyau familial et l'âge avancé des chefs d'exploitation dont près des deux-tiers ont plus de 65 ans. Leur maintien se trouve lié à l'application de mesures de protection sociale de la part de l'Etat qui peut y trouver également une certaine marge de manoeuvre dans le cadre d'une réforme des structures foncières par trop morcelées.

Les perspectives d'évolution.

L'agriculture portugaise échappe moins que d'autres à une intégration dans le cadre du marché mondial. Elle y est d'autant plus sensible qu'elle fut plus longtemps protégée. L'adhésion à la Communauté Economique Européenne à partir du 1er janvier 1986 impliquait, il est vrai, cette évolution sous forme d'une série de mesures échelonnées sur une période de dix ans afin d'assurer une prudente transition. Le faible degré de spécialisation et la prédominance des productions dites continentales telles que les produits laitiers, exposaient en effet le Portugal, davantage que l'Espagne voisine, à subir de rudes contrecoups.

Or, entre temps, la situation s'est encore aggravée. Non seulement la période de transition tire à sa fin mais la politique agricole commune a profondément évolué sous l'influence conjointe d'une saturation du marché européen et de la pression des Etats-Unis.

L'agriculture familiale portugaise peut s'adapter par l'augmentation de la part de main d'oeuvre employée à l'extérieur des exploitations agricoles. Elle trouvait jusqu'à présent, depuis le début des années 70 notamment, un exutoire national dans les industries de la confection et des chaussures pour lesquelles le Portugal conservait un avantage comparatif lié au bon marché de la main d'oeuvre qui lui permettait de rivaliser avec les pays d'Extrême Orient. Malheureusement, les derniers développements en matières d'accords internationaux sur les industries textiles furent défavorables au Portugal. Aussi, aux lourdes menaces qui pèsent sur les marchés des produits agricoles sont venues s'ajouter celles qui portent sur le marché du travail. Une telle situation risque d'affecter sérieusement l'agriculture familiale et peut être aussi de stimuler à nouveau l'émigration hors des frontières. A défaut d'aides de l'Etat ou en provenance des organismes communautaires, seule une minorité d'exploitations familiales peut espérer un renforcement là où un tissu industriel solide leur permet encore de valoriser leur force de travail.

La grande agriculture capitaliste.

C'est en gros au sud du Tage, l'Algarve littoral excepté, que l'agriculture portugaise est dominée par de grandes exploitations à main d'oeuvre salariée. Elles furent longtemps exclusivement orientées vers la culture du blé dont le prix était soutenu par l'Etat afin d'assurer ce que l'on appelait autrefois "le pain politique", destiné à une main d'oeuvre industrielle sous-payée. A partir du moment où ce soutien fit défaut, dans le courant des années 60, cette agriculture évolua d'autant plus rapidement que se faisaient sentir également les effets de l'exode rural vers Lisbonne et Sétubal. La mécanisation, remplaça et marginalisa la

main d'oeuvre occasionnelle misérable qui n'en demeurait pas moins majoritaire dans la population active. Le gouvernement, à l'exemple de l'Espagne voisine, tenta d'étendre l'agriculture irriguée avec le lancement du plan de l'Alentejo tandis que, sur les terres sèches aux potentialités les plus faibles les plantations d'eucalyptus, les réserves de chasse ou l'abandon pur et simple devenaient les seules alternatives à la crise de l'agriculture latifundiaire. Sur les meilleures terres, il est vrai peu étendues dans cette région, les vertisols de la région de Beja par exemple, la modernisation de l'agriculture aboutit à la formation d'une classe de grands fermiers qui contrôla rapidement les organismes corporatifs locaux. Mais les cultures industrielles telles que le coton, la betterave à sucre ou les oléagineux annuels, concurrencés par les denrées coloniales importées à bas prix, ne trouvèrent pas de place dans les assolements. Les cultures irriguées elles mêmes, faute de marché se limitèrent à la culture traditionnelle du riz ou à celle des tomates. Les effets de modernisation induits en Espagne au même moment par des cultures nouvelles ne purent avoir lieu. Enfin, en dépit d'un faible peuplement et d'un fort exode rural, cette région méridionale, dépourvue d'industries et de services et n'offrant donc pas d'autres horizons de travail en dehors de l'agriculture, demeurait encore en partie touchée par le chômage saisonnier des hommes et celui, chronique, des femmes.

Le problème social y gardait donc une dimension importante d'autant plus qu'existait une forte conscience de classe chez les ouvriers agricoles, aux trois quarts occasionnels et une tradition anarcho-syndicaliste de luttes ouvrières profondément enracinée et relayée par une résistante active du parti communiste portugais au régime en place.

Cependant, au lendemain du 25 avril 1974, les gouvernements portugais se préoccupèrent davantage de la situation dans les campagnes septentrionales et des problèmes propres à l'agriculture familiale. Calmement et après consultation des intéressés et de longs débats, une importante réforme des baux ruraux fut élaborée et promulguée le 15 avril 1975.

Elle mettait fin à de nombreux abus et, notamment aux sous-locations et à la pratique des contrats non écrits. Par contre, les campagnes méridionales ne firent l'objet d'aucune mesure. Il est significatif à cet égard que les tenanciers précaires, la durée d'une récolte, appelés pour cette raison *seareiros* (seara = récolte), caractéristiques de l'Alentejo et dont la majorité étaient de petits paysans, furent oubliés par la loi sur les baux ruraux. Au demeurant cette loi devait se heurter, dans le nord du pays, à l'obstruction des notables locaux qui en empêchèrent généralement l'application. Les partis politiques étaient pourtant tous tombés d'accord sur la nécessité d'entreprendre une réforme agraire mais ils ne s'accordaient pas sur son contenu. Pour la plupart il s'agissait de supprimer des archaïsmes structuraux telle que la grande propriété latifundiaire afin de permettre le

développement des forces productives. Pour le parti communiste et son allié M.D.P.-C.D.E. qui avaient été les fers de lance de la résistance au fascisme, il s'agissait surtout d'ouvrir une brèche dans le système capitaliste qui pouvait s'avérer être la première étape de son démantèlement dans tout le Portugal.

Ce furent les travailleurs agricoles qui prirent l'initiative. Les syndicats de travailleurs agricoles obtinrent très rapidement la signature de conventions collectives paritaires qui assurèrent à la fois de meilleurs salaires et la garantie du travail. C'était un immense progrès, une amélioration du sort des déshérités qui restait encore modeste mais dont le poids s'avéra vite trop lourd pour des exploitations extensives et intolérable pour une bourgeoisie agraire accoutumée à une domination sans partage. Une partie des propriétaires renonça donc très vite à cultiver leurs terres et tentèrent parfois de réaliser leurs biens (vente du cheptel vif et mort notamment). Cette attitude fut perçue par les ouvriers agricoles comme une tentative de décapitalisation et c'est au nom de la protection de leur outil de travail que quelques entrepreneurs de labours auxquels finirent par se joindre quelques journaliers commencèrent dès la fin de l'année 1974 à occuper des terres. L'arrivée au pouvoir, en mars 1975, d'un gouvernement progressiste et la publication, dès le 15 avril des grandes lignes de la réforme agraire projetée, entraîna une extension du mouvement d'occupations de terres par les ouvriers. Bien que limitée à quelques milliers d'hectares (environ 10 % des terres légalement concernées) et déconseillée par le parti communiste, elle n'en incita pas moins le gouvernement à précipiter les mesures d'expropriation qui furent promulguées à la fin du mois de juillet. Elles se caractérisèrent à la fois par leur rigueur d'application et par leur modération d'inspiration. Les propriétaires ou fermiers qui n'avaient que la terre pour seule ressource et qui pouvaient prouver qu'ils n'étaient pas absentéistes, se voyaient garantir une réserve de l'ordre d'un demi-millier d'hectares en terres sèches.

C'est plutôt dans la part qu'y prirent les intéressés que la réforme agraire fut révolutionnaire. Ils innovèrent par l'organisation de nouvelles unités de production, de l'ordre de plusieurs milliers d'hectares, dont la gestion était assurée par les ouvriers agricoles. Le plus souvent ces unités collectives de production correspondaient à un village déterminé qui se voyait ainsi pourvu de l'assise territoriale qui lui avait toujours manqué et qui passait en quelque sorte du stade de camp de main d'oeuvre à celui de centre de mise en valeur des terres environnantes. Il s'agissait d'un véritable mouvement de collectivisation qui rassembla en 1976 plus d'un million d'hectares répartis entre un demi-millier de nouvelles unités de production. Le processus d'expropriation fut mis en route par l'Etat qui demeurait le propriétaire éminent, les nouvelles unités de production n'ayant que l'usufruit. Ce mouvement est allé bien au delà d'une simple mesure foncière et fut complété par l'action des

municipalités mettant en place localement crèches, postes médicaux, centres culturels, magasins coopératifs, etc.

Cette situation remarquable changea vraiment le sort des 70.000 ouvriers directement concernés et de leurs familles, et s'accompagna d'un espoir et d'un enthousiasme qui auraient pu jouer un rôle décisif dans le développement d'une région dont l'étendue représentait les deux-cinquièmes de la superficie du Portugal et où la mécanisation était la plus aisée à mettre en oeuvre.

Les responsables politiques socialistes n'en eurent pas conscience à la fois par ignorance de la situation de l'agriculture chez des citoyens exilés durant de longues années et par hostilité à l'égard du parti communiste portugais dont la plupart avaient été membres un certain temps. Pour eux la réforme agraire était un des moyens du parti communiste portugais de s'emparer du pouvoir et, de fait, la réforme agraire devint un drapeau politique dont l'enjeu peut sembler disproportionné à son importance économique. La lutte entre les deux partis et l'acharnement du parti socialiste devait avoir raison du système original qui avait été mis en place. Quinze ans plus tard il ne restait plus grand chose des grandes unités collectives de production. Le discrédit mondial de l'idéologie communiste et les difficultés de l'agriculture moderne devaient contribuer encore à en hâter la disparition. A cette date seuls en subsistent encore quelques rares vestiges mais aucune solution alternative n'a encore été mise en place. Sur ce qui fut un champ de bataille, relativement pacifique il est vrai, on peut mesurer les effets d'un libéralisme économique débridé et de l'insondable déficit d'utopie qui caractérisent notre époque.

Conclusion.

On ne peut faire le tour en quelques pages de l'agriculture portugaise tant à cause de la complexité des systèmes agricoles que de leur extraordinaire variété. Retenons seulement son caractère exemplaire en dépit de son faible poids économique. L'agriculture portugaise peut disparaître sans que le potentiel agricole de la Communauté Economique Européenne en soit affecté le moins du monde mais ce qui s'est passé et ce qui se passe encore dans les campagnes portugaises à une portée considérable qui dépasse son propre objet et permet de mieux comprendre l'évolution actuelle des petites exploitations agricoles familiales en Europe et plus particulièrement en milieu méditerranéen. A cet égard l'agriculture portugaise constitue une sorte de modèle. Par ailleurs, dans le cadre des grands domaines extensifs d'Alentejo, elle a fait l'objet d'une expérience révolutionnaire, unique au monde par le rôle moteur qu'y jouèrent les intéressés et qui, historiquement, constitue une remarquable tentative de répondre aux défis économiques et sociaux qui se posaient encore en Europe

méridionale au milieu des années 70. Mal vus des modélisateurs de l'espace, les cas d'exception sont au contraire, pour ceux qui s'attachent à l'histoire des territoires, les moments propices où se révèlent des tendances et des processus jusque là indiscernables, des instants de découverte au sens que ce terme prend quand la mer se retire et découvre ce qui était jusque là caché.

Marseille-Luminy
U.RA 906, CNRS

LA "DÉPROLÉTARIISATION" DE LA RÉFORME AGRAIRE

Pedro HESPANHA

Introduction

Un des événements qui marque le plus profondément la période qui suit la Révolution des œillets du 25 Avril 1974 est sans conteste la Réforme Agraire. Inaugurée par l'occupation de vastes domaines latifondiaires du sud du pays par les ouvriers agricoles, sous la timide tutelle d'un Etat complètement à la dérive et débordé par les événements, elle a connu une évolution rapide pour devenir un sujet de controverses politiques et idéologiques animées. A partir de 1977, toutefois, avec le rétablissement de l'Etat, et l'hégémonie croissante de forces sociales cherchant à instaurer le modèle politique et économique du capitalisme européen, l'orientation politique va de plus en plus dans le sens de la limitation de la portée de la Réforme Agraire, et de la résorption des mutations intervenues.

Cet article traite de ce revirement et de la tentative d'imposer un nouveau modèle de Réforme Agraire, différent de celui que les classes populaires avaient imposé.

Un des points cruciaux de la controverse est l'absence dans le processus de la Réforme Agraire, de la petite paysannerie aussi bien comme participant aux luttes, aux côtés du prolétariat rural, pour le contrôle de la terre que comme bénéficiaire de la politique de redistribution des terres expropriées.

Comme le mouvement de Réforme Agraire est né au Portugal en dehors de l'appareil d'Etat et sans projet sociétal défini à l'avance, la non-participation de la classe paysanne ne peut se comprendre que par

une analyse fine du processus historique qui a conduit à une Réforme Agraire essentiellement prolétarienne.

Je n'aborderai ici qu'un des aspects les moins étudiés de cette problématique : celui des tentatives du pouvoir politique pour réorienter la Réforme dans le sens de l'intégration de la paysannerie, grâce à une politique de distribution de terre aux petits agriculteurs. La philosophie et surtout les moyens d'application de cette politique concrètement engagée à partir de 1980, ont suscité une ardente polémique. Son évaluation rigoureuse, ne dispense en rien de mesurer sur le terrain son impact sur la recomposition des structures sociales.

L'analyse de la politique de distribution de terres ne se limite dès lors pas à une critique des intentions des agents historiques qui l'ont conçue ou exécutée, ni au bilan des effets par rapport aux résultats attendus. L'action de l'Etat dans un milieu social très marqué par les conflits relatifs à la propriété foncière a suscité des réactions et des conduites qu'il importe aussi d'étudier. Dans ces réponses se recoupent en particulier deux ordres de faits : l'histoire locale de la communauté villageoise (pouvoir et alliances, travail et moyens de subsistance), et la biographique des individus et des familles, acteurs, destinataires et sujets de la redistribution foncière.

Si l'histoire individuelle montre que des individus de même statut social, peuvent recevoir différemment les propositions de l'Etat, l'histoire sociale, passée ou récente, de la communauté montre, de son côté, comment l'identité groupale s'est formée ou perdue et comment sont apparues différentes alternatives qui expliquent la diversité des évolutions individuelles.

Je commencerai par rappeler schématiquement l'environnement institutionnel du débat sur la participation de la classe paysanne à la Réforme Agraire, d'où la politique de distribution de terres s'est dégagée. Puis, à partir d'une étude de cas menée dans un village du sud du Portugal engagé dans la Réforme Agraire, et plus tard dans le processus de distribution, j'analyserai les conditions réelles de mise en œuvre sur le terrain de cette politique. Je me référerai à un ensemble d'enquêtes, les unes, plus étoffées, concernant l'histoire récente du village, les autres tournant autour du problème de la distribution de terres aux "petits agriculteurs"; l'objet étant de reconstituer les trajectoires individuelles de chaque "bénéficiaire" de cette politique et le processus d'attribution de terres¹.

¹ L'étude du processus de distribution des terres repose principalement sur des enquêtes. Les enregistrements magnétiques sont conservés aux archives sonores du Centre de Documentation sur le 25 Avril de l'Université de Coimbra.

La politique de distribution des terres

Sans aborder pour l'instant le rôle joué par le prolétariat rural dans le processus de construction du modèle historique de Réforme Agraire au Portugal, il convient de dire que, dès le départ, l'idée sous-jacente du programme étatique est de conférer aux petits agriculteurs le statut de bénéficiaires. Les décrets gouvernementaux de juillet 1975, et, plus particulièrement, la Constitution démocratique de 1976 le montrent clairement.

La distribution de terres aux petits agriculteurs avait été prévue par la Constitution, mais leur participation collective à des coopératives de production s'est vue privilégiée dans la réalité. Cependant, les gouvernements qui ont suivi l'approbation de la Constitution, tout comme ceux qui l'avaient précédée n'ont pas fait grand chose pour mettre en pratique une véritable politique de distribution des terres.

Après le changement radical d'orientation qu'imprime le contre-coup de novembre 1975, les forces opposées à la Réforme Agraire gagnent du terrain; elles agissent simultanément sur le plan social (en utilisant le mécontentement de différentes strates de la paysannerie), sur celui des idées (en associant la Réforme Agraire à l'image de la violence et de l'illégalité), et sur la scène politique (en se servant des positions occupées à l'intérieur de l'appareil d'Etat pour empêcher la consolidation des nouvelles unités de production et faciliter le rétablissement du pouvoir des anciens propriétaires).

D'autres voix s'élèvent parallèlement contre le contrôle croissant que le Parti Communiste exerce sur la vie des coopératives et sur l'évolution de la Réforme Agraire en général; elles défendent le principe de la diversité des formes d'appropriation de la terre, qui serait susceptible de générer des espaces plus libres (également passibles de tutelle comme on devait le constater) pour l'organisation de ceux qui travaillent la terre.

Le grand débat éclate en 1977 avec la présentation devant le Parlement par le ministre socialiste António Barreto, d'un projet de loi sur la Réforme Agraire. Le texte était avant tout animé par le souci de doter l'Etat des mécanismes institutionnels nécessaires à la réorientation de la Réforme Agraire dans le sens imposé par la nouvelle conjoncture politique.

L'un des objectifs exprimés par le projet est "l'équilibre social et économique" dans les zones de Réforme Agraire, entre catégories susceptibles de se voir attribuer des terres expropriées : agriculteurs petits et moyens, coopératives d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles, collectifs de production. Au prétexte que la Réforme Agraire avait jusque-là privilégié un modèle de gestion collective, le nouveau modèle devait progressivement constituer une base paysanne. Le partage des terres entre de petits agriculteurs est alors proclamé comme l'une des lignes directrices de l'action gouvernementale.

Au cours du débat parlementaire qui s'ouvre sur le projet, l'hypothèse d'une application indifférenciée de la politique de distribution de terres est écartée, même par ceux qui en étaient proches :

Là où l'agriculture intensive dépendant du travail humain est possible, on pourra et, le cas échéant, on devra avoir recours à la petite entreprise, mais là où, selon l'écologie prédominante et la tradition locale, l'agriculture extensive fortement mécanisée appliquant des techniques de rationalisation modernes apparaît plus appropriée, la solution naturellement indiquée est celle de l'unité collective - soit coopérative soit étatique - de grande ou moyenne dimension. La philosophie du projet ne recèle, à notre sens, aucun préjugé favorable pour l'agriculteur paysan, avec son individualisme et toutes ses limites technologiques et économiques. (Barros, 1977:47).

Le projet de loi est finalement approuvé et quelques mois plus tard (mai 1978), la coalition gouvernementale socialiste/démocrate-chrétienne publie la réglementation relative à l'attribution de terres. Y sont définies les deux catégories de bénéficiaires qui jouissent d'une priorité : en premier lieu, les petits agriculteurs sans terres qui vivent exclusivement ou principalement du travail agricole, en second lieu, les coopératives de travailleurs ruraux et de petits agriculteurs. Quoique plusieurs types de contrats d'affectation soient prévus, la préférence va expressément à l'attribution en concession d'exploitation, par contrat garanti pour une durée minimale de six ans.

Un an plus tard, le gouvernement redéfinit l'ordonnancement des catégories de bénéficiaires potentiels et accroît substantiellement le pouvoir discrétionnaire du Ministre de l'Agriculture en matière d'attribution ou de reprise de terres¹. Une fiscalisation étroite des comptes et de la gestion des exploitations est imposée, tandis que la réduction à un an seulement de la garantie du contrat, la possession du sol risque de s'échapper des mains de producteurs mis en situation de précarité.

Le cadre légal qui devait permettre le lancement d'une politique de distribution des terres est enfin établi. Les conditions stratégiques ne seront toutefois réunies qu'avec la victoire de la coalition sociale-démocrate/démocrate-chrétienne lors des élections de décembre 1979.

¹ Petits agriculteurs sans terres vivant exclusivement de l'agriculture, petits cultivateurs sans terre vivant principalement de l'agriculture, unités d'exploitation collective, coopératives de production agricole, petits cultivateurs vivant exclusivement de l'agriculture et sociétés coopératives agricoles dont les membres vivent principalement de l'agriculture et n'excèdent pas le personnel engagé.

Au cours de la campagne électorale, l'attribution de terres à de petits agriculteurs en zone de Réforme Agraire apparaît comme l'un des points-clé du discours des partis de la coalition. Le programme du gouvernement issu de ces élections subordonne l'action de l'Etat dans le cadre de la Réforme à la perspective de l'intégration européenne; il le fait dans ces termes : "orientation des actes de restructuration foncière dans le sens de la création d'unités viables et compétitives à l'échelon européen". La question de savoir dans quelle mesure la politique annoncée de redistribution des terres serait compatible avec un tel objectif est débattue à l'Assemblée et reste sans réponse.

Structure sociale et luttes pour la Réforme Agraire dans une commune d'Alentejo

La commune étudiée se situe dans le district de Portalegre, au sud du Tage, et correspond au modèle courant des communes rurales de la région, dont l'immense majorité de la population (environ les trois quarts de la population active) est encore liée à l'agriculture, les autres activités se résumant dans les fonctions traditionnelles de la communauté rurale. Il n'existe ni industrie ni secteur moderne de services. La plupart des non-agriculteurs du village se déplace à l'extérieur pour travailler, surtout vers le chef-lieu d'arrondissement situé à douze kilomètres, et accessible par autocar. Jusqu'à il y a quelques années, le travail agricole était presque entièrement effectué en unité collective de production (UCP). Aujourd'hui, on en est revenu au système d'exploitation patronal et au régime temporaire.

Depuis les années cinquante, la population n'a cessé de décroître, à un rythme de plus en plus rapide, pour se situer en 1981 au chiffre de 642 habitants, soit environ 40% du chiffre de 1950. Les départs ont commencé dans les années soixante, principalement en direction de Lisbonne, des anciennes colonies d'Afrique et, en moindre proportion, de l'Europe.

Ceux qui sont restés habitent l'unique village de la commune. Les "montes", résidences typiques des exploitations latifonduaires où demeuraient autrefois le propriétaire et ses paysans, ne sont plus habitées depuis longtemps. Les maisons du village sont pour la plupart dégradées et en nombre insuffisant malgré l'exode. On remarque vite les quelques maisons cossues, à deux étages, contrastant avec les maisons étroites en rez-de-chaussée des familles paysannes ou prolétaires.

L'espace agricole du village, environ 8.000 hectares de céréales en terrain sec, avec des zones de chêne-liège et d'olivier, se répartissait, à l'époque de la Révolution des œilleux (1974), entre six familles latifonduaires (environ 80% des terres), quatre ou cinq producteurs

moyens (exploitant en partie des terres par fermage), et un peu plus d'une trentaine de petits agriculteurs possédant des parcelles modestes avec potager et oliveraie¹. En juin 1975, ont lieu les premières occupations de terres par "des hommes qui avaient des difficultés à trouver un patron pour toute l'année"² et qui, après la formation de l'UCP, vont participer à des mouvements de formation d'autres UCP dans les communes voisines. En l'espace d'un mois, 4.000 hectares environ appartenant aux grands domaines sont occupés, tandis que le processus d'expropriation est immédiatement entamé par l'Etat. En octobre, l'occupation des terres prend fin avec l'intégration des dernières fermes. Au total, environ 6.500 hectares passent aux mains de l'UCP. "Cela ne concernait pas la totalité des terres de la commune; mais des grandes propriétés, il ne restait rien." Certaines fermes sont intégrées à d'autres UCP parce qu'en raison de leur localisation, elles fournissaient surtout du travail aux communes voisines.

Le "chômage", la "mauvaise exploitation des propriétés", le fait que "la plupart des terres étaient concernées par la Réforme Agraire", constituent l'essentiel des raisons invoquées pour justifier l'occupation. Bien que le chômage agricole ait été à l'époque très réduit par comparaison avec la période d'avant les années soixante, le climat de pression sur de la terre se comprend par le retour, depuis les années 75-76, de nombreux travailleurs migrants. La perspective d'un emploi stable et la garantie d'une rémunération fixe offerte par l'UCP, liées au solide attachement à la communauté d'origine, ont suffi à susciter ces retours. Pratiquement toute la force de travail de la commune (165 hommes et 60 femmes) s'est vue garantir un emploi.

Le processus d'occupation et tout le mouvement des salariés ruraux qui se développe autour de la Réforme Agraire, ont en général été compris et acceptés par la population et, notamment, par la fraction paysanne. Ce qui n'empêche pas cette fraction de garder prudemment ses distances chaque fois que sa participation à des manifestations publiques de soutien au nouveau pouvoir est sollicitée.

Le temps passant, avec une conjoncture progressivement de moins en moins favorable à la Réforme Agraire et un contrôle croissant du

¹ Le nombre de petits cultivateurs est très réduit tout comme les superficies exploitées : vingt-deux travaillent moins de quatre hectares (total de moins de cinquante hectares) et treize exploitent des superficies comprises entre quatre et vingt hectares (total de 120 hectares). Trois cultivateurs autonomes seulement exploitent entre vingt et cent hectares (total de 180 hectares). Au total, 10% à peine des familles du village sont des petits agriculteurs. Ces familles dépendent en grande partie d'autres sources de revenu : les trois-quarts ne retirent de leur exploitation que la moitié de leurs ressources.

² Les citations sont, sauf indication expresse, tirées des enquêtes réalisées au village.

mouvement social par les partis politiques, certains de ceux qui avaient appuyé le mouvement à ses débuts s'en démarquent et reprennent à leur compte les vues des forces sociales opposées à la Réforme Agraire, et incarnées par les agents de la bourgeoisie locale et par les "classes locales de service" (Sevilla-Guzman, 1980). En outre, les motivations des travailleurs n'étaient pas toujours compatibles avec la conception institutionnelle de la Réforme Agraire. D'où des situations mises à profit par la minorité activiste des opposants à l'UCP et à la Réforme Agraire.

L'UCP tente de trouver appui sur les petits agriculteurs en leur louant son matériel à des prix inférieurs à ceux du marché et en prenant certaines initiatives favorables à la population du village dans son ensemble : fourniture de lait aux enfants des écoles primaires, ouverture d'une boucherie, d'un point de vente de produits de consommation courante, et même d'un café qui devient rapidement le lieu de rencontre obligé des gens d'un village.

Quant à la gestion de la production, les problèmes ont toujours été énormes et n'ont jamais trouvé de solutions satisfaisantes : absence de fonds de roulement, manque d'équipements mécaniques, manque de capital pour investir, difficultés pur l'écoulement des produits, et, surtout, manque d'appui technique. Malgré tout, la surface cultivée s'agrandit, la production augmente en volume, de nouvelles cultures sont introduites. Le système d'assolement demeure inchangé, essentiellement par manque d'assistance technique. Certains projets d'améliorations imaginés par l'UCP, comme l'introduction de l'arrosage et l'agrandissement des aires de pacage, imposaient des charges si importantes que seule une aide de l'Etat aurait pu les permettre. Mais les Centres de Réforme Agraire dépendant du Ministère de l'Agriculture cessent rapidement de prêter leur appui à la consolidation de la nouvelle structure économique et sociale. La politique de contention des mouvements sociaux menée par l'Etat, et la récupération du pouvoir par les secteurs de la bourgeoisie agraire qui s'affirme à partir de 1975, finissent par dominer complètement la politique des Centres jusqu'à provoquer une inversion radicale de leur action. C'est ainsi qu'en 1977, ils en viennent à devenir des instruments de la politique de contre-Réforme Agraire et se transforment en centres de "distribution des terres de réserve" aux anciens grands propriétaires¹

La distribution des réserves a lieu entre 1977 et 1980, mais c'est surtout en 1980 que la pression des Centres de Réforme Agraire pour la

¹ Les anciens propriétaires étaient autorisés par la loi à réserver une partie de leurs propriétés expropriées. C'est en ce sens que nous les appelons réservataires. Le système fonctionnait invariablement de la même manière : au réservataire était accordée la possibilité de choisir une part de la terre, et le Centre garantissait sa restitution par les travailleurs de l'UCP, sans se soucier des effets produits sur la viabilité de l'Unité ou sur l'emploi dans la région.

restitution des terres occupées aux anciens propriétaires se fait la plus forte. Les travailleurs de l'UCP n'ont jamais admis la légitimité de ces prétentions et s'opposent systématiquement à la rétrocession des terres réclamés¹. L'aggravation des conflits sociaux ne favorise pas le transfert de main-d'œuvre de l'UCP vers les nouvelles exploitations. Du côté des travailleurs, les compromis (avec l'UCP ou avec le syndicat) sont à peu près toujours respectés de ne pas accepter d'emploi sur ces exploitations. Du côté des bénéficiaires des attributions, une stratégie restrictive de louage de la main d'œuvre locale est adoptée : recruter parmi ceux qui n'ont rien eu à voir avec la Réforme Agraire ou ont vécu en marge, quitte à sous-exploiter les terres. Les Centres de Réforme Agraire cessent en outre de vérifier la légitimité des prétentions, ce qui contribue à l'octroi de terres dans des conditions jugées abusives par les travailleurs.

L'UCP résiste de différentes manières aux pressions, mais elle est toujours battue. Aux travailleurs qui se mobilisent pour empêcher l'installation physique des réservataires, est répondu par le cantonnement de forces de l'ordre, ou même par la répression. Au blocage des récoltes sur pied au moment de la remise des terres, répondent les condamnations prononcées par le tribunal. Aux lâchers de bétail sur les terres ensemencées, répondent les amendes et la confiscation du bétail. Au total, le bilan est toujours défavorable à l'UCP.

Au terme de ces luttes, en 1980, l'UCP a perdu presque tous les domaines ayant appartenu aux six grands propriétaires de la commune, et ne garde en sa possession que des miettes (environ 700 hectares), résidus des nouvelles réserves, dispersées en terrains de proportions modestes et de piètre qualité. En plus des terres, elle a perdu bétail et matériel.

Tandis que la superficie des réserves augmentait, le nombre des travailleurs de l'UCP diminuait, faute de travail et de toute perspective d'amélioration. Au début, les nouveaux réservataires avaient augmenté les salaires pour attirer la main d'œuvre, au bout d'un certain temps, ils ont réduit le nombre de travailleurs permanents et repris le système du travail saisonnier. Parmi les travailleurs de l'UCP, ceux qui l'ont pu, l'ont

¹ Dans un cas le refus prolongé des travailleurs de l'UCP de reconnaître l'illégalité de l'occupation de la terre, et leur résistance aux ordres de restitution ont été brisés par la contrainte avec l'intervention des forces de l'ordre. Il s'agissait d'un ensemble de fermes appartenant à un agriculteur aisé, en même temps propriétaire de nombreuses maisons du village qu'il louait à des familles de salariés ruraux. Au prétexte que son bétail était excédentaire et que la terre était mal mise en valeur (avis confirmé par les agronomes de l'Etat chargés de trancher la question), les travailleurs avaient occupé ses terres malgré une superficie inférieure au seuil d'exploitation.

abandonnée pour une situation plus stable mais moins bien rémunérée¹. Ceux qui étaient revenus entre 1975 et 1976, attirés par les nouvelles conditions de travail, sont repartis à la recherche d'un emploi devenu entre-temps plus difficile à trouver. La majeure partie (environ la moitié de la population active, et surtout des femmes) se retrouve sans emploi.

Dans ce climat s'installe la nouvelle politique d'octroi de terres aux petits agriculteurs.

La distribution des terres dans la commune

Le contexte local.

Le gouvernement de coalition a mis en œuvre sa politique de distribution avec beaucoup d'empressement. Quatre jours à peine après l'approbation du programme par l'Assemblée, est décrétée la première répartition de terres expropriées.

Dans la commune étudiée, l'attribution de terres aux petits agriculteurs commence en Juin 1980 et, avant la fin de l'année 1980, environ 1100 hectares (presque la totalité de la superficie occupée par les travailleurs en 1975) passent aux mains de 21 bénéficiaires.

Le contexte social dans lequel cette politique se déroule est totalement contraire à l'objectif du gouvernement d'augmenter le poids relatif de la petite agriculture autonome. Pour différentes raisons. D'abord, parce que la distribution devant se faire aux dépens du secteur collectif aggrave l'insécurité de l'emploi. Ensuite, parce que dès le départ, l'hypothèse peu probable que des travailleurs de l'UCP se portent candidats était à éliminer, en raison de leur ferme opposition et de la volonté de leurs syndicats de refuser la répartition des terres expropriées². Pour eux, cette politique engendrait le chômage dans le secteur collectif de la Réforme Agraire. L'autorité quasi-charismatique des dirigeants de l'UCP assurait sur ce point l'unanimité. Enfin, parce que les petits cultivateurs de la commune trouvaient plus d'intérêt à

¹ Leur départ a été perçu en termes politiques par ceux restés liés à l'UCP : "Les gens sont partis et ont commencé à travailler pour des patrons. Ils ne se tracassent pas pour la défense des travailleurs. Ils n'ont pas le goût de la lutte." (Un travailleur de l'UCP).

² Le dédain des ouvriers agricoles pour la propriété privée de la terre n'est pas purement idéaliste. L'explication est d'origine matérielle, elle se comprend de la part d'une classe privée de tous les moyens et instruments de production, qui ne cherche qu'à garantir son emploi. Le désir de s'approprier la terre n'est le fait que de certaines catégories de producteurs agricoles.

conserver de bonnes relations et un système d'entraide avec l'UCP, qu'à agrandir leurs terres à la faveur d'un appui qui leur paraissait douteux. Pour les familles dont des membres travaillaient à l'UCP, postuler à l'octroi d'une terre aurait rendu problématique la conservation de ces emplois. Mais les retenait surtout, plus que la solidarité, la perspective dramatique de la déloyauté envers l'UCP, contre un hypothétique octroi de terre.

Dès lors, indépendamment du mode d'application de sa politique, le gouvernement se heurtait à une conjoncture locale marquée par une forte dynamique sociale, attachée à la défense de l'UCP.

Agent polarisateur du mouvement social qui avait renversé le système latifondiaire, l'UCP constituait un élément de référence et de positionnement pour tous les secteurs de la population. Son rôle dans le renversement de la domination des grands propriétaires légitimait le pouvoir de tutelle qu'elle exerçait sur les classes populaires, le discrédit qu'elle jetait sur les comportements individualistes et les sanctions dont elle frappait les ruptures de solidarité.

Aussi, est-ce précisément parmi ceux situés hors de la sphère d'influence de l'UCP, qu'on se sentit autorisé à postuler à l'octroi d'une terre. Examinons les circonstances qui avaient conduit à leur marginalisation.

Si l'on remonte à quelques années en arrière dans l'histoire du village, aux débuts de la Réforme Agraire, il est patent qu'une minorité d'individus compromis avec le pouvoir des propriétaires et pour cette raison contestés, était hostile au mouvement d'occupation et à l'UCP. Il s'agissait avant tout d'hommes de confiance - domestiques, fermiers, régisseurs, etc - qui avaient disposé d'une parcelle de pouvoir sur ceux qui, aujourd'hui, voulaient changer l'ordre des choses. Le reste des habitants du village, même ceux étrangers au travail agricole, considérait l'action des travailleurs ruraux comme légitime, en regard d'un passé difficile et encore très présent dans les mémoires. Avec le temps, on l'a dit, cette confiance s'est érodée et l'UCP a perdu de son pouvoir symbolique. Les ennemis de la Réforme Agraire ont fait de ses faiblesses leurs armes, critiquant vivement son action, dénonçant les cas de gestion défectueuse, les erreurs de production, le manque de rigueur de la comptabilité, l'obéissance excessive au Parti. Le discours des opposants marginaux reproduisait les attaques politiques portées à la Réforme Agraire au niveau national : l'UCP est un instrument de domination des communistes. Cette lutte idéologique ne semble pourtant pas avoir beaucoup entamé les positions initiales : lors des élections municipales de 1982, la confiance à l'alliance dirigée par le Parti Communiste est renouvelée.

En 1977, avec la distribution des réserves aux anciens propriétaires, une nouvelle page de l'histoire du village commence. Les solidarités avec le projet de l'UCP sont mises à l'épreuve. Le retour des anciens propriétaires relance les espoirs de restauration de l'ordre ancien dans

la minorité. Les mécontents y trouvent une alternative; surtout, la reprise des anciennes relations de clientèle engendre de dramatiques conflits de loyauté. Le climat politique national est au pari sur l'initiative privée et sur les solutions individualistes. Prendre parti pour les réservataires au moment critique de la restitution des terres occupées, ou accepter de travailler sur ces terres pour le compte des réservataires, c'est rompre les liens de solidarité avec l'UCP, et être perçu comme de connivence avec les grands propriétaires qui visent à l'anéantissement de la Réforme Agraire.

Identité sociale des bénéficiaires de terres.

Nous pouvons à présent comprendre pourquoi seuls certains villageois se sont portés candidats. L'analyse cas par cas révèle que, la marginalité de chacun d'eux par rapport à l'UCP est due à un ou plusieurs de ces facteurs : (i) forte dépendance clientéliste par rapport aux anciens patrons, (ii) un conflit d'intérêt ouvert avec l'UCP, (iii)) divergence de vues politiques avec le projet de l'UCP, (iv) collaboration active dans la reprise des terres ; (v) émigration vers l'étranger ou les anciennes colonies. D'autres cas témoignent encore d'une forme de marginalité bien différente : il s'agit de candidatures de personnes extérieures à la commune et sans relation avec l'UCP; trois sont d'anciens coloniaux d'Afrique (deux planteurs et un conducteur de véhicules) à la recherche de terres à des conditions intéressantes, le quatrième, conducteur de tracteur, s'était vu refuser l'entrée d'une autre UCP et se trouvait sans emploi.

Du fait de l'interdépendance de ces facteurs, des regroupements sont possibles; deux types de situation aux contours mieux délimités apparaissent : 1) des émigrés de retour ou d'anciens coloniaux à la recherche d'une activité indépendante, 2) personnes qui s'estimaient lésés par la nouvelle conjoncture politique et sociale. En règle générale, chaque situation s'accompagne du paradigme politique d'opposition, tout comme celui de la collaboration avec les anciens propriétaires. Quoiqu'il en soit, il ne suffit pas d'expliciter ce qui est la marginalité, encore faut-il justifier l'intérêt porté à l'acquisition des terres. Il ressort des dossiers de candidature, que tous les candidats étaient agriculteurs, à l'exception d'un ouvrier agricole. Les biographies permettent d'aller plus loin. A l'époque de la remise des terres, cinq ont une occupation principale sans lien avec la production agricole (taverne, négoce de sardines, de bois, de fruits, de bétail), six sont conducteurs de tracteurs, de machines ou de véhicules (dont quatre sont rentrés des colonies), un est ouvrier agricole, un autre petit cultivateur (émigrant de retour), quatre sont de grands fermiers (trois anciens coloniaux). Toutefois, lorsqu'on analyse les trajectoires individuelles, dans un grand nombre de cas, on trouve un passé agricole comme ouvrier ou petit cultivateur. Sept seulement n'ont aucun

antécédent dans l'agriculture (activités artisanales traditionnelles : boulanger, maréchal-ferrant, barbier) ou ont été fermiers de condition aisée (grands domaines et plantations dans les colonies).

L'origine populaire (prolétaire, paysanne ou artisanale) de la majorité des bénéficiaires est une autre donnée importante. Les bénéficiaires présentent dans un bon nombre de cas une ascension sociale réussie, ce qui va à l'encontre de ce qui est habituellement dit de la rigidité de la reproduction sociale en Alentejo. En majorité, il s'agit de travailleurs agricoles qui avaient abandonné leurs terres dans les années soixante, invités par des parents ou des amis à les rejoindre en France ou dans les anciennes colonies. Leur conscience prolétarienne s'était progressivement estompée à mesure que les gains accumulés se transformaient en capital, à tel point qu'au moment du retour, l'idéologie égalitaire et collectiviste de l'UCP entraînait clairement en conflit avec les formes de conscience modelées par l'expérience vécue à l'étranger. Jouant sur le capital relativement important de leurs amitiés et sur une connaissance suffisante du milieu, ils préfèrent alors parier sur eux-mêmes : en période de récession, alors que les conditions d'emploi, que les risques de l'investissement et la rareté du capital compromettent les chances de réussite, le retour à la terre apparaît comme une solution préférable aux yeux de beaucoup¹. La politique de distribution de terres vient dans ces conditions offrir des chances de succès.

Objectifs manifestes et objectifs latents de la politique de distribution.

Voyons maintenant comment le désir de certains agents locaux d'acquérir de la terre rejoint celui de l'Etat de mettre en œuvre sa politique.

Nous l'avons vu, les institutions dans lesquels la politique est définie ne manquent pas de contradictions; la loi élit comme bénéficiaires privilégiés les strates de paysans les plus pauvres, tandis que le détenteur du portefeuille de l'Agriculture parle de promouvoir des unités de production viables à l'échelon européen. Cette contradiction n'est pas accidentelle ; elle correspond à l'un des traits de la politique de l'Etat au cours de la période post-révolutionnaire. En tentant de maximiser les effets de son intervention, l'Etat joue simultanément sur

¹ La majorité de ceux qui revenaient des colonies arrivaient dans une conjoncture économique particulièrement défavorable : "On ne nous aidait pas, on n'avait pas d'argent. Il fallait s'accrocher à tout ce qui ressemblait à une affaire et je pense que cinquante hectares pour 18 ou 20.000 escudos, c'en est une. Ça couvre au moins le loyer. (...) Quand quelqu'un se noie, si un radeau passe à sa portée, ou même un fil barbelé, il s'y accroche." (R.C., 60 ans, bénéficiaire revenu d'Angola)

la consolidation des liens sociaux de type capitaliste et sur la dispersion des contradictions résultant d'une société où persistent conjointement des relations sociales de type socialiste ou pré-capitaliste. D'où l'ambiguïté - plus que les contradictions - d'une politique qui a trois objectifs fondamentaux : (i) répondre à la crise de l'emploi qui sévit en zone de Réforme Agraire, (ii) ébranler l'hégémonie des forces porteuses du projet socialiste, (iii) élargir l'espace de reproduction de la logique du capital. Pas plus qu'ils ne se situent sur le même plan, ces objectifs ne sont cohérents entre eux : le chômage étant principalement dû à la réduction des terres dont dispose le secteur collectif par suite de leur redistribution, si le premier objectif est atteint, il favorise la recomposition, sous une autre forme du bloc social que le second tente de briser. C'est pourquoi, comme on l'a vu, le succès de la politique est passé au second plan, alors que la simple proclamation des objectifs suffisait à produire des effets idéologiques.

Le dépassement de l'ambiguïté devait en grande partie résulter des modalités concrètes d'application, et notamment de l'orientation des organes périphériques de l'Etat chargés de la mise en œuvre, si l'on tient compte de la large autonomie dont ils jouissent par rapport au pouvoir central et de leurs relations étroites avec les groupes sociaux qui se disputaient le contrôle de la Réforme Agraire (Baptista, 1984: 19).

Il est particulièrement difficile de connaître les motivations et critères de discrimination qui ont guidé les choix de la politique d'attribution. Par ailleurs, l'analyse des différents procédés de sélection des candidats, montre un glissement manifeste par rapport à l'objectif annoncé dans la loi. L'application a en effet permis de la détourner au profit de catégories et d'intérêts exclus au départ, mais qui permettaient, sur le mode clientéliste, d'élargir localement un espace social où l'Etat entendait trouver appui afin de poursuivre la politique de "déprolétarianisation" de la Réforme Agraire. Il s'agit d'une situation typique où l'Etat fait de la loi l'instrument d'une politique de duplicité (Santos, 1990).

Certains aspects du processus de distribution vont dans ce sens. Tout d'abord, réalisées à la hâte, les premières attributions n'ont pas été annoncées et n'ont donné lieu à aucune enquête locale auprès des intéressés potentiels. Seule la ferme opposition de dernière minute des habitants de la commune a empêché que le premier lot ne soit exclusivement distribué à des personnes extérieures. Les avis de distribution ne commencèrent à être affichés que plus tard, mais sans autre forme de précision. Deuxièmement, on s'est peu soucié de respecter la hiérarchie légale des priorités pour l'attribution de la terre; ainsi, les ouvriers sans terres, membres de l'UCP, ont été écartés, le seul ouvrier agricole accepté comme bénéficiaire a reçu la plus petite et la moins bonne des parcelles, aucune demande émanant de petits agriculteurs vivant exclusivement du travail de la terre n'a été prise en considération, alors que celles provenant de cultivateurs gros ou moyens l'ont été. Troisièmement, les relations directes ou par personne

interposée avec les Centres de Réforme Agraire, semblent avoir décidé de certains octrois de terre, et, dans deux cas au moins, l'influence de l'ancien propriétaire lui-même a joué. Quatrièmement, l'une des formalités légales, l'audition préalable, n'a jamais été respectée par le Ministère de l'agriculture et de la pêche. Ni les travailleurs exploitant les terres à reprendre, ni leurs syndicats, en aucune occasion, n'ont été prévenus autrement que par un appel téléphonique ou un télégramme la veille de la remise des terres.

L'efficacité d'une politique se mesure à la réalisation des objectifs qu'elle s'était proposée; mais cette réalisation dépend en grande partie de la réceptivité de la population qu'elle vise. La stratégie du gouvernement s'appuyait sur une partie de la population marginalisée par la Réforme Agraire ou par la décolonisation; il entendait y recruter la masse des bénéficiaires de la nouvelle politique, comptait sur la soif de revanche ou sur le mirage d'un enrichissement facile. Dans la commune, le premier groupe qui s'est constitué pour reprendre une ferme détenue par l'UCP correspondait précisément à ce modèle : un émigrant en difficulté, un retraité, le patron d'un café lésé par l'UCP et son frère au chômage, le fils d'un ouvrier agricole et un ancien colon revenu d'Afrique. Dans les autres cas, la composition du groupe a été à l'avenant.

L'Etat avait capitalisé les mécontentements, il pratiquait des loyers modestes, mais il voulut aussi réduire au minimum ses dépenses matérielles, ce qui, au moins dans le cas étudié, a amené la majorité des "favorisés" à se sentir dupés jusqu'à prendre conscience du rôle qu'ils avaient joué de troupes de choc de l'Etat contre l'UCP¹. Sur des surfaces réduites, avec des contrats annuels à renouvellement incertain², sans appui technique ni aide financière, les nouveaux agriculteurs qui ne disposaient pas de fonds propres, se sont contentés d'une exploitation médiocre, à base céréalière, ont vendu les fourrages aux éleveurs ou élevé eux-mêmes quelques bêtes. Pratiquement toutes ces exploitations ont fini par fonctionner en complément d'autres activités.

¹ Eux-mêmes le reconnaissent en ces termes : "Le gouvernement n'a vraiment pris possession des terres qu'en nous mettant dessus." "Ils dressent les gens les uns contre les autres et eux, après les grands débats, ils vont faire des gueuletons ensemble."; "Nous, les petites gens, ils nous rendent dingues."

² Le problème de la légalisation des propriétés doit encore trouver une solution satisfaisante, et ce n'est que tout récemment (juillet 1991) que le Parlement a établi les règles générales d'attribution des terres expropriées aux bénéficiaires.

La "déprolétarianisation" de la Réforme Agraire
Reconstitution des classes sociales.

Dans quelle mesure la redistribution des terres a affecté les structures sociales dans quelle mesure elle n'a fait que déterminer une réorientation des stratégies de classe, tel est le dernier point que je souhaite aborder.

Commençons par la paysannerie. Ce qui a été dit sur le fondement idéologique de la "déprolétarianisation" des campagnes du sud - création d'une couche de petites exploitations familiales capables d'absorber la polarisation traditionnelle opposant travailleurs sans terre et grands maîtres du sol - est restée sans prolongements. En raison des surfaces concernées, du nombre des bénéficiaires, et, surtout, de la précarité économique des exploitations créées et du profil social des individus choisis, le nouveau secteur n'a jamais joui de l'autonomie nécessaire pour faire contrepoids à l'hégémonie croissante du capitalisme. Une alternative viable pour les travailleurs agricoles de la commune demeurés sans emploi à la suite de la distribution des réserves ne s'est pas davantage concrétisée. On a par contre assisté au renforcement de la condition des semi-prolétaires.

Parallèlement, le capitalisme agraire et une partie de la grande propriété foncière ont, par différents moyens, restauré leur pouvoir économique : jeu d'un pouvoir symbolique demeuré intact sur les secteurs qui échappaient à l'influence prolétarienne, influence sur les différents échelons de la hiérarchie politique et de l'appareil d'Etat grâce à l'utilisation de subtiles médiations (compétence technique, réseau de relation, etc.), détournement en leur faveur de la dépendance économique de la nouvelle couche d'agriculteurs par un échange inégal de services, et une forme nouvelle de clientélisme. La contradiction virtuelle entre le nouveau secteur et les propriétaires expropriés cherchant à se rétablir totalement dans leur patrimoine (Baptista, 1982) est ainsi passée au second plan, par suite de la tutelle économique que ces derniers exerçaient¹.

Enfin, la politique de redistribution menée dans la commune n'a pas diminué le poids et l'importance du prolétariat agricole. Un seul salarié rural a été, on l'a vu, pris en considération, mais dans des circonstances telles que son statut antérieur n'a pas été complètement dépassé. Il est vrai que l'importance du prolétariat agraire et son rôle dans le processus de modifications des structures économique-sociales du village, est aujourd'hui considérablement réduit, mais ce changement

¹ Il faut encore ajouter que les surfaces distribuées provenaient presque toujours de terrains marginaux rejetés par les propriétaires au moment de l'attribution des réserves.

est surtout dû à l'action de l'Etat contre les formes collectives de gestion et à la politique de restauration entreprise à partir de 1976.

Conclusion

L'interrogation d'un cas particulier et de ce qu'il révèle sur le sens d'une politique destinée à faire participer les petits agriculteurs à la Réforme Agraire, montre que l'apparente simplicité du problème cache un ensemble complexe de questions. Quels sont les objectifs principaux et secondaires, manifestes et latents de cette politique? Qui définit les termes de son application? Quelles sont les relations pratiques entre l'Etat et la société? Quel est le sens de l'action de l'Etat par rapports aux agents sociaux en cause et quelles sont les réponses suscitées? Dans quelle mesure ces réponses sont-elles le résultat d'expériences individuelles ou collectives? J'ai tenté de rapporter ces questions les unes aux autres.

Le sens d'une politique ne dépend pas que des objectifs exprimés dans les instruments légaux. Les textes qui supportent une politique sont incapables d'énoncer les circonstances de leur élaboration, de révéler leur "structure géologique", qui relèvent des corrélations de forces et des compromis sociaux de la classe dirigeante (Santos, 1990). Le contexte politique du moment de son application a stimulé la réalisation d'objectifs peu compatibles avec les choix des Constituants de 1976 à propos de la Réforme Agraire. La distribution de terres à une strate d'agriculteurs non autonomes des classes sociales dominantes de la société rurale a tendu non seulement à renforcer les conditions matérielles et idéologiques du secteur capitaliste de l'agriculture en Alentejo, mais encore a encouragé le dessein latent depuis la loi Barreto, d'affaiblir les conditions de reproduction du secteur collectif de la Réforme Agraire.

Il ne suffit cependant pas de déterminer et hiérarchiser les options du pouvoir politique. Au cours de la mise en œuvre, l'Etat délègue ses pouvoirs à de multiples agents dotés eux-mêmes à des degrés divers d'une autonomie propre et d'intérêts spécifiques. L'effet d'une politique, presque toujours, naît ainsi de la conjonction de ces différents intérêts et pas nécessairement de la volonté du pouvoir central.

Dans notre cas, la relative réticence, pour des raisons culturelles et politiques, du prolétariat rural et de la paysannerie pauvre à se porter candidat à l'octroi de terre, alliée à l'étroite interpénétration des intérêts du capitalisme agraire et de la grande propriété avec ceux des organes périphériques de l'Etat, a entraîné la sélection d'un groupe hétérogène de candidats qui, en raison de leur distance de l'UCP et de leur passé agricole, répondent au profil implicite du projet de restauration des latifundia et de renforcement du capitalisme agraire. La distribution de terres qui a effectivement eu lieu n'a en rien promu des salariés ruraux à

La "déprolétarianisation" de la Réforme Agraire

la condition de petit agriculteur, ni créé une strate de producteurs aptes à affronter le défi européen, et ainsi mis en échec deux des motifs principaux allégués par la politique de l'Etat et révélé un projet caché de "déprolétarianisation" de l'agriculture en Alentejo.

Faculté d'Economie
Université de Coimbra
et Centre d'Etudes Sociales.

Bibliographie

- Baptista, Fernando Oliveira (1982). "Reforma Agrária, Distribuição de Parcelas e a Questão da Terra." *Economia e Socialismo*, 56.
- Baptista, Fernando Oliveira (1984) "Transformação do Aparelho de Estado - O caso do Ministério da Agricultura.", Communication au colloque *Administração Pública e Democracia* (mimeo).
- Barros, Henrique de (1977). *É indispensável consolidar a Reforma Agrária*. Lisboa : Ministério da Agricultura e Pescas.
- Santos, Boaventura de Sousa (1990). *O Estado e a Sociedade em Portugal (1974-1988)*, Ed. Afrontamento, Porto.
- Sevilla-Guzman, Eduardo (1980) "Reflexiones Teóricas sobre el Concepto Sociológico de Latifundismo." in Afonso de Barros *A Agricultura Latifundiária na Península Ibérica*, Oeiras : Centro de Estudos de Economia Agrária.

INTÉGRATION EUROPÉENNE UN NOUVEAU DUALISME DANS L'AGRICULTURE?

José REIS

Présentation

Je me propose ici d'évoquer d'abord les différentes analyses suscitées par l'insertion de l'agriculture dans les circuits économiques, ensuite, d'interroger la situation présente. J'analyserai les traits dominants des études sur l'agriculture portugaise des quinze dernières années pour terminer par une question ouverte à propos du futur immédiat, en cette période où commencent à se manifester les effets principaux de la politique agricole "post-adhésion".

L'idée qui me sert de guide est la suivante : dans le modèle portugais, la petite agriculture assume entre autres fonctions importantes celle de reproduire parallèlement la force de travail non agricole. L'importance de cette complémentarité est spécifique de l'économie portugaise et y joue un rôle structurel important. Elle s'oppose en particulier au processus d'intensification de la production comme elle s'y est opposée dans le passé. En tous cas, son rôle est de premier plan et ne peut être ignoré par qui désire comprendre les mécanismes réels de la restructuration et répondre de manière plausible à la question du déficit national en produits alimentaires.

La petite agriculture, composante centrale des économies régionales les plus dynamiques

A la veille de l'adhésion du Portugal à la Communauté, le secteur agraire était certainement un secteur "perturbateur". A des degrés variés, les plus perturbés, étaient ceux qui avaient de l'agriculture une vision d'entreprise typique, technocratique et normative. Leur refrain favori était la notion de "retard", proche parente de celles "d'irrationalité" et de "traditionalisme conservateur" de la petite production; idée tranquilisante pour qui y croit : ce qui est "dépassé" n'est pas vivable et doit en toute logique disparaître. Or, la petite agriculture n'a pas disparu. Tout simplement parce que les structures sociales des campagnes portugaises se sont transformées sans qu'ils s'en rendent compte.

Elles se sont transformées essentiellement grâce aux nouvelles sources de revenu des familles d'agriculteurs et aussi, grâce à l'intensification de leur production, de sorte que le mérite n'en revient pas exclusivement aux entreprises agricoles qui ont rompu avec "l'immobilisme".

Il est possible de dresser un bilan des nombreux travaux qui traitent des modes d'insertion de l'agriculture dans l'économie portugaise et d'appréhender la nature profonde de ce processus¹. Dans cette perspective, on évitera de réduire l'économie agricole à ses fonctions marchandes; il sera également question de son rôle sur le marché de l'emploi non agricole, de la composition du revenu familial, des facteurs dynamisants des économies régionales (investissements et industrialisation) et de la reproduction de la force de travail.

Quelles ont été les conclusions les plus significatives des études sur l'agriculture portugaise de ces quinze dernières années? Il est utile de distinguer deux phases, la première se situant entre le 25 Avril 1974 et le début des années 80, la seconde couvrant la décennie qui suit.

Au cours de la première phase, les études sur la petite agriculture ont connu un regain d'intérêt, centré sur le caractère particulier de ses formes de rationalité économique et sur les processus internes d'organisation économique des familles. En général, ces travaux répondaient à un "malaise" provoqué par la vague précédente d'études qui analysaient les exploitations agricoles comme s'il s'agissait d'entreprises et étaient embarrassées par leurs "bénéfices négatifs", signe d'une disparition proche et fulgurante. Cette opinion était d'ailleurs partagée par tous ceux qui négligeaient l'aspect micro-économique et ne croyaient qu'aux "lois inéluctables" de l'évolution sociale. L'attention des économistes, des agronomes et des sociologues s'arrêtait aux

¹ Voir J. Reis (1984, 1985 et 1986).

Un nouveau dualisme dans l'agriculture?

spécificités internes de la petite agriculture; cette phase culmine avec le premier Colloque d'études rurales organisé par la Faculté d'économie de Coimbra sur le thème de "La petite agriculture au Portugal" (cf. *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 1981).

Ces études ne touchaient pas exclusivement aux principes d'organisation de la famille paysanne, mais le "malaise" n'a jamais tardé à surgir. C'est que, dans les années 80, la petite agriculture portugaise représentait surtout un point de convergence de différents processus d'articulation économique, sans être pour autant une réalité fermée. Au seuil de la décennie au cours de laquelle le Portugal allait adhérer à la CEE, ses structures agricoles correspondaient en effet très nettement aux indicateurs suivants :

- Indicateur d'apparent immobilisme : stabilité du nombre d'exploitations agricoles qui se maintenait autour des 800 000, alors que tous les autres pays de la Communauté avaient enregistré une forte diminution pendant les années 60 et 70.

Nombre d'exploitations agricoles

1952-54	801.162
1968	808.804
1979	778.782 / 945.984*

* Premier chiffre : exploitations de plus de 0,5 ha;
second chiffre : exploitations de plus de 0,02 ha.

- Indicateurs de transformation : les formes de répartition du travail dans la sphère non-agricole et les nouvelles sources de revenu

Sources de revenu et répartition du travail dans les familles agricoles

Origine du revenu familial

Exploitation agricole exclusivement	18%
Exploitation agricole, plus de 50%	21%
Exploitation agricole, moins de 50%	61%

Activité du producteur individuel

Sans activité extérieure à l'exploitation	52%
Pluri-activité	48%

Statut des familles

Familles possédant une exploitation agricole	34%
Familles dont le chef travaille dans l'agriculture	13%
Population active dans l'agriculture	18%

attestent de la grande ouverture de l'agriculture sur le milieu économique ambiant; le contraste croissant entre la position centrale de l'agriculture dans les économies familiales et son poids sur le plan professionnel va dans le même sens.

- Indicateurs d'intégration dans les dynamiques régionales de transformation de l'économie nationale : la position centrale qu'occupe l'agriculture dans les stratégies de reproduction des familles coexiste avec des situations où l'emploi industriel et le transfert inter-sectoriel de main d'œuvre augmentent de façon significative (voir, plus loin, les indicateurs du district d'Aveiro).

- Indicateurs partiels du dynamisme de la production agricole : l'exemple le plus flagrant est celui des produits laitiers, où l'on a enregistré des taux élevés de croissance de la production. Ce qui montre que fréquemment, des mouvements divergents d'intensification, d'extensification ou d'abandon de la production sont enregistrés.

Nous sommes ainsi conduits à interpréter les situations de "stagnation" du produit agricole comme la "somme nulle" de processus de croissance de certains secteurs ou régions, neutralisés par les processus négatifs d'autres secteurs ou régions. En d'autres termes, là où il y a "stagnation", il n'y a pas forcément "immobilisme"¹. Ces données proviennent d'un contexte dans lequel le développement de la production agricole nationale est fondamentalement assumé par la petite exploitation familiale.

Les chercheurs qui ont mené des études agraires ont tiré de ces indicateurs des conclusions pertinentes; ils ont ainsi évité le "malaise" qui serait apparu en n'insistant que sur le particularisme des agricultures de type familial. Quoi qu'il en soit, la petite agriculture soulève deux grands types de questions : les unes touchent à la productivité, aux technologies et à l'intensification dont sont réellement capables les agriculteurs existants; les autres concernent le processus d'insertion de la petite agriculture dans les structures régionales où elle a fait preuve d'un grand dynamisme industriel².

J'aborderai brièvement ces deux dimensions du problème. La seconde d'abord. Son dynamisme a valu au district d'Aveiro une position de choix dans l'économie nationale. En voici quelques indices :

¹ Voir l'interprétation proposée par Manuel Belo Moreira (1986) de l'évolution du Produit Agricole au Portugal au cours des dernières décennies.

² A propos des fonctions de la petite agriculture dans la structure sociale et de ses articulations avec l'industrialisation, voir Pires (1986), Hespanha (1987), Reis (1988).

Un nouveau dualisme dans l'agriculture?

District d'Aveiro

Indicateurs d'emploi et de reproduction du travail.

<i>Emploi</i>	1981		1981/1970
Agriculture	18%		-3,0%
Industrie	42%		46,3%
(Métallurgie)	28%		117,3%
<i>Entreprises industrielles</i>	1971	1984	1984/1974
Nombre	4.024	7.006	74,1%
Employés	80.304	107.798	34,2%
<i>Exploitations agricoles</i>	1968	1979	1979/1968
Nombre	68.984	88.865	28,8%
Familles possédant une exploitation agricole	54,1%	52,2%	

Variations 1979-1981

Reproduction du travail dans l'agriculture

Main d'œuvre totale 30%

Main d'œuvre industrielle 30%

Pluri-activité du producteur

Total 39%

Dans l'industrie 41%

Part de l'exploitation dans le revenu familial

Total 17%

Plus de 50 % 20%

Moins de 50% 63%

Répartition de la population en fonction de la taille des lieux de résidence

Moins de 2.000 hab. 76%

de 2.000 à 4.999 hab. 11%

de 5.000 à 9.999 hab. 4%

Plus de 10.000 hab. 9%

Dans un district dynamique où prédominent des industries en expansion demandeuses de main d'œuvre, il n'y a pas eu de réduction du nombre des exploitations agricoles malgré le transfert de main d'œuvre vers l'industrie, puisqu'environ un tiers de la population active fait partie d'une famille paysanne et que plus de la moitié des familles ont une exploitation agricole. Il ne faut pas oublier que l'augmentation de la production agricole de ce district est l'une des plus fortes, comme l'a

été celle de la production laitière, les deux choses étant liées. La participation de la petite agriculture au tissu économique national ne doit ainsi pas masquer l'importance de son rôle dans les structures régionales.

C'est dans le cadre de la reproduction de la force de travail non agricole, c'est-à-dire industrielle, que ces stratégies de complémentarité sont les plus pertinentes. Cet état de fait, qui représente pour les familles un apport non négligeable en raison de la faiblesse des entreprises et du bas niveau des salaires, ne doit pas non plus être considéré que sous ses aspects positifs de dynamisation de l'économie locale et d'amélioration du milieu et des conditions de vie.

La petite production et les processus d'intensification agricole

L'économie portugaise souffre d'évidentes carences du point de vue de l'intensification de la production agricole. Même s'il existe, sur les plan théorique et méthodologique, de sérieuses réserves quant à la décomposition sectorielle de l'analyse économique de l'agriculture, le problème ne doit en aucun cas être sous-estimé. Il ne peut être considéré comme mineur que par ceux qui envisagent de faire du Portugal un "latifundium" d'eucalyptus et un grand consommateur d'excédents étrangers.

C'est pourquoi il faut attirer l'attention sur les travaux qui suggèrent la reconversion technologique des petites exploitations. Un réel processus d'intensification pourrait ainsi aboutir¹. La suggestion part du principe d'un "développement (de petites régions) cherchant à exploiter la diversité, les avantages spécifiques des produits régionaux de grande qualité et les relations entre différents secteurs, permettant une amélioration certaine de la qualité de la vie", et prenant donc en compte les inter-relations économiques locales inhérentes à la pluri-activité (Barros et Fregata, 1988 : 15).

La prise en compte des petites exploitations comme critère d'élaboration des politiques agricoles et l'adoption de nouvelles technologies et de nouvelles pratiques agronomiques sont des conditions de base pour que se concrétisent ces propositions. Il est nécessaire de débarrasser la conception de la modernisation, de la normativité des économies d'échelle, qui prétend que "la concentration des efforts de développement sur un milieu restreint d'agriculteurs

¹ A noter aussi, les travaux de Agostinho de Carvalho, notamment Carvalho et al. (1983) et Carvalho (1984). Voir aussi, à propos de l'intervention de l'Etat, Hespanha et Reis (1988).

ayant peu de moyens de production, n'apporte pas de réponse et ne nourrit pas le pays." (idem : 7).

Ce n'est pas l'idée dominante : les différentes orientations de politique agricole ont toutes implicitement rejeté la quasi-totalité des exploitations existantes, considérées comme "marginales, du point de vue technico-économique".

Un nouveau dualisme dans l'agriculture portugaise?

L'intégration à la CEE a donné un nouveau souffle à l'agriculture portugaise. Les principales dimensions de cette situation nouvelle sont les suivantes : injection de moyens financiers importants dans l'agriculture, investissements réalisés dans les infrastructures d'encadrement des exploitations agricoles, accélération de l'investissement productif, stricte logique de privatisation des instruments de la politique agricole et des relations entre Etat et agriculteurs (transfert de fonctions).

Il est trop tôt pour évaluer l'impact de ces conditions nouvelles sur la dynamisation de la production agricole portugaise. Mais on peut formuler l'hypothèse que l'on assistera à une dynamisation significative de certains secteurs agricoles. Cette hypothèse admet cependant que les processus de dynamisation seront limités et partiels, et pourront difficilement conduire à une mobilisation des ressources nationales répondant aux besoins d'intensification de la production.

Cette restriction repose sur certains des principaux critères retenus au titre des "instruments de mesure" de la politique agricole : exercice de l'activité agricole à titre principal, formation professionnelle, organisation interne de l'exploitation.

L'exercice de l'activité agricole à plein temps, la fréquentation de cours de formation professionnelle, la gestion d'une exploitation depuis au moins cinq ans, la tenue d'une comptabilité et l'existence d'un plan d'amélioration, sont en effet les conditions nécessaires que l'agriculteur doit remplir pour obtenir des aides communautaires. En ce qui concerne l'exploitation, les exigences sont basées sur des paramètres de rémunération du travail : le revenu par Unité de travail doit être, au début du projet, inférieur à un revenu de référence et ne doit pas excéder, à la fin, 120% de ce revenu.

Je me proposerai maintenant de justifier les orientations alternatives évoquées et de montrer que les injections financières dans les exploitations agricoles n'ont qu'un impact partiel, et qu'elles atteignent surtout la catégorie des agriculteurs qui produisent la majeure partie des ressources nationales.

J'utiliserai dans ce but les informations concernant les projets d'investissement approuvés dans le cadre du règlement 797 pour la région d'Entre Douro et Minho ¹. Le cas d'une région permet d'éviter les erreurs d'appréciation auxquelles peuvent mener les moyennes nationales. Par ailleurs, la région choisie présente des capacités de production élevées et un nombre important de petites exploitations : 143.505 dont 95% ont une superficie inférieure à 4 ha.

Un peu moins de 50% des projets présentés dans cette région depuis l'application du règlement 797 (dernier trimestre 1986) ont été approuvés, et il s'avère qu'entre 1986 et 1990, moins de trente exploitations sur mille ont bénéficié d'aides à l'investissement. Sur l'ensemble de l'agriculture portugaise, 43 exploitations sur 1000 ont réalisé des investissements de modernisation subventionnés par la Communauté Européenne.

La superficie moyenne des exploitations ayant vu leur projet approuvé est de 9 ha. L'activité principale bénéficiaire de l'aide à l'investissement a été, dans l'ordre, l'élevage de bovins (67%), la viticulture (9%), la culture du kiwi (7%), l'horticulture (5%), les cultures fruitières (4%), l'élevage de petits ruminants (3%) et la floriculture (2%). Il est utile de rappeler ici que, pour l'élevage bovin dans cette région, 73% des têtes de bétail se trouvent dans des exploitations de moins de 4 ha. La plus grande part de l'investissement s'est faite dans la construction agricole (31% du montant total), et dans le matériel et l'équipement (40%). Les projets approuvés se répartissent selon l'évaluation de leur montant de la façon suivante : 27% se situent entre 6 et 10 millions d'escudos, 25% entre 2 et 4 millions, et 21% entre 4 et 6 millions. Les agriculteurs qui ont présenté un projet dans le cadre du règlement 797 se répartissent, en première approximation, de la façon suivante :

Origine des projets

	<i>Effectifs</i> (%)	<i>Investissement</i> (%)
Agriculteur à titre principal	32%	27%
Jeune agriculteur	6%	7%
Jeune agriculteur débutant	51%	54%
Aides nationales	11%	11%

Ces informations sont importantes dans la mesure où la dernière catégorie (aides nationales) a accueilli les projets irrecevables par la CEE parce qu'ils ne concernaient pas des agriculteurs à titre principal. Le pourcentage élevé de jeunes agriculteurs mérite aussi quelque

¹ La consultation des données nationales fournies par l'IFADAP confirme l'analyse proposée ici pour l'Entre Douro et Minho.

attention, dans la mesure où un doute subsiste : sommes-nous en présence d'un rajeunissement de la profession (ce dont on se féliciterait), ou d'une situation artificielle créée par le désir de voir le projet aboutir en le situant dans une catégorie favorisée?

Il ne faut cependant pas croire que l'investissement réalisé dans l'agriculture se limite à ces données. On peut mentionner, à ce propos, l'étude d'un groupe international de chercheurs qui (à leur grande surprise) ont montré que les sommes investies dans cette région étaient importantes et que cet investissement était en large mesure informel (sans recours aux circuits bancaires de financement et aux subsides administratifs) et pouvait provenir des revenus de membres des familles ayant des activités rémunérées hors de l'exploitation.

Cette constatation pose un problème essentiel que, dans le cadre de cet article, je ne poserai que sous la forme d'une interrogation. Faisant suite au dualisme qui a longtemps caractérisé l'économie portugaise, partagée entre latifundia et agriculture familiale, un nouveau dualisme n'est-il pas en voie de s'imposer aujourd'hui avec d'une part, ceux qui cumulent capital, relations et appui des entreprises, et d'autre part, la masse des agriculteurs exclus par les politiques agricoles?

Coimbra
Faculdade de Economia
Janvier 1992

Bibliographie

- Barros, Vitor Coelho, e Fragata, António (1988), "Agricultura minifundiária : que tecnologia?", *Cadernos de Ciências Sociais*, 7.
- Carvalho, Agostinho de (1984), *Os Pequenos e Médios Agricultores e a Política Agrária no Período 1960-1975 : Perspectivas de Desenvolvimento da Agricultura*, Oeiras, Instituto Gulbenkian de Ciência.
- Carvalho, Agostinho de, et al. (1982), *Que Futuro para a Produção Leiteira : Grande ou Pequena Exploração?*, Oeiras, Instituto Gulbenkian de Ciência.
- Hespanha, Pedro (1987), "Posse da terra e reprodução da força de trabalho : o caso do Baixo Mondego", *Revista de Ciências Sociais*, 22.
- Hespanha, Pedro, e Reis, José (1988) *O Desenvolvimento do Baixo Mondego : economias regionais e intervenção do Estado e economias regionais*, Coimbra, Comissão de Coordenação da Região Centro.

- Moreira, Manuel Belo (1986), "A agricultura portuguesa : uma apresentação", *Aspectos do Portugal Rural*, Sociedade Portuguesa de Estudos Rurais.
- Pires, A. Rosa (1986), "A pluriactividade agricola e as políticas integradas de desenvolvimento regional", *O Financiamento do Desenvolvimento Regional e Local*, Coimbra, Comissão de Coordenação da Região Centro.
- Reis, José (1984), "A pequena agricultura e o desenvolvimento económico : modos de inserção da agricultura na economia portuguesa", in *Modernizar a Economia Portuguesa*, Lisboa, Associação Portuguesa de Economistas.
- (1985), "Modos de industrialização, força de trabalho e pequena agricultura", *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 15/16/17.
 - (1986), "Agricultura complementar e salários industriais", in Joaquim Feio et al., *Estudos Económicos e Jurídicos*, Lisboa, Imprensa Nacional-Casa da Moeda/Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra.
 - (1988), "Un exemple de système productif local : les industries d'Agueda", *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 58, vol. 2-3.
 - *Revista Crítica de Ciências Sociais* (1981), 7/8.

PORTUGAL, 1974-1994
Peuples Méditerranéens n° 66
janvier-mars 1994
pp. 149-165

OCCUPATIONAL SEGREGATION BY GENDER

Virginia FERREIRA

Introduction

It has been amply demonstrated that Portugal is no exception to the rule when it comes to sexual discrimination in the labour market*. Employment among women is lower than among men, and women tend to work in lower-paying sectors of the economy. Women hold positions requiring lower qualifications and stay in them longer than do men.

* This is a revised version of a paper presented at the European Feminist Research Conference "Women in a Changing Europe", Denmark, University of Aalborg, August 18-22, 1991. This paper has benefited from criticisms of earlier work at the Centro de Estudos Sociais (CES) da Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra and at the Group d' Etudes sur la Division Sociale et Sexuelle du Travail (GEDISST) (IRESCO-CNRS- Paris). I would like to thank Carlos Fortuna, Juan Mozicafreddo, and Helena Araujo for their comments on earlier versions of this paper. Carlos Fortuna and Robert Chatel helped with the English version. In conducting my present research I have received financial support from the Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica. The Fundação Calouste Gulbenkian gave me a grant which made possible my stay at the Group d' Etudes sur la Division Sociale et Sexuelle du Travail (GEDISST - IRESCO, CNRS, Paris) during March and April 1991.

Women's salaries are lower, and, overall, their length of employment is shorter than that of their male counterparts, etc. (Silva, 1983).

Most striking, however, is that a comparison of labour and employment statistics reveals fewer disparities between the male and female work force in Portugal than those reported in more developed countries. This finding is supported by three sets of data— indicators of jobs held by workers in all age and marital status categories, data concerning women's professional status, and measures of degree of sectoral and occupational division of the employment structure based on gender.

In this paper, I shall argue that these indicators are as much a statistical phenomenon as they are measures of the social structure and employment system in Portugal. The ways in which social structure affect these indicators contribute to an overall picture of greater economic activity among women and less gender-based sectoral and occupational segregation. I shall distinguish between those factors that create an illusory effect at the statistical level and those that reveal a less discriminatory reality where employment of women is concerned because, on the social level, they counteract segregation of the sexes where employment is concerned.

I shall argue that in Portugal, as in most semiperipheral countries, a strongly interventionist albeit economically weak state; incipient technological and economic development; great flexibility in families' allocation of their members' work abilities; a rigid social structure; and low geographical mobility among families result in a less gender-segregated employment system than those found in more developed countries. First, women's employment patterns and sectoral / occupational gender-based job segregation will be analyzed. Following this discussion, the social structure and role of the State with respect to the employment of women and designation of gender-specific jobs will be examined.

Women in the work force

Given the surprising trends revealed by the data, one is tempted to compare the findings to international statistics, even though such a risky comparison results in a rather distorted picture. In 1987, the number of working women in Portugal came to 46 percent¹, one of the highest

¹ This figure represents the percentage of employed women of working age. The labour force is defined as the total number of employed and unemployed women. Employed women include those who did any work for pay or profit at the time of the survey (1-week period), or who were temporarily absent from jobs held. Family workers are also included. Unemployed women include those

rates among EEC countries with an average of 41 percent¹. Denmark, the United Kingdom and France, with 60, 49 and 46 percent, respectively, were also above average. Even married women between the ages of 25 and 49, commonly those with the lowest employment rate, totaled 64% in Portugal. The only other European countries with percentages above the 56% EEC average were Denmark (88 percent), the United Kingdom (69 percent), France (67 percent) and Belgium (61 percent).

The high employment rate among Portuguese women, however, is largely the result of the particular social structures which characterize Portuguese society. The description and discussion that follows underscores the substantial impact of such indicators on employment.

The first important factor which significantly affects employment figures is the number of women working in the rural sector. Indeed, 27 percent of all women employed in Portugal in 1987 were agricultural workers. Although Greece was the only EEC country with a higher percentage in 1987, countries such as the UK (1%), Belgium (3%), Ireland (5%), Luxembourg (3%), Italy (11%) and Spain (13%) had much lower rates in this domain. In contrast to most European women, many Portuguese women work in traditional jobs linked to family consumption. Only 9 percent of women in agriculture are paid workers in Portugal. Of the remaining total, 73 percent are either employers or self-employed, whereas 18 percent are considered family workers.

From a sociological standpoint, the realities faced by all women in the agricultural sector are not very different, especially where employers, self-employed and family workers are concerned. I believe the differences stem far more from the statistical criteria used to categorize them than from any significant differences in social status. Following this line of reasoning, although the rate of employment of women in Portugal appears high, the patterns of employment suggest that we proceed with caution when analyzing and interpreting their sociological meaning and comparing them to more developed countries. For the sake of illustration, if one were to label as "employed" only those women in agriculture who actually earned wages, the employment rate would drop to 34 percent, a

without jobs who were actively seeking paid employment, or were looking to set up their own business or professional practices, or were waiting to be called back to a job from which they had been laid off, or would be starting a new job following the survey. (EUROSTAT, 1989).

¹ Unless otherwise specified, data and definitions are taken from the 1987 Labour Force Survey by the Statistical Office of the European Communities (EUROSTAT, 1989). Generally the frame of reference is limited to EEC countries. The exclusion of Scandinavian and eastern European countries from data analysis is not without risks. For example, the claim that the employment rate among Portuguese women is one of the highest is only valid within the EEC context since in all Scandinavian and eastern European countries the rates are much higher.

figure very close to Ireland's, Belgium's and Luxembourg's, the less developed EEC members prior to the entry of southern European countries. The conclusion to be drawn is that the high percentage of women employed in agricultural jobs evidently inflates employment statistics. At the same time, despite this fact, it is noteworthy that employment of women in Portugal remains significantly higher than in Spain and Greece.

I am not suggesting that self-employed women or family workers in the agricultural sector should not be categorized as "active workers". In fact, current statistical methods have attempted to move beyond the overly rigid, formalistic approach which, until recently, did not acknowledge jobs that did not conform to the standard model of wage labour. It is important to note that rather different types of economic activity are included within the same statistical categories; consequently, we should not draw unwarranted conclusions about the status of working women in various countries based solely on unrefined measures.

The second important factor which should be taken into account in the sociological interpretation of employment figures is the percentage of women working part-time. In Portugal only 10 percent of working women hold part-time jobs. Moreover, this percentage includes diverse social groups and is not concentrated in the category of married female wage earners. In Portugal only 9.5 percent of married working women are employed on a part-time basis, in sharp contrast to the Netherlands (75 percent), UK (54 percent), Denmark (51 percent), and Germany (46 percent). Among EEC countries, only Greece and Italy compare to Portugal, with 9.9 and 10 percent, respectively ¹.

Portuguese legislation with respect to part-time work plays a pivotal role, as is also the case in Greece and Italy (Bettio, 1989: 97-112; Del Boca, 1988:126). In fact, legislation does not stimulate the creation of part-time jobs because it offers no particular advantages for either employers or women employees. Employers gain nothing from labour policies which do not reduce labour costs, for the latter continue to be based on full-time employment. Nor does part-time employment result in decreased employee benefits, such as social security, maternity leave, and so on. For their part, Portuguese women, who entered the work force after their European counterparts, sought full-time and full-salary positions. From a feminist perspective, one might interpret this as a desire for autonomy on the part of women. In fact, it appears to be principally a response to a low wage scale and the corresponding need to supplement the family's resources through several incomes. Unlike

¹ Part-time employment figures for Scandinavian women, with the exception of Finland, are similar to Denmark's. In eastern Europe, the equivalent number is very low.

their counterparts in other countries, there is no financial incentive for Portuguese women to work part-time.

The low percentage of part-time jobs has a positive effect on the overall employment rate, in contrast to agriculture-related statistics. For the sake of illustration, if one were to calculate women's employment in Portugal based only on the number of women holding full-time jobs, the total would drop from 46 to 39 percent. In contrast, equivalent percentages for Denmark and the United Kingdom, for example, would drop from 60 to 37 percent and from 49 to 30 percent, respectively. Thus, the contention that employment of women in Portugal tends to be underestimated when combined with other available data is confirmed.

The fact that so few women in Portugal work part-time is interesting for two commonly acknowledged and interrelated reasons: on the one hand, it reflects the way women view themselves in the work place and relate to their jobs, and, on the other hand, it reveals how employers view women employees.

The high percentage of women working in the agricultural sector and the low percentage of women working part-time cannot be taken into account when determining patterns of division of labor along gender lines insofar as these data reflect the rather underdeveloped service sector, a sector dominated by women and part-time employees, as we shall see.

Sectoral and Occupational gender-based Segregation

In 1987, the index of sectoral segregation¹ by gender in Portugal was 35 percent, the third lowest among EEC countries (comparable to Germany's but higher than Spain's and Greece's indexes). By contrast, the Netherlands and the United Kingdom had the highest figures (42 percent and 41 percent, respectively). In 1987, Portugal's index of occupational segregation by gender was 28 percent compared to 36 percent in Spain (1986), 37 percent in Germany and the U.S. (1986), and 40 percent in the Netherlands (1985), Canada and France (1986) (Mata-Greenwood, 1988; INE, *Inquérito ao Emprego de 1987, 1º Trimestre*; Desrosières and Thévenot, 1988)².

¹ The concept of segregation refers to an uneven social division of labour. It is essentially a descriptive term and does not imply any specific separation mechanism. Possible criteria include sex, race, region, etc.

² These indexes are the so called indexes of dissimilarity and are defined as $l(t) = 1/2 \sim |m(i,t) - f(i,t)|$, where $m(i,t)$ is the percentage of all males in the labour force at time t that are employed in sector of employment or occupation i , and $f(i,t)$ is the same percentage for females in the same sector of employment or

With respect to Portugal's gender-based sectoral segregation index, the relatively weak weight of the service sector within the country's overall employment structure remains one of the most significant explanations for the fact that male and female employment structures differ very little by European standards. In fact, it is specifically in the service sector that one finds the highest concentration of typically female occupations and part-time positions. In this regard, one must consider that the service industry employs only 50 percent of the total number of working women in Portugal; Greece and Italy aside, this figure is much lower than the European average of 70 percent of women working in services. If Portugal's employment structure were on a par with other EEC countries, the 20 percent difference in female employment in the service sector would be made up of the "surplus" of women working in agricultural and manufacturing jobs. Thus, the lower level of gender-based sectoral segregation can be attributed, first and foremost, to the absence of fundamental changes in agriculture in Portugal, as we shall see in further detail in a later section.

Yet another equally important factor is the high percentage of women employed in the industrial sector. Portugal and Germany are the only EEC countries in which approximately one quarter of women are employed in manufacturing (EUROSTAT, 1989). In Portugal, this phenomenon is largely due to the importance of traditional export manufacturing, which is typically very labour-intensive, pays extremely low wages, and employs a substantial number of women workers.

Let us now examine the main factors affecting the distribution of workers within occupations. Some countries have lower indexes than Portugal's 28 percent; for example, Uruguay (13 percent), Indonesia (14 percent), Hong-Kong (18 percent), Republic of Korea (19 percent), Japan (23 percent) and Greece (25 percent). These low percentages are mainly due to the limited range of male versus female jobs where manufacturing is concerned. This can be attributed as much to limited industrialization (in Uruguay, for example) as to the massive entry of women workers in manufacturing (For example, 28 percent of working women in Japan are in manufacturing). Other factors related to the job sectors themselves merit closer examination, however.

same occupation i. They were calculated at the one-digit ISCO and ISIC level (OECD, 1985; Holden and Hansen, 1987). For calculations relative to sectoral dissimilarity, I used EUROSTAT data for 1987 (EUROSTAT, 1989). For the calculation of occupational dissimilarity, with the exception of Portugal and France, I used ILO statistics cited by Greenwood (1988) relative to the distribution of male and female employment in ten major occupational categories. The value of these indexes shows the percentage of men and women who would need to change sectors or occupations in order to produce similar structures of male and female employment.

The current low wage scale is one of the major factors affecting low gender-based occupational segregation in Portugal. Indeed, of particular note is the exceptionally high proportion of women in the categories "self-employed" and "employers". In agriculture, for instance, 70 percent of women are either "employers" or "self-employed". This is a truly unique situation among EEC countries. Spain, with 43 percent "employers" or "self-employed" women in agriculture, has the second highest percentage. Moreover, the situation is similar in manufacturing and the service sector. In manufacturing, figures range from 8 to 11 percent in Portugal, Greece, Italy and Spain, whereas in the remaining EEC countries the total does not exceed 5 percent. In the service sector, equivalent figures range from 14 to 18 percent in the same four countries whereas in the rest of the EEC, the highest percentage is 11 percent (EUROSTAT, 1989).

This feature of the Portuguese employment structure is reflected in the levels of segregation; the official categorization of occupations reveals a marked tendency to classify non-wage labour in rather general categories. These categories tend to reveal far more about the status of the position within the occupation, than about the actual job description. As a result, it is rather difficult to distinguish between tasks assigned to a female or male "farmer" or to a female or male "retailer". Such broad categorizations are therefore of little value as indicators of gender-based division of labour for almost one third of the total working population.

In theory, such a high percentage of self-employed women should reflect positively on the employment situation. Once again, though, we must closely examine the diversity which exists within a particular statistical measure. According to M. Lurdes Rodrigues' study, a high percentage of women entrepreneurs in Portugal (approximately half) have either inherited their positions or obtained them through marriage. This is not the case in more developed countries where the majority of female entrepreneurs acquire or create their own businesses themselves (Rodrigues, 1989). In fact, such data provide valuable information on social differences and work environments in various countries where working women are concerned¹. In Portugal, the family continues to exert a strong influence on other social spheres. Thus, the degree of economic individuation is somewhat lower compared to more developed countries.

This low individuation can be seen in other domains as well. In countries like Portugal, the role of family strategies in the management of internal labour resources is important for the reconciliation of the household's financial needs with self-production. Several studies have shown that Portugal's low wage scale can only be understood in terms of women's role as advocates and agents of the family's resistance to

¹ This does not mean that many women who inherit a business or acquire one through marriage do not frequently have to earn their place through hard work and sometimes creating their own positions and modernizing.

putting a price on labour, a strategy adopted to preserve and reinforce their ties to the land (family self-consumption rationale) (See Rodrigues, 1988 and Hespanha, 1990).

Another factor specific to Portuguese society is the link between social class and gender where social relations are concerned. This is evident in the high degree of feminization in technical-scientific occupations, in turn related to the low degree of gender-based segregation which characterizes the overall educational system. As early as the 1960's, Portugal had one of the highest percentages of women in higher education in all of Europe. In 1989 the feminization of technical-scientific occupations reached 55 percent. Interestingly, this figure is comparable to those of countries less developed than Portugal, as well as Scandinavian and Eastern European countries. In point of fact, whereas in more developed countries the rate of feminization of R&D occupations hovers around 10 percent (i.e. the U.S., Japan, Switzerland), in semiperipheral countries such as Portugal, the percentage is over three times higher (37 percent). A possible explanation is the close link between R&D positions and production in the more industrialized countries which results in higher salaries and fewer women in such positions. By contrast, in less industrialized countries, investment in R&D tends to be lower, salaries are lower, and women are more prevalent (Ruivo, 1986: 672ss).

Nevertheless, the lack of capital investment in the area of R&D does not explain the high rate of feminization in other technical-scientific positions. Teaching is a case in point. Almost entirely state-controlled and universally considered a predominantly female domain in all EEC countries, southern Europe has the highest percentage of women in education. High school teaching is dominated by women in Italy (63 percent) and Portugal (62 percent), followed by France and the United Kingdom with 50 percent, while Denmark (37 percent) and Germany (31 percent) have lower percentages (OECD, quoted in *A Situação do Professorado em Portugal*, 1988: 1197)¹. At the university level, women in Portugal represent over 30 percent of the teaching faculty, one of the highest rates in Europe (Sutherland, 1989).

Teaching demands high professional qualifications and is generally a low-paying position, as are most jobs in the public sector. In the more developed countries, teaching tends to be dominated by men in comparison to the Southern countries. This is all the more surprising considering that education is more universal in those countries, and there is also a relative abundance of highly qualified personnel. High social prestige and masculinization would seem to be more consistent with the situation in poor countries where education, particularly at the university level, is less universal, and more elitist (Ferreira, 1989). If

¹ The global rate of feminization of teaching (excluding tertiary education) is 77 percent. The most feminized level is primary education (92 percent).

there is no shortage of highly qualified personnel, it is mainly due to a lack of dynamism in the job market with respect to job opportunities for highly-qualified candidates with advanced degrees¹.

One could argue that the more elitist a society, the greater the tendency to value highly-qualified women among the elite. In other words, women in elitist societies tend to hold positions that, in less elitist societies, would be occupied by men from lower social classes who have succeeded in pursuing higher education. This being the case, class and gender relations in semiperipheral countries combine to create a social fabric in which the need for highly-qualified professionals is more likely to be met by women from the upper classes.

Put differently, class distinctions would appear to supersede gender relations. I do not wish to rekindle the debate over whether the main factor in the oppression of women is capitalism and whether the main enemy in the struggle against such oppression is capital. I am not positing a hierarchical relationship between class and gender in Portuguese society. As Danièle Kergoat states, "there is neither a main front, nor a main enemy. One social relation cannot be a bit more alive than another: it either is or it is not [alive]" (author's emphasis) (1987: 83). In every society, the link between these two factors takes different forms which further determine differences in gender-based division of labor evident in even the most diverse societies.

In the case of Portugal, I would argue that a certain delay in universalizing education, combined with a strong, premature interventionist policy by an economically weak State², has resulted in a higher degree of feminization in education (among students and teachers alike) and in technical-scientific professions.

¹ In 1981, only 11 percent of young people attended university in Portugal. Greece was next with 18 percent. In all the other countries, the figure ranged from 25 to 30 percent (Peixoto, 1989:169). In 1989, in Portugal, only 3 percent of people over the age of 15 had a tertiary degree.

² Antonio Novoa has written about the early intervention of the Portuguese State in education; it was a pioneer in initiating a tax to cover educational expenditures as far back as the 18th century and in establishing equal pay for male and female teachers in 1878. Equal pay in teaching was instituted in 1909, in France, and in England only in the 1950's (Novoa, 1987). According to Helena Araujo's analysis in a forthcoming doctoral dissertation entitled "State, Gender and Teaching - The Portuguese Case (1870-1930)", the intervention of the Portuguese State was early while, at the same time, highly rhetorical. The lack of financial means available for universal education produced feeble results. According to Araujo, the relative lack of responsibility of the central State, which delegated coordination and financing of the system to local authorities, is evident in the fact that universal education in Portugal occurred much later than in more developed countries.

Up to now I have focused on the need to combine analyses of published statistical data on women in the work force and job segregation with analyses of more specific data lest we run the risk of being overly optimistic in our interpretations. From a global perspective, it would be a mistake to view these data as mere statistical artifacts totally removed from any social reality. In the following section, we will examine other fundamental traits of Portuguese society on which these statistical data are based. I believe that the ways in which Portuguese society is structured lead to a higher degree of participation by women in the work force as well as less horizontal gender-based job segregation.

Social Structure and Working Women

In Portugal, the last few decades of industrialization have not been accompanied by any substantial changes in the country's agricultural sector. There has been only a slight decrease in the number of agriculture-related jobs which is rather unusual. The result has been a peculiar complementarity between family-operated agricultural enterprises (as a rule, run by women) and men seeking jobs in manufacturing and service industries in Portugal or emigrating to other countries. It is therefore not surprising that in the industrialized regions of northern and central Portugal, where the majority of the population lives, around fifty percent of families continue to be involved in small-scale, family-run farming operations.

Nationwide, wages account for merely 40 percent of the average family income. Multiple jobs and multiple incomes would seem to be closely linked to social relations, resulting in cognitive maps and symbolic frameworks very distinct from the ones traditionally associated with the working class or its rapport with the bourgeoisie. Consequently, according to Santos, "the capital-labour relations are permeated by rings of relations deriving from non-capitalist social practices and ideologies which induce fragmentation and atomization within the working class and, up to a point, within the bourgeoisie as well" (Santos, 1985: 882).

It stands to reason that the cognitive maps and symbolic frameworks derived from life styles only partly affected by a capitalist rationale give rise to a rather complex social reality in which division of labour along social and gender lines may be characterized as flexible. This flexibility is based on two interrelated factors: first, in order to ensure stability and economic survival, families must be flexible when it comes to allocating work roles among family members; second, individual members' abilities are carefully assessed in terms of the contributions they make in meeting the family's temporary needs and in seeking job opportunities outside the family.

Occupational Segregation by Gender

In the long run, and inasmuch as the job market increases, division of labour according to gender tends to become reinforced. This explains why gender-based job segregation increases as countries become industrialized, or, conversely, why it remains low in countries still in the process of becoming industrialized (Bradley, 1989).

The complexity of Portuguese society implies a greater diversity of social situations because responsibilities are assigned according to less stringent, predetermined guidelines. One could say that there is a less standardized pattern with regard to division of labor; this is a byproduct of the aforementioned multiple jobs and incomes at the level of the family. Thus, family and work situations faced by men and women alike in Portugal are quite different from those typically associated with either gender.

Needless to say, a healthy agricultural sector represents the reverse side of an incipient though growing industrialization. In this regard, Portugal's situation has been summarized by the OECD as a compact industrial network based on heterogeneous complexes of manufacturing subsets, with diverse organizational schemes and philosophies. Specialization is largely centered on labour-intensive jobs. Industry is dominated by micro- small- and mid-sized companies, under very little pressure to grow. Many of them continue to be operated using old-fashioned management methods. This is partly due to state protective schemes. As a result, change is minimal and slow, with insufficient educational and vocational training, inadequate administrative and institutional structures, and an incipient institutionalization of collective bargaining procedures (OECD, 1984, 11: 6-19).

The impact of what could be called "semi-industrialization" on gender-based occupational segregation is multiple. On the one hand, it has an immediate effect on the high proportion of women employed in manufacturing, particularly in labour-intensive production jobs. On the other hand, it explains the underdeveloped, backward technical services, resulting in the lack of intermediary positions in the social hierarchy. Both factors are related to the low number of female employees in the service sector.

Other factors should be underscored, however, for the important role that they play in segregation patterns. I am referring to current organizational models and qualification scales. The authoritarian and paternalistic management style characteristic of most enterprises results in more flexible division of labour by gender. This is due to the fact that procedures such as personnel recruitment are not very bureaucratized, relying instead on face-to-face relationships. Rigid sexual stereotyping is less likely to occur when contact is more personal. Moreover, in these micro and small enterprises, state regulation with regard to industrial relations is minimal. In addition, specialized labour requirements are loose and ill-defined, for the division

of labour is less rigid and fragmented : workers are more polyvalent and jobs more diversified.

Last but not least, the State also plays a role in setting patterns of occupational segregation by gender. Its influence is evident in labour and family policies as well as social benefits and civil rights. It is to this issue that we shall now turn.

Semiperipheral State and Labour Market Segmentation

The role of the State tends to be greater in semiperipheral countries. According to Wallerstein (1979), despite the fact that the State is economically weak, it constitutes a very strong political presence¹. By and large, the strong political role of the State stems not only from its intermediary position between core and peripheral areas but also from a certain political autonomy acquired in the process of regulating the impact of external economic and political pressures on domestic issues.

In Portugal, a neo-mercantilist scheme of industrial protection was in place from the early 1930's up to the democratic revolution of April 1974. As elsewhere, state protectionism resulted in a reduced market economy, thereby keeping national and international competition to a minimum.

For the purposes of this paper, I will focus on two issues : first, government intervention in industry, and, second, the new legal - institutional apparatus which came out of the 1974 Revolution.

With regard to industry, the situation in Portugal can best be understood as one in which capital-labour relations are regulated by a series of informal mechanisms working side-by-side with state regulatory codes. Neither capital nor labour has the power to impose rules of arbitration on its own². The difficulty stems from heterogeneous social classes in a society where there are significant differences

¹ According to I. Wallerstein's definition (1979), these countries can be designated semi-peripheral by virtue of the fact that they are at the intermediate stage of development and serve as intermediaries between the core and the peripheral countries in the world.

² In 1990, for the first time since the 1974 revolution in Portugal , with the State as prime mover, a general agreement was reached between unions (with the exception of those influenced by Communist Party), employer's associations and the State . The first agreement, limited to wages and prices, was accepted in 1986 and took effect in 1987 (Marques e Ferreira, 1991). As various people have noted (For example, Poole, 1986: 100), the role of the state in industrial relations is almost always of considerable importance in developing countries.

among social environments. The absence of corporatism has enabled the State to play an increasingly central role in social regulation (Santos, 1985: 872). The main point worth retaining from this description is the notion that the role of the State is strong and pervasive in Portugal and that a market economy is noticeably absent. There is very little unionism which also affects patterns of occupational segregation.

The aforementioned characteristics contribute to a type of state corporatism, in which, to quote Michael Poole, "strongly interventionist governments are unchecked by independent organizations of labour" (1986: 100). State corporatism, as opposed to the societal corporatism typical of strong Welfare States, is facilitated by the concentration of power in government; the existence of monopolies; the absence of independent labour organizations; and single-party political systems (ibidem). To a great extent, this is an apt description of Portugal prior to the Revolution of 1974. At the same time, it cannot be assumed that all traces of the nearly fifty-year reign of the "Estado Novo" (New State) disappeared overnight.

In addition, phenomena which emerged during the period following the Revolution of 1974 reinforced certain trends. Political democratization has resulted in conditions which have enabled labour to increase its influence in domestic politics, gradually shifting its power (such as it was) from the labour market to the political arena. In fact, this is quite common in western societies with strong communist parties which tend to dominate trade unions and politicize agendas (Poole, 1986: 113). Thus, politics once again played a major role in relations between labour and capital.

Logically, one can argue that the more powerful and more numerous labour unions are, the more fragmented and diversified their demands tend to be. The outcome of this policy is an extremely segmented labour market, with strong divisions among groups of workers. Consequently, wages and salaries are directly related to the bargaining power of labour regardless of whom it represents. In Portugal, however, the low level of union membership in the long run contributes to decreased segmentation in the labour market. At the same time, standardization of wages and salaries among both male and female workers is reinforced.

On the whole, state industrial policies, coupled with the inability of both capital and labour to organize, are likely to result in less gendered employment structures than those normally created by market principles.

As for the second major issue -- the post-1974 legal -institutional apparatus -- the first noteworthy factor is the way in which the state has conditioned women's involvement in economic life outside the home by providing universal paid maternity leave. This legislation is no doubt based on the assumption that integrating women into the work force is impossible without granting them specific benefits.

According to this legal paradigm, women's rights are framed within a Universalist concept of citizenship. As Jane Jenson (1986) points out in her analysis of France, the concept of citizenship includes the right to work. English-speaking countries tend to view citizenship in more individual terms and divide the concept into two separate spheres: one for male family providers and another for female reproductive agents.

Government policies are not without shortcomings and inadequacies, however, due in large part to a shortage of financial resources, as we saw in the area of universal education. In order to compensate for such deficiencies, traditional forms of family-based welfare, as well as new forms of welfare, have emerged. Reliance on interpersonal, family networks or mutual help is common works effectively as an informal compensatory mechanism existing alongside official welfare policies (Santos, 1991).

Low urbanization and a high concentration of the population in regions of dispersed settlement, together with a high rate of home-ownership and low geographical mobility among families have all contributed to the increase in the number of working women in Portugal in that, taken together, they have created opportunities for informal child-care. This informal system reduces the difficulties of working mothers to a minimum, and the principal dilemma faced by Portuguese women is having to choose between working full-time and having children. At present, professional goals appear to take precedence, since Portugal currently has one of the lowest conjunctural fertility indexes in Europe (1.5, in 1989) and, increasingly, women are putting off having children until their late thirties.

In summary, we are dealing with a highly interventionist state whose policies are based on a Universalist concept of citizenship but whose economic and financial problems prevent it from providing adequate welfare. This leads to increased informal welfare networks, so much so that Portugal's welfare state could be said to work side by side with a welfare society reliant on the family and neighborhood, as Boaventura S. Santos has stated (1991).

Government policy, together with a social structure characterized by multiple jobs and income sources, a low percentage of paid labour, poor economic and technological development, and a low level of class corporatism are at the root of less horizontal segregation based on gender.

Conclusion

I began by examining statistical data related to gender-based division of labour in the Portuguese employment system. I have argued that the pattern and degree of women's integration in Portugal's national economy are different from those of more industrialized EEC countries.

Individual family arrangements and, more generally, social structures, as well as the particular role of the state result in a greater number of working women and reduce gender-based segregation in employment.

I believe that these characteristics should not be viewed as merely a consequence of lagging economic development. At the same time, I reject analyses and interpretations which claim that these phases are the same ones experienced by highly industrialized countries in the past. The aforementioned structural elements, combined with low wages and a wave of feminism evident in Portugal today, suggest that ongoing industrialization, begun when Portugal joined the EEC, will not further segregate the labour force along gender lines as in countries industrialized long ago -- at least not to the same extent.

Centro de Estudos Sociais
Faculdade de Economia
Universidade de Coimbra

Bibliography

- A Situação do Professor em Portugal (1988). "Relatório da Comissão criada pelo Despacho 1141ME/88 do Ministério da Educação". *Análise Social*, vol. X(IV, nº 103-104, 1187-1293.
- Bettio, Francesca (1989) "L'emploi féminin: tendances du marché, tendances de la recherche". In Maruani et. al., 97-112.
- Bradley, Harriet (1989). *Men's Work, Women's Work*. Cambridge: Polity Press.
- Brown, Clair and Pechman, Joseph A. (eds.) (1987). *Gender in the Workplace*. Washington, D. C.: The Brookings Institution.
- Del Boca, Daniela (1988). "Women in a Changing Workplace - The Case of Italy". In Jenson et al., 120-1 37.
- Desrosières, Alain and Thévenot, Laurent (1988). *Les catégories socio-professionnelles*. Paris: Editions La Découverte.
- EUROSTAT, (1989). *Labour Force Survey - Results 1987 (Inquérito sobre as Forças de Trabalho - Resultados de 1987)*. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes.
- Ferreira, Virginia (1989). "Universidade de Coimbra—1964 -1985. Que mudanças?" *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 27/28, 211-232.
- Jenson, Jane (1986). "Gender and reproduction: or babies and the state". *Studies in Political Economy*, vol. 20. 9-46.
- Jenson, Jane et al. (1988). *Feminization of the Labour Force - Paradoxes and Promises*. Cambridge: Polity Press.

- Hespanha, Pedro (1990). *A Propriedade Multiforme - Um estudo sociológico sobre a evolução recente dos sistemas fundiários em Portugal*. Coimbra: FEUC, Tese de Doutoramento, (mimeo).
- Holden, Karen C. and Hansen, W. Lee (1987). "Part-Time Work, Full-Time Work, and Occupational Segregation". In Brown and Pechman, (eds.), 217-246.
- INE (1987). Inquérito ao Emprego - 1º Trimestre de 1987. Lisboa: INE.
- Kergoat, Danièle (1987). "Em Defesa de uma Sociologia das Relações Sociais". In Vários, 79-93.
- Marques, Maria M. L. and Ferreira, Antonio C. (1991). "A Concertação Económica e Social: a Construção do Diálogo Social em Portugal". *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 31, 11-41.
- Maruani, Margaret et. al. (1989). *La Flexibilité en Italie. Débats sur l'Emploi*. Paris: Syros/Alternatives.
- Mata-Greenwood, Adriana (1988). "Les femmes dans la population active entre 1980 et 1986". *Femmes au Travail*, 1.
- Novoa, Antonio (1987). *Le Temps des Professeurs*. Lisboa: INIC.
- OECD (1984). *L'Industrie au Portugal: Développement, Restructuration, Politiques Industrielles*. Paris: OCDE (Vol. I & II).
- OECD (1985). *The Integration of Women into the Economy*. Paris: OCDE.
- Peixoto, João (1989). "Alguns dados sobre o Ensino Superior em Portugal". *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 27/28, 167-188.
- Poole, Michael (1986). *Industrial Relations - Origins and Patterns of National Diversity*. London and New York: Routledge & Kegan Paul.
- Rodrigues, M. João (1988). *O Sistema de Emprego em Portugal*. Lisboa: Dom Quixote.
- Rodrigues, M. de Lurdes (1989). "As Mulheres na Função Empresarial: problemas e hipóteses". *Organizações e Trabalho*, 1.
- Ruivo, Beatriz (1986). "A Mulher e o Poder Profissional: a mulher em actividades de investigação científica em Portugal". *Análise Social*, Vol. XXII, n.º 92-93, 669-680.
- Santos, Boaventura S. (1985). "Estado e Sociedade na Semiperiferia do Sistema Mundial: O Caso Português". *Análise Social*, Vol. XXI, n.º 87-89, 869-901.
- Santos, Boaventura S. (1991). "State, Wage Relations and Social Welfare in the Semiperiphery: The Case of Portugal". In this issue of *Peuples Méditerranéens*.
- Silva, Manuela (1983). *O Emprego das Mulheres em Portugal*. Porto: Afrontamento.

Occupational Segregation by Gender

Sutherland, Margareth (1989). "Women Teaching in European Universities: Interviews and Information". *Education and Research in Education*, vol. 3, nº3, 1 43-1 55.

Varios (1987). *O Sexo do Trabalho*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.

Wallerstein, Immanuel (1979). *The Capitalist World-Economy*. Cambridge & Paris: CUP & Maison des Sciences de l'Homme.

LE DISCOURS DU BIDONVILLE

Pirouz EFTEKHARI

José H., habitant du bidonville de Conchada, à la périphérie immédiate de Coimbra a été interviewé en Juin 1991. L'entretien est ici fidèlement retranscrit; il appelle un certain nombre de commentaires qui sont ensuite présentés.

I - Entretien

Question - Monsieur José, je voudrais connaître votre idée sur la société portugaise. Qu'est-ce qui se passe en ce moment? Qu'est-ce que vous en pensez?

José - 1 - Ce qui se passe, M. le Dr., c'est ça, on est là à Conchada, dans une situation privée de toute sécurité. On n'a pas de gens à la hauteur de la responsabilité de leurs fonctions. On s'adresse à des gens à qui le peuple a confié des responsabilités, mais eux, n'assument pas leurs responsabilités.

Moi, je vis dans une baraque (*barraca*)¹ avec beaucoup d'autres. M. le Dr., hier même², vous avez eu l'occasion de vous rendre compte de la situation où se trouvent malheureusement les gens, (ils vivent) dans des baraques où même des animaux n'habiteraient pas. Nous, on attire

¹ On trouvera entre parenthèses des expressions portugaises de José, ainsi que des explications relatives à ses paroles ou au contexte.

² Un incendie d'origine manifestement criminelle a failli ravager le bidonville de Conchada, la veille de l'entretien.

l'attention des gens sur notre situation. Moi, par exemple, j'ai interpellé le maire, M. le Dr. Manuel Machado, pour voir s'ils nous aideraient à avoir un minimum de conditions et à construire un poste d'incendie. Il a tout de suite dit qu'il allait résoudre ça. Mais il y a de ça longtemps, de même que ça traîne depuis longtemps, depuis 4 ou 5 ans, pour une fosse que nous n'avons jamais eue. On vit dans une baraque, on n'a pas de toilettes. On a un compteur et on paie l'électricité. Le Dr. Manuel Machado nous a donné, il y a un certain temps, le droit (d'avoir un compteur), de payer l'électricité et d'avoir ainsi la lumière. Et nous sommes dans une lutte pour voir si on résout ... parce que nous avons nos enfants (*nossos filhos*) ... Il y a deux ans il y avait une dame malade du cancer et la malheureuse (*desgraçada*), l'égout passait juste devant sa maison. Nous avons appelé le responsable de la mairie pour porter à son attention qu'il y avait là une malade et que c'était plein de microbes, que l'égout achevait la santé de nos enfants, et quelle solution ils nous proposaient pour cet égout? Un représentant des services de santé s'est présenté du fait que nous sommes allés les alerter. Leur représentant est venu, il pleuvait, on lui a montré la saleté (*porcaria*) qui s'infiltrait dans la maison. Après, il a disparu et encore aujourd'hui le problème n'a pas été résolu. De nouveau, l'égout a éclaté, on s'accroche à ce problème pour voir si on le résout prochainement. On y va (à la mairie) et on demande qu'ils résolvent notre problème. Et eux, ils traînent et traînent et ne résolvent rien. Il y a quelques jours, j'étais à la maison, une dame, responsable des Services d'habitation, Dona Conceição, de l'Habitation de Coimbra, est venue. Elle était déjà venue, il y a huit ans et m'avait dit ceci ... elle m'a appelé et m'a demandé : "Vous êtes résident de la rue du 29 Juin?" J'ai répondu : "Oui, Madame, comme vous le voyez, j'habite cette baraque." Elle m'a dit : "Permettez-moi de voir la situation dans laquelle vous vivez ici, à l'intérieur de la maison." J'ai dit que c'était avec grand plaisir, pour qu'elle voit elle-même et communique (son rapport) aux machins (services) de la mairie dans quelle situation nous nous trouvons, nous, êtres humains (*humanos*) qui sommes vos égaux. Elle est entrée et a été choquée de voir là des gens vivre avec des petits bébé dans cette situation. Elle a vu que ces baraques ne pourraient même pas être destinées aux poulets, ni aux animaux et beaucoup moins à des êtres humains. De ça, il y a huit ans, M. le Dr. J'étais à la maison, il y a quelques jours, et comme je vous disais, je la vois apparaître. Ça me met en colère. Parce que, je m'excuse de le dire, c'est le moment des élections¹ et nous sommes tellement ... (mots inaudibles) ... On voit que lorsque les élections approchent, ils commencent à faire quelque chose. Ensuite, ils trompent à nouveau le peuple. Alors, la dame est venue frapper à la porte pour parler avec moi. Je lui ai dit de me faire la faveur d'entrer, mais je ne l'ai pas reconnue. Un ingénieur de la mairie l'accompagnait. Elle s'est présentée. (Je l'ai

¹ Elections parlementaires d'octobre 1991.

reconnue et) je lui ai dit : "Ah, mon Dieu (*pelo amor de Deus*), il y a huit ans, j'ai entendu de votre bouche, assise au fond de ces escaliers-ci, que cette baraque n'était même pas bonne pour des animaux et encore moins pour des êtres humains. Vous vous en êtes allée, vous êtes montée dans votre voiture pour regagner la mairie et vous avez oublié qu'ici vivaient des êtres humains, qui continuent à vivre comme des animaux! Et pendant huit ans, vous n'avez rien fait, ni pour moi, ni pour les autres habitants, (pour nous) qui vivons dans cette misère, dans un endroit qui, comme vous le voyez, est à cinq minutes du centre (*dentro da cidade*) de Coimbra! Et il n'y a même pas un seul responsable qui vienne voir ça?!" Elle m'a dit : " Je suis venue avec M. l'ingénieur pour améliorer (les conditions de vie dans) le bidonville." C'est qu'il y a quelque temps, à l'occasion d'une séance plénière de la mairie, j'avais fait connaître au Dr. Manuel Machado qu'avec le cyclone, le toit d'une des baraques miséreuses (*desgraçada*) avait été détruit. J'avais demandé au Dr. Manuel Machado d'aller voir de ses propres yeux comment ce pauvre malheureux (*desgraçado*) y vivait sans toit, sous la pluie qui abîmait le peu de meubles qu'il avait. Je lui ai dit : "Venez, s'il vous plaît, voir de vos propres yeux. Venez voir la situation. Ce n'est pas pour moi, c'est pour voir la situation d'un de mes voisins qui n'est pas venu." Il m'a répondu : " Oh! je n'ai pas le temps de descendre ¹." Je lui ai dit : "Mais M. le Dr., prendre une minute ne volera pas votre temps, si vous y allez." J'ai insisté pour voir s'il y irait, n'est-ce pas? Mais il répondait tout le temps qu'il n'avait pas le temps. Alors je lui ai dit : "M. le Dr., si votre problème est de ne pas salir vos souliers, qu'il y a de la boue, ce n'est pas un problème, je prendrai à la maison un chiffon et je vous nettoierai les souliers!" Oui, M. le Dr., je lui ai dit même comme ça : " N'ayez pas peur de vous salir les souliers!" Il m'a regardé et a commencé à rire ... Je me suis senti encore plus énervé. Eh bien!, nous sommes révoltés contre cette société, parce qu'ils plaisantent avec notre société, ils plaisantent avec les gens et vivent sur le compte de la société pauvre que nous sommes. A la séance de la mairie, il m'a dit (qu'il y allait), mais il n'est pas venu. Il est le maire, il ne se soucie que des quartiers de la ville.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué hier, dans la partie d'en bas que vous avez visitée², il y a de toutes petites maisons, mais dans une situation pire que les autres, par rapport à l'endroit où nous vivons, sans un minimum de confort (*condições*). Cette partie-là est (considérée comme) quartier de la mairie, c'est pourquoi le maire s'en souciait. Mais à onze heures, il est monté dans la voiture de la mairie, en compagnie de

¹ Conchada est pourtant une colline; le maire descend dans le bidonville comme il descend dans la ville.

² Une baraque à l'extrémité du bidonville, qui a brûlé au moment de l'incendie. Quelques mois auparavant, avec le mauvais temps, le toit de certaines des baraques s'était effondré, l'armée avait prêté des toiles pour les couvrir provisoirement.

sa femme, pour aller voir si ces maisons dans lesquelles il pleuvait, étaient bien isolées ou pas. Pour ainsi dire, il s'est soucié de son quartier, sans se préoccuper des gens qui vivaient à côté. Puisqu'il est maire, que les gens qui y habitent sont ses locataires, qu'il est leur propriétaire et leur responsable, il s'est soucié d'y aller à onze heures. Je m'en suis rendu compte et je l'ai laissé passer. Puis, je suis allé à une séance de la mairie. Parce qu'entre temps, ils avaient mis des toiles de l'armée en guise de toit, puis, après les pluies, la mairie a envoyé des employés et je les ai aidés à retirer les toiles et à remettre des tuiles. Alors, j'ai vu qu'à une baraque d'à côté, ils avaient cassé des tuiles. C'était mauvais, c'était pire. J'ai été un peu choqué parce qu'avec leur travail (*luta*) ils avaient fait une chose pour que mes voisins (*filhos*) vivent mal. Ces types étaient venus de l'extérieur détruire ce en quoi nous avons investi notre salaire-corps. Je suis allé dire à la mairie : "M. le Dr., je viens parce qu'ils sont allés retirer des toiles et j'ai trouvé mes tuiles cassées : si nous n'étions pas des ouvriers (*operarios*) les auraient-ils cassées? Ils ne se sont pas inquiétés et n'ont pas pris le soin de laisser intact ce que j'avais payé de ma sueur. Je viens voir la solution que vous nous proposez." Et j'ai ajouté : "M. le Dr., bon! je me considère comme un être humain égal aux responsables de la mairie (*vareadores*), égal à tous ceux qui se trouvent ici dans la mairie. Si vous ne me considérez pas comme un être humain, je peux aussi dire que je ne vous considère pas comme un être humain et que je me considère plus humain que vous. M. le Dr., si vous étiez humain comme moi, quand je vous ai demandé personnellement d'aller voir comment cet individu vivait, si vous étiez humain et humain même, ça vous serait égal de perdre une minute pour aller voir, seulement voir, sans même avoir l'intention de rien faire. Mais je me trompais, parce que vous y êtes allé et vous n'avez rien fait. Il m'est difficile de constater que je me suis entièrement trompé. Je viens directement ici pour voir la solution que vous nous proposez, parce que cet homme-là vit toujours sans toit. Les meubles qu'il a, c'est trois fois rien."

Aujourd'hui, actuellement, M. le Dr., nous avons aménagé ce club¹ et avec le cyclone, des tuiles ont été cassées. Or, il s'agissait d'un toit bon marché, et nous, quand ils ont placé ce toit, nous avons récupéré pour nos baraques les tuiles de l'ancien club. Parce que même aujourd'hui² le maire ne nous propose aucune solution. Il ne s'est pas soucié de voir si

¹ Il s'agit du "club" (*clube*) du bidonville, bâtiment préfabriqué, situé entre les baraques et le cimetière, à l'endroit où José voudrait que l'école soit construite, et géré par une association. Le club est traditionnellement le lieu de réunion culturelle et sportive (les deux mots sont administrativement associés) des résidents d'un quartier ou d'une agglomération.

² Un an après l'élection du maire PS. Pendant des années la mairie était aux mains d'un maire PSD.

nous avons une maison ou n'en n'avions pas, si nous vivions dans la rue avec notre famille (*nossos filhos*). Il ne s'est intéressé à rien, il ne s'est préoccupé de rien, il n'a pas dit au moins : "Laissez-moi voir la situation de ces gens aujourd'hui!" Non, il ne s'est soucié de rien.

Question - Monsieur, José ce club date de quand? Vous l'avez récemment formé?

José - 2 - Oui ... malheureusement ... nous avons fait ce club il y a ... six ou sept ans. Ce club ... On n'avait rien ici à Conchada, avant ce club. C'était une ferme, plutôt une baraque d'un monsieur qui s'appelait Pinto Graça. Il est mort, son fils est vivant, il s'appelle O. Nous avons formé ce club. C'est-à-dire qu'il y a eu accord avec le propriétaire de cette baraque, alors que nous cherchions une autre baraque (pour en faire un club). Mais la baraque de M. Pinto Graça, ils ont fini par la démolir. Et nous n'avions toujours pas de club. Au même moment, j'étais engagé dans les travaux du Nouvel Hôpital et on est allé parler avec l'ingénieur responsable pour lui demander de nous donner la baraque (préfabriquée, destinée au chantier de l'Hôpital) que vous voyez aujourd'hui comme bâtiment du club. C'était la cuisine des ouvriers de l'Hôpital. On est allé parler avec l'ingénieur qui nous l'a vendue 540.000 ou, je ne suis pas sûr, on parle aussi de 600.000 escudos.

Nous avons arrangé quelque chose pour les gens, pour qu'ils s'entretiennent (*se entreter*). Parce que, remarquez, les gens n'ont rien ici pour s'entretenir (*entretenimento*). Ce qui se passe, c'est que, ici à l'extérieur ... Je ne sais pas si vous vous promenez la nuit dehors, je ne sais pas si vous avez remarqué cette misère qu'il y a par ici. Et pourquoi? Parce que nous n'avons pas de gens qui nous instruisent. Nous n'avions pas de club pour pouvoir dire : "Allons-y nous amuser!". Non, on va dehors, garçons et filles. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, ils n'ont personne pour leur dire : "On a là un club, ne vous en faites pas, allons-y!" Nous, quand on était petits, on était habitués à cette situation, parce que nous n'avons jamais eu personne qui se soucie de nous, de notre chose (culture) ... bon ... qui dise : allons nous occuper (des jeunes) et leur donner une éducation, pour qu'il n'y ait pas de drogue, pour qu'il n'y ait pas de prostitution. C'est qu'on voit malheureusement tellement de saloperies. On voit des gars qui fument de cette saloperie. Je regarde mes enfants (*filhos*), je regarde ces drogués et je regarde de nouveau mes enfants, et je me dis : Quelle éducation je vais donner à mes enfants? Dans ce milieu, puis-je donner une éducation comme il faut à mes enfants, je ne le peux pas. Dans ce milieu, ma femme, par exemple, peut-elle avoir ce qu'elle veut? Ma fille peut-elle avoir ce qu'elle veut? Elle ne le peut pas parce que les enfants dorment (dans un lit à étage) l'un au-dessus de l'autre. Les pauvres (*coitadinhos*), vivront-ils demain dans la même situation? Quel est leur avenir? Et moi, je vivrais comme ça toute ma vie, ici, avec mes enfants?

Je dois donc émigrer, je vais voir si je peux émigrer¹, comme je vous le disais récemment. C'est uniquement pour tenter d'arranger un minimum de conditions (de confort) dans cette baraque pour laquelle je paie un loyer² à la Maison de la Miséricorde.

Comme je vous le disais, on vit clandestinement ... clandestinement ... et puisque je suis dans le secteur du bâtiment, je disais par exemple à ma mère, il y a quelques jours, que je construirai des colonnes (pour ma maison). J'ai déjà l'eau et l'électricité que je n'avais pas auparavant, et ça au prix d'une lutte que j'ai gagnée. Et d'ici peu, je pourrai, avec un peu de ciment et de briques, réaliser mon désir et faire une chambre pour mon fils (*filho*), pas en bois, mais en briques, comme il aimerait demain, n'est-ce pas? Pour y amener ses amis et y être convivial (*conviver*) avec eux, à leur aise (*a vontade dele*), tout comme ma fille qui y amènerait son amie pour y être conviviale à son aise. Alors qu'aujourd'hui, les pauvres, on ne peut pas leur donner ces choses.

(...) (Les activités du club) actuellement ne sont pas convenables. C'est-à-dire, on avait le football, et puis, puisqu'on n'avait l'appui de personne, le football a cessé. Nous avions l'athlétisme; sans l'appui de personne, il a cessé. Aujourd'hui, actuellement, dans le club, il y a un certain nombre d'activités récréatives. Par exemple, on y joue au ping-pong. Certains jouent aux cartes, on fait une tournée de palet. C'est pour s'entretenir (*entreter*) les gens, sinon le reste ... Il y a quelques jours, j'ai vu dans le journal que l'Etat avait attribué une subvention, vous voyez, par exemple, de 1.000 *contos* (soit 1 million de escudos) à l'Association Académique, mais à nous, il nous donne 100 contos. Mais ça, ce n'est rien, M. le Dr. Ce que nous aimerions faire, c'est construire un petit pavillon pour que cette jeunesse qui vient ici puisse s'entretenir. Parce que malheureusement nous perdons beaucoup de jeunes (*juventude*) qui pourraient avoir un grand avenir, plus tard, ici dans la ville de Coimbra. Nous ne l'avons pas. Moi, par exemple, pour mon fils, parce que mon fils est un garçon très habile au football, moi, j'aimerais entrevoir un avenir pour mon fils. Je suis allé là-haut à l'Association Académique, à Calhavé, pour l'inscrire. Je suis donc allé parler avec le Dr. V.E. Il m'a demandé : "Quelle est votre profession?" Je lui ai dit : "M. le Dr., je travaille comme manœuvre (*trabalho nas obras*).". Eh bien, si j'étais professeur ou docteur, ils auraient de la considération (*entreter*) pour mon fils et je lui donnerais un avenir, mais puisque je suis manœuvre, ils n'ont pas admis mon fils. Et pourquoi? parce que c'est un club pour les docteurs de l'Académie, pour les docteurs de l'Union³. C'est un club auquel (nous pauvres) on n'a pas accès, c'est-à-dire on y

¹ Jusqu'à présent, décembre 93, José ne l'a pas pu.

² Loyer plutôt symbolique (50 escudos) qui n'a pas changé depuis des années.

³ Nom d'une équipe de football.

va et on n'a pas d'avenir. Or, c'est l'avenir qu'on perd. La majorité des jeunes veulent avoir, par exemple, une école : nous n'avons pas d'école comme il faut. Notre école (primaire de Conchada) est construite à côté du cimetière, où reposent aussi nos parents (*familiar nosso*). Nos enfants, s'ils nous sont attachés, quand ils vont à l'école, ils ne pensent pas à l'école mais au parent mort. Alors que nous avions un terrain dans la partie haute, je ne sais pas si vous avez vu, après l'école, loin du cimetière. Mais eux (les autorités), ils ont décidé de faire l'école juste à côté du cimetière. Moi, je n'ai jamais vu ça ailleurs, M. le Dr. De petits enfants qui marchent à côté du cimetière, pour aller à une école qui ne présente aucune sécurité! Plusieurs fois, cette école a été cambriolée. Et pourquoi? parce que pour surveiller l'école, il n'y a pas de policier qui la garde, il n'y a pas là de sécurité. Et quand les enseignants arrivent, ils restent avec les enfants dans la cour, ils ne font pas cours parce que la porte a été forcée, parce que les carreaux ont été cassés. On a tous ces problèmes parce que l'école est à côté du cimetière. Si elle était construite plus haut, dans un endroit plus visible, si quelqu'un tentait de cambrioler, la population (l'en empêcherait), la population serait encore plus à l'intérieur du schéma de l'école que maintenant qu'elle est éloignée. Parce qu'il y a une courbe et personne ne voit (ce qui se passe à l'école). On peut y aller, y fumer de la drogue, à côté des gosses (*miudos*). On ne voit pas ce qui s'y passe. Parfois ici, en face du cimetière, des individus vont y fumer. Quand les enfants courent de ce côté-là, près des voitures, ils se demandent ce que (les drogués) sont en train de fumer. Ma fillette, par exemple, m'a dit il y a quelque jours : "Papa (*pa*), j'étais là avec Fatima, une copine, et en bas des arbres il y avait des hommes qui fumaient quelque chose qui avait une odeur étrange." Je lui ai dit : "Ma fille, tu ne dois pas t'approcher de ces individus! Parce que ces individus, parfois ils fument et ils peuvent ... parce qu'on voit tant de maux (*maudade*) ... et toi tu es une femme, ils peuvent un jour plus tard entrer chez nous et te faire du mal. Ne sortez donc pas de la cour de l'école!"

Or, il y a là une chose (importante), c'est qu'on arrive à un point où on n'a pas de sécurité à l'école pour les enfants. Nous n'avons aucune sécurité. Nous ne savons pas quel sera l'avenir de nos gosses et de nous-mêmes.

M. le Dr., ma fille va avoir dix ans. Elle a échoué en première année, parce que malheureusement ... Elle avait une professeur qui était la femme d'un capitaine, ici, à Rua de Aveiro. C'était une dame d'un certain âge. Un jour ... j'étais à l'époque sur un chantier près du Centre de la CEE, c'était l'argent de la CEE qui était investi, mon emploi était de couper les mauvaises herbes ... ma fille rentre en pleurant, très ennuyée, très triste. Je lui demande : "Qu'est-ce qu'il y a? Qu'est-ce que tu as, Guida?" - "Papa, je ne vais plus à l'école!" - "Pourquoi tu ne veux plus aller à l'école?" - "Parce que Madame le professeur a dit que je pouais d'en bas!"

J'ai été un peu choqué par ce que ma fille venait de me dire. Je suis allé à l'école demander à la maîtresse si elle était professeur pour enseigner nos enfants, les élèves, ou si elle était professeur pour les renifler? Qu'est-ce qu'elle avait ma fille? Qu'est-ce qu'elle avait à dire de ma fille? Elle m'a répondu qu'elle n'avait jamais dit une chose pareille, que ma fille était une gosse qui venait bien propre à l'école, etc. Je me trompais peut-être alors. J'ai voulu confirmer, j'ai appelé ma fille et lui ai dit : "Guida, viens dire en face du professeur ce que tu m'as dit à la maison." Et ma fille l'a répété devant elle. Alors je lui ai dit : "Madame, je prendrai le temps de parler au directeur de l'école pour qu'il étudie votre cas. Parce que vous n'avez pas la chose (compétence) pour être professeur. Vous avez un certain âge. Mettez-vous à la retraite et laissez votre place à une personne qui ait la chose (compétence), qui aime la profession d'enseignant et qui enseigne aux élèves comme il se doit. Vous, vous vous tirerez d'ici!"

Elle a collé ma fille à cause de ça. Elle a redoublé sa première année. Elle s'est vengée. C'était de la vengeance. Vous voyez, M. le Dr.? Moi, je suis allé résoudre le problème de ma fille. Moi, comme père, je crois avoir entièrement le droit de savoir ce qui arrive à ma fille. Et elle (la maîtresse) n'a pas aimé mon intervention. Mais alors, elle ne peut pas se venger de moi, elle ne peut pas me tourner le dos et décharger sa vengeance sur ma fille en la maintenant en première année. Si elle était un âne, ça se comprendrait, parce que depuis, elle n'a pas été collée. Aujourd'hui, elle est en quatrième année et elle ira au lycée.

J'ai aussi un gosse (*miudito*). Mon gosse est très nerveux. Il a consulté un psychologue. J'ai parlé à un type (*rapaz*) formé en psychologie, Joãozito. Je lui ai demandé s'il pouvait m'arranger ... ou s'il pouvait accorder une consultation psychologique au gosse. Il est très sympa (*porreirito*) et nous a présentés à un de ses collègues. Et nous avons amené le gosse chez le psychologue. "Cet enfant n'a rien (nous a-t-il dit), il est très nerveux. Il se trouve que ... il doit vivre dans un milieu plus tranquille (*sossegado*)." En outre ... il y a autre chose. Par exemple, il est révolté. Il se trouve là où il n'y a pas, comment dire, M. le Dr.? Là où il n'y a rien. Les voisins râlent, et puis il y a le manque de respect (*educação*) de l'homme pour l'homme. Et puis, le gosse sort de là, de notre maison, la tête pleine de révolte. Il arrive là (à l'école) très nerveux, sans pouvoir prêter attention. C'est un garçon révolté là-dedans (à l'école). Le personnel m'a appelé là-dedans et m'a dit : "Votre gosse est très nerveux". On l'a amené chez le psychologue. Il a dit qu'il avait besoin d'attention, et que ça venait de la situation dans laquelle nous nous trouvons là (au bidonville). Parce que ce type (le psychologue) habite près de chez nous et il m'a dit : "Le milieu n'est pas bon pour les enfants. Le milieu n'est pas bon pour vous, il ne peut être bon pour les enfants." Parce que c'est une ambiance de totale déchéance (*lixada*)!

"Vous devez parler avec lui, m'a-t-il dit, et voir si vous arrivez à le mettre dans un autre schéma de vie (état d'esprit) que le sien." Et nous,

on a fait ça. Nous sommes allés demander à son professeur quel est son comportement, qu'elle veille sur lui pour voir s'il allait mieux. Elle l'a fait, et il va mieux, il passe maintenant en troisième année. J'ai donc aussi une gosse en troisième année. Elle a neuf ans et n'est pas mal. Mais je ne trouve pas grande chose dans cette école primaire pour qu'on puisse se dire : on peut être tranquilles pour nos enfants. Mais, M. le Dr., pour les enfants qui sont au lycée, on ne voit aucune sécurité dans les lycées. Moi, je travaillais dans le *shopping*, là-haut, à Celas¹. Je travaillais derrière le *shopping*. Il y avait là des gosses de dix ans (qui s'éclataient). C'était très choquant. Je n'étais pas leur père, mais je pensais que ma fille allait plus tard fréquenter le lycée. C'est très choquant et très honteux (*poucas vergonhas*) : elles s'éclataient là, elles étaient là derrière et elles fumaient. Des gosses par-ci par-là. On se dit : dans ces conditions quelle est la sécurité qu'on doit donner à nos enfants dans les lycées? En effet, nous pensons bien souvent : voulons-nous que nos enfants étudient? Est-ce qu'on va les mettre à étudier? Est-ce qu'on va mettre ces individus à travailler? Nous arrivons au point où nous ne savons pas quel avenir nous voulons donner à nos enfants. Parce que nous avons une école primaire, (où) on se sent mal. Si on entre au lycée, c'est pire. Nous en arrivons à penser : est-ce que nous allons les mettre à travailler, ou est-ce possible qu'ils aient un bon avenir comme étudiants? Et n'allons-nous pas leur offrir les conditions qu'ils méritent, les conditions qu'ils devraient avoir pour être de bons étudiants, sans savoir quel sera leur avenir plus tard? Ou est-ce mieux de les retirer des études pour les mettre au travail? C'est une situation où nous sommes devant un mur, nous ne savons pas quelle situation offrir à nos enfants. Quant à moi, je pense qu'il devrait y avoir plus de sécurité dans les lycées où cette jeunesse étudie. Il devrait y avoir plus de sécurité. Notre gouvernement devrait s'en soucier, il devrait montrer du souci pour la jeunesse, chose dont personne ne se préoccupe, la jeunesse! Nous, en tant que parents, nous vivons dans une situation de totale déchéance. Nous nous accrochons à notre propre sécurité. Or, quel avenir on donne à nos enfants? Nous ne savons pas quel est leur avenir. Nous ne le savons pas. On parle de la prostitution. Il y a quelques années, il n'y avait pas tant de prostitution comme on en voit par ici. On ne voyait pas tant de voyous. Pourquoi, M. le Dr.? Parce qu'on voit qu'il n'y a pas de sécurité dans les lycées. Dès dix ans, les filles n'étudient pas au lycée, elles commencent à se prostituer. C'est ce qu'on voit malheureusement par ici, M. le Dr. J'ai un neveu qui était au lycée là-haut, à Celas, à qui je parlais de ces choses. Il m'a montré une jeune fille de treize ans qui avait déjà avorté deux fois. Voyez donc, M. le Dr., quelle sécurité va-t-on donner à une fille qui entre comme ça au lycée? Aucune! Le gouvernement devrait penser plus d'une fois à assurer la sécurité, voir le problème, il devrait mettre davantage en

¹ Quartier chic de Coimbra.

garde les parents. Si les parents de chaque enfant ne sont pas mis davantage au courant de ce qui arrive aux enfants ... C'est ce qu'on n'a pas, on n'a personne qui ... Par exemple, nos voisins qui étudient, il faut attirer leur attention. Moi, j'ai dû retirer du lycée un de mes neveux qui travaille maintenant dans le bâtiment, parce que le pauvre échouait. Quand il allait à l'école primaire, c'était très bien, c'était un bon élève. Quand il est allé au lycée, il s'est mis au vice. Mon frère travaillait dans le coffrage, il avait ce gosse de 14 ans. J'ai dû aller le retirer du lycée, parce que du jour au lendemain, il n'étudiait plus. Son avenir était de finir en prison, parce qu'il fréquentait un tel et je ne sais qui encore. Ils venaient ici (au bidonville), ils n'étaient pas allés au lycée. Ils allaient voler des fruits ou faire d'autres choses. J'ai dit à mon frère : "On ne voit pas d'avenir pour ton fils! Alors retirons le des études." M. le Dr., c'était un garçon qui ne savait pas s'il allait devenir un bon élève d'université. Mais, même s'il était un bon élève, nous, on n'avait pas la possibilité (de garantir ses études). Parce que, malheureusement, on sait comment c'est de travailler à la mairie (c'est un exemple de ségrégation). Nous, notre classe, nous les pauvres, même si nous sommes habiles (*esperta*), nous ne sommes pas admis à l'université. Ce qui y est admis c'est l'ânerie (*burridade* qui rime avec *universidade*). Parce que le fils de M. le Dr. est un âne, il vole la place d'un pauvre, même si celui-ci est bon élève. Et ce pauvre n'entre pas à l'université parce que le fils de M. le Dr. y est, sans (d'ailleurs) rien faire. Et un individu qui peut être bon élève n'y entre pas à cause de l'individu qui y est. Alors quelle est cette situation? Parvenir à la septième année et laisser les études. Pour quoi faire des études? Entrer à l'université? Un de vos voisins, Adriano, habite ici, il m'a dit que son fils a eu de bonnes notes pour entrer à l'université mais qu'il a été placé sur la liste d'attente. Et ceux qui ont eu de mauvaises notes sont entrés à l'université. Il a dû mettre le gosse en attente. Il ne peut pas entrer à l'université. Pour lui, les études se sont arrêtées là. Quelqu'un a été bloqué et on ne sait pas quel est son avenir, quelqu'un d'habile qui a atteint ses 17 ou 18 ans, l'âge où on doit entrer à l'université. Voyez vous-même, M. le Dr., à partir de là, on ne sait pas quel est son avenir. Ainsi, nous sommes dans une ville où, M. le Dr., je vous le jure, je suis révolté. Parfois, je me sens choqué de voir ... Pour moi, la haute société (*a alta sociedade*) ne paraît me donner aucune valeur aujourd'hui. Ça n'a pas de valeur un homme de 38 ans! Mon père était ferblantier, nous avons toujours vécu dans une baraque (...).

(José raconte ensuite comment, dans sa jeunesse, il allait mendier. On lui servait du riz dans un récipient en plastique, il se mettait dans un coin et mangeait avec ses mains, "comme un animal".)

Le reste du pain (qu'on m'avait donné) c'était pour mes frères, je l'apportais à la maison. Je vivais dans une situation de totale déchéance. Et aujourd'hui, ce que j'ai enduré, je ne le veux plus pour mes enfants.

Je veux, au moins, leur offrir une situation, même si je dois tout sacrifier (...). J'ai enduré beaucoup de choses. Et aujourd'hui, M. le Dr., le 25 Avril a eu lieu au Portugal. Oui, le 25 Avril a eu lui : nous en avons fini avec la guerre coloniale, nous en avons fini avec les guerres, nous en avons fini avec la très grande pauvreté et la misère dans laquelle on vivait avant, ici au Portugal. Bon, la misère s'est aggravée. On dit qu'il y a beaucoup plus de liberté, mais ce n'est pas nous qui en jouissons, nous les pauvres. Encore une fois, nous les pauvres, on est révoltés contre la grande société. Qui a profité de cette liberté? C'est le fils de M. l'ingénieur, le fils du maire, le fils de M. le Dr., le fils de M. le recteur de l'université, les fils du Dr. O. qui ont tué des gens et qui se sont enfui en Suisse (...). Ici, à Coimbra, les grands commerçants étaient complices des grands trafiquants de drogue et l'un d'eux a payé les cautions, ils sont sortis de prison et ensuite ont été jugés (...). Nous regardons cette société et nous nous demandons : cette société est-elle plus que moi (vaut-elle quelque chose par rapport à moi qui, à ses yeux, ne vaudrait rien)? Cet homme-là, a payé des pots de vin pour échapper au châtement. S'il y a une loi, elle doit être appliquée, on ne peut pas l'acheter avec l'argent. La loi doit s'appliquer au travers du devoir (comme elle doit l'être). Alors que, au contraire, cet individu qui a de l'argent achète la loi. Eh bien, nous, moi au moins, je ne peux pas entrer dans une telle chose, même si le besoin me presse. Moi, je vis de mon travail. J'ai deux enfants et aujourd'hui je vis encore dans cette baraque. Mais si je devais payer un loyer, j'en serais incapable; je ne gagne pas (assez) pour pouvoir payer un loyer. Je gagne 43.500 escudos par mois, ma femme 35.000. Si on loue une maison à 15 ou 20.000, qu'est-ce qu'on mangerait avec nos enfants? Même si on ne doit pas payer de loyer pour la maison, on n'a pas de quoi payer les vêtements des enfants, nous n'avons pas d'argent pour nos choses. Quel sera notre avenir, quel sera l'avenir de nos enfants? Alors! Ou bien je devrais voler ou assassiner. Les prisons sont pleines de gens. Et pourquoi? Parce que, malheureusement, si on veut une maison, on ne peut pas l'obtenir, si on veut un travail, on ne l'a pas (...). M. le premier ministre vient à l'écran dire qu'il y a moins de chômeurs cette année, mais c'est un mensonge. C'est un mensonge parce qu'il vient parler à la télévision pendant la campagne électorale, pour tromper encore une fois les gens. Parce qu'on sait qu'il y a beaucoup de chômeurs, nous savons qu'il y a beaucoup plus de misère (...). Parfois même, on éteint la télévision ou on passe sur l'autre chaîne, parce que nous en avons marre de tant d'escroqueries et de tant de mensonges. On arrive au point où on se dit : Pouah! ce type me fait vomir, je vais faire disparaître sa gueule en passant à l'autre chaîne. Et pourquoi? Parce qu'il vient au moment de la campagne pour dire : on va faire ceci et on va faire cela. Il trompe de nouveau le peuple; pas moi, bien sûr, parce que je peux le dire, M. le Dr., j'étais travailleur dans les mines, dans les mines de Panasqueira, et on m'a fait un procès pour la discipline, parce que je ne peux pas appuyer

une société qui a achevé ma société. Je vous le dis, M. le Dr., parce que je n'ai pas de problème avec vous, je sympathise avec le PC, avec le communisme, parce qu'on voit qu'à l'Assemblée, le PC, est le seul, pour moi, le seul parti qui a lutté pour nous, pour ma classe. Si aujourd'hui au Portugal, nous avons les 13ème et 14ème mois, si nous avons quelques droits (*regalias*) en tant que travailleurs, c'est grâce au PC. Et si quelqu'un a jamais tenté de nous les voler, c'est le docteur Mario Soares. Pour moi, je peux dire que c'est un homme de gauche, mais qui qu'il soit, en tant que leader (*líder*) du PS, il n'a jamais été un homme de gauche. C'est un homme de droite. Il a fait coalition avec le CDS, il a fait coalition avec le PSD, il a fait coalition avec tout ce qu'il y a de droite. Il n'a jamais dit : faisons une coalition avec ceux qui luttent pour la classe ouvrière (*trabalhadora*). Nous avons par exemple Vasco Gonçalves¹. Il y avait dans le pays un tas de maisons abandonnées. M. le Dr., j'admire cet homme. Et il y avait des gens qui vivaient dans des baraquas. Je ne sais pas si vous avez connu ça, il y a quelques années. Vasco Gonçalves a dit : "Toutes ces maisons qui ne sont pas habitées, les gens qui ont besoin de ces maisons depuis dix ans, ils sont autorisés à les occuper." Ces maisons étaient habitées par des rats, remplies d'ordures. Moi, à ce sujet, je ne sais pas, je suis timide pour ces choses-là. Mais si j'étais une mauvaise personne, si je n'étais pas timide, j'aurais occupé une maison vide, j'aurais aujourd'hui une maison où il serait digne de vivre (...).

J'ai été étonné par ce que le Dr. Mario Soares a fait; il a légalisé le contrat temporaire. Je vais travailler, au bout de deux mois, on me donne un contrat de un mois, on me trompe (...). Ma femme, à la pâtisserie Avenida, ils lui ont donné un contrat temporaire. Nous, on en rend coupable le Dr. Mario Soares. Parce que c'est lui qui a été l'instigateur des contrats temporaires, c'est lui qui a admis que le patronat abuse de la classe ouvrière (...). Regardez à quoi le patronat en est arrivé : il fait tout ce qu'il veut (...). Ma femme travaille six mois, le patron la met à la porte sans lui donner aucune indemnisation (*direito*). Comment on va faire? Ainsi, aujourd'hui je ne travaille pas, je rends de petits services et je compte sur le salaire de ma femme, je compte sur cet argent pour payer l'épicier. Et si le patron la met à la porte, on est foutu, parce qu'on n'a rien à manger, on n'a pas d'argent pour payer l'épicier. Je suis au chômage, tu es au chômage, quelle est notre vie? C'est ce que nous vivons, vous voyez, M. le Dr.?

Question - Monsieur José, en général, que pensez-vous du monde du travail? Comment ça se passe? Quels sont les problèmes? Comment sont les patrons? Les ouvriers (*operarios*)? Comment sont-ils? Comment avez-vous vécu cette expérience?

José - 3 - Mr.le Dr., en ce qui concerne le travail, moi, je parle de mon pays parce que je ne l'ai jamais quitté. Ici, au Portugal, je crois que le

¹ Premier ministre PC du premier gouvernement provisoire après le 25 avril.

patronat (*entidade patronal*) abuse beaucoup de la classe ouvrière (*classe trabalhadora*), fait de nous des esclaves, il s'en faut de peu qu'il nous vende sur la place publique, comme on faisait autrefois des esclaves. Ils abusent de la sueur des travailleurs. Ils ne cherchent que leur fortune (*fortunas*) et pour gagner la fortune, un patron abuse de la force du travailleur. On arrive sur le chantier et il nous charge le dos. La seule chose qu'il ne fait pas encore c'est de nous fouetter, nous ne sommes pas encore arrivés à ce point. S'il avait la liberté de nous fouetter, il le ferait. Nous sommes mal traités par le patronat. Nous n'avons aucune sécurité dans le travail. Par exemple, si nous travaillons sur un bâtiment de 14 étages, nous n'avons aucune sécurité (...).

(José raconte comment au cours de la construction de l'hôpital de Coimbra, un jeune ouvrier avait disparu. Son corps a été retrouvé le lendemain : il était tombé de plusieurs étages.)

Nous travaillons pour le Ministère des finances (*Finanças*) qui nous vole tout. On remplit un horaire de travail avec beaucoup de peine (*custa*) et de sacrifice, sous la pluie, sous le soleil, et en plus, si nous faisons des heures supplémentaires, après notre horaire normal de travail ... nous travaillons de 8 à 6 heures ... mais, par exemple, si on travaillait de 8 à 10 heures, pour moi le patronat ne devrait rien y toucher, alors qu'il prélève (les impôts) sur notre salaire. Ils font pire. Ils viennent piller le sacrifice que nous faisons en travaillant. Nous ne mangeons pas, on ne nous donne pas à manger. Donc, nous sommes mal traités par le patronat. Je me sens très tourmenté (*aflito*). Pour faire une route par exemple, ils nous disent : vous devez faire ceci, vous devez travailler. Moi, un jour je travaillais sur l'auto-route et, du fait que je n'ai pas voulu faire d'heures supplémentaires parce que je me voyais volé, on m'a menacé! On me disait : si tu ne fais pas les heures supplémentaires, tu seras mis à la porte. Alors, dites-moi, M. le Dr., est-ce que j'y étais obligé? Ou alors il n'y a aucune loi pour que notre horaire soit respecté. Et ils m'ont mis à la porte, sans aucune indemnité. J'ai recouru aux tribunaux, ils ne m'ont pas donné raison, parce que le contrat permettait le licenciement. Eux (les patrons) ils voulaient toujours exploiter ma sueur, détruire ma santé, parce que nous travaillions pour construire l'auto-route. Nous prenions le soleil, la pluie. Nous n'avions pas d'abri, nous respirions la poussière, nous étions dans la boue jusqu'aux genoux. Tout cela pèse sur nous, parce que nous sommes des êtres humains. Notre ingénieur ne venait jamais. Et quand il venait, il arrivait dans une grosse bagnole. Pour ne pas se salir les souliers, il appelait le contre-maître (*encarregado geral*). Et ça en hiver. Il appelait le contre-maître pour lui ordonner ce que les travailleurs devaient faire. Si on était des êtres humains, si au lieu de bosser là, dans la boue, j'étais un homme diplômé (*formado*), si j'étais ingénieur, je sortirais de la voiture pour appeler : "Monsieur le contre-maître, je viens

ici et le travail c'est ci et ça." Je sortirais, je ferais un tour avant d'aller de nouveau au bureau. Alors que, M. le Dr., c'est alarmant; nous ne le sommes pas (des êtres humains). On veut que la grande société y pense. En plus, on travaille au-delà des huit heures, on travaille seize heures, on travaille jusqu'à minuit. On fait ça tous les jours jusqu'à la fin du mois. Ils viennent nous voler quand arrive l'heure des comptes, parce qu'ils retirent pour les impôts, pour la Caisse (de Sécurité sociale); (c'est une somme qui) devrait être remise au travailleur. On ne devrait pas le traiter de cette manière (...). De 6 à 10 heures (du soir) nous pourrions faire ce qui nous plairait (...) s'ils voulaient nous donner davantage de droits (...). Nous faisons de 6 à 10 parce que nous avons besoin de gagner cet argent. Mais (ils ne nous donnent) rien parce qu'ils nous paient un salaire d'esclave (...). Tant de sacrifices pour arriver à la fin du mois et voir sur ma fiche de paie : "Décompte des heures supplémentaires : 20 contos" (20 000 escudos). Donc, de mon travail de sacrifice, ils vont prendre 15 ou 20 contos. Je dois ou aller au chômage, ou marcher comme l'entend le patron. Pourquoi? Parce que je dois faire les heures qu'ils veulent, parce que nous sommes à la veille des élections, que nous devons préparer l'inauguration de l'auto-route; c'est les élections et ils viennent dire (à la télévision) que c'est Monsieur le premier ministre qui l'a inaugurée, au prix du sacrifice du malheureux (*desgraçado*) qui y travaille. Et si nous ne faisons pas ça, nous serons au chômage. Nous devons nous soumettre à leur volonté. C'est pourquoi je dis qu'aujourd'hui, le travailleur est un esclave qui travaille pour le compte du patronat.

Question - Que pensez-vous de l'avenir de vos enfants? Que sera l'avenir?

José - 4 - M. le Dr., si nous n'avons pas dès maintenant des personnes à la hauteur (de leurs responsabilités) ou qui viennent faire campagne pour être élues du peuple ... L'homme qui accède au pouvoir ... Bon, celui qui le prend en main, s'il dit : j'ai fait une campagne (j'ai été élu) et je vais accomplir (les promesses) que j'ai faites pendant la campagne, je dois faire ceci et cela; et si on voit que c'est un homme qui nous donne un avenir, qu'il assure la sécurité dans les écoles, dans l'emploi, c'est bon. Il est évident, M. le Dr., que je vois l'avenir en fonction (*ao fim*) de mes enfants.

A présent, si ça continue comme ça s'est déroulé depuis le 25 Avril, je ne vois aucun avenir. Parce que l'avenir que je vois pour mes enfants, c'est qu'ils sont des déshérités (*desgraçados*) qui attrapent le vice. Je vois pour mes enfants ce que je vois arriver aux enfants des autres. Le seul critère est ce que l'homme (politique élu) a accompli quand il a pris en main le gouvernement. On ne sait plus s'il faut prendre au sérieux les promesses (électorales). Depuis le 25 Avril, on en a tant eu, nous avons tant de fois été trompés par les politiciens (*políticos*) que la majorité du peuple portugais se dit : "Je ne vais voter pour personne, parce qu'on

m'a tellement trompé. Ces types-là, qu'est-ce qu'ils veulent? Ils veulent des votes." (...).

A partir de là, moi, je me révolte en face des paroles. Et pourtant, je ne me laisse pas faire. Je lutte toujours. Je ne cesserai pas de voter. Je continuerai à exiger un avenir pour mes enfants. Je continue à mener la lutte, je verrai si mon vote en a valu la peine. Je continue ma lutte afin de porter au pouvoir un homme qui veille à l'avenir de la jeunesse et qui ne lui tourne pas le dos.

Question - Vous avez participé au 25 Avril?

José - 5 - Bon, du 25 Avril, avant, je ne savais rien, parce que nous ne savions pas ce qu'était le fascisme. Nous ne savions pas parce que nous n'en avions pas été instruits, M. le Dr. Moi, j'ai assisté plusieurs fois à des réunions, sur la Place de la République. Mais je ne savais pas ce que c'était. C'était au jardin de l'Association¹. J'avais 17 ou 18 ans. Bah! on vivait très mal. On allait mendier devant le siège de la Pide², à une maison de religieuses. Ceux qui vivaient bien, y mettaient leurs enfants. Et on allait demander à manger à la Pide : "Donnez-nous quelque chose à manger pour nos enfants!" Et il y avait une plaque sur laquelle était écrit : "Police Internationale". Mais comment pouvions-nous savoir ce que ça voulait dire? Nous ne le savions pas (...).

Entre temps, on allait à la Place de la République pour voir les étudiants. C'était en 69. En 69, on a commencé à voir qu'il y avait une révolte des étudiants contre le gouvernement (...). Je voyais les étudiants en *capa e batina* (...) et la police qui les frappait avec de grosses matraques. Et il y avait aussi la parole des étudiants (...).

(interruption de l'enregistrement)

Question - Vous m'avez dit que le 25 Avril était beau.

José - 6 - Pour moi, c'était quelque chose de très beau parce que, avant le 25 Avril, nous étions dans une guerre. Ceux qui refusaient la guerre fuyaient à l'étranger. Moi, je suis entré en service militaire en 78. Et s'il n'y avait pas eu le 25 Avril, je serais allé à la guerre coloniale pour en revenir amputé d'une jambe ou d'un bras. Aujourd'hui, grâce à Dieu, nous en avons fini avec cette guerre. Mais il faut le dire, il faudrait beaucoup plus respecter le 25 Avril et le 1er mai. Aujourd'hui, il n'y a pas ce respect. Le 25 Avril, j'ai participé à beaucoup de manifestations, M. le Dr. Moi, j'étais devant; on est entrés à la préfecture (*Governo civil*), malgré les escadrons de la police qui nous barraient le chemin. Nous y sommes entrés pour interpeller le préfet et revendiquer une quantité de choses. Nous sommes arrivés à couper les routes, pour attirer l'attention des autorités. La police n'aimait pas ça et se montrait

¹ Association académique qui donne sur la Place de la République.

² Police politique du régime fasciste.

nerveuse. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, là-haut à Ingote ¹, les immeubles étaient fait pour les pauvres, mais malheureusement ils ne leur ont pas été distribués, parce que c'était M. le chef de la police, M. le commissaire, M. un tel qui y habitaient. Et il y avait là aussi des gitans. Bien sûr, c'est des êtres humains comme nous, M. le Dr., je les considère comme des êtres humains. Pourtant, eux-mêmes ne se considèrent pas humains parce que (pour eux) nous sommes l'autre, nous leur paraissions des animaux sauvages.

(...). J'ai assisté à une scène au marché, il y a quelques jours; les pauvres (*coitados*) gitans voulaient vendre des vêtements usagers au peuple. Pourquoi la police, les autorités ne ferment pas les yeux en se disant : je poursuis ce type et il s'enfuit, si je le contrôle constamment, il cesse de gagner son pain, il abandonnera le travail pour devenir voleur? Pourquoi ne peuvent-ils pas fermer les yeux, pourquoi privent-ils de pain à un tas de gens, alors qu'ils savent parfaitement qu'ils ne font que travailler? Les autorités n'acceptent pas le travail, elles n'acceptent pas qu'on travaille, n'admettent pas qu'on s'efforce de travailler. J'ai l'impression qu'elles acceptent beaucoup d'autres choses, qu'elles admettent qu'il y ait beaucoup de voleurs, mais n'acceptent pas que les gens travaillent clandestinement pour gagner leur pain et le gagner honnêtement.

(...). Je suis par exemple très étonné du geste du Dr. Manuel Machado. Je lui ai dit : "Si vous me laissez faire une maison clandestine, je vous en serais reconnaissant. J'aimerais offrir de meilleures conditions de vie à mes enfants (...). Pourquoi vous ne me laissez pas le faire, même si c'est clandestin? Vous devez me faciliter l'accès à de meilleures conditions. C'est le cas de beaucoup de gens. Fermez les yeux. Ils ne volent pas, ce n'est pas des assassins, ils ne font que gagner leur pain." Comme ces gitans qui achètent des vêtements directement à la fabrique et les vendent à 3.000 au lieu de 5.000 (escudos) qu'ils coûtent dans le commerce. Mais les autorités n'admettent pas ça.

Question - Je voudrais savoir - j'espère ne pas être indiscret - si des fois vous avez participé à l'activité d'un parti, et pour quelles raisons?

José - 7 - Si, si, j'ai été plus ou moins membre d'un parti en 74, 75, 76. J'étais membre (*socio*) du Parti communiste, là, dans la rue de Sofia. Mais après, j'ai rendu ma carte parce que j'ai pensé que dans le Parti il ne peut pas y avoir des opportunistes. Beaucoup de gens ont profité pour devenir communistes par opportunisme, ils ont cessé d'être communistes pour devenir opportunistes. Je ne peux pas dire que je n'aime pas le PC, M. le Dr. J'aime le PC parce que je vois à la télévision que c'est l'unique parti qui lutte pour notre classe, qui continue à le faire, et qui est en avant de tout le monde. Mais il ne peut pas y avoir trop d'opportunistes. Notre syndicat par exemple, actuellement : il devrait avoir plus de force, mais les personnes qui le dirigent n'admettent pas

¹ Banlieue de Coimbra.

que le travailleur ait de la force dans le syndicat (...). Avant le 25 Avril, nous ne savions pas ce que c'était un parti. Dans le temps, on savait qu'il y avait des syndicats. Mais on ne connaissait pas leur nature. Nous ne savions pas parce que nous n'avions personne (pour nous l'expliquer). Nos parents, les pauvres ... mon père était ferblantier (...).

Question - Que signifiait le salazarisme, comment avez-vous vécu avant le 25 Avril?

José - 8 - Avant le 25 Avril, on vivait très mal, cent fois pire qu'aujourd'hui, malgré tous les problèmes qu'on a actuellement. On vivait très mal. Très mal parce qu'on n'avait pas de route pour rentrer chez nous. On avait un chariot pour les chèvres. C'est avec ça que ma grand-mère se déplaçait, la pauvre, avec ses jambes paralysées. Quand on rentrait, les ronces la blessaient (...). Avant le 25 Avril, c'était très mal (...). On avait l'Assistance et puisque nous n'avions pas de souliers, nous n'avions d'ailleurs rien, on allait à l'Assistance demander des souliers, des souliers usagés, mais, enfin, c'était mieux que de marcher pieds nus. C'est pourquoi je dis qu'avant le 25 Avril, ça allait très mal. On n'avait pas de chemin. Aujourd'hui, grâce à Dieu, même si elle est mauvaise, nous avons une route pour rentrer chez nous. On ne se blesse pas avec les ronces. Avant, nous n'avions pas d'électricité près de chez nous. Nous vivions presque dans un bois. Il n'y avait pas d'eau, il n'y avait pas d'électricité (...). Pour la lumière, on avait des *carburete-s*¹. Ça faisait beaucoup de fumée. Au-dessus de nos têtes, il y avait un nuage noir (...). Tout ça c'est fini parce que le 25 Avril est venu, les conditions (de vie) ont commencé à s'améliorer, les choses se sont améliorées. On ne peut pas dire qu'aujourd'hui, c'est mauvais, parce que si c'était bien organisé (*ordenado*), s'il y avait des gens à l'intérieur... Notre 25 Avril était quelque chose de très beau, très chouette. Pour moi, c'est très chouette. Je respecte beaucoup le 25 Avril. Moi, j'ai le 25 Avril dans le cœur. Pour moi, c'est la chose la plus belle au monde, avec le 1er mai. C'est une chose qui en a fini, on l'a vu, avec la misère où nous vivions, avec la certitude que nous avions d'aller perdre nos enfants (dans la guerre coloniale). Nos pères nous perdaient, et s'ils ne nous perdaient pas, on revenait manchot, parce que nous étions entrés dans une guerre coloniale, M. le Dr. Puis est venu le 25 Avril et tout ça est fini. La meilleure chose que nous ayons pu avoir ici au Portugal, c'était d'en finir avec la guerre coloniale. L'une des choses principales a été d'en finir avec la guerre coloniale. La deuxième chose a été d'en finir avec la misère. Quand j'étais petit, M. le Dr., dans ma jeunesse, je ne savais presque pas ce que c'était un immeuble (...). Nos baraquas étaient des poulaillers où on gardait des cochons. On y vivait misérablement. Avec des plastiques ou des bidons, nous faisions le toit (...). M. le Dr., il y a quelques jours, je disais à mon fils que j'aimerais que quelqu'un nous filme, qu'il filme notre situation et notre

¹ Lampes au carbure.

vie. Filmer comment nous vivons encore aujourd'hui, après le 25 Avril ... Il y a des gens qui ont oublié le passé (...). Moi, je vis dans une baraque et je n'ai pas honte (*vergonha*) de dire que je vis dans une baraque, en ce moment, avec mes enfants. Ce qui est important, c'est une meilleure éducation que j'essaie de leur donner. A partir de là, vivre dans une baraque ou dans un palais (c'est la même chose); ce n'est pas bien pour mes enfants de vivre dans une baraque, mais pour moi, ça ne compte pas trop, ça compte peu. Vivre dans une baraque ou dans un palais, c'est la même chose. Mais pour mes enfants, il faudrait leur offrir d'autres conditions de vie. On pourrait se dire : on vit dans un palais parce que c'est un palais, on vit dans une baraque parce que c'est une baraque, et alors? Je vis dans une baraque mais j'ai au moins une petite chambre pour mon fils, une petite chambre pour ma fille, une petite chambre pour moi, une cuisine et une petite pièce pour inviter demain quelqu'un, pour la convivialité (*conviver*), confortablement. Or, je ne peux pas vous le dire (vous inviter). J'ai même honte de dire : allons manger chez moi! Parfois ça me déchire de le dire. Et pourquoi? Parce que, par exemple, vous vivez ici dans une rue où il est digne de vivre. Et si vous mettez le pied dans notre rue, vous nous direz : pouah! ça ressemble à une porcherie! C'est des cochons ces gens-là! et ainsi de suite. Ainsi, on se sent honteux (*envergonhado*), on se sent comme ... Eh bien je ne sais pas comment l'expliquer (...). Pour moi c'est une grande jubilation de pouvoir inviter quelqu'un chez moi, et qu'il accepte mon invitation. C'est le signe qu'il est dans la société, dans notre société. Parce qu'un docteur dirait : je ne vais pas chez ce type, il me fait vomir (...).

Mon frère a une petite terrasse et je lui parlerai pour qu'on aille tous les deux faire des sardines (*sardinhada*) ou un poulet grillé. Et on aura un peu de convivialité. Pour moi, ce sera très agréable. Parce qu'on voit que la grande société (la haute société) ne s'y attache pas (*não ligar*). Parce que, avant, au moment où ils sont étudiants, les gens sont conviviaux avec nous. Après, ça leur sort de la tête. Les études le leur font sortir de la tête. Quand ils sont étudiants, ils sont conviviaux avec nous, mais après leurs études, ils sont ou bien médecin, ou ingénieur, ou avocat, et nous, on reste travailleurs. Ils oublient qu'ils étaient étudiants et qu'ils faisaient attention (*cuidar*) à nous. Quand ils ont terminé leurs études, ils oublient de vivre avec la société comme au moment où ils étaient étudiants, et ils veulent vivre contre la société. Je ne sais pas si vous le voyez, tant qu'ils sont étudiants, ils vivent avec la société. A présent qu'ils ont terminé leurs études, ils veulent vivre contre la société. Notre société n'est plus intéressante pour eux, ils s'en désintéressent (*não presta*), alors que quand ils étaient étudiants, ça les intéressait. C'est ce qui nous arrive; quand ils sont pauvres, ils vivent avec les pauvres, mais après, quand nous restons pauvres, on est finis pour eux : c'est des pauvres, c'est des animaux, pensent-ils. Pour cela, c'est très choquant ... c'est très choquant, et moi j'aimerais

que tout le monde ait, au moins, un minimum de conditions de vie. L'électricité, par exemple, que beaucoup d'entre nous n'ont pas (...). L'individu est ici (au bidonville) et si demain il y a un problème, on ne peut pas entrer dans sa baraque parce qu'il n'a pas l'électricité. Moi j'en parle parce que j'ai vécu une telle situation. Aujourd'hui, je rentre chez moi et s'il y a un problème, j'allume en manœuvrant l'interrupteur (...) alors que ce malheureux vit là comme un animal dans une baraque, sans électricité, sans eau, sans rien (...). Il vit seul et personne n'accepte d'aller manger chez lui parce qu'il est considéré comme un pitre de paillasse (*palhaço*). L'individu s'assied là, méprisé (*despesado*) par beaucoup de gens. Et il en arrive au point où il pense lui-même qu'il n'est pas humain (*humano*). Je ne sais pas si vous voyez. Parce que l'individu se sent rabaissé par la société moyenne (*classe media*), par la haute société (*a sociedade alta*), et qu'une autre société (celle des étudiants) s'est désintéressée de s'occuper de ces gens (deshérités). S'il se trouve là, au milieu de quelques planches, s'il n'a personne à qui dire qu'il est un être humain, alors (il pense) : je suis un animal, ça m'est égal de mourir ici, dans une caisse de bois, ça m'est égal de mourir ici, dans la baraque. On en est arrivé au point où nous n'avons personne qui s'occupe des conditions de vie de cet individu. C'est comme ça. Nous vivons dans une situation ... de totale déchéance.

Question - Monsieur José, je voudrais savoir encore une chose, vous avez eu foi dans la religion?

José - 9 - Si, si, M. le Dr., ma religion a toujours été ce qu'elle est. J'ai toujours été catholique. Bien sûr, je ne vais pas à la messe, mais je garde ma foi. Quand j'étais petit, nous allions à la chapelle, là-bas. Quant au respect, nous respections celui qui était devant nous (le prêtre). Aujourd'hui, actuellement... moi, je garde ma foi (*fé*), mais on voit tant de choses. Notre foi, c'est comme je suis. Elle est restée la même malgré les partis, malgré les prêtres (*padre*). Les prêtres, malgré les pouvoirs qu'ils avaient comme prêtres... C'était aussi comme ça avant le 25 Avril. Qui était prêtre avait beaucoup de pouvoirs du seul fait qu'il était prêtre. S'il faisait la plus grande escroquerie (*vigarice*), il n'était jamais emprisonné, ce n'était pas un problème pour lui, du fait qu'il était prêtre. Nous, on arrivait là, sur la voie publique et il fallait presque s'agenouiller parce qu'il était "supérieur". Cependant, moi je n'abandonne pas ma foi. Ma foi est vivante. Et je le dis à mes enfants parce que je les considère comme des hommes : si vous allez à la messe ... Ma fille a fait sa première communion. Elle porte toujours la foi que je porte, car nous sommes catholiques. Mais je ne vais pas pour autant l'obliger à aller à la messe. Si je l'y oblige, elle n'y irait pas, elle me dirait : papa, tu me traites comme si on n'était pas dans un pays libre; par exemple, tu m'obliges à faire ci et ça; maintenant c'est un pays libre, (ce n'est pas bien que) tu me traînes où tu veux, et non parce que je veux. Non. Je dis à ma fille : va à la messe si tu en as décidé ainsi, mais ne laisse pas ta foi. Nous sommes très croyants. Par exemple, (nous

avons foi en) la Sainte Reine (*a rainha Santa*). D'autres ont foi en Fatima. Nous, ici à Coimbra, notre foi c'est la Sainte Reine.

- En général, les gens sont croyants?

- Oui, M. le Dr. Ici, la majorité des gens le sont. Parce que quand on vit toutes ces misères, ils sentent la foi et s'écrient par exemple : ô Sainte Reine, ô mon Dieu! Je crois donc que les gens possèdent la foi, n'est-ce pas?

- Oui, bien sûr.

- S'il n'y avait pas la foi, ça n'explorerait pas de l'intérieur. Pitié mon Dieu! Pitié Sainte Reine! Parce que quand une personne explose de l'intérieur vers l'extérieur, je crois qu'elle a la foi. Si elle n'avait pas la foi, elle n'extérioriserait pas; c'est ce que je comprends. Je parle de moi-même, j'ai une foi, je suis catholique jusqu'à ma mort.

Question - J'aimerais aussi que vous m'éclairiez sur ce que vous disiez tout à l'heure, que finalement, vous étiez plus ou moins sympathisant du PC, mais que vous ne saviez plus de quoi il s'agissait; qu'il y avait beaucoup d'opportunistes?

José - 10 - C'est exactement ça. Je me suis inscrit au PC, après le 25 Avril. Le 25 Avril a eu lieu et nous, on voyait que le PC faisait des fêtes de sardines dans le parc (de Coimbra). Les manifestations se terminaient au parc et les camarades (*camaradas*) se rassemblaient. Chaque camarade se mettait à la conversation, là dans le parc. Les uns discutaient, les autres s'occupaient de convivialité, nous faisons des sardines, etc., alors qu'on ne voyait rien de tel dans les autres partis. Alors, je me suis dit ... j'avais un ami au syndicat, à l'inter-syndicale et nous avions un bon avocat, le docteur ... Ah! son nom m'échappe, un avocat qui défendait les intérêts des travailleurs. Et cela m'a conduit à sympathiser avec ... à devenir membre du Parti. J'ai eu toute liberté de choisir ce que je voulais. J'ai choisi ce parti-là. Encore aujourd'hui, je n'ai pas cessé d'avoir foi dans le Parti, parce que là seulement et uniquement j'ai trouvé la chose ... Parce que, comme je vous le disais tout à l'heure, notre syndicat est en train de perdre beaucoup de force. Nous ne devrions pas en perdre mais en gagner beaucoup plus. Nous devrions avoir beaucoup plus d'union, nous devrions être plus unis en tant que travailleurs, nous devrions nous joindre dans la lutte. Nous devrions avoir un syndicat qui nous unisse tous, sans nous désunir. Il ne faut pas que le type, à l'intérieur du syndicat profite du travailleur. Il a cessé d'être délégué syndical pour se joindre au patronat. C'est très grave que quelqu'un retire de la force au syndicat. Le membre du syndicat paie sa cotisation pour qu'on ait un local syndical, auquel on puisse s'adresser si on a des problèmes avec le patronat. Ce qui veut dire que nous devrions, dans le syndicat, posséder plus de force, plus de syndicalistes, plus de gens qui puissent se déplacer sur le lieu du travail pour voir de leurs propres yeux. Moi j'en suis révolté (...).

(José raconte longuement comment il a été trahi par l'avocat de l'inter-syndicale (CGTP). Le patron d'un chantier où il travaillait l'a mis à la porte. Il a porté plainte et recouru au syndicat. L'avocat du syndicat s'est davantage rangé du côté du patron. Il n'a pas averti José qu'il devait se présenter à son procès, qui par conséquent a été ajourné. L'avocat a ensuite proposé 50.000 escudos d'indemnisation à titre de transaction amiable de la part du patron qui savait qu'il pourrait être condamné à payer de 500.000 à 600.000 escudos d'indemnité. José a refusé sachant qu'il pouvait obtenir beaucoup plus. Finalement, l'avocat du syndicat lui a payé 100.000 escudos, alors qu'il aurait touché 300.000 escudos du patron.)

(...). Nous cessons donc d'être syndicalistes parce qu'il y a partout des opportunistes(...). Il (l'avocat du syndicat) m'a payé 100.000 escudos et a fait des tractations (avec le patron). Et c'est nous qui payons au syndicat la cotisation mensuelle pour qu'il s'occupe des problèmes syndicaux (...). Pourquoi faire? Je paie 300 escudos de cotisation par mois pour que finalement ce type m'abandonne pour traiter avec le patronat? Non! J'ai renoncé, j'ai été obligé de renoncer (...). Il y a des opportunistes dans le syndicat (...). C'est pourquoi j'ai abandonné le syndicat. Beaucoup de gens font de même : nous sommes en train de lui retirer sa force. Alors que si nous avions des gens qui travaillent dans le syndicat sans vouloir en tirer profit, si on en avait 500, nous aurions une force formidable. Allons nous lui donner cette force? ... Comment pouvons-nous écarter ces types qui veulent profiter du syndicat? En ce moment, on ne perd pas tout, mais de plus en plus (de force). Par exemple, la force de la gauche se perd d'année en année. Il y a beaucoup de pauvres, mais il (le syndicat? le parti?) délaisse les pauvres au profit des riches. (La conséquence la voici,) l'AD¹ en est arrivée à gagner la majorité. Je m'excuse de le dire, M. le Dr., mais les gens en ont marre d'être gouvernés, exploités, on en a marre d'être gouvernés par un gouvernement salazariste qui nous a exploités, qui nous a tués et a fait tant d'autres choses. Et aujourd'hui, nous sommes gouvernés par ces individus, par exemple le professeur Cavaco Silva² a été l'élève de Salazar. Nous sommes gouvernés par ces types. Ils ne peuvent pas être de bons gouvernants pour nous. Il gouverne parce qu'il est élu par le peuple. C'est le peuple qui l'a mis là. Demain viendront de nouveau les élections. Pour nous, le peuple, qui allons si mal, c'est au CDS d'éclairer la situation! Le professeur Freitas Amaral³ a dit : si le peuple vient au PSD, si le PSD gagne la majorité, le lendemain même il augmentera les prix (*custa da vida*). C'est déjà,

¹ Alliance Démocratique, coalition entre partis de droite.

² Actuel premier ministre PSD, parti de droite, majoritaire, au pouvoir.

³ Leader du CDS, parti de droite.

d'ailleurs ce qu'il a fait après les dernières élections. Ils ont gagné la majorité et le lendemain, c'est le premier parti qui augmente les prix. Par exemple, le riz était à 40 escudos (exemple fictif), le type qui a gagné le pouvoir aux élections l'a augmenté, il en a doublé le prix, par exemple 80 escudos. Encore récemment le professeur Freitas Amaral l'a signalé. Moi, je fais attention. Mais pourquoi les gens ne le font pas? Il y a des gens qui vivent dans la misère, M. le Dr.! Il m'est pénible, il nous est pénible de voir ça. des gens stupides, mais vraiment stupides, des gens qui vivent mal, mais, si le CDS gagne, ils prennent le drapeau du CDS et appuient le capitalisme de ces gens-là, parce qu'ils ont réussi à gagner les élections en roulant le peuple. Si le PSD gagne, on voit des gens sortir de leur maison pour aller appuyer le PSD. Si le PS gagne, bon, oui, tu peux appuyer le PS ... parce que moi, je considère le PS comme un parti de droite. S'il était de gauche, au moins il ne faisait pas ... Moi, j'ai beaucoup d'admiration pour Jorge Sampaio¹. Je l'admire plus que Alvaro Cunhal². Sampaio est venu ici à Olivais³ et il m'a éclairé : dans le domaine politique, après le 25 Avril, les Portugais auraient dû changer beaucoup plus ... Comment dire ... Nous avons une école qui pourrait instruire les gens pour qu'ils sachent ce qu'est la politique, pour qu'ils soient préparés demain à discuter politique avec les autorités. Si demain, par exemple, la mairie est gagnée par le PSD, les gens ne sont en rien préparés à discuter des problèmes avec un diplômé (*formado*, qui occupe une charge administrative), pour qu'il nous entende. Je le dis par expérience : le type (le responsable) utilise des mots (un langage) puis me reproche : qu'est-ce qu'il (le demandeur) veut dire?

(Fin de l'entretien)

P.S. : *En ce Noël 93, au moment où je termine la mise en forme et l'analyse de cet entretien, José me montre un chantier de 300 logements à loyer modéré sur les collines au nord du bidonville. Ils seront disponibles en octobre 1994. Quatre familles seulement du bidonville de Conchada y accéderont, il est parmi les bénéficiaires. Sur d'autres collines et dans la vallée, en bas de Conchada, s'aperçoivent de nouveaux habitats précaires. Les dents de José sont tombées. A 40 ans, c'est un homme usé.*

¹ Jorge Sampaio, secrétaire général du PS à l'époque, et actuellement maire PS de Lisbonne. Il jouit d'une certaine popularité grâce à un discours de gauche.

² Alvaro Cunhal a quitté le poste de secrétaire général du PC en décembre 1992.

³ Quartier de Coimbra. Jorge Sampaio y a tenu un meeting électoral en juin 91.

II Commentaire

Les laissés-pour-compte de la société de consommation, souvent rejetés dans ces périphéries des périphéries que sont les bidonvilles, sont exclus de la production et de l'avenir, au moment-même où pourtant, dans et par l'urbain ils entrent symboliquement dans cette société. Avant même l'inclusion à la société de consommation, leur revendication est le dépassement de l'exclusion qui fait d'eux des sous-hommes. D'où un thème central de leur discours : " On est des hommes.." que l'on retrouve au Portugal (*somos humanos*), en Iran (*mâ ensânime*)¹, et bien ailleurs sans doute encore.

Recensements

Dans la banlieue de Coimbra, des milliers de personnes vivent dans des bidonvilles. Les villages qui entouraient la ville universitaire avant le grand mouvement de dépaysement, sont devenus des villages-bidonvilles, périphérie de la zone urbaine. Un village situé à cinq kilomètres de Coimbra, reconnu "exemplaire" pour sa propreté, aux alentours de la seconde guerre mondiale, est aujourd'hui devenu infecte et laid : les eaux d'égouts envahissent les rues, les maisons s'effondrent, les murs restent inachevés, des façades en ciment et briques attristent le paysage. C'est le cas de la quasi-totalité des villages qui entourent les centres urbains du Portugal. Sur les 168 communes du district de Coimbra, villes et villages confondus, 31 seulement disposent de canalisations d'égouts. L'ensemble du district, comme partout ailleurs, est rongé par les déchets de la modernité (carcasses de véhicules, ordures ménagères ou industrielles, eaux polluées).

Barracas est un terme polysémique qui désigne des baraques proprement dites, et des habitats précaires faits de bois, de bidons, parfois de matériaux de construction. Le terme est toujours employé au pluriel et distingue mal le bidonville comme ensemble de ses unités composantes. *Barracas* désigne donc aussi les urbanisations précaires clandestines, parfois situées, comme à Lisbonne ou à Porto, à l'intérieur même de la ville.

Les résultats du recensement de 1991 ne sont pas publiés en cette fin 1993, mais, des "données provisoires" publiées, on peut retenir ces chiffres : population de la commune de Coimbra : 96.142 personnes;

¹ Paul Vieille et Farhad Khosrokhavar, *Le discours populaire de la révolution iranienne*, Contemporanéité, Paris, 1991, 2 volumes..

logements avec électricité : 45.036; logements sans électricité:361 (à Lisbonne, pour ces deux derniers indices, respectivement 2.890.786 et 66.674); avec canalisations d'égouts : 42.739; sans canalisation d'égouts : 2.658 (à Lisbonne, 2.682.041 et 275.419).

Ces données n'incluent pas les villages-bidonvilles périphériques, distingués des bidonvilles *intra muros*. Toute la zone qui sépare Lisbonne de Setubal, à 40 km. au sud, qui appartient aujourd'hui à la périphérie de la capitale, est couverte de ces villages-bidonvilles et habitats dégradés. A Porto, deuxième grand centre du pays, existent selon les mairies plus de 10.000 habitats précaires et foyers dégradés.

En regroupant l'ensemble des urbanisations précaires de la zone métropolitaine de Lisbonne (capitale et banlieues au nord du Tage, et donc à l'exclusion de Setubal), les sources officielles parlent aujourd'hui de 30.000 habitats précaires. Les journaux rapportent cependant qu'à Lisbonne seule, manquent 50.000 logements et pour l'ensemble du pays, 430.000. Le chiffre de 200.000 personnes en habitat précaire est donc une façon statistique de masquer le problème; la pauvreté d'ailleurs s'étend dans les quartiers délabrés des grandes villes : 30% de la population vit au-dessous du "seuil de pauvreté".

Le projet du gouvernement (mars 93) de débloquer 270 milliards d'escudos (soit 9 milliards de francs) pour en finir avec les bidonvilles paraît largement insuffisant aux yeux des spécialistes. Selon les sources officielles, on compte au moins 100.000 immigrés africains clandestins venus des ex-colonies portugaises. Ils peuplent les bidonvilles à côté de paysans dépayés portugais (selon les sources officielles, plus de la moitié des bidonvilles de Lisbonne sont habitées par des immigrés). Par ailleurs, à Lisbonne, la construction clandestine (il faut cependant parfois y inclure des pavillons somptueux et des immeubles de cinq étages) occupe 15.000 hectares. Frappés d'une extrême misère, les habitants des bidonvilles sont, en outre, à Lisbonne, exploités par des réseaux de spéculateurs qui louent ou même achètent et vendent les *barracas*.

Formation sociale

La transformation des rapports sociaux, l'entrée du Portugal dans la société de consommation ont accéléré la désorganisation sociale qui tend à réduire les rapports et normes anciens à des fantômes, et à multiplier les nouveaux fléaux urbains, isolement, délinquance, drogue, prostitution comme moyen de survie, etc. La société portugaise et son humanité très paysanne, est ainsi prise de court face à son propre dépaysement : l'ancienne société se déstructure rapidement avec l'envahissement de la "modernité", tandis que la logique de la dépendance bloque le développement. Le dépaysement se traduit par la réduction annoncée de 60% du secteur primaire au cours des années à venir (en 1988, pour une population totale de dix millions

d'habitants, la population active était de 4 173 200, dont 910 700 dans le secteur primaire, 1 486 900 dans le secondaire et 1 774 900 dans le tertiaire). Alors que le pouvoir table toujours sur le *Pater Portugalia*, les classes moyennes ne reconnaissent désormais d'autre patrie que la consommation, les paysans dépayés qui gonflent les périphéries des centres urbains contestent ouvertement l'Etat, la petite paysannerie, à son tour en pleine crise économique et refoulée hors de l'agriculture, n'accepte plus les anciens rapports avec les classes dominantes. Telle est d'ailleurs la signification des mouvements sociaux des dernières années et des élections municipales de décembre 1993 par exemple. Parallèlement, en vertu de son statut d'agent du transnational, l'Etat s'autonomise par rapport à la société civile; la logique de la dépendance l'encourage à abandonner les laissés-pour-compte, et à se détacher de la culture populaire. Dans le contexte général de la dévalorisation universelle des savoirs anciens, la culture dominante transnationale exclut désormais largement l'intelligence portugaise de la compétence technique, et, plus généralement, de toute compétence. La fin de l'indépendance économique conduit à réduire le travail portugais à du travail non qualifié et bon marché au service de l'économie transnationale. Celle-ci traversant elle-même une crise, l'activité de la quasi-totalité des secteurs portugais est aux prises avec de grandes difficultés, et le nombre de faillites s'accélère (30% de plus en 1993 par rapport à 1992). On s'inquiète de plus en plus du sort du Portugal à la fin du siècle, avec des catastrophes écologiques irrémédiables et après la cessation des subventions européennes qui jusqu'ici n'ont guère servi à remodeler les infra-structures.

Dans la vie économique, négligences et détournements de l'objet social sont monnaie courante, en dépit parfois de la bonne volonté des acteurs sociaux. Il n'existe pas de service et d'entreprise qui ne soit frappé de dysfonctionnements et de lenteurs dans la réalisation des projets. La résistance à l'ordre établi, l'absentéisme et le sabotage généralisés répondent à l'exploitation barbare et à l'incurie instituée; ils représentent un jeu subtil joué avec la bonhomie paysanne pour déjouer l'ordre imposé, et contribuent à leur tour à amplifier la déstructuration et la pauvreté des performances productives.

José, désire fournir un travail correct à "un ami", mais ses nerfs lâchent, trahissant ainsi l'auto-destruction qui hante ceux qui sont exclus d'une production créative. C'est la plus grande injustice faite à ces *esclaves*, comme les appelle José, à cette main-d'œuvre non qualifiée, exploitée sauvagement, à qui il est interdit ou pour qui il est impossible de se réaliser culturellement dans l'urbain.

Situation

Le bidonville de Conchada, à Coimbra, est constitué d'une quarantaine d'habitats précaires; deux cents personnes environ y

vivent, dont des ouvriers, des retraités, des chômeurs, des démunis qui mendient au centre ville.

José est un habitant du bidonville de Conchada. Il y est né. Son père, dans sa jeunesse, était venu s'y abriter après s'être enfui avec une paysanne et sa petite fille, d'un village situé à 20 km. de Coimbra. Conchada est une colline en face de celle de l'Université; à l'époque c'était encore la campagne, zone *extra-muros* qui l'est toujours d'ailleurs, où se trouve le cimetière de la ville. Certains habitants du bidonville y sont arrivés après avoir été délogés d'un autre bidonville, il y a vingt ans. A l'époque, un logement décent leur avait été promis. Aujourd'hui, le bidonville est rongé sur ses pourtours par des immeubles; vu de la route en cul-de-sac qui mène au cimetière, le bidonville est à droite; à gauche, sur la pente de la colline, se trouvent d'anciennes fermes dont les ruines sont occupées par deux familles de gitans.

Le père de José était ferblantier. Il a pris pour seconde compagne la fille de la première. José et ses frères et sœurs sont nés de ce deuxième concubinage; tous habitent le bidonville de Conchada. José se souvient qu'enfants, ils habitaient un vrai trou, une baraque où étaient aussi gardés des animaux. La grand-mère de José, première concubine de son père, était paralysée et mercière ambulante.

José a toujours travaillé, à tout et à rien, mais surtout dans le bâtiment. Il a une quarantaine d'années, il est maigre et jaune, souffre de douleurs d'estomac, la peau de son visage est durcie par le travail sous le soleil et la pluie. Son dernier salaire, avant l'entretien (juin 1991), était de 43.500 escudos (soit, à l'époque, 1.700 FF), celui de sa femme, 35.000 escudos (1.350 FF) par mois, alors que les prix se sont quasiment européanisés. Il ne travaille pas toujours; chaque deux à trois mois, il change d'entreprise ou doit chercher du travail ailleurs; de toutes façons il ne travaille jamais plus de six mois sans être renvoyé. Le contrat provisoire permet en effet aux patrons d'éviter d'avoir à payer des indemnités de renvoi ainsi que les 13ème et 14ème salaires annuels, et d'éviter aussi au bout de trois ans d'emploi consécutif, un contrat définitif. Parfois, José abandonne lui-même le travail pour ne pas se laisser exploiter, parce qu'il tombe malade, ou, on peut le supposer, parce qu'il a un peu d'argent et désire se reposer.

José vit ainsi une situation assez commune de la vie de travail au Portugal. Il n'a jamais accédé à un travail stable parce qu'il n'est pas qualifié (un bon maçon peut gagner jusqu'au 150.000 escudos par mois, alors que le salaire minimum ne dépasse pas aujourd'hui 50.000 escudos).

J'ai connu José en 1990, lorsque sa femme venait faire des ménages chez moi. Quelques mois plus tard, elle disparaissait; elle avait trouvé un emploi dans une pâtisserie qu'elle a quittée au bout de six mois, tant elle se sentait exploitée sur les heures et le salaire (la semaine de 40 heures est une revendication récente des syndicats, alors qu'un

travailleur peut avoir à fournir 50 heures et davantage). Plus tard, étant au chômage, elle est revenue, puis a disparu à nouveau, bien que l'on ait trouvé pour elle un emploi stable comme domestique chez l'un des notables de la ville, décidé à la déclarer comme femme de ménage et à payer la Sécurité sociale. Elle a refusé parce qu'elle avait trouvé un travail de plonge dans un restaurant. Elle a ainsi préféré un travail plus dur pour éviter le statut de domestique. Depuis qu'elle travaille au restaurant, elle a d'ailleurs, modifié son code vestimentaire.

Il y a deux ans, José est venu chez moi en compagnie de sa femme; il m'a dit qu'ils étaient tous les deux au chômage et qu'il avait peur de faire des *bêties* (*asneiras*), vol, trafic de drogue, etc., ou de sombrer dans la boisson, ou de se refermer sur lui-même, de se marginaliser, comme il le fait en cette fin 1993, disant qu'il souffre de douleurs aux poumons et que les médecins le renvoient avec de simples cachets.

En juin 91, un incendie se déclare près du bidonville de Conchada, manifestement d'origine criminelle, il visait à récupérer les terrains du bidonville pour les offrir à des spéculateurs fonciers; le même jour, les pompiers devaient s'attaquer en même temps à cinq ou six foyers aux alentours de Coimbra. Le feu s'étendait rapidement vers les baraques et si la direction du vent n'avait pas changé, tout le quartier se serait embrasé. José regardait le feu avancer et murmurait : "C'est la fin des fin." Je lui ai demandé d'accepter un entretien. Il était content de pouvoir se plaindre à un *Senhor Doutor*, dont il n'attendait qu'indifférence ou mépris, et a accepté.

Pour situer son discours, il convient de décrire brièvement sa vie quotidienne. Son logement est un espace de dix mètres carrés, parois en blocs de ciment et contre-plaqué, couverture de tuiles, sans plafond; il est divisé en deux pièces : une chambre à coucher entièrement occupée par un lit et un "séjour" où une télévision et deux lits superposés ne laissent aucun passage. Les lits superposés sont destinés aux enfants, une fille de 12 ans et un garçon de 10 ans. La cuisine, une kitchenette improvisée en bois, se trouve à l'extérieur; il n'y a ni WC ni douche.

En hiver, les égouts à ciel ouvert débordent chez José et chez d'autres habitants du bidonville. Aux mauvaises odeurs des égouts s'ajoutent les puanteurs des poulaillers. Les enfants souffrent d'affections dermiques. Les déchets et poubelles déchargés par les voisins envahissent le bidonville; les rats pullulent.

José n'arrive pas à obtenir l'autorisation de creuser une fosse, ni à faire curer les canalisations d'eaux usées des quelques maisons préfabriquées qu'en guise de logement à prix modéré, la mairie a fait construire au-dessus du bidonville, en haut de la pente sur laquelle José a construit sa baraque. Comme son taudis est à la merci des intempéries, depuis neuf ans, il fait des démarches individuelles auprès des autorités et des services de santé de la mairie, qui lui font des promesses jamais tenues. Depuis toujours, le bidonville de Conchada

est parfois visité par une assistante sociale. Après s'être libérée de la tutelle d'un maire PSD, la ville s'est dotée d'un maire PS qui lui aussi a déçu José parce qu'il a pris des mesures sur des problèmes depuis des années sans solution, mais ne s'est pas préoccupé du bidonville.

Jour et nuit, été comme en hiver, au carrefour de Conchada, près d'un axe routier, se regroupent chômeurs, vieux abandonnés, jeunes du bidonville; ils en ont fait un lieu de rencontre, de promenade, de prostitution, de drogue, de marasme et d'ennui. On peut parfois y trouver José, au cœur de la nuit, debout, silencieux comme ses voisins, regardant passer les privilégiés dans leurs voitures. Aller au carrefour est l'un des rares loisirs de José qui, habituellement, s'enferme dans sa baraque pour regarder la télé. Récemment, un artiste populaire, fou et pauvre, a fait du carrefour de Conchada son atelier; il sculpte dans la pierre des saints et la sainte vierge.

Argumentation

Dans ses propos, José qui a terminé l'école primaire (quatre ans d'études) mais ne lit jamais, répond à des questions qu'il se pose à lui-même : on vit quelle société? Comment juger les classes dirigeantes d'hier et d'aujourd'hui? Que signifie le 25 Avril? Que représente l'univers politique? Quelle place la religion a dans sa vie?

La position discursive de José (le ton de son discours) est une longue plainte amicale auprès d'un *Senhor Doutor* (traduit par "M. le Dr."; pour préserver le statut de la troisième personne du singulier en portugais, signe de déférence, certains de ces nombreux "M. le Dr." ont été traduits par "vous"). On n'est certes pas en présence de l'effervescence d'un discours utopique à un moment de grande offensive de la pensée populaire, mais, sans être hargneux, José, narrateur des malheurs qui le frappent, exprime la grogne qui l'habite. La révolte est présente dans sa voix, elle correspond à un moment défensif dans une quotidienneté bloquée, critiquée, vécue dans l'attente et l'inquiétude. Le contingent est travaillé, mais ce travail ne renvoie pas à une transcendance collective où les ressources de la pensée et de l'action se veulent libératrices. Ces ressources sont là; à travers l'individu, elles travaillent la société, mais le projet de rupture et de recommencement de tout reste latent, ne débouche pas sur la radicalité de la *tabula rasa* d'un monde qui serait relégué à l'imparfait, et d'un bond du monde révolté dans le présent. Le mécontentement gronde, les plaintes sont incessantes, l'individu se dresse dans sa révolte contre les injustices et le mépris; dans la bouche de José, il y a un goût d'amertume parce que sa révolte est individuellement assumée, n'est pas soutenue par la communauté. Plus d'une fois, José souligne qu'il mène une *lutte tout seul* à la mairie pour demander *l'amélioration de leurs conditions de vie*; il prétend que les autres habitants du bidonville *ne se mobilisent pas* pour prendre en charge leur destin, même si José parle

au nom d'un *Nous*. La révolte contre une situation inacceptable se voit "sourdre et mourir sans cesse", comme la revendication de tendresse chez Rimbaud. José est en deuil du grand mouvement social qui, au moment de la Révolution des œillets, revendiquait une communauté égalitaire.

(Dans le commentaire qui suit, tout argument ou mot employé par José est signalé par des italiques, toute phrase reprise de son discours par des guillemets. Les chiffres après les citations renvoient au numéro de la réponse dans l'entretien reproduit. Le symbole J- désigne des propos de José recueillis lors d'entretiens postérieurs non retranscrits)

Communauté, dérélction et culture

Un certain nombre de signifiants contribuent, dans le discours de José, à circonscrire la notion de bidonville comme communauté urbaine concrète dans la dérélction:

- *nós* (nous), soit les habitants du bidonville et la *classe pauvre* : "Nous, êtres humains (*humanos*) qui sommes vos égaux." (J1))

- *a gente* (on), soit moi, nous : "On s'adresse à des gens à qui le peuple a confié des responsabilités" (J1))

- *nossos filhos*, soit, selon le contexte, nos enfants, nos parents, nos gens, notre famille, nos voisins, dans les malheurs qu'ils subissent.

- (en contraste avec) *crianças* (enfants), *miudos* (gosses) ou *o meu filho* (mon fils), qui s'emploient plutôt à l'intérieur de la famille nucléaire, lorsque José parle de ses propres enfants.

- (et en opposition avec) *sociedade alta* (la haute société) ou *sociedade grande*, soit les *riches*, les *supérieurs*.

- (en opposition encore avec) *indivíduo*, *gajo* soit le type, le mec, celui qui n'est pas de la communauté, qui n'est pas du côté des pauvres, par exemple l'avocat du syndicat ou tel homme politique de droite (J10).

Dans ce dernier contexte, il y a encore : *a população* et *o povo* opposés à *os homens* soit ceux qui viennent de l'extérieur (J1) et *os individuos*, les membres du gouvernement et gens de droite, ou *o poder*, le pouvoir (J10).

Une série d'unités contrastives, oppositives, complémentaires ou associatives viennent ainsi distinguer le sens de *nossos filhos* qui est encore pris en charge dans les qualifications :

- *desgraçada*, littéralement, disgracié(e), soit malheureux, infortuné, voire déshérité.

- *a miudita*, ma petite fille; diminutif affectif.

- *coitadinhos*, soit les pauvres, avec une récurrence affective.

- *porreirito*, très gentil, très sympa, etc.

Le même sujet pris comme objet de discours est, dans des contextes différents, désigné par *gajo* ou *indivíduo*, l'enfant de José par

exemple, alors qu'il est normalement appelé *miudo* ou même, dans un contexte, *humano*, être humain.

Le bidonville, entité définie par le partage d'un même sort depuis deux générations et par le lien communautaire ainsi créé, est pris en charge par un *Nous* dans l'espace de l'action/discours. Plus, José s'identifie souvent à ses voisins quand il s'agit de défendre leurs intérêts. Quand il se plaint à la mairie, il revendique des mesures en qualité de représentant de la communauté : "C'est pas pour moi, c'est pour voir la situation d'un de mes voisins qui n'est pas venu." (J1). Dans l'entretien, il présente encore les doléances d'autres habitants des bidonvilles, comme d'une vieille dame, "*desgraçada, affectée d'un cancer*" (J1).

Cette solidarité communautaire est aussi revendiquée dans la symbolique de l'espace : l'emplacement de l'école, par exemple, qui est située hors de la vue des habitants des bidonvilles, en dehors de l'espace proprement dit du bidonville, est l'objet de critique : *la population* ne peut pas la contrôler; la population n'est pas "*à l'intérieur du schéma de l'école*", ce qui, symétriquement, veut signifier que l'école n'est pas à l'intérieur du bidonville, de la communauté qu'il constitue.

Celle communauté tente encore de se reproduire dans les rapports au sein de l'union de familles. José insiste auprès de son frère pour que celui-ci retire son fils du lycée. D'une certaine façon, il décide du sort de son neveu, tente de le sauver de l'impropre auquel il est condamné (J1). De même, José désire explicitement veiller sur sa fille, il craint que la société la condamne à la prostitution (J2). Pour assurer sa survie, il hésite entre la continuation des études de ses enfants et leur mise au travail immédiate, mais la dessus se greffe la question du statut du père dans la famille traditionnelle (le père a un droit-devoir de contrôle sur ses enfants, surtout sur sa fille; fonction encore vivace dans les milieux ruraux). Chez José, le souci de ce contrôle est aiguë par des inquiétudes relatives aux menaces qui pèsent sur les jeunes défavorisés. Ce souci relève-t-il de l'exercice de l'autorité paternelle traditionnelle? Le discours de José en matière religieuse est, vis à vis de ses enfants, particulièrement libéral (J9), mais, concrètement, l'urbain signifie la libération des contraintes imposées par la société traditionnelle à la sexualité. Et l'angoisse de cette liberté habite le paysan dépayanné qui voit dans la libération sexuelle un danger menaçant la communauté. José prend l'exemple d'une jeune fille de 13 ans qui déjà a avorté deux fois (J1), et s'en scandalise; il réproche cette transgression de l'ordre sexuel et l'associe à la prostitution. La prostitution est d'ailleurs associée aux classes favorisées, et sa dénonciation signifie alors implicitement la dénonciation de la femme-marchandise dans la société de consommation.

Quoi qu'il en soit, José met plusieurs fois l'accent sur les rapports sociaux et affectifs à l'intérieur de sa famille nucléaire. Ses inquiétudes pour l'avenir de ses enfants lui font plus d'une fois dire qu'il est prêt à

tout sacrifier pour les rendre heureux, alors qu'ils sont potentiellement des *desgraçados* (J3). Le problème de la famille se pose ici dans une société anomique.

À l'extérieur de la famille, entre baraques, c'est la mésentente. José se plaint que les habitants du bidonville ne s'accordent pas, ne l'écoutent pas, qu'il n'arrive pas à les mobiliser pour revendiquer leurs droits; la dégradation des rapports communautaires le fait souffrir, lui et sa famille : "C'est une ambiance de totale déchéance", où "il n'y a pas de respect (*educação*) de l'homme pour l'homme" (J1). En réponse à des plaintes de José à propos d'une injustice dont il avait été objet, sa mère lui aurait déclaré : "Moi, j'aimerais te voir en prison!" Ce qui l'attriste beaucoup.

Barracas est donc le signifiant du paradigme perdu de la communauté, son signifié est l'entassement de paysans dépayannés qui ont perdu ce qui fondait le tissu de la solidarité communautaire, la culture dans ses deux sens, tissée de religiosité et de petite propriété, qui régulait les rapports entre les individus à l'intérieur du village et médiatisait les rapports entre le village et l'extérieur, comme on en voit encore les survivances dans les villages périphériques de Coimbra.

Culturellement, comme tous les clubs de quartier ou d'agglomération qui sont un fait généralisé au Portugal, le club du bidonville de Conchada devrait être un espace pour *se entreter* (s'entretenir au sens premier du terme : être ensemble et se divertir; voir plus loin le réseau de significations du terme). Or, ce n'est désormais qu'un lieu *misérablement* vécu : sans appuis financiers, le club a perdu ses activités sportives; faute de *gens qui nous instruisent* (J1), il est devenu une sorte de *tasca* (taverne), où l'on se soûle, où l'on se bagarre et déchire; il n'arrive pas à *attirer les jeunes*, livrés à l'ennui, à un espace *sans éducation, à la drogue et (à) la prostitution* (J1).

Les habitants du bidonville vivent leur *misère* (mot à forte récurrence) dans la *honte*; ils se sentent *honteux* s'ils *invitent des amis*. Non seulement ils ne peuvent pas vivre *confortablement*, mais encore ils vivent isolés, privés de *conviver*, leur est refusée la convivialité, notion centrale qui sépare ceux qui sont et ceux qui ne sont pas de la communauté. Dès lors, les habitants du bidonville se marginalisent, se dévalorisent à leurs propres yeux, se sentent *méprisés* par les privilégiés et par la société de consommation qui leur impose le spectacle de ses avantages. Ils portent le deuil des *valeurs*, se voient condamnés à vivre comme des *animaux*, abandonnés à eux-mêmes, sans que personne daigne s'occuper d'eux (J1 et J9). Cette déréliction est génératrice d'*angoisse* (J8), vécue comme *misères* (J9), perçue comme *disgrâce* (forte récurrence de *desgraçado*), elle est le signifiant de l'abandon que ressentent des hommes en deuil de la communauté; *grâce* et *honte* expriment positivement ou négativement le désir de convivialité (J8).

La déshérence est vécue dans l'absence de *respect* (dignité humaine). Le mot *educação* signifie dans la société traditionnelle *les bonnes manières*, contextuellement il désigne dans le discours de José la culture (J2) et rappelle alors *a humanidade* (humanité, voir plus loin). Dans le même sens, la revendication d'*instruction* (J2) est associée à la revendication de solidarité, et transparaît dans l'isotopie de *se entreter*, dont le champ sémantique couvre trois significations :

(i) s'entretenir dans le sens premier de l'expression "entretenir quelqu'un";

(ii) se soucier des autres, et surtout des pauvres : "Eh bien, si j'étais professeur ou docteur, ils se soucieraient de mon fils et je lui donnerais un avenir" (J1);

(iii) *conviver*, soit la *convivialité* : dans le passé, convivialité entre pauvres et étudiants(J8), dans le présent, désir de garder les jeunes du bidonville dans la communauté (J2).

Il n'existe apparemment pas en français de terme ayant le même champ sémantique; *divertir* qui vient d'abord à l'esprit ne convient pas parce que *se entreter* a toujours une dimension groupale que *divertir* ne contient pas. C'est pourquoi on a traduit par *entretenir*, *s'entretenir*, même si en français le terme n'est accepté dans le sens de *se entreter* que dans une expression qui n'est plus guère usitée.

La convivialité a une telle importance aux yeux du déshérité qu'elle en devient critère de choix politique (adhésion de José au PC; J10). L'exclusion actuelle de la convivialité renvoie, dans ses récurrences, à deux dimensions :

- une dimension interne au bidonville même, la convivialité est bloquée par manque d'espace et de confort : "Personne n'accepte d'aller manger chez lui parce qu'il est considéré comme un pitre de paillasse." (J8)

- une dimension externe; non seulement personne ne rend visite aux habitants des bidonvilles, mais il est désormais interdit aux exclus de participer aux fêtes des étudiants, i.e. de la ville. De même, le travailleur est exclu de la convivialité dans son propre syndicat (J10).

La hantise de l'absence de convivialité est telle dans la bouche de José, que le terme en vient à désigner le contact et la fréquentation des autres en général. L'exclusion ressentie hors de la convivialité constitue une isotopie dont le champ lexical traverse tout le tissu discursif :

(i) exclusion de la convivialité sous ses formes anciennes ou dans l'urbain;

(ii) exclusion de la dignité humaine (voir l'expression : *un habitat digne*; plusieurs récurrences);

(iii) exclusion de *l'avenir*, on fait *perdre l'avenir* des habitants des bidonvilles, on perd l'avenir (J2);

(iii) exclusion de l'instruction et de la créativité (les exclus sont victimes des attitudes de classe : la fille de José est *collée*, son fils

n'est pas admis au club sportif destiné aux classes aisées, les jeunes des classes pauvres sont exclus des études supérieures (J2);

(iv) exclusion de l'affectivité et de la solidarité : "Quand ils sont étudiants, ils sont conviviaux avec nous, mais après leur formation, ils sont ou bien médecins, ou ingénieurs, ou avocats, alors que nous, on reste travailleurs, ils oublient qu'ils étaient étudiants et qu'ils faisaient attention (*cuidar*) à nous" (J8).

L'exclusion de l'avenir est d'autant plus angoissante que celui-ci est sombre : dégradation des conditions d'existence dans le quartier (dugués et trafic de drogue) et dans la société (prostitution).

L'exclusion est ainsi un état dans lequel les exclus se voient condamnés à un *schéma de vie* anémique. Le paradigme communautaire frappé de dérélition, survit négativement : plusieurs récurrences de "On vit dans une situation de totale déchéance" (*lixada* de *lixo*, poubelle, déchet). Le bidonville est un référent, mais signifiant déshérence, il ne reproduit que l'exclusion d'une vie matérielle et sociale décente, il est, n'est qu'exclusion de l'urbain qui rejette José, le condamne à la sous-alimentation, à la morosité, et condamne ce qu'il a de plus cher, ses enfants.

José décrit longuement les *conditions* (de vie) *misérables* des habitants des bidonvilles dans le passé et dans le présent, les ségrégations de classe dont lui, comme l'ensemble des classes défavorisées, sont aujourd'hui l'objet (J1,J2,J5,J8). *L'angoisse* face à cet abandon induit un sentiment de mal vivre, que José explicite à propos de son fils conduit chez le psychologue. La déshérence est vécue en association avec un sentiment de mort : "Je suis un animal; ça m'est égal de mourir ici, dans une caisse de bois, ça m'est égal de mourir là, dans la baraque." (J8).

Cependant, cette angoisse signifie aussi autre chose : le bidonville de Conchada, situé *extra-muros*, exclu des privilèges de la cité, est en même temps inclus dans l'urbain : "On est à cinq minutes du centre ville." (J1). Très précisément, l'expression que José emploie est *dentro da cidade*, soit, à l'intérieur de la ville. Davantage, le bidonville est inclus dans les besoins et aspirations de la modernité. José aspire à un habitat où il serait *digne de vivre* (plusieurs récurrences), il aspire à la réalisation politique d'une société juste (J1), à un travail qui ne soit pas un *esclavage*. Il aspire à l'épanouissement de l'intelligence (J1), à la réalisation culturelle des défavorisés dans l'univers portugais (langue, chansons; J-). Il est d'ailleurs l'animateur culturel du bidonville et à l'occasion des fêtes, de chez lui, il diffuse les chansons de José Afonso, chanteur qui, avant le 25 Avril, a renoué le fado de Coimbra en le sécularisant, et qui est connoté comme l'une des voix de la Révolution des œillets. Le geste de José est d'autant plus significatif que la culture imposée par l'Etat, reproductrice de la société de consommation, implique l'exclusion des défavorisés en même temps qu'elle leur impose par la télévision le spectacle des privilégiés de cette

société, et leur inflige ainsi une violence culturelle. Une télévision américanisée tend à réduire l'imaginaire populaire, la conscience historique, le savoir et l'esthétique populaire, à un imaginaire étranger. A plus d'une reprise, José dit qu'il éteint la télévision pour ne pas voir pas ces *mensonges*. "On en a marre, dit-il, de voir la gueule des politiciens ... menteurs". Diffuser de la musique pour le bidonville, signifie, ainsi, la revendication d'une autre culture fondée dans l'affectivité-religiosité et l'esthétique du 25 Avril. Les airs que diffuse José protègent symboliquement les habitants des bidonvilles du mépris, de la violence et de la frustration auxquels leur exclusion les condamne.

L'aspiration culturelle est, d'autre part, associée à la principale revendication de l'habitant du bidonville, celle de dignité humaine, puisque *humano* se situe dans le champ sémantique de la solidarité communautaire traditionnelle qui implique la culture; *humano* renvoie dans sa polysémie à la piété (*piedoso*), à la bonté (*bondade*) et à la charité (*caridoso*), et relève de *humanidade* qui comprend, dans le langage savant, *cultura* et *civilização*; *humanidades*, au pluriel, désignant les sciences humaines, des beaux arts à la philosophie, en passant par la théologie. En tant que tel, *humanidade* ou *bondade* s'oppose à *maudade* (J2), notion qui relève aussi de la communauté concrète ancienne, et qui désigne ici la déstructuration de cette communauté.

Le rappel répété de *somos humanos* est donc, à la fois, revendication d'équité propre à la société traditionnelle, et revendication d'une culture populaire dans la société d'après le 25 Avril. José conçoit ainsi la nouvelle communauté à partir de l'ancienne déstructurée. Il est pris entre les deux notions, qu'il tente de ménager : "(Après le 25 Avril) si j'étais une mauvaise personne, si je n'étais pas timide, j'aurais occupé une maison vide, j'aurais aujourd'hui une maison où il serait digne de vivre"(J1).

Religiosité

La religiosité populaire portugaise est tissée d'une mosaïque de pratiques païennes et chrétiennes dont l'Eglise a fait un amalgame; elle est caractérisée par la variété des cultes régionaux et locaux articulés dans le christianisme populaire et le culte des saints; le patron de tel village est São João, de telle ville Santo António. Comme le rappelle José, la patronne de certains Portugais, est Fatima (apparition miraculeuse en 1919, en pleine crise de laïcisation de l'enseignement, de la Vierge Marie à deux jeunes filles de Fatima, village situé entre Lisbonne et Coimbra). La patronne de Coimbra, cité des docteurs, est *a Rainha Santa*, reine du Portugal, épouse de Dom Dinis, fondateur de l'Université et surnommé le Roi Paysan en raison de la réforme agraire qu'il avait décidée. Patronage donc temporel, en la personne d'une femme dont le statut est bien singulier dans la société civile : le spirituel

y entre par l'affectivité caractéristique de la communauté fondée en équité. Dans le mythe populaire, Santa Isabela, la Sainte Reine, chaque jour offre en secret l'aumône aux pauvres. Un jour, le roi la surprend et lui demande ce qu'elle fait. Santa Isabela, qui cache de la nourriture dans ses jupons pour que le roi ne s'en rende pas compte, déclare qu'elle a cueilli des fleurs. Le roi exige qu'elle les montre. Quand elle déplie sa robe, le miracle a lieu, la nourriture s'est transformée en fleurs. La Sainte Reine représente ainsi la cité utopique de l'équité par la charité que les classes supérieures font aux pauvres. Le principe d'aumône est le paradigme de la solidarité communautaire. Ce mythe tend à disparaître, il ne correspond plus aux rapports urbains actuels; mais les pratiques religieuses populaires demeurent très vivace à Coimbra, comme dans l'ensemble du Nord : pèlerinage à Fatima, culte des morts, processions gigantesques. A Coimbra, tous les deux ans, la statue de Santa Isabela est transportée de l'église où se trouve son tombeau, sur une colline de l'autre côté de Mondego, lieu de la première agglomération historique de Coimbra, traverse le centre *baixa*, y demeure une semaine dans une église, avant de regagner Santa-Clara - a-Nova.

Quand je demande à José s'il est croyant, s'il a la foi (*a fé*), il associe sa profession de foi au rappel de la *Rainha Santa*. Il est *croyant*, alors même qu'il a le sentiment que quelque chose dans la société s'est défait qui a rapport avec la croyance, en fait, l'agonie de la communauté concrète d'autrefois : "Moi, je garde ma foi, mais on voit tellement de choses aujourd'hui." (J9). La même foi se maintient à l'égard du PC en dépit des déceptions : "Encore aujourd'hui, je n'ai pas cessé d'avoir foi en ce parti-là." (J10). Plus, José déclare : "Notre foi, c'est comme je le suis, elle est restée malgré les partis, malgré les prêtres." (J9). La religiosité chez José mêle la fidélité à des représentations religieuses et l'aspiration à l'égalité, aujourd'hui investie dans un Parti politique et un syndicat. Cette fidélité et cette aspiration ont cependant été trompées par ceux qui avaient en charge leur gestion dans la société concrète, prêtres discrédités par leur complicité avec le salazarisme, et leur alliance avec les partis de droite après le 25 Avril, cadres politiques et syndicaux qui pensent davantage à leur promotion sociale qu'à la mise en œuvre des énergies populaires.

La religiosité de José est ainsi à la fois réminiscence des institutions communautaires, et, bien au delà, rêve utopique de l'équité. Face aux *angoisses* de la déshérence, dit José, le recours est à *a Rainha Santa*, c'est-à-dire à la pitié des classes supérieures. Lui-même, d'ailleurs, emploie à plusieurs reprises l'expression *grâce à Dieu*. Plus précisément, la religiosité est, pour José, une évidence de sa présence au monde : il n'aborde la question de la foi que lorsqu'il est explicitement interrogé à son sujet. La foi est chez lui le lieu d'où émerge le regret ressenti de la solidarité perdue entre classes privilégiées et défavorisées dans une société injuste où il est abandonné livré à

l'iniquité, à la violence. La foi se fonde dans l'attente d'affectivité, elle est *extériorisation* de l'amour et implique solidarité-convivialité (J9). Mais José est loin d'en rester là; il ne fait pas qu'attendre, il n'attend pas, il est un militant du combat pour les pauvres, pour la justice sociale, il regrette que ses compagnons d'infortune ne se mobilisent pas et que les cadres du syndicat ne fassent pas davantage confiance à l'activisme des pauvres, c'est-à-dire à son propre activisme. Par là José appartient à ce mouvement désormais planétaire des pauvres de l'urbain moderne qui aspirent à participer personnellement à la réalisation de la justice, et refusent de s'en remettre à une quelconque autorité. Se détachant ainsi de la religiosité communautaire souvent encore seule présente dans les villages et petites villes du Nord, José n'investit plus seulement dans le ciel mais dans le politique d'ici-bas où il entend agir concrètement. Il se situe en fait entre deux mondes, et préfigure l'avenir.

Espace social

José organise explicitement l'espace social par un certain nombre de dichotomies au premier rang desquelles se situe l'opposition ancienne entre riches et pauvres. Mais sont aussi présentes l'opposition entre classes sociales, entre patrons et ouvriers qui se réfère au monde du travail et à l'exploitation, l'opposition entre privilégiés et défavorisés, dont l'expression récurrente en termes d'habiter est l'opposition palais-baraque (J8) qui se réfère à l'univers de la consommation, et l'opposition entre *autorités* ou *gouvernement* et habitants des bidonvilles, *méprisés*, *oubliés*, *animaux*, qui se réfère au pouvoir et au politique.

De la dichotomie supérieurs / inférieurs le second terme n'est pas prononcé. *Supérieur* désigne les hommes d'Eglise, mais est aussi présent dans *sociedade alta* qui évoque les docteurs de Coimbra qui habitent *a Alta*, la ville haute. A ce qui est supérieur et haut sont associées la *société moyenne* (les classes moyennes), et la *grande société*, soit, contextuellement, l'Etat, dans l'opposition à la *société pauvre*, désignée encore par la *société* tout court. Celle-ci connote alors la formation sociale déstructurée par la modernité : "Je ne peux pas appuyer une société qui a achevé ma société." (J2)

Si l'on saisit *Nous* dans les contextes où José parle du travail et de la société globale, un schéma se dégage :

- *grande société* versus *Nous, classe des pauvres, peuple, nos jeunes*

- *patronat* versus *Nous, classe travailleuse*

- *Finanças* (Services des impôts, i.e. l'Etat) versus *Nous*, ensemble des classes qui ne bénéficient pas des avantages et privilèges accordés par l'Etat.

Le champ sémantique du travail inclut le rapport à l'Etat : les impôts sont extorqués au travailleur sans contrepartie en *conditions de travail*,

en conditions de vie, en sécurité sociale, et sont donc considérés comme un acte de *pillage* qui met en cause l'Etat lui-même et le rend illégitime. L'imbrication sémantique est d'ailleurs forte en portugais entre contrôle de l'Etat et fisc; l'expression *fiscalizar* signifie contrôler, surveiller, censurer, et, en même temps, veiller aux droits du fisc; de même *fiscal* cumule les sens de fiscal et d'inspecteur, surveillant, contrôleur.

José associe *salaire* et *corps* : *o meu ordenato/corpo*. Son corps produit du salaire à partir du travail; il parle du travail en termes de *sueur*, de *peine*, dans la boue, sous la pluie, sous le soleil; c'est un sacrifice, un tourment qui dure de trop longues journées, et qui signale l'abus, le vol d'un patronat qui ramasse des fortunes. ... sur le dos des travailleurs (*a custa de trabalhadores*). La fortune des patrons est donc illégitime. A propos du travail, se dégage ainsi ce schéma associatif :

- *travail* = dépendance économique et sociale : "Nous devons nous soumettre à leur volonté" (celle des patrons).

- *salaire de misère* = exploitation de la force de travail. Les patrons exploitent les paysans dépayés comme des animaux.

- *classe travailleuse* = ensemble de ceux qui peinent, vivent de la peine de leur corps, de leur sueur, c'est-à-dire les paysans, les ouvriers, les pauvres, les déshérités, les gitans.

- *maltraités* = rapports inhumains en l'absence de solidarité communautaire; les patrons ne pensent même pas à la faim des ouvriers : "(Sur le chantier) on (les travailleurs) ne mange pas, on (les patrons) ne nous donne pas à manger" (J3).

- *esclavage* = conditions de travail inhumaines et exploitation auxquelles s'oppose la revendication de justice sociale

- *fouetter* = "Si on laissait les patrons, ils nous fouetteraient"; ce qui exprime le sentiment d'humiliation et d'oppression et la revendication de dignité humaine et de sécurité dans le travail : "Tout ça nous coûte parce que nous sommes des êtres humains" (J3),

José ne se réclame pas d'une société sans classes (pas plus d'ailleurs que l'actuel PC avec lequel José sympathise); de même les termes de capital et de capitaliste sont absents dans la désignation du patronat; capitalisme n'apparaissant que pour qualifier l'univers politique. Pourtant, les relations de travail dans lesquelles vit José sont manifestement capitalistes. Mais il ne voit que des riches, associe les patrons à leurs fortunes, et ne perçoit que leur avidité.

La conception que José a du travail se rattache à la dichotomie riches / pauvres, et il conteste la domination des riches à partir de la notion d'équité présente dans le mythe de Santa Isabela, de la solidarité communautaire entre partenaires sociaux supérieurs et inférieurs. L'honneur de l'inférieur était sauvegardé par la solidarité communautaire. Les étudiants, les institutions religieuses, les riches, les autorités acceptaient le modèle d'équité (J5 et J8). Aujourd'hui, les privilégiés méprisent les défavorisés, et se moquent de leurs conditions

de vie; même les émigrés qui ont *ramassé quelques sous*, viennent au Portugal *se vanter de leur voiture* (J-). Aussi le *Nous* de José désigne-t-il les travailleurs qui viennent des villages-bidonvilles de la périphérie de Coimbra, et la *classe travailleuse* avant tout l'ensemble des paysans dépayannés.

Pourtant la notion *d'exploitation* apparaît avec une certaine récurrence, alors qu'elle n'avait pas de statut dans l'ancienne société, elle est corollaire de cette représentation très forte que désormais la relation du riche et du pauvre est sortie de l'espace de l'équité. A la fois José a la nostalgie des anciennes relations, et en même temps, à partir du concret de sa vie est tiré vers un autre paradigme des relations sociales, celui de l'exploitation capitaliste et des luttes sociales

Avant / après le 25 Avril

L'interrogation de José sur l'avenir de ses enfants (J1 et J8) est construite à partir des espoirs que la révolution a nourri, mais n'a que très partiellement réalisés. Si la Révolution n'a guère modifié sa condition, elle est le moment fondateur d'une représentation nouvelle de soi et de la société.

Avant le 25 Avril 74, José ne savait pas ce qu'était le *fascisme* ou la *Pide*, et allait mendier au siège de ce qui se nommait Police internationale, sans savoir ce que le nom signifiait. En outre, "on ne savait pas ce qu'était un parti (...),dit-il. On nous disait qu'il y avait un syndicat, mais nous ne savions pas ce que c'était." (J5). C'est "en 69, la révolte des étudiants contre le gouvernement", "les paroles des étudiants" et les matraquages policiers, qui aujourd'hui lui rappellent l'Allemagne nazie (*comme Hitler*) qui ont éveillé en lui une première mise en cause du salazarisme. Mais c'est surtout, après le 25 Avril, les *manifestations*, les *réunions*, les *occupations*, le développement du militantisme et les initiatives de rue qui ont sensibilisé José aux revendications sociales, à travers une symbolique de l'appropriation de l'espace et des parcours (J6).

La Révolution des œillets est le moment utopique de la reconstitution de la communauté dans l'urbain, le moment de la transgression des frontières entre classes, de la fraternité du peuple contre le pouvoir. La Révolution des œillets promet la libération des *esclaves*, mais elle s'écarte ensuite de ce but par la faute des partis, ceux de gauche y compris qui ont monopolisé le discours de la révolution. Le repli de la révolution par rapport à ses promesses, explique sans doute que José, comme la plupart des Portugais, utilise désormais l'expression 25 Avril plutôt que celle de Révolution des œillets, comme on le faisait durant la période révolutionnaire (l'œillet rouge reste cependant l'emblème du PC).

Pour un habitant de bidonville, la revendication d'un logement décent, apparaît vitale dès le 25 Avril (J6). La comparaison, entre avant

et après le 25 Avril renvoie à plusieurs reprises en effet dans le discours de José, aux difficultés que vivent les défavorisés. Mais la mise en place, après le 25 Avril, de la société de consommation approfondit l'exclusion des défavorisés et leur sentiment de l'exclusion. Leur *misère* s'aggrave par rapport aux classes moyennes, même si les conditions matérielles et sociales de la vie quotidienne ont changé (par exemple, création de routes, distribution de l'eau, de l'électricité, mais aussi élections). "On dit qu'(après le 25 Avril) il y a eu beaucoup de libertés, mais ce n'est pas nous les pauvres qui en jouissons. Encore une fois, nous les pauvres, on est révoltés contre la grande société. Qui a profité de cette liberté? C'est le fils de M. l'ingénieur, le fils du maire, le fils de M.le docteur, le fils de M.le recteur de l'Université (...)." (J1). La liste des *fils* laisse entendre que la liberté est un privilège de classe. Pour les classes défavorisées, malgré une moindre misère, l'après 25 Avril signifie l'exclusion des privilèges de la société de consommation dont les principaux bénéficiaires sont les classes moyennes (J8). José pourtant, dans un sens, a aussi bénéficié de la liberté conquise le 25 Avril, mais pas de la même façon; il a désormais la possibilité et la liberté de participer au politique : "J'ai eu toute la liberté de choisir ce que je voulais (adhésion au PC)." (J9) Les avantages concrets ont été distribués aux classes moyennes et supérieures, les déshérités n'ont acquis que le droit de lutter pour l'amélioration de leur situation.

C'est pourquoi, le 25 Avril est aujourd'hui d'abord regardé par les classes populaires en termes de promesses non réalisées : "Aujourd'hui, ce que j'ai enduré, je ne le veux pas pour mes enfants (...) J'ai enduré beaucoup de choses. Et aujourd'hui, M. le Dr., le 25 Avril a eu lieu au Portugal." (J2) José en est réduit à adopter une position défensive dans les luttes sociales, par la faute à son avis, du manque *d'organisation* (J1 et J7), de l'absence de *gens compétents* pour faire face à la désorganisation sociale (J4), de l'opportunisme de la classe politique (J7), de l'autonomisation de l'Etat par rapport à la société civile (implicitement en J2), et du mépris des agents de l'Etat pour les classes populaires (J8).

Du 25 Avril, ne surnage finalement qu'un grand événement : "La meilleure chose a été d'en finir avec la guerre coloniale." (J2) La guerre coloniale est d'abord perçue au travers des souffrances qu'elle imposait au peuple, qui s'ajoutaient à toutes les misères endurées; elle n'est pas dissociée de l'exploitation, du malheur imposé; elle n'est donc qu'une étape dans la transformation d'une société dont le salazarisme n'a pas disparu : "On en a marre d'être gouvernés par un gouvernement salazariste qui nous a exploités, qui nous a tués et a fait tant d'autres choses." (J10)

Les docteurs

Pour José, la transformation sociale a, *encore une fois*, abouti à la promotion des *docteurs*, soit ceux qui ont fait des études supérieures, c'est-à-dire, génériquement, les classes moyennes et supérieures. José a vécu la déstructuration de la société traditionnelle à Coimbra, ville dont l'université prépare les cadres de l'Etat., et c'est l'effondrement de la solidarité entre les étudiants et les défavorisés qui le touche particulièrement. Avant le 25 Avril, la charité des classes supérieures et l'aide des institutions religieuses étaient l'un des moyens de l'intégration des pauvres dans la cité. La hiérarchie et l'équité étaient affectivement et intellectuellement assumées dans les *humanidades*. Dans ses rapports aux étudiants, José met l'accent, pour l'avant 25 Avril, sur *conviver*, et, pour le présent, sur la *séparation*, *l'oubli*, le *mépris* des étudiants pour les défavorisés : "Avant le 25 Avril, il y avait une grande convivialité entre nous. On se parlait beaucoup et on vivait beaucoup plus ensemble. Par exemple, il y avait (près de Conchada) une Republica¹ (...) les étudiants étaient très unis à nous et on était conviviaux avec eux (*conviver*). Quand on était jeune, on allait chez eux, on allait chercher du pain pour eux et on vivait ensemble (...) Des choses qu'on ne voit plus aujourd'hui. Ils ont abandonné ce que nous avons vécu auparavant. Il y avait beaucoup plus d'union avant le 25 Avril entre un travailleur et un étudiant."(J-)

José raconte les mésaventures récentes de sa femme à l'hôpital, attendant deux heures couchée sur un lit dans les couloirs des services d'urgence, "les jambes en l'air devant les gens qui passaient", et ne recevant finalement que de simples comprimés pour les maux de tête chroniques dont elle souffre. Après sa longue narration, il ajoute : "Je crois qu'il y a quelques années, c'était mieux. Je crois qu'aujourd'hui il n'y a pas autant de liens, autant d'union entre eux (le peuple et les étudiants) Et quand ils ont terminé leurs études, ils abandonnent les gens. Par exemple, ici, à l'hôpital, aucune assurance ne nous est donnée; nous y allons, et il n'y a pas de médecin compétent pour nous soigner (...) Quand leurs conditions de vie s'améliorent, ils abandonnent les gens." (J-)

C'est pourtant la répression des étudiants par la police, lorsqu'ils manifestaient dans les rues en 1969, qui fait prendre conscience à José

¹ Anciennement, les étudiants de Coimbra vivaient collectivement dans des maisons baptisées Republicas, qu'ils géraient eux-mêmes, avec l'aide souvent d'une domestique, *tricana*, qui les nourrissait et blanchissait (*tricana* est souvent chantée dans le fado de Coimbra comme symbole du peuple). Les Republicas se situaient au bas de la hiérarchie du système de castes académique, elles étaient ouvertes au peuple, au moment où les liens de solidarité régulaient encore les rapports dans la cité.

du *fascisme*. Cette évocation de la sensibilisation du peuple par les étudiants apparaît indirectement encore dans les épisodes que raconte José de sa vie commune avec les étudiants. Après 1969, lorsque *Queima das Fitas*¹ est boycottée, José s'attablait à côté des étudiants dans les cafés connotés de gauche, participait aux bagarres avec les étudiants de droite qui portaient toujours *capa e batina*². Les étudiants en droit étaient appelés *voleurs*, et ceux en médecine *bouchers*, etc. Ces dernières années, avec le retour à l'honneur de *Queima das Fitas*, les gens du peuple appellent *chauve-souris* les porteurs de *capa e batina*, non seulement à cause de leur "soutane" noire, mais aussi parce que les étudiants la portent surtout à l'occasion des rituels et pour sortir la nuit. Alors qu'autrefois, signale José, c'était l'habit quotidien de l'étudiant qui le distinguait en tant que tel.

Les changements dans les rapports traditionnels, José les perçoit aussi dans la symbolique même de la fête des étudiants; elle est désormais une occasion pour s'exhiber. Alliés du peuple avant le 25 Avril, dit José, ils critiquaient alors le gouvernement, brisaient la censure et subissaient la répression de la police; aujourd'hui, leur fête est protégée par la police, alors que le peuple est rejeté de rituels qui traditionnellement manifestaient les liens de solidarité entre défavorisés et intellectuels (J-).

José perçoit dans cette transformation la mort de l'ancienne société, l'abandon du peuple par les docteurs, et le processus général de bipolarisation de la société en privilégiés et exclus de la société de consommation. Même si, un moment, José parle de la *pauvreté* des étudiants, s'il les identifie à *la société des pauvres*, il ressent leur mépris : "Tant qu'ils sont étudiants, ils vivent avec la société; à présent qu'ils ont terminé leurs études, ils veulent vivre contre la société. Notre société n'est plus intéressante (pour eux), ils s'en désintéressent (*não presta*), alors que quand ils étaient étudiants ça les intéressait. C'est ce qui nous arrive; quand ils sont pauvres, ils vivent avec les pauvres, mais après, quand nous restons pauvres, on est finis pour eux." (J8) De même, José montre que les privilégiées, qu'ils soient même hommes de

¹ Il s'agit d'un moment des rituels estudiantins où, pour fêter la fin des études, les étudiants brûlent (*queima*) les bandes colorées (*fitas*) symboles de leurs études (rouge, jaune, bleu, pour le droit, la médecine et les lettres). La fonction de cette fête était, avant la transformation sociale, de reproduire les liens de solidarité entre les étudiants et la ville. Actuellement, elle est réduite à une consommation des signes du passé où transparaît le malaise d'une caste favorisée, désormais coupée des défavorisés.

² Littéralement, cape et soutane. *Capa e batina* symbolise l'appartenance de l'étudiant à la pyramide du savoir-pouvoir. En portugais, l'habit et l'habitude sont désignés par le même signifiant: *habito* vient de *habitus*, apparence extérieure réglée par la coutume.

partis de gauche ou de syndicats, médecins ou avocats, etc., n'ont cure des exclus.

Pourtant, José souhaite obtenir l'aide des intellectuels, appelle à l'union entre le peuple et les intellectuels (J1,J2,J5,J7 et J8), c'est pourquoi il demeure fidèle au PC, et interpelle le maire PS de Coimbra. C'est pourquoi aussi, à propos de l'avocat du syndicat qui l'a trompé et des intellectuels engagés dans la lutte politique, il déclare : "Nous devrions être dans la même lutte." (J10) En même temps, José revendique sa propre inclusion à la cité. Il refuse de se laisser intimider par les docteurs et réclame pour le peuple une instruction qui lui permette de débattre avec *les autorités* , et de participer au politique (J10).

La lutte sociale

José mène une *luta* individuelle contre la misère de ses compagnons d'infortune. *A luta* est un terme polysémique qui apparaît dans un réseau de significations; c'est à la fois la lutte, l'effort, le travail, le vote.

(i) *A luta* est d'abord une intervention dans la vie de la cité pour obtenir des conditions de vie décentes, intégrer le bidonville dans l'espace urbain, et l'habitant du bidonville dans le politique. José assiste aux réunions publiques de la municipalité, il vote PC pour s'inclure dans le politique dont il est exclu. "Je me révolte en face des paroles. Et pourtant, je ne me laisse pas faire. Je lutte toujours. Je ne cesserai pas de voter. Je continuerai à exiger un avenir pour mes enfants. Je continue à mener la lutte, je verrai si ça a valu la peine, mon vote."(J4)

(ii) *A luta* renvoie encore à l'activisme politique, à la pratique de l'interpellation des responsables, c'est-à-dire aux moyens pratiques de l'intervention dans la vie de la cité. Ainsi, José insiste pour que *les responsables* viennent "voir de leurs propres yeux comment vivent les déshérités (*desgraçados*) dans le bidonville." (J1).Il n'hésite pas à demander au Maire de se déplacer, et à tenter de lui forcer la main en évoquant un motif de refus ridicule.

(iii) *A luta* peut aussi signifier la *révolte* face à l'exclusion. José ne mendie plus, il ne s'adresse plus aux institutions de charité dans le cadre d'une hiérarchie sociale admise et respectée. Il s'adresse aux autorités de la ville, demande comme un droit leur intervention dans l'amélioration de son quartier. Ce changement de pratique date du 25 Avril. Le défavorisé propose d'autres règles du jeu : "Nous, êtres humains, qui sommes vos égaux." (J1) José rappelle l'égalité des individus, le droit, la justice et la nécessité du bon fonctionnement des institutions (J1). *A luta* désigne cette pratique par laquelle l'exclu s'inclut dans la société, exige d'être traité comme citoyen à part entière.

(iv) Ailleurs José emploie encore *a luta* pour signifier le travail et l'effort (J1 et J3); il en étend ainsi le champ sémantique, montrant par là

l'unité de sa pratique. Tout ce qu'il fait n'a qu'un objet, changer la vie des habitants du bidonville, assurer un avenir pour ses enfants.

José déclare qu'il n'a jamais "cessé d'avoir foi dans le parti" (PC), qu'il "vote pour le PC", mais pour lui, le politique ne semble pas se différencier du social. Le critère d'évaluation politique est ce que les hommes politiques font dans le domaine social, leurs intérêts ou leurs mépris pour les défavorisés. Ainsi, Vasco Gonçalves, premier ministre communiste après le 25 Avril, est prisé parce qu'il encourageait l'occupation des logements vacants (J1).

José d'ailleurs ne semble pas clairement distinguer PC et syndicat CGTP, proche du PC. Il semble que pour lui les deux organisations n'en font qu'une. Le Parti n'est perçu qu'au travers de la lutte syndicale. Le PC tout comme le syndicat se définit par ce qu'il fait "dans la défense des intérêts des travailleurs" (J10), et non par son idéologie ou son programme politique. Le syndicat cependant est critiqué parce qu'il ne fait pas assez confiance à la spontanéité des travailleurs : "Les personnes qui le dirigent n'admettent pas que le travailleur ait de la force dans le syndicat." (J7) Et José de reprocher au syndicat de "s'unir au patronat", de "désunir les travailleurs" et de permettre ainsi au patronat de tirer parti de la faiblesse de l'organisation (J10).

José, implicitement, se méfie du stalinisme du PC; à Alvaro Cunhal (leader d'un PC resté stalinien), il préfère Jorge Sampaio, maire actuel de Lisbonne. Venu du PS dont il était secrétaire général, Jorge Sampaio est effectivement populaire parce qu'il ne tient pas un discours de parti. Mais José assimile le PS à la droite. Il constate que le maire PS de Coimbra tarde à apporter des solutions aux problèmes des bidonvilles, et que ses revendications sont dans une impasse, il constate amèrement, qu'il est objet de ségrégations, qu'il est exclu des avantages dont bénéficient les classes favorisées.

Pour lui, la politique se réduit désormais à l'électoratisme des partis; ils "veulent seulement notre vote (...). Quand les élections approchent, ils tentent des trucs pour tromper encore une fois le peuple." (J1) A la veille des élections de l'automne 1991, la démagogie et la manipulation de l'opinion par des *mensonges* (J1), *déçoivent* José qui observe avec dépit qu'il y a "moins de pauvres que de riches" (J1). Après le 25 Avril, l'Etat et les partis politiques ont déçu le *peuple* : "Si ça continue comme ça s'est déroulé depuis le 25 Avril, je ne vois aucun avenir... Depuis le 25 Avril, on en a eu tant (de promesses), nous avons été tant de fois trompés par les politiciens (*políticos*)."(J4)

Les pratiques électoralistes des politiciens conduisent de fait à la dépolitisation; le nombre des abstentions approche 40% des inscrits, et les enquêtes d'opinion indiquent que 70% des Portugais n'ont plus confiance dans les partis (J4). Voter PC est un moyen pour José de ne pas sombrer dans le désespoir; avec le PC, il peut encore espérer un changement dans ses conditions de vie : "Je vois à la télévision que c'est l'unique parti qui lutte pour notre classe." (J7).

De son côté, le gouvernement, *o governo*, encourage l'injustice, *pille* lui-même le *peuple* grâce aux impôts. José lui demande au moins de fermer les yeux sur les pratiques *clandestines* auxquelles les défavorisés se voient réduits : contrebande des gitans ou construction clandestine. Cette demande se réfère à la notion d'équité. Mais, contradictoirement, José s'élève contre les passe-droits dont bénéficient les gens influents; il en appelle ici à la stricte application du droit : "S'il y a une loi, elle doit être appliquée, on ne peut pas l'acheter avec l'argent. La loi doit s'appliquer au travers du devoir (comme elle doit l'être). Alors que, au contraire, cet individu qui a de l'argent achète la loi." (J2)

José ne sait pas à quel saint se vouer. Il se trouve dans un Etat de droit qui refuse aux pauvres le droit à une existence digne, et qui, tout à la fois, applique ce droit aux pauvres et permet aux gens influents de le bafouer. Réciproquement, selon les circonstances, c'est-à-dire selon les terrains de la lutte sociale, José se réfère lui aussi tantôt au droit écrit dont il réclame l'application, tantôt à un droit naturel des pauvres situé au delà de la loi écrite. Dans les deux cas, il s'agit fondamentalement d'une même lutte, d'une même revendication, celle du droit de cité pour les exclus, pour les méprisés de la société : "C'est des pauvres, c'est des animaux (se disent les étudiants devenus docteurs)... C'est très choquant et moi j'aimerais que tout le monde ait, au moins, un minimum de conditions dans la vie." (J8)

Coimbra

Juin 1991-décembre 1993

L'EUROPE DANS L'IMAGINAIRE PORTUGAIS

Eduardo LOURENÇO

Il y a dix ans à peine, l'Europe était, pour la majorité des Portugais, par delà l'évidence de sa réalité scolaire et géographique, une entité économique et politique complexe, au contenu et aux contours imprécis. Objet de fascination ou de dédain pour un petit nombre, elle apparaissait aux autres comme une vague menace pour leur tranquillité d'esprit, en-dehors de leurs préoccupations*.

L'Europe était ce qu'avait toujours été l'Europe, loin de nous et nous d'elle.

Au contraire de ce que l'on pouvait attendre, la grande vague migratoire des années 60 qui avait conduit plus d'un million de Portugais d'abord vers la France, puis l'Allemagne, le Luxembourg ou la Suisse, n'avait pas rapproché l'Europe de nous, Portugais, même si elle nous avait rapproché de l'Europe trans-pyrénéenne et nous l'avait rendue familière comme jamais. D'une certaine manière cette dernière était devenue "différente" en se transformant en une sorte "d'Etats Unis" qui nous laissait à la porte, et, circonstance aggravante, en transformant notre image de nation colonisatrice en une image de nation émigrante.

A cette époque et sans qu'on l'ait bien mesuré, notre imaginaire culturel, surtout celui qui s'exprime ou laisse ses marques dans le milieu intellectuel, jusqu'alors conditionné de manière ambiguë et profonde par la réalité ou les mirages de la haute culture française, anglaise ou allemande, entre dans un processus réel de désenchantement européen qui n'est pas encore terminé en dépit des apparences.

* Traduit du portugais par David Dubousquet, université de Toulouse Le Mirail.

Ce désenchantement a peu à voir avec une expérience vécue de cette nouvelle Europe-Amérique où les Portugais se sont heurtés à la dureté du quotidien, avec la distance qui sépare le rêve de la réalité. Même si elles étaient immenses, dans un premier temps, les désillusions des migrants étaient compensées très vite par une amélioration chaque fois plus sensible des conditions de vie et du statut social.

De manière indirecte, le paradoxal désenchantement en terme d'imaginaire national, doit être mis en relation avec, et prend sa source dans le phénomène de notre émigration moderne. A l'évidence toute émigration et tout exil renforce la mythologie domestique, exalte la terre abandonnée et ses délices. Quand on émigre, c'est toute la patrie qui émigre avec nous. Et le plus humble et le plus ignorant transporte comme Enée ses dieux lares pour de nouveaux lointains.

Durant cette décennie d'émigration douloureuse vers l'Europe, nos pénates s'appelaient Eusébio, Amalia, Benfica, Notre dame de Fatima, sans hiérarchie aucune mais probablement dans cet ordre, et pour clôturer le tout, Camoes qui, même pour l'émigrant le plus illettré, était et est encore synonyme de Portugal.

A l'apogée de cette transhumance européenne, les Portugais s'installent, avec le naturel inconscient d'un peuple habitué à partir de chez lui, dans cette Europe mythique avec laquelle "l'intelligentsia" nationale dialoguait ou dont elle rêvait péniblement depuis des siècles, mais ce qu'ils découvrent vraiment en elle, par absence ou par contraste, c'est encore et toujours le Portugal. Et ce qui compte le plus c'est le Portugal considéré de l'extérieur, ce qui permet une vue d'ensemble. Cette Europe appréhendée comme un obstacle mais aussi comme un défi, un stimulant, et enfin, comme un "chez soi" plus confortable que celui abandonné par nécessité, ne les déçoit pas en fait, puisqu'elle ne les enchantait pas auparavant, mais transforme la petite patrie en lieu d'enchantement.

Celui qui a quelquefois assisté à la fête annuelle célébrant le retour des émigrants, à la fin des années 60, ne peut la comparer qu'à l'exode du peuple hébraïque de la terre d'Egypte. Mais cette liesse coutumière réconfortant le peuple émigrant n'est pas vue par les Portugais restés chez eux, c'est-à-dire par presque tous, comme un événement positif en terme de mythologie nationale, elle n'éteint pas non plus l'humiliation originelle de ceux que le plus célèbre journal français, sans intention malveillante mais de manière réaliste appelait "les soutiers de l'Europe". Pour les descendants de la nation maritime qui avait conduit le navire Europe par les océans, cette descente à la cale européenne pourrait se comparer à une descente aux enfers. Seul le futur pourrait la transformer en aventure des fondateurs de cette même Europe. Comme il fallait le prévoir, quand on pense au rôle de figurant noble de l'Histoire que les Portugais se sont toujours attribués, l'expérience nationale de l'émigration fut l'objet, pour de rares auteurs, d'une appropriation

mythifiante développant soit le sens douloureux soit le sens exaltant. Dans la réalité comme dans le phantasme, l'extraordinaire phénomène que représente notre "entrée à pieds joints dans l'Europe riche" fut vécu comme clandestin. Ce ne sera que plus tard, avec l'émigrant adapté, ou en voie de l'être, aux modèles de comportement pragmatique, toujours extérieurs, de cette Europe, que cette expérience trouvera dans certaines œuvres comme *Floresta de Bremenhaven*, de Olga Gonçalves ou *Cais das merendas* de Lidia Jorge (admirable radiographie de la mythologie culturelle portugaise des années 70), les échos de cette "existence européenne". Aventure insolite d'hommes et de femmes du Portugal, à la fois égarés et retrouvés dans la Forêt des Leurres et au Pays des Merveilles, abstraitement fondus dans l'image synthétique appelée "Europe".

Cette Europe de "chez soi" que les émigrants rapportent au Portugal chaque été et qu'ils exhibent, d'une certaine manière, dans ses aspects les plus caricaturaux (nouveauautés, gadgets, comportements linguistiques et styles de vie déjà différents) n'a pas familiarisé avec la vraie Europe les Portugais qui sont restés chez eux. Dans le meilleur des cas, elle s'identifie à des pays, des villes, des régions où le niveau de vie est plus élevé, le travail mieux rémunéré, sans que cela structure un nouvel idéal au plan symbolique. Cette image européanisante sinon européenne, donnée par l'émigrant, démystifie "l'autre Europe", purement imaginaire, sauf pour une couche sociale cultivée ou pour la nouvelle classe de "managers" nationaux, laquelle a toujours servi de référence, d'indice de comparaison dans notre vieux système d'échange européen, datant de plusieurs siècles; exactement comme le fera plus tard le tourisme de masse qui met à nos pieds non seulement l'Europe mais le monde entier. Le "sud-express" des années 30 et 40, héritier de ce qu'utilisaient les héros parisiens d'Eça de Queiros, faisait davantage rêver à cette "Europe des raretés" que les futurs avions de la TAP, bondés de riches émigrants et de touristes, Nikon autour du cou.

Il n'y a rien d'original dans cette constatation. Un imaginaire ne se structure qu'au travers d'objets idéaux ou idéalisés. L'Europe (ou, en son sein, les grandes nations tenues pour modèle) n'a jamais réellement intéressé les Portugais, si ce n'est, pour ainsi dire, de manière négative. Je m'en réfère toujours au plan symbolique, aux racines et ramifications de leurs rêves les plus obsessionnels et constants, ceux qui nous donnent de grands moments en faisant un mythe de notre identité, celui de Fernão Lopes, qui nous éloigne de Castela, celui de Gil Vicente qui nationalise la dramaturgie médiévale de structure populaire et catholique un peu avant que l'humanisme cosmopolite et élitiste d'une part et le protestantisme d'autre part, n'y mettent un terme. Celui enfin de Camões qui universalise dans le moule de ce même humanisme, la nouvelle identité d'un siècle de découvertes et d'impérialisme fragile, assumée par le Portugal qui s'écarte ici, et pour toujours en quelque sorte, de l'autre Europe dont il devient alors la marge et la garde

avancée. La "querelle européenne" avait institué les nations trans-pyrénéennes en acteurs de la modernité en termes religieux, politiques et intellectuels. Cette solidification précoce de notre imaginaire nous confère une supra-identité et nous installe dans une façon d'être européens sans équivalent en Occident ou dans l'Espagne voisine, pierre d'angle de cette querelle intra-européenne jusqu'au Traité des Pyrénées. Notre dérive extra-européenne qui existera ou existe déjà, sans que l'autre Europe se rende compte de sa propre dérive dans l'espace planétaire, n'interrompt naturellement ni les liens économiques, ni les fils politiques, ni le dialogue religieux, culturel ou artistique que, depuis toujours, les Portugais ont entretenu avec les nations d'Europe. Au cours des premières années du XVI^{ème} siècle, les Portugais étaient des Européens qui partaient chercher en Inde des marchandises qui les enrichissaient moins que les grands centres de l'Europe mercantile à laquelle, finalement elles étaient destinées. Mais, tout au long du XVI^{ème} siècle, et, dans un sens jusqu'à aujourd'hui, les Portugais se sont convertis en Occidentaux égarés et retrouvés dans l'Orient qui les séduit et leur fournit plus de matière à une fiction vécue que la mère Europe. Tous les Portugais ne réalisent pas cette dés-européanisation objective de notre imaginaire comme l'ont fait nos grands voyageurs ou diplomates du siècle de l'or, T. Pires, Duarte Barbosa, ou ceux qui ont intégré l'Orient dans notre imagination, Camoes et F. Mendes Pinto. Il y a des siècles, que notre empire fragile n'est pas vécu comme une référence vitale, économique, guerrière et politique par le petit pays occidental qui s'est d'abord installé dans ses comptoirs avec armes et bagages. Toutefois, même après la fin de son empire colonial et d'un certain discours qui l'accompagnait, les Portugais peuvent aujourd'hui se mobiliser pour l'ultime vestige de notre aventure orientale, Timor, lointaine et inconnue pour la plupart d'entre eux, comme ils ne le feraient pas pour n'importe quelle croisade européenne. C'est à l'Europe, et même au monde entier, que nous demandons la restauration de nos droits sur ce que nous sentons encore, surtout après l'avoir perdue, comme une partie de nous même. Et nous ravivons des réflexes comparables à ceux que l'ultimatum anglais déclencha au Portugal, il y a un siècle contre l'Europe qui ne nous entend pas ou n'est pas solidaire de notre émotion à la fois justifiée par de réelles atrocités et par l'écho de notre mémoire orientale. Ainsi, au plus profond d'eux-mêmes, européens comme jamais, les Portugais ne se perçoivent pas spontanément comme Européens. L'imaginaire que notre cruciale aventure extra-européenne, en particulier celle du XVI^{ème} siècle nous a forgé, la nouvelle dimension qu'elle a créée d'autant plus décisive que sa structure relève plus du pur onirisme compensatoire que d'une relation objective entre réalité et désir, voit son point de fuite dans ce rêve impérial, dont le mythe du "cinquième Empire" est la traduction la plus achevée, et non dans une quelconque forme d'utopie dont l'Europe est la cible.

A première vue, ce dysfonctionnement entre ce que nous présentons comme typique de l'imaginaire culturel portugais, c'est à dire son réel désintérêt pour un objectif historique et culturel européen capable de susciter un investissement profond au niveau national ou personnel, paraît aujourd'hui démenti par l'omniprésence de la thématique européenne dans tous les domaines. Il n'y a aucun projet d'importance, qu'il soit économique, financier, de l'ordre de la communication, de la pédagogie, de la technique, de la science et même de la culture qui ne relève des préoccupations européennes, qui ne se situe à l'échelle européenne. D'une certaine façon, au Portugal, comme dans les autres pays de l'Occident, tout est déjà écrit en langage européen. L'Europe ou du moins une certaine réalité perçue comme l'Europe, est le bateau que personne, réaliste ou cynique, ne souhaite voir s'échouer. Quoiqu'il en soit, ceux qui, en tant qu'Européens, sont encore hors de la communauté ou près d'elle mais avec un sentiment d'exclusion, attribuent à l'Europe une aura mythique. Il est bien évident qu'en faire partie, malgré l'imprécision ou les craintes que cette nouvelle situation représente pour les vieilles nations européennes, est un privilège. Il y a actuellement, dans l'opinion publique portugaise, une conscience plus aiguë de ce privilège qu'il y a huit ans, tant sont extraordinaires les avantages que le Portugal a tirés de son entrée dans la Communauté européenne. Cette conscience s'est même développée du fait que le Portugal a présidé au destin de cette même communauté. Rien ne nous a plus européanisés que ce rôle; peut-être l'Europe s'apprend-elle en marchant, en pratiquant, comme tout le reste. Toutefois, ceci signifie-t-il de façon concrète que notre profond intérêt pour l'Europe, notre conscience européenne de Portugais, a subi une mutation d'ordre symbolique correspondant à une vie quotidienne de plus en plus près de cette Europe qui durant des siècles, a constitué pour nous un terme de comparaison obligatoire ou un modèle à imiter dans ses options économiques, politiques et idéologiques, morales et, pourquoi pas, dans ses créations culturelles.

C'est un fait que depuis leur entrée officielle dans la Communauté européenne, les Portugais ont changé de statut qu'ils le veuillent ou non, ils ont perdu leur peau de solitaires imaginaires, mélange ambigu d'ostracisme et de singularité cultivés même si cette solitude n'était ni celle de l'Albanie, d'Andorre ou de l'Irlande, mais celle d'une grande famille éparpillée dans le monde. En termes d'objectifs réalistes et immédiats de la vie nationale, l'adhésion à l'Europe ferait la blessure laissée par la liquidation de l'héritage colonial. Adhérer à l'Europe c'était compter sur l'aide étrangère pour résoudre les problèmes internes, parfois vieux de plusieurs siècles. Cette Europe était un espace de démocratie assurée, de libéralisme économique tempéré de préoccupations sociales, et une forteresse contre ce qui était l'omniprésent et le tout puissant impérialisme soviétique. Ce fut dans cette perspective que le parti alors majoritaire, dans une période où

L'Europe et le monde occidental craignaient que le Portugal ne devienne la Cuba européenne, eut recours au célèbre slogan, "l'Europe avec nous". Ce la ne signifiait pas que l'Europe, sauf comme modèle politique et idéologique, était devenue pour nous une terre promise ou un objet de profonde identification, mais simplement une alliée capable de nous préserver d'un certain destin considéré comme intolérable par la majorité des Portugais.

A première vue, le retour à l'Europe, représenté par la fin de l'empire colonial et la désormais lointaine Révolution des œillets, pouvait passer pour un moment "d'européanisation forcée", une désaffection par rapport à notre imaginaire classique, épique, en somme, une indispensable redécouverte de nous-mêmes et de l'Europe comme horizon et vocation incontournables. Dans la mesure où la Révolution des œillets fut un événement européen vécu avec attention et même passion par l'Europe démocratique et non-démocratique, dans la mesure où elle mettait un point final à l'ordre politique avec une douceur toute lusitanienne, exemplaire, lyrique, et à notre isolement international, nous pouvons en parler comme d'un épisode européanisant. Notre bonne image dans le miroir européen, l'adoption dont nous fûmes l'objet par "l'intelligentsia européenne", surtout celle de gauche et, naturellement, d'extrême-gauche, nous réconcilient, comme par le passé avec l'Europe. Sartre, le référent mythique d'une Europe qui ne savait pas encore qu'elle serait la "dernière Europe", nous visite, et, avec lui, une certaine tradition de l'utopie européenne pour une nouvelle société prend une couleur portugaise. Il s'agissait, il s'est agi, bien sûr, d'une fiction, mais notre fiction intégrait ce qui restait de fiction révolutionnaire européenne. Chez nous, les "intellectuels" venaient examiner avec une curiosité d'ethnologues de la politique la dernière tentative occidentale européenne d'échapper, en rêve, au destin d'un Occident qui entrait dans l'ère d'un hyper-capitalisme et de la société de consommation. Dans ce moment doublement onirique - l'Europe le rêva avec un Portugal imaginaire et le Portugal le vécut plus intensément par l'Europe - l'Europe offrait à notre imagination le cadre de référence, d'échange d'une certaine réciprocité, ce qui s'est rarement produit au cours de notre histoire d'hyper-Européens sans Europe. La fugacité de ce moment de pleine et euphorique représentation de nous-même sur une scène étrangère, le retour, et non la perte, de l'illusion lyrique de la révolution dans la banale presse démocratique d'un pays qui, sur ce chapitre, n'avait pas de passé exemplaire, ne s'opposent pas à ce que cette expérience soit considérée comme décisive au plan de l'imaginaire. A ce niveau, notre rapport avec l'Europe a souffert dès lors d'une transformation. Nous n'oublierons plus dans ce moment de réciprocité, cette existence d'Européens "comme les autres", ce qui signifie que nous avons cessé de penser l'Europe comme un espace d'indifférence ou un objet de relation complexe. En accord avec le mouvement de conversion réelle de notre vie collective vers l'Europe,

nous exigeons l'Europe, nous admettons par convenance réaliste mais aussi idéale que finalement, nous avons trahi notre position classique de fils naturels de l'Europe pour celle de fils légitimes.

Notre entrée dans l'Europe qui pouvait n'être qu'une approche forcée et extérieure, c'était, c'est aussi, l'entrée de l'Europe en nous, confrontation et participation non seulement aux mécanismes de la construction européenne, mais aussi immersion plus profonde malgré les apparences contraires, dans le magma complexe de l'héritage culturel et symbolique de l'Europe. En particulier dans celui qui, il y a encore peu longtemps, n'était pas moins familier, celui des nations non-hégémoniques, culturellement parlant, comme si instinctivement, notre intérêt pour d'autres cultures, celles des pays nordiques, de la Hollande, de la Belgique, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la nouvelle Allemagne, équilibrait l'ancienne fascination pour les espaces naturels de la France d'abord, et de l'Angleterre, qui furent toujours plus sensibles. Événement mémorable, l'Espagne devient objet de considération et de référence dans notre dialogue profond avec nous-même et récupère cette position, autrefois souveraine, qu'elle avait occupée dans notre vie spirituelle, alors que nous restons étrangers à son propre discours culturel.

Le fait de nous référer ici à des pays qui n'appartiennent pas à la Communauté européenne ou à l'Union européenne, signifie naturellement que l'Europe qui exerce une action significative sur notre imaginaire n'a pas de présence politique, sociale et économique en dehors de nos intérêts symboliques. Or, ce qui est étrange, inexplicable, c'est le fait que malgré l'intimité avec la culture européenne, ou plutôt, avec les cultures plurielles que nous transférons mythiquement, l'Europe n'occupe pas une place primordiale dans notre imaginaire. Pourtant l'adhésion à l'Europe à laquelle nous voulions appartenir pour sa mythologie en tant que telle, sa thématique, son destin et sa construction, nous interpelle et nous responsabilise. Pragmatiques, nous avons accepté l'Europe comme une fatalité et non pas comme une option qui puisse nous impliquer profondément. Pour quelle raison considérer la mutation prévisible de son statut de nation souveraine comme un événement lourd de conséquences laisse pourtant impavide la conscience nationale et ne semble pas affecter la teneur et la trame de nos comportements culturels?

Ne croyons-nous pas au fond que "l'Europe" existe déjà ou se met à exister réellement au-delà de son expression strictement économique? Ou est-ce que croyant viable cette Europe en termes de super-nation, nous croyons encore avec plus de ferveur et de force que cette hypothétique réalité supra-nationale n'altérera en rien les héritages symboliques de chacun de ses composants culturels.

Il se développe cependant au Portugal la crainte d'une inacceptable dissolution de notre âme et de notre mémoire. Les échos en sont

innombrables dans notre presse depuis l'inquiétude jusqu'à la panique et ne se limite pas à la fameuse allégorie du radeau de pierre.

Nous assistons maintenant à une vague de fond néo-nationaliste, interprétée par des acteurs situés il y a encore peu de temps, dans des clans opposés. Cette vague réactive le nationalisme portugais classique, remplaçant la simple exaltation pour ce qui est national (du paysage aux créations artistiques) par un intérêt pour tout ce que notre vieille mythologie épique et colonisatrice avait occulté ou laissé dans l'ombre. Cet "autre Portugal", dans son empressement anti-européen découvre en lui ses Indiens, c'est-à-dire notre fond arabe ou notre dimension judaïque. La finalité de ces "restaurations" obéit moins à l'impératif enracinement dans ce passé occulté qu'au dessein de nous séparer encore plus de la mythologie classique européenne. Cette redécouverte de notre fond arabe, la liesse que produit tout ce qui peut contribuer à rendre notre image la moins européenne possible, traduisent bien mieux que toutes les litanies européanisantes le mouvement de notre inconscient collectif, devenu sans intérêt pour ce qui pendant des siècles paraissait avoir commandé les expressions significatives de notre imaginaire. Les radeaux de papier sont les petites barques fragiles, pour l'instant, sur lesquelles, à l'heure d'aborder l'Itaque Européenne, nous émignons vers un ailleurs, cet ailleurs magique où, sans effort, nous continuerons à être les acteurs de l'Histoire et non des comparses subalternes. Il y a peu, le Premier ministre a affirmé qu'enfin de compte Rabat était plus près de nous que Madrid. Je ne crois pas qu'il ait fait référence à la distance géographique, mais à celle de l'âme. Je ne sais pas non plus si c'est une version moderne du vieux dicton de César selon lequel il vaut mieux être premier à Capoue que second à Rome. Mais on ne pouvait pas mieux souligner jusqu'à quel point la perspective de notre "intégration" à l'Europe (et probablement celle de beaucoup d'autres), c'est-à-dire dans la vraie Europe, avec le conflit qu'elle suppose, stimule moins notre imaginaire que l'ancienne distance qui nous sépare symboliquement et douloureusement de la "grande Europe", mais elle ne permettait pas d'imaginer que nous étions les maîtres dans notre propre demeure. Le dit "défi européen" est celui-là et il n'est pas convenu que nous voulions le gagner. L'autre, celui d'ordre matériel, extérieur, l'Europe le gagnera pour nous, même si c'est sans nous.

PORTUGAL, 1974-1994
Peuples Méditerranéens n° 66
janvier-mars 1994
pp. 219-223

RÉSUMÉS/ABSTRACTS

Portugal, 1974-1994
Michel Poinard

Twenty years after the April 25th revolution, as a generation raised on democracy reaches voting age, it seems fitting to trace the path taken by Portugal in its twenty-year struggle to modernize. This paper focuses less on where Portugal stands today than on the successes and problems of the last two decades. Other general issues discussed and analyzed include economic conversion to the European market; the rapid decline of a rural society whose traditional networks and structures have given way to a new system of values, new images and perceptions in rural settings; a new self-image, one better suited to European integration than the myth of transatlantic imperial grandeur which once made up for the country's poverty.

**The State, wage relations and social welfare
in the semi-periphery : The case of Portugal**
Boaventura de Sousa Santos

Since the fall of the Empire in 1974, Portugal, a semi-peripheral European nation, has been trying to make a new place for itself in the world system. It seems destined to remain a semi-peripheral country, its status heretofore defined by its integration into the European economic community and by its privileged economic and social ties with Portuguese-speaking Africa. Portugal is in a state of transition, with changes occurring more or less rapidly depending upon the social practices involved. This transitional phase is characterized by contradictions, of which two, in particular, merit close attention : the discrepancy between capitalist production and social reproduction, on the one hand, and the discrepancy between the institutional forms of the fordist mode of regulation and the predominantly non-fordist, competitive regulation of the wage relations on the other.

Small cities and peripheral urbanization

Antonio Gama

The articulation between society and space enables us to analyze urban growth, to examine the new relationship between rural and urban communities, schemes related to industrialization and transportation development, and the new spaces created in rural areas in the midst of urbanization. Social relations at once engender and are subject to changes in the space organization : separation of home and work place, multiple jobs, social mobility, private housing, etc., all of which contribute to urban growth. An empirical study of urban growth in and around the city of Leiria illustrates the transformation process.

The decentralization process. Theory and practices

Fernando Ruivo

In the aftermath of the 1974 revolution, "local politics" merely designated a social representation designed to legitimize a new political order. Gradually, however, effects were felt at the institutional level. Decentralization occurred albeit in rather sporadic, uneven fashion. The Constitution of 1976 upheld the principle of decentralization, but laws granting power and responsibility to local authorities were not passed until 1977, and fiscal management at the local level followed only in 1979. As for political decentralization, made official in the 1976 municipal elections, its actual implementation has been uneven and subject to political events not always directly linked to decentralization.

The Local Power

Carlos Nunes Silva, Isabel Magarida André

In pursuit of the ideals of decentralization and the abolition of regional inequalities, the Revolution of 1974 handed considerable political power over to the *municípios*. The Constitution of 1976 sanctioned the move by allowing the *autarquias* to consist of elected officials and by guaranteeing institutional and financial autonomy at the local level. Direct, universal election of all *autarquias* was the initial step in instituting democracy in local politics. The law guaranteeing financial autonomy, though clearly defined, was never respected by the central government which proceeded to penalize the *autarquias* during periods of financial austerity. In spite of such financial constraints, alleviated by bank loans, the role of the *autarquias* has become pivotal where local development is concerned.

Agriculture in Portugal. Progress and outlook.

Michel Drain

Although it carries little weight in Europe's economy, Portugal's agricultural sector nonetheless serves as a model of sorts. Past and present events in rural Portugal extend well beyond the country's borders and enable us to better understand the current state of small, family-run farming operations in Europe, particularly in the Mediterranean region. Moreover, a groundbreaking experiment conducted in the rural area of Alentejo represents a historic first in terms of the pivotal role played by those involved. Historically speaking, this experiment constituted a noteworthy attempt to deal with the economic and social challenges which faced southern Europe in the mid 1970s.

Agrarian Reform and "deproletarianization"

Pedro Hespana

The Agrarian Reform movement in Portugal has essentially been a proletarian one. One of the least studied aspects of this Reform is the government's attempt to change its course and steer it away from proletarian concerns through land distribution to small farmers. In effect since 1980, this policy has been the subject of heated debate. The present discussion is a critical analysis of the social forces which motivated the creation and implementation of the policy; the consequences of its implementation; and the reaction to land privatization. Two factors, in particular, emerge in these responses : the village community's history (power and alliances, work and means of subsistence), and the personal histories of individuals, families, participants, recipients and others affected by redistribution of the land.

European integration : A new Dualism in Agriculture?

José Reis

Small agriculture serves the important function of reproducing the non-agricultural work force in Portugal. As in the past, this complementarity represents a barrier to the intensification of production today. At the very least, it is a major issue which cannot be ignored when seeking to understand how actual restructuring processes operate and to find credible solutions to a national food deficit. The analysis focuses first on the studies about the integration of the agricultural sector to the world market, and then on a discussion of the current situation. The issue of the "post-membership" agricultural policy in the immediate future remains an open question : are we not witnessing

a new dualism, not unlike the old one between *latifundia* and family farming, only this time between those possessing capital, contacts and support from businesses on the one hand and, on the other, the population of farmers excluded from agricultural policies?

Ségrégations sexuelles dans le travail

Virginia Ferreira

Le modèle d'intégration des femmes à l'économie portugaise est différent de la plupart des pays industrialisés de l'Europe. L'organisation des familles, la structure sociale, la place de l'Etat dans la société ont pour résultat une plus grande présence des femmes dans le travail et une ségrégation moins forte des femmes au travail. Il ne s'agit pas seulement de retard de développement économique, et de phases de développement. L'industrialisation en cours commencée avec l'intégration à la CEE n'accroîtra sans doute pas les ségrégations sexuelles comme cela a été le cas dans les pays actuellement avancés au cours de leur industrialisation.

The language of exclusion

Pirouz Eftekhari

José H., a resident of Conchada, a shanty town on the outskirts of Coimbra, was interviewed in June, 1991. A transcription of the interview is presented and analyzed. José H. and those like him, left behind by a consumer society, often find themselves banished to the farthest corners of suburban shanty towns and excluded from production and any future role. This despite the fact that urbanization marks their symbolic entry into society. More than wanting to be a part of consumer society, they are demanding not to be excluded and labeled less than human. Hence, their oft-repeated phrase -- "We are human." -- heard in Portugal as in many other countries.

The Portuguese fantasy of Europe

Eduardo Lourenco

Scarcely ten years ago, the majority of Portuguese saw Europe as a complex economic and political entity albeit rather vaguely defined and not easily described. Europe seemed no different from the way it had always looked -- a distant place, far from Portugal. Today Europe is omnipresent. As in other European countries, all references pertain to

Europe. The Portuguese have a new identity ; they are no longer living in imagined isolation. EEC membership has closed the wound left by the loss of its colonies. At the same time, there is fear that the country will somehow lose its soul and its memory -- an unacceptable loss. The result is a neo-nationalist movement whose goal is separation of the Portuguese from classic European mythology.

BULLETIN D'ABONNEMENT / SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Address :

Code postal, ville / postal code, city :

Pays /country :

Souscription d'un abonnement de un an / Suscription for one year :

De soutien / Suporter rate() Ordinaire / normal rate ..()

A partir du numéro / Beginning with number.....()

Mode de règlement / Payment

* Chèque bancaire à l'ordre de *Peuples méditerranéens*, adressé à
/Bank cheque to the order of *Mediterranean peoples*, addressed to :
Peuples méditerranéens, BP18807 75326 Paris.Cedex 07.

* Virement à notre banque / Transfer to our bank : Banque nationale de
Paris, avenue de Breteuil - 75015 Paris.: 30004/01924/00254660/92

* Facture / Invoice

Conditions d'abonnement / Subscription rate (francs français / french francs). France et étranger / France and other countries :

Individus / Individuals : 230FF Institutions / Institutions : 380 FF

Abonnement de soutien / Supporter rate : 500 FF

Les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les
"abonnements permanents" à renouvellement annuel automatique sont
acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de
moins de douze mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements
rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros
antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au
prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en
France doit être augmenté des frais d'encaissement. / Subscriptions
start with the issue out at the time of the order. Permanent
subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The
following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or
for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation
of non-expired subscriptions. If in stock, back issues are available at
current prices. Payment by check drawn on a non-French bank should
be increased to cover banking charges.

Flashage et impression par



31240 L'UNION (Toulouse)

Tél. (16) 61.74.27.67

Dépôt légal : Juillet 1994

VHM853
IL-12

HECKMAN
BINDERY INC.



DEC 95

Bound -To -Please® N. MANCHESTER,
INDIANA 46962



UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
909.09822P462 C001
PEUPLES MEDITERRANEENS PARIS
66 1994

REVUE TRIMES



3 0112 025193068

Au début de 1974, le Portugal était l'un des pays les moins développés de l'Europe, et, en même temps, le plus vieil empire colonial européen. Le plus durable des régimes de type fasciste de l'Europe, s'est démantelé au cours d'une révolution pacifique le 25 avril 1974, et bientôt après, la plus grande mobilisation populaire de l'Europe depuis la guerre, a placé l'objectif du socialisme au programme politique des plus grands partis politiques. Quelques mois plus tard, une solution ambiguë de la crise révolutionnaire, s'ouvre sur un processus long et tortueux de mise en place d'un Etat-Providence social-démocrate, à une époque où en Europe occidentale et dans les autres pays du Centre, l'Etat-Providence entre dans une période de crise profonde.

L'intégration à la CEE devenant le seul facteur important de structuration intérieure, la transition portugaise s'inscrivait dans une transition globale. Certaines des dimensions de cette période de transition complexe sont étudiées : continuité-discontinuité de la fonction du Portugal dans le système-monde, centralité de l'Etat dans la transition, développement du pouvoir local, transformation de l'agriculture, mutations de l'imaginaire, etc.